

**مركز القانون العربي والإسلامي**  
**Centre de droit arabe et musulman**  
**Zentrum für arabisches und islamisches Recht**  
**Centro di diritto arabo e musulmano**  
**Centre of Arab and Islamic Law**

# **LES MUSULMANS EN OCCIDENT**

## **entre droits et devoirs**

**Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh**

**Ce livre peut être acquis auprès de l'éditeur**  
**[www.amazon.com](http://www.amazon.com)**  
**2<sup>e</sup> édition, 2012**

## **Le Centre de droit arabe et musulman**

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com) un bon nombre d'écrits.

## **L'auteur**

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages dont une traduction française, italienne et anglaise du Coran.

## **Éditions**

Centre de droit arabe et musulman  
Ochettaz 17  
Ch-1025 St-Sulpice  
Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585  
Tél. portable: 0041 [0]78 9246196  
Site: [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com)  
Email: [sami.aldeeb@yahoo.fr](mailto:sami.aldeeb@yahoo.fr)  
© Tous droits réservés

## Sommaire

Préface par Guy Hennebelle .....	6
Introduction .....	9
Partie I. Conception musulmane des minorités .....	11
Chapitre I. Division à l'intérieur de la Terre d'islam.....	11
Chapitre II. Terre d'islam et Terre de mécréance .....	19
Partie II. Minorités en Suisse.....	49
Chapitre I. Minorités en général .....	49
Chapitre II. Minorités linguistiques et ethniques.....	52
Chapitre III. Minorités religieuses.....	52
Chapitre IV. Minorités, individu et État .....	55
Partie III. Musulmans en Suisse .....	58
Chapitre I. Reconnaissance de l'islam .....	58
Chapitre II. Liberté de religion et de culte .....	72
Chapitre III. École et religion.....	96
Chapitre IV. Droit de famille.....	124
Chapitre V. Interdits alimentaires.....	151
Chapitre VI. Cimetières religieux.....	190
Conclusion.....	210
Annexes .....	217
Bibliographie .....	230
Table des matières .....	241

## Observations générales

### Translittération

L'alphabet arabe se prête à différentes formes de translittération. J'évite la forme savante trop compliquée pour un lecteur non spécialisé. Je donne ici les équivalences de quelques lettres arabes:

'	ع + ء	gh	غ
kh	خ	u + w	و
d	د + ض	i + y	ي
dh	ذ + ظ	t	ت + ط
sh	ش	h	ه + ح
s	س + ص	j	ج

### Notes et bibliographie

Afin de ne pas alourdir inutilement les notes de bas de page, je cite le nom de l'auteur et parfois les premiers éléments du titre. Le lecteur est prié de se reporter à la fin du livre pour les données bibliographiques complètes. Pour les renvois aux codes des pays traités, je me limite à l'indication du pays en question. Ainsi l'article 781 jordanien signifie qu'il s'agit de l'article 781 du code civil jordanien.

### Citation de la Bible et du Coran

Les citations de l'Ancien Testament et du Nouveau Testament sont prises de la *Bible de Jérusalem*. Celles du *Coran* sont prises principalement de la traduction établie par Régis Blachère. Les chiffres cités entre parenthèses dans le texte sans autre mention renvoient au Coran.

### Notes de bas de page

Dans les notes de bas de page, je cite le nom de l'auteur et parfois les premiers éléments du titre. Le lecteur est prié de se référer à la fin du livre pour les données bibliographiques complètes.

### Dates

Sauf indication contraire, les dates qui figurent dans cet ouvrage renvoient à l'ère chrétienne. La date pertinente de décès d'un auteur est indiquée lorsque l'auteur est cité pour la première fois dans le texte ainsi que dans la bibliographie.

### Abréviations

aCst	Ancienne Constitution suisse de 1874, en vigueur jusqu'au 31 décembre 1999.
al.	alinéa
CCS	Code civil suisse.
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme.
d.	décédé.
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme.

LDIP	Loi fédérale sur le droit international privé.
nCst	Nouvelle Constitution suisse de 1998, entrée en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2000.
Pacte civil	Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

## Préface

### par Guy Hennebelle<sup>1</sup>

Quand l'auteur de ce livre m'a demandé de lui rédiger une préface de deux feuillets, j'ai été amusé qu'il adresse cette proposition à l'inspirateur d'une revue, *Panoramiques*, dont il conteste précisément le titre d'un numéro thématique: "L'islam est-il rebelle à la libre critique?" Mais cette contradiction apparente n'était pas pour me déplaire, car *Panoramiques*, que j'ai fondé en 1991, est une publication bimestrielle qui a fait de la contradiction de fond l'un de ses chevaux de bataille contre le "politiquement correct" devenu, hélas, hélas, hélas, une des plaies actuelles en Occident en général et en France, mon pays, en particulier. Je précise quand même que ce numéro (diffusé, non sans paradoxe, en Algérie, sous le titre *L'islam s'ouvre à la libre critique...* à la demande du partenaire algérien) constitue une première en son genre puisque c'est la première fois, à ma connaissance, que des musulmans croyants (réunis par la revue *Islam de France*) acceptent le principe d'une *disputatio fair play et fifty fifty* avec des athées, agnostiques ou croyants critiques notamment d'origine musulmane! Échange de vues formellement déconseillé, sinon interdit, par l'islam lui-même qui enjoint à ses ouailles d'occire les apostats (Sami Aldeeb le rappelle dans ce livre).

Le principal mérite de cet auteur est d'accepter (peut-être parce que, Palestinien chrétien, il n'est précisément pas d'origine musulmane et donc ouvert au dialogue?) d'appeler un chat un chat, l'islam tel qu'il est actuellement fossilisé un archaïsme, et de refuser la pratique, trop fréquente dans les milieux musulmans, du double langage ou de la restriction mentale qu'en français nous appelons *jésuitisme* et dans l'islam, surtout chiite, on nomme *taqiyyah*<sup>2</sup>. Il ne cache pas, par exemple, que la seule mécanique démographique peut fort bien amener vers 2020 la population musulmane à devenir majoritaire en Suisse. C'est la projection que fait aussi pour sa part un auteur français comme Jean-Paul Gourévitch dans le troisième tome, *La France africaine*, d'une trilogie consacrée aux conséquences de l'immigration en France.

Longtemps il a été et encore actuellement, il reste très souvent interdit par la presse bien-pensante, surtout de gauche et d'extrême-gauche, en France, d'estimer que l'assimilation des immigrés originaires des pays arabes et africains, les plus nombreux, poserait davantage de problèmes qu'hier celle des immigrés d'origine européenne: italiens, espagnols, polonais, portugais, voire juifs d'Europe centrale. Partant d'un principe républicain (et juste dans son énoncé) qu'un homme est un homme et qu'une femme *vaut* un homme, il fallait "faire comme si" tout se passerait avec ces nouvelles vagues comme avec les précédentes et que seuls des racistes pouvaient redouter le contraire. On affectait d'ignorer le fait que l'on n'hésitait pas pourtant à remplacer subrepticement le mot *assimilation* par le terme *intégration* qui avait été forgé au dernier quart d'heure de l'Algérie française par

---

<sup>1</sup> Directeur de la Revue *Panoramiques*.

<sup>2</sup> Le terme *taqiyyah* est traduit par *dissimulation*. Voir sur ce terme partie I, chap. II.2.

Jacques Soustelle pour tenter, in extremis, avant puis après le 13 mai 1958, de contrecarrer une indépendance devenue inéluctable en garantissant aux huit millions de *musulmans* d'Algérie (devenus entre-temps trente-cinq...) l'égalité avec le million d'*Européens*, en fusionnant notamment les deux collèges électoraux. On oubliait simplement de rappeler que cette intégration ménageait à ces nouveaux Français à part entière un statut personnel entièrement à part qui respectait toute une gamme de dispositions musulmanes incompatibles avec les lois de la République laïque et démocratique et, incidemment, avalisait la polygamie, l'inégalité des deux sexes, de l'héritage, etc. C'est d'ailleurs le cas présentement dans le *territoire associé* de Mayotte, dans l'Océan indien où c'est la *shari'ah* qui prime!

Oui, Sami Aldeeb, vous avez raison d'analyser toutes les conséquences actuelles ou futures de la présence de millions et de millions de néo-citoyens d'origine musulmane en Europe de l'Ouest, et dans votre pays, la Suisse, en particulier. Je n'oublie pas, moi qui, à la suite de Maxime Rodinson, ai toujours trouvé légitimes les revendications des Palestiniens et injuste le sort infernal qui leur est fait par les anciennes victimes juives d'hier ("les victimes des victimes" dit de ses compatriotes Edward Saïd), je n'oublie pas, disais-je, que la chrétienne Souha s'est officiellement convertie à l'islam pour devenir Madame Yasser Arafat! Et ce alors même que cette inique exigence islamique n'est pas requise de l'épouse non musulmane mais seulement du futur mari non musulman d'une musulmane! Comment croire en une Palestine laïque et démocratique dans ces conditions? Comment croire les musulmans quand ils disent admettre pleinement les lois des pays démocratiques alors que plusieurs de leurs représentants en France ont demandé et obtenu du Ministère de l'Intérieur, qui s'efforce de susciter une autorité musulmane représentative, la suppression du paragraphe qui reconnaissait le droit de changer de religion?

Lors de la Révolution française, un élu (on cite selon les cas l'abbé Grégoire ou Clermont-Tonnerre) proclama fermement "qu'il fallait que la République reconnaisse tout aux juifs comme individus et rien comme communauté". Même s'il faut probablement tempérer quelque peu la raideur du propos, je fais mien ce programme. J'espère que la France et plus largement l'Europe permettront grâce à leurs vertus propres l'émergence d'un islam *ijtihadi*, c'est-à-dire *aggiornamentisé*. On devrait répéter incessamment qu'il vaut mieux être Arabe et musulman en Europe que dans n'importe quel pays arabe et musulman! Et rejeter sans aucun état d'âme les revendications de ceux des "musulmans" qui, en quelque sorte, voudraient à la fois le beurre et l'argent du beurre, le *beur* et l'argent du *beur*, si l'on me permet ce jeu de mots. Et indiquer clairement aux rétifs: *Love it or leave it*. Si nous vous laissions reconstituer chez nous les dispositions mentales, comportementales et juridiques qui ont précisément conduit à votre déclin historique, vous finiriez, votre démographie aidant, par nous entraîner dans la tragique régression qui fait croupir un milliard deux cents millions de musulmans dans la misère, du Maroc à l'Indonésie (même si l'on peut trouver aussi des raisons

extra-religieuses à cette "malédiction islamique du sous-développement économique").

Cette fermeté d'esprit de notre part doit s'accompagner d'une reprise de notre natalité défailante et d'une accélération des mariages mixtes. Faute de quoi, se constitueront, au minimum, des mini-Kosovos avec les conséquences que l'on a pu observer dans les Balkans et ailleurs.



## Introduction

Nous ne parlons pas ici de l'islam, mais des musulmans. *L'islam*, tout comme le *christianisme* et le *judaïsme*, est une notion abstraite qui n'existe pas. Des titres comme *L'islam dans la République*<sup>1</sup> ou *L'islam est-il rebelle à la libre critique?*<sup>2</sup> sont erronés. Ils devraient être plutôt *Les musulmans dans la République*, et *Les musulmans sont-ils rebelles à la libre critique?* De ce fait, nous n'utiliserons le terme *islam* que dans les citations directes ou indirectes reprises à d'autres et dans les expressions consacrées telles que *Terre d'Islam*, *se convertir à l'islam*, etc.

Entre quinze et vingt millions de musulmans vivent actuellement en Occident, dont environ 450'000 en Suisse. Cet ouvrage, consacré à leur situation dans ce pays, aborde des problèmes qui se trouvent pratiquement dans tous les pays occidentaux.

Pour comprendre ces problèmes, la première partie de cet ouvrage décrit la conception musulmane des minorités à travers les siècles et son implication sur la migration. La deuxième est consacrée aux minorités linguistiques, ethniques et religieuses en Suisse en général. La troisième aborde plusieurs domaines pour voir quelles sont les revendications des musulmans et dans quelles mesures ces revendications peuvent être prises en compte en Suisse. Nous classons ces domaines sous les rubriques suivantes: la reconnaissance, la liberté de religion et de culte, l'école, le droit de famille, les interdits alimentaires et les cimetières.

La minorité musulmane en Suisse est aujourd'hui la troisième communauté religieuse en nombre d'adhérents après les communautés protestante et catholique. Si sa croissance actuelle se poursuit, elle deviendra dans vingt ans la première communauté religieuse et pourra même constituer la majorité de la population. Si elle n'est pas intégrée à temps et si son système de valeurs et de références n'est pas adapté, cette communauté représentera un risque réel pour le système juridique et démocratique de la Suisse et pourra mettre en danger son unité territoriale comme c'est le cas en ex-Yougoslavie. Ce risque doit être pris au sérieux dans tous les autres pays occidentaux comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Italie où vit une minorité musulmane importante.

Je suis conscient que cet ouvrage touche un sujet très sensible, dans cette période de tension entre le monde occidental et le monde musulman. Une des raisons de cette tension se situe dans le manque de transparence dans les intentions des deux parties. Rien de plus désagréable que de faire semblant que tout va bien et de se réveiller un beau matin, comme ce fut le cas le 11 septembre 2001, avec de mauvaises surprises que l'on aurait pu éviter grâce à des rapports plus sains. Par conséquent, un travail d'information réciproque est bénéfique tant aux musulmans qu'aux non-musulmans (concernant le 11 septembre, voir les annexes 1 et 2 à la fin de l'ouvrage). Analyser les problèmes est un préalable pour leur solution.

---

<sup>1</sup> Rapport établi par le Haut conseil à l'intégration en France, novembre 2000.

<sup>2</sup> Titre du numéro 50, 2001, de la revue *Panoramiques*.

Mahomet (d. 632) dit: "Si le juge fournit un effort et rend un jugement approprié, il a deux mérites, mais s'il se trompe dans son jugement il a un mérite"<sup>1</sup>. Je ne prétends pas avoir diagnostiqué tous les problèmes ou proposé des solutions infaillibles, mais j'espère au moins avoir un mérite, celui de mon effort. Il incombe à d'autres chercheurs de poursuivre cet effort et, éventuellement, d'en corriger les conclusions. Je reste à cet effet ouvert à toute suggestion constructive de la part de mes lectrices et lecteurs.

Je souhaite exprimer ma gratitude à celles et ceux qui ont corrigé ce texte et m'ont fait part de leurs observations. Je nomme particulièrement Dorothée Reutenauer, Eva González de Lara, Serge Diebolt, Jean-Claude Lüthi et Francis Piccand. Je remercie aussi L'Harmattan de l'avoir publié. Je reste cependant l'unique responsable des erreurs et des opinions qui y sont exprimées.

---

<sup>1</sup> Al-Bukhari, récit 6805.

## **Partie I.**

### **Conception musulmane des minorités**

L'Arabie du temps de Mahomet était connue pour sa tolérance. À la Mecque, cohabitaient non moins de 360 idoles. Avec la création de l'État musulman par Mahomet en 622, le monde fut partagé selon des critères religieux. Les régions dominées par les musulmans sont appelées *Terre d'islam* (*Dar al-islam*). Les habitants de ces régions sont soit des croyants (les musulmans) soit des mécréants (*kafir*). Ces derniers sont à leur tour divisés selon leur degré de mécréance en *Gens du Livre*, apostats et polythéistes, avec un statut particulier pour l'Arabie. L'appartenance religieuse prime sur toute autre appartenance familiale, tribale ou raciale. Aussi les seules minorités dont parlent les juristes musulmans classiques et modernes sont-elles les minorités religieuses. À l'extérieur de la *Terre d'islam*, il y a la *Terre de guerre* (*Dar al-harb*), appelée souvent *Terre de mécréance* (*Dar al-kufr*). Nous dirons ici quelques mots de ces divisions et de leurs implications juridiques.

## **Chapitre I.**

### **Division à l'intérieur de la Terre d'islam**

#### **1) Musulmans**

Le Coran dit que "les croyants sont des frères" (49:10)<sup>1</sup>. Toute personne qui se convertit à l'islam appartient à la nation musulmane (*Ummah*) que le Coran qualifie comme "la meilleure nation suscitée pour les hommes" (3:110). Les musulmans sont convaincus qu'un jour toute l'humanité deviendra musulmane.

Pour le juif croyant, la Bible s'impose comme code juridique à suivre en tout temps et en tous lieux. On y lit:

Tout ce que je vous ordonne, vous le garderez et le pratiquerez, sans y ajouter ni en retrancher (Deutéronome 13:1).

Les choses révélées sont à nous et à nos fils pour toujours, afin que nous mettions en pratique toutes les paroles de cette loi (Deutéronome 29:28).

C'est une loi perpétuelle pour vos descendants, où que vous habitiez (Lévitique 23:14).

Invoquant ces versets, Maïmonide (d. 1204) écrit: "C'est une notion clairement explicitée dans la loi que cette dernière reste d'obligation éternelle et dans les siècles des siècles, sans être sujette à subir aucune variation, retranchement, ni complément". Celui qui prétendrait le contraire devrait être, selon Maïmonide, "mis à mort par strangulation"<sup>2</sup>. Ce châtement est prévu aussi à l'encontre de celui qui "abolit l'un quelconque des commandements que nous avons reçus par tradition

---

<sup>1</sup> Les chiffres cités entre parenthèses sans autre mention renvoient au Coran.

<sup>2</sup> Maïmonide: Le livre de la connaissance, p. 97-98.

orale", comme à l'encontre de celui qui en donne une interprétation différente de l'interprétation traditionnelle, même s'il produit un signe affirmant qu'il est prophète envoyé par Dieu<sup>1</sup>.

On retrouve cette même conception chez les musulmans pour qui le Coran, - parole de Dieu selon les musulmans -, et la Tradition de Mahomet (*Sunnah*) – rassemblée dans différents recueils - constituent les deux premières sources du droit. À partir de ces deux sources, les légistes musulmans classiques ont développé un système juridique appelé la *shari'ah* (litt.: la voie). Tout musulman doit s'y soumettre. Le Coran dit à cet égard:

Ceux qui ne jugent pas les hommes d'après ce que Dieu a révélé sont des mécréants, ... injustes, ... pervers (5:44, 45, 47).

Lorsque Dieu et son Prophète ont pris une décision, il ne convient ni à un croyant, ni à une croyante de maintenir son choix sur cette affaire. Celui qui désobéit à Dieu et à son Prophète s'égare totalement et manifestement (33:36).

Muhammad Mitwalli Al-Sha'rawi (d. 1998), personnalité religieuse et politique égyptienne, explique que la révélation est venue trancher les questions sujettes à divergence, libérant ainsi l'homme de la peine de les résoudre par la discussion ou par des expériences répétitives épuisantes. Le musulman n'a pas à chercher en dehors de l'islam des solutions à ses problèmes, puisque l'islam offre des solutions éternelles et bonnes dans l'absolu<sup>2</sup>. Il ajoute:

Si j'étais le responsable de ce pays ou la personne chargée d'appliquer la loi de Dieu, je donnerais un délai d'une année à celui qui rejette l'islam, lui accordant le droit de dire qu'il n'est plus musulman. Alors je le dispenserais de l'application du droit musulman en le condamnant à mort en tant qu'apostat<sup>3</sup>.

Cette conception de la loi révélée se reflète dans les différentes déclarations islamiques relatives aux droits de l'homme<sup>4</sup>. Ainsi, celle promulguée en 1981 par le Conseil islamique (dont le siège est à Londres), affirme à plusieurs reprises que les droits de l'homme se fondent sur une volonté divine. Le premier passage du préambule dispose: "Depuis quatorze siècles, l'islam a défini, par Loi divine, les droits de l'homme, dans leur ensemble ainsi que dans leurs implications". Un des considérants de ce préambule ajoute:

- Forts de notre foi dans le fait que Dieu est le maître souverain de toute chose en cette vie immédiate comme en la vie ultime...
- Forts de notre conviction que l'intelligence humaine est incapable d'élaborer la voie la meilleure en vue d'assurer le service de la vie, sans que Dieu ne la guide et ne lui en assure révélation:

---

<sup>1</sup> Maïmonide: Le livre de la connaissance, p. 97-98.

<sup>2</sup> Al-Sha'rawi: Qadaya islamiyyah, p. 35-39.

<sup>3</sup> Ibid., p. 28-29.

<sup>4</sup> Le monde arabo-musulman a élaboré plusieurs déclarations relatives aux droits de l'homme. Certaines de ces déclarations se veulent conformes à la loi islamique. Le lecteur trouvera une traduction intégrale de onze déclarations in: Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, annexes 1-11, p. 462-522.

Nous, les Musulmans, ... nous proclamons cette Déclaration, faite au nom de l'islam, des droits de l'homme tels qu'on peut les déduire du très noble Coran et de la très pure Tradition prophétique (*Sunnah*).

À ce titre, ces droits se présentent comme des droits éternels qui ne sauraient supporter suppression ou rectification, abrogation ou invalidation. Ce sont des droits qui ont été définis par le Créateur - à lui la louange! - et aucune créature humaine, quelle qu'elle soit, n'a le droit de les invalider ou de s'y attaquer.

Les conceptions juive et musulmane de la loi en tant qu'émanation de Dieu, législateur souverain suprême, diffèrent de la conception du droit dans les pays occidentaux christianisés, conception basée sur l'idée de la souveraineté du peuple qui décide lui-même des lois qui le régissent, dans l'intérêt public (*res publica*). De ce fait, au lieu de parler, sur le plan juridique, de culture judéo-chrétienne, il faut plutôt parler de culture judéo-musulmane qui s'apparente de nos jours à la conception totalitaire et dictatoriale de la loi.

Cette conception judéo-musulmane n'a pas pu résister au temps. En effet, bien que la plupart des constitutions des pays arabes affirment que l'islam est la religion d'État et que le droit musulman est *une source principale*, voire *la source principale* du droit, le droit musulman ne couvre aujourd'hui que le droit de famille, ainsi que le droit pénal dans quelques pays comme l'Arabie saoudite et l'Iran. Les autres domaines du droit des États musulmans sont régis par des lois importées principalement de l'Occident, à commencer par la constitution elle-même, le système judiciaire, le droit civil, le droit commercial et le droit pénal. De ce fait, le monde musulman vit aujourd'hui une situation de schizophrénie, partagé entre son idéal religieux et un désir d'acquiescer une indépendance face à la divinité. Cette situation se solde par des conflits, parfois violents, entre trois courants:

- Il y a, avant tout, ceux qui prônent un retour au droit musulman, considéré comme faisant partie de leur foi, quitte à l'adapter à la situation actuelle à travers une interprétation conjoncturelle visant à sauver les apparences.
- Il y a ensuite ceux qui, guidés par un sens des réalités, préfèrent le *statu quo*, estimant que le droit musulman n'est plus en mesure de gérer une société moderne.
- Un troisième courant voudrait évacuer ce qui reste des normes musulmanes appliquées aujourd'hui, et qui sont contraires à la conception moderne des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des non-musulmans.

Je souhaite préciser ici que je ne partage pas la croyance musulmane selon laquelle le Coran est l'œuvre de Dieu, et non pas de Mahomet. Les musulmans avancent comme argument le fait que Mahomet était illettré et, par conséquent, qu'il était incapable de produire le Coran. Même si Mahomet était illettré (ce qui est contesté), nous devons reconnaître que le contenu du Coran est sorti de sa bouche et fut rapporté par son entourage, soit oralement soit par écrit. Pour cette raison, je

cite Mahomet dans la bibliographie comme étant l'auteur du Coran<sup>1</sup>. Si j'utilise dans cet ouvrage l'expression *Le Coran dit* et non pas *Mahomet dit*, c'est pour distinguer les *versets* du Coran des *récits* attribués à Mahomet – à tort ou à raison – dans les recueils de la Tradition.

Pour la compréhension des développements qui suivent, nous signalons que les musulmans sont divisés en deux groupes principaux: les sunnites et les chiïtes. Les sunnites, qui forment la majorité (environ 90%), adhèrent à quatre écoles juridiques principales: l'école hanafite (fondée par Abu-Hanifah, d. 767), l'école malikite (fondée par Malik, d. 795), l'école shafi'ite (fondée par Al-Shafi'i, d. 819) et l'école hanbalite (fondée par Ibn-Hanbal, d. 855).

Face aux musulmans, il y a les *mécréants* classés selon leur degré de mécréance en *Gens du Livre*, apostats et polythéistes.

## 2) Gens du Livre

Selon la conception coranique, Dieu avait envoyé avant Mahomet différents prophètes pour transmettre à l'humanité ses lois. Mahomet est le dernier de ces prophètes et son message constitue l'accomplissement des messages précédents. Toute l'humanité doit donc se rallier à son message et le suivre. Mahomet s'est efforcé de son vivant de réaliser ce projet. Il a engagé des discussions avec les juifs et les chrétiens afin qu'ils le reconnaissent, invoquant le fait que leurs livres sacrés prévoient la venue d'un sauveur. Mais ces deux groupes ont refusé, estimant que leurs livres ne mentionnent pas le nom de Mahomet. Celui-ci a alors rétorqué qu'ils avaient falsifié leurs livres pour faire disparaître son nom<sup>2</sup> et les a accusés d'avoir été infidèles à leurs prophètes: les juifs croyant aux Gibt et aux Taghout et adorant Moïse, leurs grands prêtres et Ozayr<sup>3</sup>, et les chrétiens adorant Dieu, Jésus et Marie<sup>4</sup>. Il a dû se rendre à l'évidence que ses efforts étaient vains, attribuant cette situation à la volonté divine:

Si tu apportais quelque signe à ceux qui ont reçu le Livre, ils n'adopteraient pas ta direction et tu n'adopterais pas leur direction. Plusieurs d'entre eux n'adoptent pas la direction des autres. Si tu te conformais à leurs désirs, après ce qui t'est parvenu en fait de science, tu serais certainement au nombre des injustes (2:145).

Si Dieu l'avait voulu, il aurait fait de vous une seule communauté. Mais il a voulu vous éprouver par le don qu'il vous a fait. Cherchez à vous surpasser les uns les autres dans les bonnes actions. Votre retour, à tous, se fera vers Dieu; il vous éclairera, alors, au sujet de vos différends (5:48; voir aussi 11:118; 16:93 et 42:8).

Il recommande à ses adeptes d'adopter une attitude correcte avec les *Gens du Livre*, et à ces derniers une entente sur un minimum commun:

---

<sup>1</sup> La Tribune de Genève a publié le 8.8.1994 un dessin humoristique sur le Coran; sur sa couverture figurait le titre de l'ouvrage "Le Coran" précédé du nom de son auteur "Mahomet". Fawzia Al-Ashmawi a provoqué une polémique en raison de ce dessin (voir partie III, chap. II.3.B).

<sup>2</sup> Coran 3:78; 4:46; 5:13, 15, 41; 6:91; 7:157, 162.

<sup>3</sup> Coran 4:54; 9:30-31.

<sup>4</sup> Coran 4:172; 5:17, 73, 116; 19:30, 35.

Ne discute avec les *Gens du Livre* que de la manière la plus courtoise. Sauf avec ceux d'entre eux qui sont injustes. Dites: Nous croyons à ce qui est descendu vers nous et à ce qui est descendu vers vous. Notre Dieu qui est votre Dieu est unique et nous lui sommes soumis (29:46, voir aussi 16:125).

Ô *Gens du Livre*! Venez à une parole commune entre nous et vous; nous n'adorons que Dieu; nous ne lui associons rien; nul parmi nous ne se donne de Seigneur, en dehors de Dieu. S'ils se détournent, dites-leur: Attestez que nous sommes vraiment soumis (3:64).

Mahomet ne se considère rien moins que comme l'héritier d'Abraham, qui fut, selon le Coran, le premier *musulman*, terme signifiant *soumis*. À ce titre, Mahomet s'estime encore plus proche d'Abraham que les juifs et les chrétiens qui s'y rattachent: "Abraham n'était ni juif ni chrétien mais il était un vrai croyant soumis à Dieu: il n'était pas au nombre des polythéistes" (3:67; voir aussi 2:128-140; 3:96-97). Il rejette les prétentions des juifs et des chrétiens qui se croient les seuls sauvés:

Ils ont dit: Personne n'entrera au paradis, s'il n'est juif ou chrétien. - Tel est leur souhait chimérique - Dis: Apportez votre preuve décisive, si vous êtes véridiques. Non! Celui qui s'est soumis à Dieu et qui fait le bien aura sa récompense auprès de son Seigneur (2:111-112; voir aussi 2:120, 135; 4:171; 5:77).

Mahomet ne différera cependant pas d'eux sur ce plan en les précipitant tous deux en enfer conjointement avec les polythéistes: "Oui, les incrédules, parmi les *Gens du Livre* et les polythéistes, seront dans le feu de la Géhenne" (98:6; voir aussi 3:85). Ses rapports avec les juifs resteront cependant plus tendus qu'avec les chrétiens:

Tu constateras que les hommes les plus hostiles aux croyants sont les juifs et les polythéistes. Tu constateras que les hommes les plus proches des croyants par l'amitié sont ceux qui disent: "Oui, nous sommes chrétiens!" parce qu'on trouve parmi eux des prêtres et des moines qui ne s'enflent pas d'orgueil (5:82).

Ce débat théologique va déterminer le statut juridique des non-musulmans réglé principalement par quatre versets:

Combattez: ceux qui ne croient pas en Dieu et au jour dernier; ceux qui ne déclarent pas illicite ce que Dieu et son Prophète ont déclaré illicite; ceux qui, parmi les *Gens du Livre*, ne pratiquent pas la vraie religion. Combattez-les jusqu'à ce qu'ils payent directement le tribut après s'être humiliés (9:29).

Ceux qui croient, ceux qui pratiquent le Judaïsme, ceux qui sont chrétiens ou sabéens, ceux qui croient en Dieu et au dernier jour, ceux qui font le bien: voilà ceux qui trouveront leur récompense auprès de leur Seigneur. Ils n'éprouveront plus alors aucune crainte, ils ne seront pas affligés (2:62).

Ceux qui croient: les juifs, les sabéens et les chrétiens, - quiconque croit en Dieu et au dernier jour et fait le bien - n'éprouveront plus aucune crainte et ils ne seront pas affligés (5:69).

Le jour de la résurrection, Dieu distinguera les uns des autres: les croyants, les juifs, les sabéens, les chrétiens, les mages et les polythéistes. Dieu est témoin de toute chose (22:17).

Les légistes classiques ont déduit de ces versets que les *Gens du Livre*: les juifs, les chrétiens, les sabéens et les zoroastriens (mages), auxquels on ajouta les samaritains, ont le droit de vivre au sein de l'État musulman malgré les divergences théologiques qui les séparent des musulmans. Certes, on ne désespère pas de les voir un jour devenir musulmans, mais le Coran rejette le recours à la contrainte pour les convertir: "Pas de contrainte en religion" (2:256). La cohabitation entre musulmans et *Gens du Livre* se fait cependant, non pas d'égal à égal, mais de dominant à dominé, les *Gens du Livre* devant s'acquitter d'un tribut (*jizyah*), en état d'humilité (9:29), et se soumettre à certaines normes discriminatoires, notamment en matière de droit de famille. Ainsi par exemple les musulmans pourront prendre les femmes des *Gens du Livre*, mais ceux-ci ne pourront pas prendre les femmes des musulmans (2:221; 5:5; 60:10). Ils seront appelés les *dhimmis*, les protégés des musulmans, mais ces derniers devront observer à leur égard une méfiance constante, même s'ils avaient avec eux des liens de parenté:

Ô vous qui croyez! Ne prenez pas pour amis les juifs et les chrétiens; ils sont amis les uns des autres. Celui qui, parmi vous, les prend pour amis, est des leurs. Dieu ne dirige pas le peuple injuste (5:51; voir aussi 3:28 et 9:8).

Ô vous qui croyez! Ne prenez pas pour amis vos pères et vos frères, s'ils préfèrent l'incrédulité à la foi. Ceux d'entre vous qui les prendraient pour amis, seraient injustes (9:23).

Cela ne doit cependant pas exclure des rapports basés sur la justice, sauf cas d'hostilité:

Dieu ne vous interdit pas d'être bons et équitables envers ceux qui ne vous ont pas combattus à cause de votre foi et qui ne vous ont pas expulsés de vos maisons. Dieu aime ceux qui sont équitables. Dieu vous interdit seulement de prendre pour patrons ceux qui vous combattent à cause de votre foi; ceux qui vous expulsent de vos maisons et ceux qui participent à votre expulsion (60:8-9).

Pour résoudre les contradictions qui existent entre les versets tolérants et ceux moins tolérants, les légistes classiques recourent à la théorie de l'abrogation: un verset portant sur une affaire est abrogé par un verset ultérieur portant sur cette même affaire<sup>1</sup>. Or, les légistes classiques n'ont pu se mettre d'accord ni sur la portée ni sur la datation des versets, certains n'hésitant pas à considérer tous les versets tolérants du Coran à l'égard des non-musulmans comme abrogés purement et simplement par le *verset du sabre*:

Après que les mois sacrés se seront écoulés, tuez les polythéistes, partout où vous les trouverez; capturez-les, assiégez-les, dressez-leur des embuscades.

---

<sup>1</sup> Cette théorie est énoncée par le Coran 2:106; 16:101; 22:52.



Mais s'ils se repentent, s'ils s'acquittent de la prière, s'ils font l'aumône, laissez-les libres. Dieu est celui qui pardonne, il est miséricordieux (9:5)<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, les relations entre les musulmans et les membres des autres communautés religieuses ont connu des hauts et des bas, et nombreux furent ceux qui se convertirent avec le temps à l'islam. Ceux qui sont restés fidèles à leur foi, pouvaient bénéficier d'une certaine autonomie législative et judiciaire, notamment en matière de droit de famille. L'État musulman d'alors était plus un collecteur d'impôt qu'un gestionnaire de la société, d'autant plus que les juifs et les chrétiens étaient plus évolués que les bédouins venus occuper leurs pays. C'est pourquoi ils ont été pendant longtemps chargés de leur administration par les autorités musulmanes. Le Coran dit à cet égard:

Nous avons, en vérité, révélé la Tora où se trouvent une direction et une lumière. D'après elle, et pour ceux qui pratiquaient le Judaïsme, les prophètes qui s'étaient soumis à Dieu, les maîtres et les docteurs rendaient la justice, conformément au Livre de Dieu dont la garde leur était confiée et dont ils étaient les témoins.... Nous avons envoyé, à la suite des prophètes, Jésus, fils de Marie... Nous lui avons donné l'Évangile... Que les gens de l'Évangile jugent les hommes d'après ce que Dieu y a révélé (5:44 et 46).

Ce système juridique multiconfessionnel persiste encore aujourd'hui dans certains pays arabes avec plus ou moins d'étendue, mais la tendance va vers l'unification. Ainsi en Jordanie ou en Syrie, les communautés religieuses non-musulmanes appliquent leurs lois religieuses en matière de droit de famille, à l'exception des successions, et ont leurs propres tribunaux religieux, alors que l'Égypte a supprimé ces tribunaux religieux.

### 3) Apostats

Le Coran dit: "Pas de contrainte en religion" (2:256). On est libre de devenir musulman, voire encouragé à le faire, mais le musulman, qu'il soit né d'une famille musulmane ou converti à l'islam, n'a pas le droit de quitter sa religion. Il s'agit donc d'une liberté religieuse à sens unique. Le Coran ne prévoit pas de châtimement précis contre l'apostat bien qu'il en parle à plusieurs reprises en utilisant soit le terme *kufir* (mécréance)<sup>2</sup>, soit le terme *riddah* (abjuration)<sup>3</sup>. Seuls des châtimements dans l'autre vie y sont prévus si l'on excepte le verset 9:74 qui parle de châtimement douloureux en ce monde, sans préciser en quoi il consiste. Les récits de Mahomet sont en revanche plus explicites:

Celui qui change de religion, tuez-le<sup>4</sup>.

Il n'est pas permis d'attenter à la vie du musulman sauf dans les trois cas suivants: la mécréance après la foi, l'adultère après le mariage et l'homicide sans motif<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibn-Hazm: Ma'rifat al-nasikh, vol. II, p. 146-148; Ibn-Salamah: Al-nasikh, p. 19, 27, 29, 42, 45, 49, 54, 57, 61 etc.

<sup>2</sup> Voir les versets 2:217 et 47:25-27.

<sup>3</sup> Voir les versets 2:208; 3:86-90, 177; 4:137; 9:66, 74, 16:106-109.

<sup>4</sup> Al-Bukhari, récits 2794 et 6411; Al-Tirmidhi, récit 1378; Al-Nisa'i, récits 3991 et 3992.

Mawerdi définit comme suit les apostats:

Ceux qui étant légalement musulmans, soit de naissance, soit à la suite de conversion, cessent de l'être, et les deux catégories sont, au point de vue de l'apostasie, sur la même ligne<sup>2</sup>.

Sur la base des versets coraniques et des récits de Mahomet, les légistes classiques prévoient la mise à mort de l'apostat après lui avoir accordé un délai de réflexion de trois jours. S'il s'agit d'une femme, certains légistes préconisent de la mettre en prison jusqu'à sa mort ou son retour à l'islam<sup>3</sup>. Il faut y ajouter des mesures d'ordre civil: le mariage de l'apostat est dissous, ses enfants lui sont enlevés, sa succession est ouverte, il est privé du droit successoral. L'apostasie collective donne lieu à des guerres. Le sort réservé aux apostats est alors pire que celui réservé à l'ennemi, aucune trêve n'étant permise avec les apostats.

#### 4) Polythéistes

Il s'agit de ceux qui n'appartiennent pas aux *Gens du Livre*. Au début de sa mission, Mahomet semblait être disposé à leur faire quelques concessions comme il avait fait avec les *Gens du Livre*. Un passage du Coran rapporté par Al-Tabari (d. 923) reconnaissait trois de leurs divinités: Al-Lat, Al-Uzzah et Manat. Mais, face à ses compagnons qui y voyaient une atteinte au monothéisme, Mahomet dénonça ce passage comme étant révélé par Satan (d'où *Les Versets sataniques* de Salman Rushdie). Bien que ce passage ait disparu du Coran, il en reste des traces qui confirment la polémique qu'il provoqua (53:19-23). Mahomet admit aussi la possibilité de conclure un pacte avec les polythéistes (9:3-4). Mais ceci fut aussi dénoncé (9:7-11) et les polythéistes furent sommés, en vertu du *verset du sabre* (9:5) cité plus haut, soit de se convertir, soit de subir la guerre jusqu'à la mort.

#### 5) Statut particulier de l'Arabie

La tolérance à l'égard des *Gens du Livre* ne s'appliquait pas à ceux d'entre eux qui habitent l'Arabie. Mahomet, sur son lit de mort, aurait appelé Umar (d. 644), le futur 2<sup>ème</sup> calife, et lui aurait dit: "Deux religions ne doivent pas coexister dans la Péninsule arabe"<sup>4</sup>. Il ne suffisait plus de payer le tribut comme leurs coreligionnaires dans les autres régions dominées par les musulmans. Rapportant la parole de Mahomet, Mawerdi écrit: "Les tributaires ne furent pas admis à se fixer dans le Hijaz; ils ne pouvaient y entrer nulle part plus de trois jours". Leurs cadavres mêmes ne sauraient y être enterrés et, "si cela a eu lieu, ils seront exhumés et transportés ailleurs, car l'inhumation équivaut à un séjour à demeure"<sup>5</sup>.

Les légistes musulmans classiques ne se sont pas mis d'accord sur les limites géographiques dans lesquelles cette norme devait s'appliquer. Aujourd'hui seule l'Arabie saoudite l'invoque pour priver sur son territoire tous les non-musulmans du droit de pratiquer leurs cultes. Nous y reviendrons plus loin.

---

<sup>1</sup> Ahmad, récits 23169 et 24518.

<sup>2</sup> Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, p. 109.

<sup>3</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh, L'impact de la religion, p. 60-63.

<sup>4</sup> Malik, récit 1388.

<sup>5</sup> Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, p. 357.

## Chapitre II.

### Terre d'islam et Terre de mécréance

#### 1) Frontière religieuse classique

Les légistes musulmans classiques considèrent comme *Terre d'islam* (*Dar al-islam*) toutes les régions passées sous domination musulmane, que les habitants soient musulmans ou non. De l'autre côté de la frontière se trouve la *Terre de guerre* (*Dar al-harb*), appelée souvent *Terre de mécréance* (*Dar al-kufr*) qui, un jour ou l'autre, devra passer sous domination musulmane, et ses habitants à plus ou moins longue échéance devront se convertir à l'islam.

Avant le départ de Mahomet de la Mecque, le Coran intimait aux musulmans de ne pas recourir à la guerre, même s'ils étaient agressés (16:127; 13:22-23). Après le départ de la Mecque et la création de l'État musulman à Médine, les musulmans furent autorisés à combattre ceux qui les combattaient (2:190-193 et 216; 8:61; 22:39-40). Enfin, il leur fut permis d'entreprendre la guerre (9:3-5)<sup>1</sup>. Le but de cette guerre est d'étendre la *Terre d'islam* et de convertir la population à l'islam. Mahomet aurait écrit des messages aux différents chefs de son temps, leur demandant de devenir musulmans. S'ils étaient monothéistes et désiraient le rester, ils devaient se soumettre au pouvoir politique des musulmans et payer un tribut. S'ils refusaient les deux alternatives, ils devaient se préparer à la guerre. S'ils étaient non-monothéistes, ils n'avaient le choix qu'entre la conversion et la guerre<sup>2</sup>.

La *Terre de guerre* peut bénéficier d'un traité de paix temporaire, devenant ainsi *Terre de traité* (*Dar ahd*). D'après Abu-Yousof (d. 798), le grand juge de Bagdad, "il n'est pas permis au représentant de l'Imam de consentir la paix à l'ennemi quand il a sur lui une supériorité de forces; mais s'il n'a voulu ainsi que les amener par la douceur à se convertir ou à devenir tributaires, il n'y a pas de mal à le faire jusqu'à ce que les choses s'arrangent de leur côté"<sup>3</sup>. Abu-Yousof ne fait que paraphraser le Coran: "Ne faites pas appel à la paix quand vous êtes les plus forts" (47:35).

Trois siècles plus tard, Mawerdi (d. 1058) nomme parmi les devoirs du chef de l'État:

Combattre ceux qui, après y avoir été invités, se refusent à embrasser l'islam, jusqu'à ce qu'ils se convertissent ou deviennent tributaires, à cette fin d'établir les droits d'Allah en leur donnant la supériorité sur toute autre religion<sup>4</sup>.

Il précise que si les adversaires se convertissent à l'islam, "ils acquièrent les mêmes droits que nous, sont soumis aux mêmes charges, et continuent de rester maîtres de leur territoire et de leurs biens". S'ils demandent grâce et réclament une trêve, cette trêve n'est acceptable que s'il est trop difficile de les vaincre et à condition de les

---

<sup>1</sup> Ces étapes sont exposées par Mawlawi: *Al-usus al-shar'iyyah*, p. 33-47.

<sup>2</sup> Voir Hamidullah: *Documents*, vol. II, p. 21, 22, 34 et 41; Hamidullah: *Majmu'at al-watha'iq*, p. 110, 116, 145, 162.

<sup>3</sup> Abou-Yousof: *Le livre de l'impôt foncier*, p. 319.

<sup>4</sup> Mawerdi: *Les statuts gouvernementaux*, p. 31.

faire payer; la trêve doit être aussi courte que possible et ne pas dépasser une durée de dix ans; pour la période qui dépasse ce délai, elle devient sans valeur<sup>1</sup>.

Ibn-Khaldun (d. 1406) distingue entre la guerre menée par les musulmans et celle menée par les adeptes des autres religions. Les musulmans sont légitimés à mener une guerre offensive du fait qu'ils ont une mission universelle visant à amener toutes les populations à entrer dans la religion musulmane, bon gré mal gré. Ceci n'est pas le cas des adeptes des autres religions qui n'ont pas de mission universelle; ils ne peuvent mener une guerre que pour se défendre<sup>2</sup>.

## **2) Frontière religieuse classique et migration**

Pour échapper aux persécutions, Mahomet, accompagné de certains de ses adeptes, quitta en 622 la Mecque, sa ville natale, et se dirigea vers Yathrib, la ville de sa mère, devenue Médine. C'est le début de l'ère musulmane dite *ère hégire*, ère de la migration. Ceux qui quittèrent la Mecque pour aller à Médine portèrent le nom de *Muhajirin* (immigrés). Ceux qui les accueillirent furent appelés *Ansar* (supporteurs).

Des musulmans, cependant, restèrent à la Mecque et continuèrent à vivre secrètement leur foi. Contraints de participer au combat contre les troupes de Mahomet, certains y perdirent la vie. C'est alors que fut révélé le passage suivant:

Au moment de les emporter, les anges disent à ceux qui se sont fait tort à eux-mêmes: "En quel état étiez-vous?" Ils répondent: "Nous étions faibles sur la terre". Les anges disent: "La terre de Dieu n'est-elle pas assez vaste pour vous permettre d'émigrer?" Voilà ceux qui auront la géhenne pour refuge: quelle détestable fin! À l'exception de ceux qui sont faibles et incapables parmi les hommes, les femmes et les enfants; car ils ne sont pas dirigés sur le chemin droit (4:97-98).

Ce passage demande à tout musulman, vivant en pays de mécréance, de quitter son pays pour rejoindre la communauté musulmane, s'il le peut. D'autres versets vont dans le même sens (4:100; 9:20). Le but de cette migration est de se mettre à l'abri des persécutions, d'affaiblir la communauté mécréante et de participer à l'effort de guerre de la nouvelle communauté. Aussi, le Coran parle-t-il conjointement de *ceux qui ont émigré et ont fait le jihad* (2:218; 8:72, 74 et 75; 8:20; 16:110).

Le verset 8:72 établit une alliance entre les immigrés et ceux qui leur donnent l'hospitalité. Il interdit de nouer une telle alliance avec les musulmans qui restent dans le pays de mécréance "tant qu'ils n'auront pas émigré". Mais si ces musulmans, restés en dehors de la communauté, demandent de l'aide "au nom de la religion", la communauté musulmane doit les secourir, sauf s'il s'agit de combattre un peuple avec lequel la communauté musulmane a conclu une alliance.

Le verset 4:89 demande aux musulmans de ne se fier aux mécréants que s'ils émigrent vers la nouvelle communauté, en signe d'allégeance et de conversion. Le Coran manifeste une grande méfiance à l'égard des nomades, ces éternels migrants sans domicile fixe qui déclaraient leur allégeance à Mahomet et par la suite

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 98-105.

<sup>2</sup> Ibn-Khaldun: Muqaddimat Ibn-Khaldun, p. 202.

retournaient dans le désert (*ta'rib*), échappant ainsi à son contrôle, dans un moment critique où la nouvelle communauté avait besoin de guerriers pour se défendre et s'étendre (9:97; 9:90, 99, 101, 120 et 49:14).

Les immigrés avaient tout abandonné derrière eux et ils étaient appelés à rompre tout lien avec les mécréants, y compris les liens familiaux (9:23). Ils se trouvaient dans le dénuement total. Ils devaient alors être pris en charge par les autres membres de la communauté. Le Coran incite les riches à les aider (24:22). L'accord établi par Mahomet, entre les immigrés, les *Ansar* et les juifs vivant à Médine, affirme que ces trois groupes constituent une seule communauté<sup>1</sup>. Le Coran consacre une part du butin de guerre aux immigrés et il les place même avant les résidents (59:8-10). Il établit une fraternité entre les croyants (49:10; 3:103; 9:11) impliquant des droits successoraux<sup>2</sup>, droits réservés par la suite aux parentés (33:6).

Les légistes musulmans classiques estiment que la migration vers la *Terre d'islam* continuera tant que persistera la division entre la *Terre d'islam* et la *Terre de mécréance*. Ils invoquent une parole de Mahomet qui aurait dit: "La migration vers la communauté musulmane ne prend pas fin tant que les mécréants sont combattus"<sup>3</sup>. Tout musulman qui se trouve en *Terre de mécréance* doit émigrer vers la *Terre d'islam*. Il ne peut y rester que s'il était en mesure de vivre selon les normes religieuses musulmanes ou s'il n'est pas en mesure d'émigrer pour cause de maladie, de faiblesse ou de contrainte<sup>4</sup>. Ibn-Qudamah (d. 1223) écrit que même si un musulman peut accomplir ses devoirs religieux, en *Terre de mécréance*, il est préférable qu'il émigre vers la *Terre d'islam* pour pouvoir faire le *jihad* contre les mécréants et agrandir le nombre des musulmans<sup>5</sup>. Et si les musulmans vivant en *Terre de mécréance* doivent émigrer vers la *Terre d'islam*, à plus forte raison les légistes musulmans classiques voient-ils d'un mauvais œil la migration des musulmans de la *Terre d'islam* vers la *Terre de mécréance*. Ils ne s'en occupent d'ailleurs que très peu<sup>6</sup>. Aussi Al-Jurjani (d. 1413) définit-il la migration comme "le fait de mettre un terme à son séjour parmi les mécréants et d'intégrer la *Terre d'islam*"<sup>7</sup>. C'est le seul sens de la *migration* admis par les légistes classiques.

S'appuyant sur l'autorité de Malik, Ibn-Rushd (d. 1126), imam de la Mosquée de Cordoue et grand-père d'Averroès, affirme que l'obligation de migration est maintenue jusqu'au jour de la résurrection. Il cite les versets 4:97-98 et 8:72 et le récit de Mahomet: "Je suis quitte de tout musulman qui séjourne parmi les polythéistes". Le converti à l'islam, dans un pays mécréant, doit émigrer vers la *Terre d'islam* pour que les normes musulmanes lui soient appliquées. À plus forte raison, le musulman ne peut se rendre en *Terre de mécréance*, car les lois

---

<sup>1</sup> Hamidullah: *Al-watha'iq al-siyasiyyah*, p. 59.

<sup>2</sup> Ce qui nous rappelle la communauté qui existait entre les premiers chrétiens (Actes des apôtres 4:32-34).

<sup>3</sup> *Al-Nisa'i*, récits 4102 et 4103.

<sup>4</sup> *Al-Shafi'i*: *Kitab al-um*, vol. 4, p. 169-170.

<sup>5</sup> Ibn-Qudamah: *Al-mughni*, vol. 10, p. 514-515.

<sup>6</sup> Voir Khadduri: *War and peace*, p. 170-174.

<sup>7</sup> Al-Jurjani: *Al-ta'rifat*, p. 257.

mécréantes lui seront appliquées. Il ne peut s'y rendre que s'il cherche à racheter un musulman tombé en captivité. S'il y va volontairement pour une autre raison, il ne peut présider la prière et son témoignage est rejeté. Ibn-Rushd demande à l'autorité musulmane d'installer sur les routes des contrôles afin que personne ne puisse se rendre dans ce genre de pays, notamment s'il transporte ce qui est interdit et qui pourrait renforcer les mécréants dans leurs guerres contre les musulmans. Dieu, dit-il, a fixé à chacun une destinée à laquelle il parviendra et les richesses qu'il obtiendra<sup>1</sup>.

Ibn-al-Arabi (d. 1148), juge de Séville, s'oppose aussi au séjour du musulman en *Terre de mécréance* ainsi qu'en *Terre de schisme* (*Dar al-bid'ah*) (en vertu du verset 6:68). Il prescrit aussi au musulman d'émigrer du pays dominé par l'illicite (*haram*) et du pays où il y a un danger pour sa santé, sa personne, ses biens et ses proches. Il cite Abraham (29:26 et 37:99) et Moïse (28:21) qui avaient fui devant la peur<sup>2</sup>.

On retrouve cette opposition chez le grand Soufi andalou Ibn-Arabi (d. 1240):

Veille à émigrer et à ne pas rester parmi les mécréants, car y rester constitue une insulte à la religion de l'islam, une élévation de la parole de la mécréance au-dessus de la parole d'Allah. En effet, Dieu n'a ordonné le combat que pour que la parole de Dieu soit supérieure, et la parole des mécréants l'inférieure. Prends garde de ne pas séjourner ou de ne pas entrer sous la protection (*dhimmah*) d'un mécréant autant que cela t'est possible. Sache que celui qui séjourne parmi les mécréants - tout en pouvant les quitter - n'a pas de part dans l'islam, car le Prophète dit: "Je suis quitte de tout musulman qui séjourne parmi les polythéistes". Il ne lui a donc pas reconnu la qualité de musulman. Dieu a dit de ceux qui sont morts parmi les mécréants: "Au moment de les emporter, les anges disent à ceux qui se sont fait tort à eux-mêmes: 'En quel état étiez-vous?' Ils répondent: 'Nous étions faibles sur la terre'. Les anges disent: 'La terre de Dieu n'est-elle pas assez vaste pour vous permettre d'émigrer?' Voilà ceux qui auront la géhenne pour refuge: quelle détestable fin!"(4:97).

C'est la raison pour laquelle nous avons interdit aux gens dans cette époque de visiter Jérusalem ou d'y séjourner du fait qu'elle se trouve dans les mains des mécréants. Le pouvoir leur appartient, ainsi que la domination sur les musulmans, et les musulmans avec eux se trouvent dans la pire des situations - que Dieu nous garde de la domination des passions. Ceux parmi les musulmans qui visitent aujourd'hui Jérusalem ou y séjournent sont ceux à propos desquels Allah dit: "Leurs actions sont vaines et nous n'attribuerons aucun poids à celles-ci le Jour de la Résurrection" (18:104). De ce fait, émigre de toute créature humaine blâmée par la loi religieuse et qui a été blâmée par la Vérité dans son Livre ou sur la langue du Prophète d'Allah<sup>3</sup>.

En application de cette doctrine de la migration, les musulmans ont quitté les pays qui ont été reconquis par les chrétiens. Ainsi en 1091, la reconquête chrétienne de

---

<sup>1</sup> Ibn-Rushd: Kitab al-muqaddimat, p. 611-613.

<sup>2</sup> Ibn-al-Arabi: Ahkam al-Qur'an, vol. 1, p. 484-486.

<sup>3</sup> Ibn-Arabi: Al-wasaya, p. 43.

la Sicile fut achevée après une occupation musulmane d'un peu plus de 270 années. Un grand nombre de musulmans quittèrent l'île pour se réfugier de l'autre côté de la Méditerranée. L'Imam Al-Mazari, originaire de Mazara en Sicile, (d. 1141, en Afrique du Nord) répondant à des musulmans vivant en Sicile leur rappela l'interdiction de séjourner en *Terre de mécréance*. Cette règle, cependant, connaît des exceptions:

- le séjour dans un pays ennemi pour une raison impérieuse;
- le séjour volontaire mais en ignorant que le séjour est interdit;
- le séjour en territoire ennemi en espérant l'arracher d'entre les mains des occupants et le restituer aux musulmans, ou parvenir à mettre les infidèles sur la bonne voie, ou, du moins, à les détourner d'une hérésie quelconque<sup>1</sup>.

Avec la capitulation de Tolède en 1085, la grande majorité des musulmans quittèrent la ville. Ceux qui y sont restés pouvaient garder leur mode de vie, leurs propriétés, leurs lieux habituels de résidence, ainsi que leur régime fiscal et leur liberté de culte contre le paiement d'un tribut<sup>2</sup>. Ces musulmans étaient méprisés par ceux qui avaient émigré et par ceux qui n'avaient pas été conquis. Ils les appelaient *Ahl al-dajn*, ou *Mudajjan* – et en Espagnol *Mudéjar* - mots utilisés pour qualifier les animaux apprivoisés ou domestiqués, par opposition aux animaux sauvages ou libres. Nombre de musulmans se convertirent au christianisme mais continuèrent de vivre secrètement leur foi, s'exposant à la fureur de l'Inquisition. Ils furent appelés les Morisques. La tolérance des rois chrétiens d'Espagne à l'égard de leurs sujets, tant juifs que musulmans, ne devait pas durer. Après avoir décidé d'expulser les juifs en 1492, ils décidèrent d'expulser aussi les musulmans, expulsion qui fut achevée dans toute l'Espagne au cours de l'année 1610<sup>3</sup>.

Les Morisques, sous le pouvoir chrétien, cachaient leur religion, en recourant à la dissimulation comme le permet le Coran:

Que les croyants ne prennent point les infidèles, comme affiliés, à l'exclusion d'autres croyants! Quiconque fera cela ne participera d'Allah en rien, à moins que vous ne redoutiez d'eux quelque fait redoutable (3:28).

Celui qui renie Allah après avoir eu foi en Lui - excepté celui qui a subi la contrainte et dont le cœur reste paisible en sa foi -, ceux dont la poitrine s'est ouverte à l'impiété, sur ceux-là tomberont le courroux d'Allah et un tourment terrible (16:106).

La dissimulation consiste à dire ou à montrer le contraire de ce qu'on pense ou de ce qu'on est réellement afin d'éviter un danger éminent pour soi ou pour les autres. Elle est admise tant par les juristes sunnites que chiites<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Texte arabe et traduction de la fatwa d'Al-Mazari, in: Turki: Consultation juridique d'Al-Imam Al-Mazari, p. 697-704.

<sup>2</sup> Quesada: La population mudéjare, p. 134.

<sup>3</sup> Chrétiens, musulmans et juifs dans l'Espagne médiévale, p. 313 et 333.

<sup>4</sup> Voir Taqiyyah: Al-Mawsu'ah al-fiqhiyyah, vol. 13, p. 185-200, ainsi que sur l'Internet [http://www.islamic-paths.org/Home/English/Sects/Shiite/Chapter\\_6b\\_Part01.htm#al-Taqiyya/Dissimulation%20\(Part%201%20of%203\)](http://www.islamic-paths.org/Home/English/Sects/Shiite/Chapter_6b_Part01.htm#al-Taqiyya/Dissimulation%20(Part%201%20of%203))  
[http://www.emamreza.net/eng/lib/ency/chapter6%20b/part2\\_1.htm](http://www.emamreza.net/eng/lib/ency/chapter6%20b/part2_1.htm)

Légitimant une telle attitude, une *fatwa* (décision religieuse) du mufti Ahmad Ibn Jumaira, datée du début de décembre 1504, donnait aux Morisques des consignes précises pour s'adapter au milieu qui leur était hostile. Ainsi, si les chrétiens les obligeaient à injurier le Prophète, ils devaient prononcer son nom comme Hamed, à la manière des chrétiens et penser, non à l'envoyé de Dieu, mais à Satan ou à une personne juive du nom de Muhammad. S'ils étaient forcés de se rendre à l'église, à l'heure de la prière musulmane, ils étaient dispensés de celle-ci, et le culte leur serait compté comme s'ils avaient accompli la prescription coranique, tournés vers la Mecque. S'ils étaient empêchés de faire la prière le jour, ils devaient la faire la nuit. L'ablution rituelle pouvait également être remplacée. Suivant les circonstances, ils se plongeaient dans la mer, ou frottaient le corps avec une substance propre, terre ou bois. S'ils étaient obligés de boire du vin ou de manger du porc, ils pouvaient le faire, mais en sachant que c'était un acte impur et à condition de le condamner mentalement. Si les Morisques étaient forcés de renier leur foi, ils devaient essayer d'être évasifs; si on les pressait, ils devaient intérieurement nier ce qu'on les obligeait à dire<sup>1</sup>.

La *fatwa* précédente concernerait les musulmans qui ne pouvaient pas émigrer de leur pays<sup>2</sup>. Quant à ceux qui le pouvaient, Al-Wansharisi (d. 1508) est d'avis, dans deux *fatwas* datant de 1484 et 1495, qu'ils ne devaient pas rester<sup>3</sup>. Il estime que la migration de la *Terre de mécréance* vers la *Terre d'islam* reste un devoir jusqu'au jour de la résurrection. Seul est dispensé de la migration celui qui ne peut l'accomplir pour raison de paralysie, de captivité, de maladie grave ou de grande faiblesse. Celui-ci doit cependant garder l'intention d'émigrer dès qu'il le pourra. Celui qui refuse d'émigrer quitte la communauté<sup>4</sup> et approuve la supériorité de la mécréance sur l'islam. Il ne pourra accomplir ni la prière sans que les mécréants se moquent de lui - ce qui est condamné par le Coran (5:58), ni le devoir de l'aumône légale due à l'imam - qui est un élément important de l'islam, ni le devoir du jeûne de Ramadan, ni le pèlerinage à la Mecque, ni le *jihad*. Ce séjour en *Terre de mécréance* est contraire à la parole de Mahomet qui dit: "Le musulman ne doit pas s'avilir"; et "La main supérieure est meilleure que la main inférieure". Un tel séjour expose les musulmans, notamment les petits, les incapables et les femmes, à la perversion en matière de religion. D'autre part, les descendants des musulmans risquent, en restant parmi les mécréants, d'être détournés par les non-musulmans de leur religion par le mariage et de copier leurs habitudes, leurs habits, leurs mauvaises coutumes et leur langue. Or, si l'on perd la langue arabe, on perd le culte qui lui est lié. Enfin, les musulmans ne peuvent pas se fier aux mécréants qui peuvent trouver des prétextes pour les accabler de taxes et manquer à leurs engagements<sup>5</sup>.

---

<http://www.ummah.net/moa-on-line/khutoot2.html#TAQIYYAH>

<sup>1</sup> Cardaillac: Morisques et chrétiens, p. 88-90; Sabbagh: La religion des Moriscos entre deux *fatwas*, p. 49-53.

<sup>2</sup> Sabbagh: La religion des Moriscos entre deux *fatwas*, p. 53.

<sup>3</sup> Al-Wansharisi: *al-mi'yar al-mu'rib*, vol. 2, p. 133-134 et vol. 10, p. 107-109.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 2, p. 119-133.

<sup>5</sup> Ibid., vol. 2, p. 137-141.



### 3) Frontière religieuse actuelle

Aujourd'hui, le critère national a pris le pas sur le critère religieux. Après avoir subi la colonisation, le monde musulman, notamment avec la fin de l'empire ottoman et la suppression du califat en 1924, s'est divisé en États nations, souvent en guerre entre eux, avec un minimum de liens religieux comme par exemple l'*Organisation de la Conférence islamique* qui joue au pompier sans trop d'effets. Ces États font désormais partie de l'ONU. Nous sommes actuellement face à une nouvelle donne géopolitique à laquelle les auteurs musulmans modernes essaient d'adapter l'ancienne division entre *Terre d'islam* et *Terre de guerre*.

Abu-Zahrah (d. 1974) affirme que le monde actuel est uni par une seule organisation (l'ONU) dont les membres se sont engagés à respecter les lois. Le Coran exige dans ce cas le respect de tous les engagements (17:34). De ce fait, les pays membres de cette organisation mondiale ne sauraient être considérés comme *Terre de guerre* mais *Terre de traité* (*Dar ahd*)<sup>1</sup>.

Mawlawi écrit que la *Terre d'islam* est le pays où les normes musulmanes sont intégralement appliquées. Il faudrait donc conclure que la plupart des pays musulmans ne peuvent plus être considérés comme *Terre d'islam*, car suffit-il qu'un pays applique le droit de famille musulman pour qu'il soit considéré comme musulman? Et s'il ne le fait pas, comme la Turquie, est-ce qu'il sera considéré comme un pays non-musulman? Doit-on prendre comme critère l'exercice des cultes religieux musulmans? Dans ce cas, que dire de certains pays non-musulmans où les musulmans pratiquent leurs cultes plus librement que dans les pays musulmans? Ces pays ne sont pas musulmans mais il y a peu de différences avec les pays musulmans qui n'appliquent pas les lois musulmanes et ne font que permettre les cultes. Mawlawi est d'avis que les pays non-musulmans qui ne sont pas en guerre ou qui ont des traités avec les pays musulmans sont à considérer comme *Terre de traité* ou *Terre de mission* (*Dar da'wah*)<sup>2</sup>. Conscient de la connotation négative de cette notion, Tariq Ramadan, un activiste musulman suisse, lui préfère la notion de *Terre de témoignage* (*Dar al-shahadah*)<sup>3</sup>, sans pour autant se départir des notions classiques:

Il est demandé aux musulmans de diffuser la connaissance de l'islam parmi les musulmans comme les non-musulmans. Le *mu'min* (qui porte le dépôt de la foi) est celui qui a pris connaissance et accepte, tandis que le *kafir* [mécréant] est celui qui a pris connaissance et ensuite refuse, nie<sup>4</sup>.

Il faut savoir ici que le terme *kafir* (mécréant) constitue en langue arabe la plus grande insulte; il est souvent utilisé pour désigner tout non-musulman.

Les ouvrages juridiques arabes actuels utilisent des termes neutres, sans connotation religieuse, mais les ouvrages musulmans qualifient souvent les pays non-musulmans de *Terre de mécréance* (*Dar al-kufr*), et leurs habitants de

---

<sup>1</sup> Abu-Zahrah: *Al-ilaqat al-duwaliyyah fil-islam*, p. 57. Voir dans le même sens Al-Zuhayli: *Athar al-harb*, p. 108-109 et 195-196.

<sup>2</sup> Mawlawi: *Al-usus al-shar'iyyah*, p. 98-104.

<sup>3</sup> Ramadan: *Être musulman européen*, p. 238-239.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 219.

*mécréants (kafir)*. Des islamistes voudraient même réhabiliter les deux notions *Terre d'Islam* et *Terre de Guerre* et revenir à la guerre sainte<sup>1</sup>. Ainsi l'article 2 du Modèle constitutionnel de Jarishah de 1984 stipule:

La Communauté islamique constitue une seule Communauté. La meilleure entité parmi celles qui la composent est la plus pieuse; toutes les barrières - frontières, nationalités (*qawmiyyat*) et esprits de clan (*asabiyyat*) - sont caduques<sup>2</sup>.

Le Modèle constitutionnel du Conseil islamique de l'Europe de 1983<sup>3</sup> affirme que l'État, censé adopter ce modèle, est "une partie du monde islamique et les musulmans qui s'y trouvent sont une partie de la Communauté islamique" (article 2). Il ajoute que "l'unité de la Communauté islamique est un des buts qu'il incombe à l'État de poursuivre par tous les moyens possibles" (article 72).

Mahomet envoya, avec ses adeptes, partis se mettre à l'abri en Abyssinie, une lettre demandant au roi de ce pays de devenir musulman. Appeler à l'islam reste un souci permanent du musulman. Le Modèle constitutionnel du Conseil islamique de l'Europe de 1983 dit: "La société et l'État ont pour bases les fondements suivants: ... accomplir l'obligation de transmettre le message coranique et d'inviter à embrasser l'islam" (article 3). Le Modèle constitutionnel du Parti de libération de 1952 statue que "l'appel à l'islam est la tâche principale de l'État" (article 10)<sup>4</sup>. Ceci reste, cependant, à sens unique puisque toute conversion du musulman à une autre religion est interdite. D'autre part, on n'exclut pas le *jihad* pour étendre le pouvoir de l'islam. Le Modèle du Parti de libération stipule: "Le *jihad* est un devoir pour les musulmans" (article 90). Le commentaire précise qu'il faut commencer par appeler les mécréants à la foi musulmane. S'ils refusent d'y adhérer, alors seulement, il faut les combattre. Il interdit les traités de neutralité absolue parce qu'ils réduisent le pouvoir des musulmans, ainsi que les traités de délimitation permanente des frontières parce qu'ils signifieraient la non-transmission de la foi musulmane et l'arrêt du *jihad*<sup>5</sup>.

Signalons aussi que des pays musulmans n'accordent leur nationalité qu'à des musulmans (comme c'est le cas de l'Arabie saoudite et des autres pays du Golfe) ou l'accordent plus facilement aux musulmans (comme c'est le cas de l'Égypte)<sup>6</sup>. D'autre part, les pays arabo-musulmans, à l'exception de la Turquie, continuent à appliquer les normes islamiques, en matière du droit de famille, à tout musulman quelle que soit sa nationalité. Un Français qui se convertit à l'islam sera ainsi

---

<sup>1</sup> Nous nous basons ici sur les différents modèles constitutionnels établis par des islamistes. D'après leurs auteurs, ces modèles constitutionnels sont censés remplacer les constitutions arabo-musulmanes actuelles d'inspiration occidentale. Le lecteur trouvera une traduction intégrale de six modèles constitutionnels islamiques in: Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, annexes 12-17, p. 522-569.

<sup>2</sup> Texte de ce modèle in: Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 566-569.

<sup>3</sup> Ibid., p. 557-565.

<sup>4</sup> Ibid., p. 528-540.

<sup>5</sup> Ibid., p. 452-453.

<sup>6</sup> Ibid., p. 93-94.

soumis en Égypte ou au Maroc à la loi islamique: il peut contracter un mariage polygame et répudier sa femme; lors de la liquidation de la succession, sa fille recevra la moitié de ce que reçoit le garçon<sup>1</sup>.

La conception classique musulmane a joué un rôle important dans la création de nouveaux États islamiques à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique ainsi que dans l'émergence des velléités d'indépendance ou d'autonomie manifestées par les minorités musulmanes dans les Balkans. Cela découle du fait que les normes musulmanes classiques interdisent aux musulmans d'être soumis à un pouvoir judiciaire, législatif ou exécutif non-musulman. Et il n'est pas à exclure que partout où les musulmans atteindront un pourcentage important de la population dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Suisse, la Hollande ou les États-Unis, se posera un problème similaire à celui auquel font aujourd'hui face les Balkans. On signalera ici qu'aux États-Unis, des musulmans noirs ont fondé en 1930 la *Nation de l'islam* dont le but est de créer un État musulman indépendant<sup>2</sup>. En Angleterre, les musulmans ont formé leur propre parlement en 1992<sup>3</sup>. Dans ce pays, un *Conseil de shari'ah islamique* a été fondé en 1982 à Londres comprenant un tribunal islamique pouvant prendre des décisions en matière de droit de famille. Un dépliant de ce conseil explique que le tribunal en question est compétent pour dissoudre le mariage islamique, mais en ce qui concerne les aspects civils du contrat, le couple doit s'adresser aux tribunaux britanniques. Il précise que celui qui obtient le divorce de ce Conseil peut se remarier<sup>4</sup>. Toujours à Londres, l'Imam Omar Al-Bakri prêche la guerre sainte en Grande-Bretagne et appelle au boycott des élections et de toute forme de participation citoyenne. Il ne voit pas l'utilité d'un permis de conduire, étant donné qu'il bénéficie de l'autorisation divine<sup>5</sup>.

#### **4) Frontière religieuse et migration actuelle**

La colonisation des pays musulmans par les occidentaux a posé les mêmes problèmes qu'après la reconquête de la Péninsule Ibérique. Fallait-il considérer les pays musulmans occupés par des forces étrangères comme *Terre de mécréance*? Si tel était le cas, fallait-il en émigrer et aller dans un pays musulman? Al-Wazani (d. 1923), mufti de Fès, rapporte une *fatwa*, attribuée au juge Mawlay Abd-al-Hadi, interdisant à un musulman de rester sous la protection du mécréant alors qu'il a la possibilité d'aller dans un autre pays.

Selon cette *fatwa*, celui qui fréquente les maisons des mécréants perd sa foi et sa vie d'ici-bas et désobéit à son Maître car, à l'unanimité, l'école malikite interdit au musulman de conclure la paix avec le mécréant sauf si on y est contraint. Son témoignage est récusé et il ne peut présider la prière. Plus grave encore est la situation de celui qui fait commerce avec les mécréants. Vient ensuite, en gravité, celui qui, en plus du commerce avec eux, leur donne des informations contre les

---

<sup>1</sup> Pour l'Égypte, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: L'impact de la religion, p. 189; pour le Maroc, voir Manaf: Problèmes du couple mixte, p. 156.

<sup>2</sup> Voir <http://www.noi.org/>

<sup>3</sup> Voir <http://www.islamicthought.org/mp-intro.html>

<sup>4</sup> The Islamic Shari'a Council, Londres.

<sup>5</sup> Lathion, p. 6.

musulmans; celui-ci doit être considéré comme espion et condamné à mort. Le pire de tous est celui qui se rend chez eux et leur indique la voie pour occuper les musulmans: "Aimer le mécréant et souhaiter sa domination sur les musulmans est signe de mécréance; ceci constitue une apostasie"<sup>1</sup>.

Al-Wazani rapporte aussi la *fatwa* d'Abu-al-Abbas Ibn-Zaki concernant le musulman

- qui se maintient dans son pays occupé par les chrétiens et les combat;
- qui, après conclusion de la paix, reste dans le pays, estimant que sa présence est temporaire sans être contraint de payer un tribut et, en cas de contrainte, s'évade vers le pays de l'islam;
- qui a l'intention d'habiter dans son pays et de payer le tribut aux chrétiens.

La *fatwa* dit que le premier met à profit sa religion; la poussière de ses pieds est une bénédiction. Le deuxième a commis un acte odieux (*makruh*). Mais s'il met à exécution son intention de fuir en cas de contrainte, il sera sauvé si Dieu le veut. Le troisième est le pire; il a perdu sa foi et sa vie ici-bas; il mérite le châtement suprême. Et s'il espionne contre les musulmans, il mérite la peine de mort. S'il porte les armes avec les chrétiens, il sera traité comme les chrétiens: on peut le tuer et prendre ses biens. Les étudiants et les muezzins qui restent sous le pouvoir des chrétiens sont des étudiants et des muezzins de malheur: leur témoignage n'est pas accepté et ils ne peuvent pas présider la prière. Ils doivent se repentir lorsqu'ils quittent ces pays dominés par les mécréants<sup>2</sup>.

Al-Wazani affirme, comme l'avaient fait les légistes musulmans classiques, que la migration de la *Terre de mécréance* vers la *Terre d'islam* est maintenue jusqu'au jour de la résurrection. Il en est de même d'un pays où règnent le mal et l'injustice. Si l'on ne trouve pas un pays juste, il faut choisir le pays le moins mauvais. Aucun musulman ne peut être dispensé d'émigrer de son pays occupé par les mécréants, à moins d'être dans l'impossibilité de le faire pour cause de maladie ou de faiblesse extrême, tout en gardant l'intention de quitter ce pays dès que possible<sup>3</sup>.

Au début de la colonisation occidentale, certains juristes et leaders musulmans ont appliqué la règle islamique de la migration. Un nombre non négligeable de musulmans a ainsi émigré d'Afrique du Nord pour la Turquie. En 1920, une grande vague de migration a eu lieu de l'Inde vers l'Afghanistan, après que la première ait été déclarée *Terre de mécréance*. Cette migration s'est avérée catastrophique pour ces émigrants qui devaient par la suite revenir en Inde démunis et frustrés. Des centaines parmi eux sont mortes en quittant l'Inde, puis au retour<sup>4</sup>.

La majorité des musulmans fut cependant obligée de rester et ils durent, ainsi que leurs chefs et leurs enseignants, s'adapter à une nouvelle réalité, et ce d'autant plus

---

<sup>1</sup> Al-Wazani: *Al-nawazil al-sughra*, vol. I, p. 418.

<sup>2</sup> Ibid., vol. I, p. 419.

<sup>3</sup> Ibid., vol. I, p. 446. Concernant l'occupation française de l'Algérie, voir les fatwas sollicitées par l'Émir Abd-al-Qadir et son opinion à ce sujet in: Abd-al-Qadir: *Tuhfat al-za'ir*, p. 316-329, 384-393, 411-422 et 471-480. Sur l'Inde et l'Algérie, voir Peters: *Dar al-harb*, p. 579-587.

<sup>4</sup> Masud: *The obligation to migrate*, p. 40-41. Voir les fatwas concernant l'Inde in: Hunter: *The Indian Muslims*, p. 185-187.

que les régimes coloniaux furent, en règle générale et dans leur propre intérêt, tolérants en matière religieuse. Ils permirent aux musulmans de pratiquer librement leur religion, et de maintenir et d'appliquer leurs propres lois avec leurs propres tribunaux et leurs propres juges sur de nombreuses questions sociales, civiles et économiques<sup>1</sup>.

Signalons aussi qu'avec la création du Pakistan, les musulmans indiens se trouvaient devant un choix délicat, rester en Inde ou aller au Pakistan. Mawlana Abul-Kalam Azad avait déclaré dès 1942 au Congrès national indien: "Je suis fier d'être indien. Je fais partie intégrante de cette nation unie et indivisible... Je ne dois jamais renoncer à ce droit". Après l'indépendance, Azad avait été Ministre de l'éducation nationale du gouvernement indien. S'adressant alors à des universitaires musulmans, il leur avait dit que s'ils rêvaient de vivre à *Médine*, le mieux était de rejoindre le Pakistan, mais que s'ils choisissaient de vivre en Inde ils devraient accepter la situation de la *Mecque*, c'est-à-dire d'être une communauté minoritaire<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, avec la fin de la colonisation, s'est posé le problème inverse, celui de l'émigration des musulmans vers les pays non-musulmans qui les colonisaient auparavant. Certains de ces musulmans ont même acquis la nationalité de ces pays. Il y a aussi le problème des citoyens des pays non-musulmans convertis à l'islam et celui des minorités musulmanes autochtones qui vivent dans des pays à majorité non-musulmane comme c'est le cas dans les Balkans, en Israël ou aux États-Unis. Faut-il demander à tous ces musulmans de quitter les pays non-musulmans et d'immigrer dans les pays musulmans? Dans quelle mesure les normes musulmanes doivent-elles être maintenues dans un monde qui a échangé la frontière religieuse contre une frontière nationale?

Nous avons vu plus haut que des minorités musulmanes dans des pays à majorité non-musulmane ont obtenu l'indépendance politique, et d'autres réclament ou risquent de réclamer dans un proche avenir une telle indépendance. En attendant ce jour, on constate chez les auteurs musulmans différentes tendances qui se réfèrent à l'enseignement musulman classique.

Il y a des groupes musulmans extrémistes qui considèrent leurs propres pays musulmans comme *Terre de mécréance*, du fait que ces pays n'appliquent pas le droit musulman dans son intégralité. Pour eux, tout pays qui n'est pas régi par le droit musulman est une *Terre de mécréance*. Pour cette raison, ils préconisent d'en émigrer, de se retirer dans les montagnes et de préparer la conquête de ce pays comme l'avait fait Mahomet avec la Mecque. C'est d'ailleurs le nom donné par la police égyptienne à l'un de ces groupes: *Al-takfir wal-hijrah* (anathème et migration). Le vrai nom de ce groupe est *Al-jama'ah al-islamiyyah* (le groupe musulman), ce qui signifie que les autres ne seraient pas des musulmans. Ce groupe est responsable de divers attentats en Égypte. Il a son idéologue en la personne de Sayyid Qutb, pendu par le Président Jamal Abdel-Nasser en 1966. Celui-ci précise dans son commentaire du verset 8:72 que la migration était exigée du musulman jusqu'au jour de la conquête de la Mecque. Lorsque l'Arabie a été

---

<sup>1</sup> Lewis: La situation des populations musulmanes, p. 29-30.

<sup>2</sup> Levrat: Une expérience de dialogue, p. 136-137.

entièrement soumise à l'islam, le musulman n'avait plus à émigrer, puisqu'il se trouvait désormais en *Terre d'islam*. Aujourd'hui, cependant, la *Terre d'islam* est revenue à la *jahiliyyah* (situation pré-islamique) et le pouvoir n'est plus celui de Dieu mais celui du *Taghout* (le tyran, le diable). Il s'agit d'une nouvelle étape pour l'islam et d'une réhabilitation de la division *Terre d'islam* / *Terre d'émigration*. Cette étape durera jusqu'à ce que l'islam s'étende de nouveau et qu'il n'y ait plus lieu à migration<sup>1</sup>.

Il y a aussi un courant qui voudrait que les pays musulmans ouvrent leurs frontières à la migration de tous les musulmans vivant dans les pays non-musulmans. Le Modèle constitutionnel de Jarishah de 1984 stipule que le chef de l'État "ouvre la porte de la migration des croyants vers la *Terre d'islam*" (article 19). Le Modèle constitutionnel du Conseil islamique de l'Europe de 1983<sup>2</sup> accorde, à tout musulman, le droit d'accéder à la citoyenneté d'un État islamique (article 14). La 2<sup>ème</sup> Déclaration islamique des droits de l'homme, publiée par ce Conseil en 1981<sup>3</sup> affirme dans son article 23(c):

La Terre d'islam (*Dar al-islam*) est une. C'est la patrie de tout musulman: nul n'est autorisé à y mettre des entraves à ses déplacements par l'érection de barrières géographiques ou de frontières politiques. Tout pays musulman a le devoir d'accueillir tout musulman qui y immigre ou vient à y entrer, comme un frère accueille son frère: "Ceux qui s'étaient établis avant eux en cette demeure et dans la foi aiment ceux qui émigrent vers eux. Ils ne trouvent dans leur cœur aucune envie pour ce qui a été donné à ces immigrés. Ils les préfèrent à eux-mêmes, malgré leur pauvreté. Ceux qui se gardent contre leur propre avidité, ceux-là sont les bienheureux" (59:9).

Un auteur moderne, qui a enseigné dans des universités à Amman, à Tripoli (Libye) et à Riyad, aborde la question de l'occupation des pays musulmans par le "mécréant colonisateur" qui y applique ses lois. L'occupé, dit-il, est dans une situation particulière qui le pousse, sous la contrainte, à s'allier au mécréant pour éviter le danger, en vertu du principe de la dissimulation (*taqiyyah*). La dissimulation doit, cependant, se faire extérieurement, par la langue, sans conviction au fond du cœur et sans jamais se fier à l'ennemi. Mais la dissimulation en soi n'est pas une exigence. Il est donc possible de l'abandonner et de dire la vérité au risque de sa vie<sup>4</sup>. D'autre part, la dissimulation n'est pas permise face à un pouvoir injuste<sup>5</sup>. Évoquant les versets 4:97-98, cet auteur ajoute que si le musulman craint que sa foi faiblisse, il doit quitter la *Terre de mécréance* pour aller vers la *Terre d'islam* où il peut appliquer les normes islamiques. L'obligation de migration est maintenue jusqu'à la fin des temps et elle s'impose à chaque musulman qui craint pour sa religion où qu'il soit. Rien ne doit l'empêcher d'accomplir cette norme: ni ses biens, ni ses intérêts, ni ses parentés, ni ses amitiés,

---

<sup>1</sup> Qutb: Fi zilal al-Qur'an, vol. III, p. 1560.

<sup>2</sup> Texte de ce modèle in: Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 557-565.

<sup>3</sup> Ibid., p. 486-496.

<sup>4</sup> Al-Hasan: Al-ilaqat al-duwaliyyah fil-Qur'an wal-sunnah, p. 245-252.

<sup>5</sup> Ibid., p. 252-253.

ni les souffrances qu'il risque de rencontrer dans la migration, tant qu'il existe une terre où sa religion est sauve et où il pourrait ouvertement la pratiquer, vivant une vie islamique à l'ombre de la loi de Dieu et jouissant de ce niveau élevé de la vie.

Ce professeur, cependant, interdit d'émigrer pour échapper au *jihad*. L'islam a prescrit le *jihad* afin de transformer un pays gouverné par la mécréance en un pays gouverné par l'islam. Si un musulman peut compter sur l'aide de coreligionnaires vivant dans son pays ou sur des forces islamiques vivant à proximité de son pays, il est alors tenu de rester dans son pays et il lui est interdit d'émigrer car le Coran prescrit de combattre l'ennemi qui se trouve à proximité (9:123). Celui qui reste, dans ce cas, a le même mérite que celui qui émigre. Mahomet dit: "Ô Fadik: fais les prières, donne l'aumône, émigre du mal et habite dans le pays des tiens là où tu veux... et tu seras considéré comme un immigrant"<sup>1</sup>. L'auteur, ici, se réfère à deux situations distinctes: la non-application de la loi islamique par les pays musulmans et l'occupation de la Palestine par les juifs. Envers ces deux situations, il faut tantôt recourir à la dissimulation, tantôt à la migration et tantôt au *jihad*<sup>2</sup>.

Concernant le problème créé par l'occupation de la Palestine par les juifs, le grand Mufti de Jordanie, Abd-Allah Al-Qalqili, a émis une *fatwa* interdisant aux musulmans d'abandonner leur pays car cela serait une défaite pire que l'occupation. Ces musulmans doivent s'y maintenir, quitte à en pâtir. Il cite le Coran: "Ô vous qui croyez! Soyez patients! Encouragez-vous mutuellement à la patience! Soyez fermes! Craignez Dieu! Peut-être serez-vous heureux!" (3:200).

S'attardant sur le devoir coranique d'immigrer, Al-Qalqili explique que ce devoir était prescrit pour deux raisons:

- les musulmans ne pouvaient garder leur foi en la Mecque avant sa conquête;
- la communauté musulmane avait besoin d'hommes pour participer à l'effort de guerre contre leurs ennemis.

L'émigration reste un devoir pour le musulman lorsque ces deux conditions sont remplies. C'est le cas du musulman qui, parti en Amérique ou dans d'autres pays où il ne peut pratiquer sa religion, est exposé à la perversion et risque d'avoir des enfants ne connaissant pas leur religion et, après sa mort, de n'avoir personne qui prie pour lui. Ce musulman met au monde des enfants qui abandonnent leur religion et qui parfois combattent contre leur nation et contre la religion de leurs ancêtres. Il en est de même du musulman dont la patrie a besoin pour participer au combat. Dans ces deux cas, ce musulman n'a pas le droit d'aller dans ces pays, et s'il s'y trouve, il doit en émigrer. Al-Qalqili ajoute que si quelqu'un est contraint de quitter son pays, il doit tourner ses pas vers un pays où se trouve une communauté musulmane s'entraînant pour maintenir l'identité islamique. Ceux qui émigrent de leurs pays vers des contrées où ils perdent leur foi et mettent au monde des enfants mécréants, commettent un grand péché. Ce sont des gens qui préfèrent la vie d'ici-bas à la vie ultérieure<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 259.

<sup>2</sup> Ibid., p. 258-260.

<sup>3</sup> Al-Qalqili: Al-fatawi al-urduniyyah, p. 7-12.

*Le Guide du musulman à l'étranger*, publié par une maison d'édition chiite libanaise en 1990, rappelle l'interdiction de principe d'aller en *Terre de mécréance*. Il cite les versets coraniques à ce sujet ainsi qu'un récit de l'Imam Sadiq selon lequel les grands péchés sont au nombre de sept: l'homicide volontaire, la fausse accusation d'adultère, la fuite du combat, le retour au nomadisme après la migration, le fait de manger injustement le bien de l'orphelin, l'acceptation de l'usure et tout ce qui est puni de l'enfer par Allah<sup>1</sup>. Le retour au nomadisme se réfère aux bédouins convertis à l'islam, du temps de Mahomet, qui revenaient dans le désert, perdaient leurs attaches avec la communauté islamique et refusaient de participer à ses guerres.

Cet ouvrage dit que le musulman doit toujours sentir une barrière entre lui et la société mécréante impure. Il cite, à cet effet, le verset coranique: "Les polythéistes ne sont qu'impureté" (9:28). Cette barrière doit l'empêcher de se fondre dans cette société. Il doit avoir le sentiment qu'il se trouve dans une société qui n'est pas la société juste qui est la sienne et que sa présence, dans cette société mécréante, est exceptionnelle et dictée par la nécessité dont il doit autant que possible s'affranchir: "Car qu'y a-t-il pour un musulman de pire que de perdre la vie éternelle pour un plaisir temporaire ou un intérêt passager?"<sup>2</sup>

Ce même ouvrage accuse les parents qui envoient leurs enfants à l'étranger, notamment leurs filles, sans qu'ils soient accompagnés par des proches. Selon lui, les pays étrangers attirent ces enfants musulmans par des bourses ou en leur accordant l'asile politique, voire la nationalité, à travers le mariage avec un de leurs ressortissants, dans le but de les séparer de leur milieu musulman. Après que les plans du colonialisme militaire ou économique eurent avorté, les pays étrangers n'ont pas trouvé d'autres moyens que d'imposer leur domination à travers les cerveaux au lieu de la domination sur le terrain<sup>3</sup>.

L'ouvrage se défend cependant de vouloir couper le musulman du reste du monde; il ne cherche qu'à le vacciner contre les défauts des pays mécréants. Le musulman a le choix entre l'abandon de la *Terre de mécréance* ou le vaccin spirituel. Le but de l'ouvrage est donc d'aider le musulman à garder son identité et sa pureté dans les pays étrangers<sup>4</sup>. Il établit alors les principes suivants:

- Il est interdit au musulman d'aller en *Terre de mécréance* s'il y a le risque de porter atteinte à la religion, quel que soit l'objectif du voyage: tourisme, études, commerce ou séjour permanent. On entend par atteinte à la religion tout péché, petit ou grand: raser la barbe, serrer la main à une femme étrangère, abandonner la prière et le jeûne, manger de la nourriture impure, consommer de l'alcool, etc.
- Si le risque de l'atteinte à la religion concerne uniquement la femme et les enfants, le musulman ne doit pas les prendre avec lui. De ce fait, le guide ne parle que des devoirs du musulman et non pas de la musulmane.

---

<sup>1</sup> Dalil al-muslim, p. 15-20.

<sup>2</sup> Ibid., p. 29.

<sup>3</sup> Ibid., p. 30-31.

<sup>4</sup> Ibid., p. 32-33.



- Si le musulman est contraint de voyager en *Terre de mécréance* pour se soigner ou pour d'autres raisons importantes tout en risquant de porter atteinte à sa religion, ce voyage n'est permis que dans les limites du nécessaire.
- Dans tous les cas, il est préférable de ne pas vivre en compagnie des pécheurs ou de ceux qui sont dans l'erreur, à moins d'une raison valable. Celui qui vit parmi les pécheurs subit les malédictions qui les frappent. Celui qui vit dans une société de musulmans bénéficie des bénédictions qui retombent sur eux<sup>1</sup>.

Quant à ceux qui sont contraints d'aller en *Terre de mécréance*, ils doivent se conformer aux normes islamiques, normes largement développées par ce guide. Mentionnons-en certaines:

- Accomplir les prières quotidiennes. Ne pas manger de la nourriture impure, ne pas boire l'alcool et ne pas s'asseoir à une table où on consomme de l'alcool. Ne pas se diriger vers la Mecque en accomplissant les besoins naturels du fait que les toilettes en Occident ne respectent pas cette norme.
- Ne pas toucher une femme étrangère. Le mariage avec une femme païenne ou ayant quitté l'islam est interdit. Le mariage avec une juive ou chrétienne doit être de préférence temporaire. Si la femme est vierge, il faut demander l'autorisation de son père. En cas de divorce, il est interdit de laisser les enfants à la femme. Sauf en cas de nécessité, la femme doit se faire soigner par un médecin femme ou une infirmière, et l'homme par un médecin homme ou un infirmier quand le soin implique les attouchements ou le regard de la partie honteuse (*awrah*).
- Ne pas enterrer un musulman dans le cimetière des mécréants sauf en cas de nécessité lorsqu'il n'est pas possible de ramener le corps dans un pays musulman.
- Il est permis de travailler dans un supermarché à condition de ne pas être chargé de vendre du porc ou de l'alcool. Il est interdit de vendre ou d'acheter des billets de loterie ou des instruments de musique<sup>2</sup>.
- Pour les étudiants en médecine: Éviter de se mêler aux femmes, et si c'est impossible, éviter de se laisser influencer. Ne pas toucher le corps de la femme et ne regarder sa partie honteuse que si cela entre dans le cadre des soins administrés. Ne pas visualiser un dessin du corps humain avec concupiscence. Ne pas s'exercer sur un cadavre musulman, sauf si la vie d'un musulman en dépend et lorsqu'il n'existe pas de cadavre non-musulman<sup>3</sup>.
- Se soucier de convertir les mécréants à l'islam. Ceci est une manière de racheter sa faute d'avoir quitté la *Terre d'islam*<sup>4</sup>.

La revue de la *Commission saoudienne de fatwa* publie la *fatwa* suivante du cheikh Ibn-Baz (d. 1999):

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 63-66.

<sup>2</sup> Ibid., p. 69-79 et 83-89.

<sup>3</sup> Ibid., p. 80-83.

<sup>4</sup> Ibid., p. 44.

Question: Est-il licite pour un étudiant d'habiter avec une famille à l'étranger pour mieux apprendre la langue?

Réponse: Il est illicite pour un étudiant d'habiter avec les familles parce qu'il risque d'être contaminé par la morale des mécréants et de leurs femmes. Encore faut-il qu'un tel voyage soit licite. Il est en fait interdit de voyager en *Terre de mécréance* pour y étudier, sauf en cas d'extrême nécessité et à condition que l'étudiant soit lucide et prudent... Mahomet dit: "Dieu n'admet pas les actes d'un musulman s'il fréquente les polythéistes"... Il dit aussi: "Je suis quitte de tout musulman qui habite parmi les polythéistes". De nombreux récits de Mahomet vont dans le même sens. De ce fait, le musulman doit éviter de voyager en *Terre de mécréance*, sauf en cas d'extrême nécessité. À moins que le voyageur soit lucide et prudent et veuille appeler autrui à se convertir à l'islam... Dans ce cas, son voyage est méritoire<sup>1</sup>.

À deux reprises, la revue susmentionnée a consacré son éditorial à mettre en garde contre l'envoi des étudiants aux cours de langues organisés en Occident, prévoyant des programmes de loisirs et le séjour auprès d'une famille mécréante. Le titre en dit long sur le contenu: "La mise en garde contre le voyage en *Terre de mécréance* et les dangers d'un tel voyage sur la religion et la morale"<sup>2</sup>.

Une femme saoudienne demande au gouvernement d'interdire aux filles saoudiennes de s'inscrire dans les écoles, les facultés ou les universités étrangères mixtes, et de leur imposer le port de l'habit islamique<sup>3</sup>.

Dans la préface d'un livre traitant des raisons et des conséquences économiques de la migration des savants du monde musulman, Abdallah Ibn Abd-al-Muhsin Al-Turki, Recteur de l'Université de l'Imam Muhammad Ibn-Sa'ud, écrit que les sociétés musulmanes et les savants eux-mêmes sont fautifs. Si les sociétés musulmanes n'avaient pas cessé de marcher sur la voie des enseignements de l'islam, elles n'auraient pas souffert de ce problème. Quant aux savants, s'ils étaient d'un zèle inébranlable et avaient un sentiment du devoir islamique national, ils seraient restés à leur place pour satisfaire aux besoins de leurs sociétés, fût-ce au prix de quelques difficultés et du sacrifice de quelques-uns de leurs intérêts.

Al-Turki ajoute qu'à part les arguments avancés par l'ouvrage en question, "il y a le devoir de rappeler aux savants musulmans qui ont émigré et refusent de revenir en *Terre d'islam*, que le droit musulman leur interdit de vivre en *Terre de mécréance* faisant de celle-ci une patrie et un domicile". Il signale que la migration des cerveaux a pour conséquences, outre le sous-développement des pays musulmans, que les générations parmi les enfants de ces savants s'exposent à abandonner l'islam. Or, dit-il, "les attraits de la vie, y compris la position scientifique, la notoriété sociale ou la sécurité économique ne valent rien si le fils et la fille sont sortis de la religion islamique". Il souhaite que d'autres chercheurs s'attellent à

---

<sup>1</sup> Majallat al-buhuth al-islamiyyah (Riyad), n° 27, 1990, p. 83-84.

<sup>2</sup> Majallat al-buhuth al-islamiyyah (Riyad), n° 10, 1984, p. 7-10 et n° 16, 1986, p. 7-10.

<sup>3</sup> Hammad: Masirat al-mar'ah al-su'udiyyah, p. 105.

démontrer l'aspect religieux de l'interdiction du séjour des musulmans en *Terre de mécréance*<sup>1</sup>.

L'auteur de l'ouvrage indique que les enfants instruits, qui partent pour les pays occidentaux, fournissent une aide annuelle estimée à des millions de dollars. Certains travaillent dans des domaines sensibles comme la fabrication de bombes atomiques dont les secrets parviennent aux centrales atomiques israéliennes qui menacent les musulmans<sup>2</sup>.

Il y a aussi un débat autour de la question de savoir si un musulman peut obtenir la nationalité d'un pays non-musulman. Certains n'hésitent pas à considérer un tel musulman comme apostat, du fait qu'il se soumet aux lois occidentales au lieu des lois musulmanes. Ils réclament aux citoyens musulmans des pays non-musulmans de renoncer à leur nationalité et d'aller vivre dans les pays musulmans<sup>3</sup>. Ce problème a été posé par le *Centre islamique de Washington* à l'*Académie du droit musulman* qui dépend de l'*Organisation de la Conférence islamique*. Les membres de cette Académie étaient tellement divisés que l'Académie a dû renoncer à y répondre<sup>4</sup>. Nous y reviendrons plus en détail dans le point suivant consacré à la naturalisation des musulmans.

Face à l'impossibilité d'interdire aux musulmans l'émigration vers les pays mécréants, Al-Jaza'iri, le prédicateur de la Mosquée du Prophète à Médine, préconise la création d'une commission de tous les pays musulmans dans le but de sauvegarder les droits des immigrés musulmans en pays non-musulmans, avec un budget auquel doivent participer tous les pays musulmans selon leur capacité. Le but de cette commission est de prendre des mesures visant à "empêcher les musulmans de se dissoudre dans les sociétés mécréantes et athées". Parmi ces mesures:

- Construire les mosquées pour y prier et apprendre leur religion.
- Fournir les imams et les livres.
- Unir les musulmans pour en créer un seul groupe qui sera rattaché exclusivement à ladite commission.
- Organiser un enseignement religieux aux immigrés.
- Créer une coopération entre les immigrés afin d'avoir une boucherie et un cimetière.
- Créer un comité de trois savants religieux dans chaque pays d'immigration dont le but est de résoudre les conflits entre les immigrés, de conclure et de dissoudre leurs mariages, de partager leur héritage en conformité avec le droit musulman afin que les immigrés évitent de s'adresser à des tribunaux non-musulmans. Ce comité doit aussi fonder une caisse d'entraide dans chaque

---

<sup>1</sup> Mursi: Hijrat al-ulama, p. III-V.

<sup>2</sup> Ibid., p. 4-5.

<sup>3</sup> Voir sur ce débat Al-Jaza'iri: Tabdil al-jinsiyyah; Al-Jaza'iri: l'lam al-anam, p. 723.

<sup>4</sup> Majallat majma al-fiqh al-islami, n° 3, partie 2, 1987, p. 1104, voir aussi p. 1103, 1113, 1119, 1129, 1149-1158 1327-1338, 1399.

mosquée, établir une loi économique et créer une banque de dépôt selon les normes musulmanes<sup>1</sup>.

Indiquons ici que certains musulmans vivant dans les pays musulmans réclament, pour leurs coreligionnaires vivant dans les pays non-musulmans, l'application du droit musulman en matière du droit de famille de la même manière que les pays musulmans appliquent les droits religieux aux différentes communautés chrétiennes qui y vivent. Un professeur égyptien écrit à cet effet:

Les États non-musulmans, qui prétendent être les plus civilisés, ne réservent aux musulmans parmi leurs citoyens aucun traitement particulier dans les matières du droit de famille, du fait qu'elles entrent dans l'*ordre public* devant lequel tous sont égaux. Dans l'islam, par contre, les non-musulmans sont soumis, dans ces matières, aux normes de leurs lois. Quelle belle équité, celle de l'islam<sup>2</sup>.

Un autre professeur égyptien souhaite la création d'un Code musulman de la famille applicable aux musulmans vivant dans les pays non-musulmans et qui optent pour un tel code. Ce code serait inspiré entièrement du droit musulman dans son interprétation contemporaine la plus conciliable avec les principes des valeurs universelles. Le but est "de permettre la coexistence entre les membres de la communauté musulmane et les autres communautés en respectant la culture et les intérêts légitimes de cette communauté musulmane grandissante"<sup>3</sup>.

L'application d'un tel code, selon le professeur en question, pourrait être limitée aux musulmans établis en Europe et dont les liens avec le pays d'origine se trouvent rompus. Mais il ne le sera ni aux musulmans européens ni aux musulmans non établis en Europe dont les rapports restent étroits avec leurs pays. Ce code unifié peut éviter, en principe, les principales discriminations dont on accuse le droit musulman, à savoir la discrimination à cause du sexe et de la religion. Il devrait ainsi:

- écarter l'empêchement successoral pour disparité de culte;
- limiter la polygamie à des cas exceptionnels, comme le véritable esprit du droit musulman l'a voulu;
- limiter ou subordonner la répudiation unilatérale à des conditions qui la rapprochent du divorce, de sorte qu'elle ne méconnaisse pas les droits de la partie défenderesse.

De la sorte, ajoute le professeur égyptien, "on peut élaborer sur la base du droit musulman, un système personnel musulman qui permettra aux musulmans vivant en Occident de réaliser leur but principal qui est d'établir leur identité sans vivre en dysharmonie avec la société à laquelle ils sont appelés à s'intégrer"<sup>4</sup>.

La proposition des deux professeurs égyptiens n'est pas nouvelle. Ainsi on lit dans le *Colloque du Koweït relatif aux droits de l'homme en islam* organisé en 1980 par

---

<sup>1</sup> Al-Jaza'iri: *l'lam al-anam bi-hukm al-hijrah fil-islam*, p. 726-729.

<sup>2</sup> Salamah: *Mabadi al-qanun al-duwali*, p. 172.

<sup>3</sup> Riad: *Pour un code européen de droit musulman*, p. 380.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 381-382.

la *Commission internationale des juristes*, l'*Université du Kuwait* et l'*Union des avocats arabes*:

Le Colloque recommande à tous les États de respecter les droits des minorités dans l'exercice de leurs traditions culturelles et de leurs rites religieux, ainsi que le droit de se référer dans leur statut personnel à leurs croyances religieuses, comme il recommande à ces États de prodiguer le soutien nécessaire à toutes les initiatives qui encouragent cet esprit et renforcent cette orientation et cette tendance<sup>1</sup>.

Signaler le point de vue d'un auteur musulman d'ex-Yougoslavie dans une thèse de doctorat présentée en Arabie saoudite. Après avoir signalé que l'acquisition par un musulman de la nationalité d'un pays non-musulman constitue une apostasie<sup>2</sup>, cet auteur indique qu'on ne saurait appliquer aux minorités musulmanes les normes islamiques qui imposent la migration vers la *Terre d'islam* et interdisent la naturalisation. En effet les membres de ces minorités musulmanes ne vivent pas volontairement sous la domination non-musulmane, mais y sont contraints et acquièrent la nationalité malgré eux en vertu du *droit du sang* ou du *droit du sol*. Par conséquent, ils ne commettent aucun péché puisque la personne contrainte n'est pas coupable. Bien plus, ces musulmans peuvent être considérés comme obligés selon le droit musulman à accepter la nationalité d'un pays non-musulman puisque cette nationalité est une condition pour bénéficier des droits vitaux et des services de l'État. Mais cet auteur ajoute que ces musulmans doivent avoir présente à l'esprit l'idée qu'ils sont contraints d'acquérir cette nationalité, sans laquelle ils ne pourront pas avoir une vie digne. D'autre part, ils doivent user de tous les moyens à leur disposition pour répandre l'islam et se tenir prêts lorsqu'un État musulman serait créé, à répondre à son appel et à y immigrer<sup>3</sup>.

Cet auteur permet au musulman d'émigrer d'un pays musulman vers un pays non-musulman et d'en acquérir la nationalité dans les conditions suivantes:

- Son pays d'origine n'a pas besoin de lui.
- Ce musulman ne peut pas avoir dans son pays un bien égal à celui procuré par le pays non-musulman.
- Il ne doit pas nuire aux musulmans par son travail.
- Il ne doit pas commettre ce qui est illicite selon l'islam.
- Lui et sa famille sont en sécurité et il peut sans danger pratiquer sa religion.
- Il ne demande la nationalité du pays non-musulman que si ce pays n'accorde pas de travail aux personnes non naturalisées.
- Il a l'intention de revenir dans son pays d'origine à la première occasion.
- Il désapprouve le mal qu'il fait en acquérant cette nationalité, au moins dans son cœur.

---

<sup>1</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 500.

<sup>2</sup> Tupuliak: Al-ahkam, p. 79-82.

<sup>3</sup> Ibid., p. 82-86.

L'auteur en question cite le verset:: "Celui qui renie Dieu après avoir cru, - non pas celui qui subit une contrainte et dont le cœur reste paisible dans la foi – celui qui, délibérément, ouvre son cœur à l'incrédulité: la colère de Dieu est sur lui et un terrible châtement l'atteindra" (16:106). Or, dit-il, il est permis au musulman de se déclarer mécréant en cas de nécessité en vertu de la doctrine de la dissimulation. À plus forte raison ce musulman peut acquérir la nationalité étrangère pour sauvegarder sa foi, sa vie, ses biens et sa famille. Il cite aussi un récit de Mahomet qui affirme: "Les pays sont les pays de Dieu, et les croyants sont les serviteurs de Dieu. Reste partout où tu te sens bien"<sup>1</sup>. Il répond aux objections que peut soulever la naturalisation du musulman:

- Le mariage du musulman naturalisé s'effectue selon le droit civil. L'auteur répond qu'un tel mariage civil n'est cependant effectué par les musulmans que pour la forme. Quant au fond, ils recourent au mariage religieux devant un imam ou un personnel religieux selon les normes islamiques.
- L'héritage du musulman sera partagé selon le droit positif, contrairement au droit musulman. L'auteur répond que le musulman garde toujours le droit de prévoir dans son testament l'application de la loi islamique, privant de la succession ceux qui n'y ont pas droit.
- Le musulman peut être contraint à servir dans l'armée non-musulmane, parfois contre les musulmans. L'auteur répond que le service militaire dans la plupart des pays occidentaux est volontaire et peut être échangé contre un montant d'argent. D'autre part, les minorités musulmanes en ex-Yougoslavie adhéraient à l'armée pour apprendre le maniement des armes. La plupart de ceux qui faisaient partie de l'armée yougoslave se sont évadés pour ne pas participer à la guerre contre les musulmans.
- Le musulman peut être soumis à des lois positives contraires au droit musulman. L'auteur répond que ceci est aussi le cas dans les pays dits musulmans qui appliquent le droit positif. Le musulman naturalisé qui est soumis au droit positif a le bénéfice de l'excuse de la contrainte.
- Les enfants musulmans sont éduqués selon les programmes basés sur la mécréance sans lien avec l'islam. L'auteur répond que les pays non-musulmans permettent aux musulmans d'éduquer leurs enfants dans des écoles et des centres islamiques<sup>2</sup>.

Il est important ici de dire un mot de la politique de la migration adoptée par les pays du Maghreb. Ces pays ont organisé l'émigration en lui assignant un triple objectif: avoir des chômeurs en moins et des devises en plus afin de financer le développement et acquérir par les émigrés une formation professionnelle en Europe, utile pour le développement au moment du retour dans le cadre de la "chaîne migratoire". Ceci était considéré comme avantageux autant pour les pays hôtes que pour les pays émetteurs<sup>3</sup>. Ces derniers concevaient cette migration

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 86-88.

<sup>2</sup> Ibid., p. 88-91.

<sup>3</sup> Belguendouz: Les jeunes maghrébins en Europe, p. 69.

comme provisoire. La Charte nationale algérienne promulguée en 1976 (titre VI, V, 5) inscrit le retour des émigrés comme un "des objectifs majeurs de la révolution socialiste". Elle ajoute: "De leur côté, les émigrés font de leur retour dans le pays... une de leurs aspirations fondamentales". Le retour est encouragé par des simplifications administratives et des facilités douanières, priorité à des logements ou acquisition de terrain à bâtir<sup>1</sup>.

Ces pays n'envisageaient pas la perte de leurs enfants au profit des pays d'accueil. De ce fait, ils sont hostiles à la binationalité. Même lorsqu'ils la supportent, ce n'est pour eux qu'un pis-aller. Ainsi pour la Tunisie, l'article 30 du Décret 63-6 du 28.2.1963 entraînait la perte automatique et irrévocable de la nationalité tunisienne en cas d'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère. Il a été modifié par la loi 75-79 du 14.11.1975: la perte de la nationalité tunisienne est désormais facultative et intervient par décret du gouvernement tunisien. Cette réforme a pour principal objet, selon la presse tunisienne, de satisfaire les doléances des Tunisiens travaillant à l'étranger. Ceux-ci désiraient "appréhender pour un temps" la nationalité du pays d'accueil afin de "prétendre aux avantages sociaux réservés aux ressortissants de ces pays" et "d'échapper à toute forme de discrimination"<sup>2</sup>.

Cette volonté, des pays d'origine, de garder leurs enfants se reflète dans les accords signés entre l'Algérie et la Tunisie d'une part, et la France de l'autre, sur le service militaire. Ni dans l'*Accord franco-algérien* de 1983, ni dans la *Convention franco-tunisienne* de 1982, on ne trouve l'expression "doubles nationaux"; celle-ci a été remplacée par "jeunes gens". L'accord avec l'Algérie, contrairement aux accords habituels qui lient le service militaire des binationaux au critère de la résidence habituelle, privilégie, lui, l'option *a priori*. Souvent, en ce qui concerne les Algériens du moins, les jeunes optent, sous la contrainte des parents, pour le service militaire algérien. Une fois le choix fait, il est irrévocable selon l'accord en question<sup>3</sup>.

Concernant l'Algérie, la *Commission française de la nationalité* signale que ce pays a été pendant longtemps réticent à l'acquisition de la nationalité française par ses ressortissants établis en France. Elle acceptait mal que, à compter du 1er janvier 1963, les enfants nés en France d'un père algérien, - enfants que le droit algérien regarde comme des Algériens de naissance par filiation -, puissent être également français de naissance par le jeu du double *jus soli* (enfant né en France d'un père né avant l'indépendance dans un département français d'Algérie). Il semble, toutefois, que l'attitude des autorités algériennes soit en train d'évoluer et qu'elles envisagent de borner leur influence au maintien de liens culturels<sup>4</sup>.

Cette attitude plus conciliante de l'Algérie s'explique par ses difficultés économiques. Dans les premières années après l'indépendance, la politique officielle était de revendiquer sans cesse ses fils, de leur rappeler que leur séjour en France n'était que provisoire, que leur place en définitive était au sein de la mère-

---

<sup>1</sup> Khelil: L'intégration des Maghrébins en France, p. 19.

<sup>2</sup> Al-Amal, Tunis, 12.11.1975, cité par Immigration et nationalité, p. 27.

<sup>3</sup> Khelil: L'intégration des Maghrébins en France, p. 96-97.

<sup>4</sup> Être français aujourd'hui et demain, tome 2, p. 46-47.

patrie. Rester en France passait pour une désertion, en prendre la nationalité pour une trahison, épouser une Française ou un Français pour une honte. Lorsque le gouvernement algérien, confronté à des taux démographiques extrêmement élevés, a compris l'importance de l'émigration pour l'équilibre du pays, il a cessé ce chantage qui consistait à dire aux Algériens vivant en France: "Si vous prenez la nationalité française, vous perdrez à jamais la nationalité algérienne". Le pouvoir algérien s'est résolu avec réalisme au départ de centaines de milliers de personnes qu'il ne pouvait plus nourrir, et auxquelles il ne pouvait plus assurer d'emploi<sup>1</sup>.

Concernant le Maroc, la *Commission de la nationalité* signale qu'il exerce sur ses ressortissants établis en France une forte influence, par des canaux différents de ceux de l'Algérie. Son attitude n'a cependant pas suscité jusqu'à présent de difficultés analogues à celles qui ont existé avec l'Algérie. Les explications sont diverses: les relations entre le Maroc et la France sont traditionnellement bonnes; les enfants marocains nés en France ne deviennent français qu'à dix-huit ans; le regroupement familial étant intervenu plus tardivement pour la migration marocaine, la question du service militaire, en l'absence de Convention franco-marocaine, n'est pas encore posée<sup>2</sup>.

Ennaceur, Ambassadeur de Tunisie à Genève, explique que la migration maghrébine a démarré dans les années soixante dans un cadre organisé et régi par des conventions bilatérales entre les pays émetteurs et les pays hôtes définissant les modalités de coopération et prévoyant la mise en place de structures mixtes de suivi et de concertation entre les autorités concernées. Mais depuis l'arrêt de l'immigration, au début des années soixante-dix, les pays d'accueil allaient faire cavalier seul, plaçant les pays émetteurs devant le fait accompli. Cette attitude s'est reflétée dans les multiples décisions prises unilatéralement et sans concertation préalable, telles les dispositions d'incitation au retour, la révision des conditions de séjour et de regroupement familial, ou l'adoption d'une politique d'intégration qui semble être devenue une option collective de la part des pays européens<sup>3</sup>.

Ennaceur se félicite que les tentatives des pays européens d'intégrer les migrants, surtout ceux de la 2<sup>ème</sup> génération, aient échoué, si l'on regarde le peu de personnes qui ont renoncé à leur nationalité d'origine. Pour lui, "l'intégration ne signifie nullement l'aliénation de l'identité ni la renonciation à ses attributs fondamentaux. L'intégration ne se traduit pas, nécessairement, par la naturalisation et le rejet de sa nationalité d'origine". Il signale que les porteurs de la double nationalité parmi la 2<sup>ème</sup> génération représentent 18.8% de l'ensemble, tandis que 75.2% des jeunes maghrébins de la 2<sup>ème</sup> génération ont tenu à garder leur nationalité d'origine<sup>4</sup>.

Belguendouz, professeur à la Faculté de droit de Rabat, conteste l'apport économique de la migration des Marocains à leur pays et critique fortement ceux qui plaident en faveur de leur intégration dans leurs pays d'accueil. Il cite Ahmed Alaoui, Ministre d'État, qui déclarait en 1986 devant les *Amicales des travailleurs*

---

<sup>1</sup> Kacet: Le droit à la France, p. 71-72.

<sup>2</sup> Être français aujourd'hui et demain, tome 2, p. 47-48.

<sup>3</sup> Ennaceur: L'immigration maghrébine en Europe, p. 117-118.

<sup>4</sup> Ibid., p. 123.



*et des commerçants marocains* en France, que les jeunes marocains à l'étranger sont et restent marocains, que s'ils prennent une nationalité étrangère, ils ne perdent pas la nationalité marocaine, en vertu du principe de l'allégeance perpétuelle<sup>1</sup>. Belguendouz dénonce cette manière de banaliser et de déculpabiliser la naturalisation<sup>2</sup>, ainsi que les efforts des pays d'accueil à intégrer ses compatriotes: "Ces incitations à l'assimilation, en dépit de certaines nuances ou aspects contradictoires, font fi de l'existence des pays et des cultures d'origine. Tout se passe comme si les pays maghrébins en particulier n'avaient pas leur propre civilisation, leur propre identité culturelle et nationale"<sup>3</sup>.

Belguendouz demande aux pays du Maghreb de préparer le terrain pour permettre à leurs enfants de revenir au pays car, avertit-il, "il n'y a pas de retour volontaire possible s'il n'y a pas un minimum de sécurité et de stabilité pour les émigrés, les États devant leur offrir des garanties"<sup>4</sup>. Il ajoute:

Plus on reporte à plus tard la mise en œuvre de ce plan, plus la réinsertion se fera à des coûts, non seulement dans le domaine économique, mais également sur le plan familial, culturel, social psychologique, etc., plus élevés pour les intéressés, leur famille et leur société, et dans des conditions plus contraignantes et difficiles voire même dramatiques, car il n'est pas exclu entre autres un plus grand durcissement au niveau des pays européens en raison de l'exacerbation de la crise, de l'intensification du racisme, et des rebondissements politiques que cela pourrait entraîner<sup>5</sup>.

Ces propos ne sont pas sans rappeler la position d'Al-Wansharisi exposée plus haut, même si les arguments religieux font défaut.

Un autre auteur marocain, tout en excluant "tout espoir de retour pour l'immigré maghrébin", dit que les deux parties, européenne et maghrébine, doivent gérer la question de l'intégration des immigrés maghrébins pour le respect de leurs droits économiques et sociaux en dehors de toute discrimination, mais aussi, "favoriser l'épanouissement de leur identité culturelle et religieuse, et leur permettre de garder des attaches solides avec leurs pays d'origine, tant sur le plan politique qu'économique et culturel". "C'est de cette façon que la migration maghrébine peut jouer un rôle déterminant dans l'extension du champ de la démocratie et du respect des droits de l'homme vers le sud de la Méditerranée et dans la promotion d'une véritable coopération entre les deux entités maghrébine et européenne"<sup>6</sup>.

## **5) Naturalisation des musulmans**

Malgré l'opposition de la doctrine musulmane, l'émigration est un phénomène inéluctable que les pays musulmans ne sauraient empêcher, sauf à assurer à leurs ressortissants une sécurité matérielle et une liberté intellectuelle satisfaisantes. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Et le problème aujourd'hui n'est pas

---

<sup>1</sup> Belguendouz: *Les jeunes maghrébins en Europe*, p. 93.

<sup>2</sup> Ibid., p. 94-95.

<sup>3</sup> Ibid., p. 97.

<sup>4</sup> Ibid., p. 99.

<sup>5</sup> Ibid., p. 99-100.

<sup>6</sup> Oualalou: *L'immigration maghrébine en Europe*, p. 46.

d'empêcher les musulmans d'émigrer, mais plutôt de ne pas les perdre définitivement, notamment à travers la naturalisation.

Un ouvrage en arabe, paru à Paris en 1988 et réédité en 1993, est consacré à la naturalisation. Le titre de cet ouvrage en dit long: "Le changement de nationalité est une apostasie et une trahison". Son auteur, très probablement un Algérien, estime que le musulman qui opte pour la nationalité d'un pays non-musulman est un apostat du fait qu'il a commis un acte interdit par le Coran et la Tradition de Mahomet. Ce musulman doit donc renoncer à cette nationalité pour que Dieu lui pardonne ce péché. Celui qui reste dans sa nouvelle nationalité et meurt aura comme sort l'enfer<sup>1</sup>.

Cet auteur cite parmi les raisons qui poussent les pays occidentaux à octroyer leur nationalité aux musulmans:

- L'augmentation du petit nombre d'occidentaux. Or ceci réduit le nombre de musulmans.
- L'exploitation du musulman pour améliorer la situation économique des non-musulmans. Or un musulman ne devrait jamais accepter d'être exploité par un non-musulman.
- L'attrance progressive de musulmans dans la mécréance et l'athéisme. Or ceci est une perte pour les musulmans et un gain pour les mécréants et les athées<sup>2</sup>.

Il explique que le musulman qui obtient la nationalité d'un autre pays musulman, ne change pas de statut, puisque tous les musulmans sont des frères. Mais le musulman qui obtient la nationalité d'un pays non-musulman comme la nationalité française, anglaise, américaine, allemande ou toute autre nationalité d'un pays mécréant et athée, ce musulman devient un apostat auquel on propose le repentir pendant trois jours et trois nuits. S'il revient à sa nationalité islamique, il est sauf. S'il refuse, il est passible de la peine de mort. L'auteur cite à cet égard le récit de Mahomet: "Celui qui change sa religion, tuez-le"; "Le sang d'une personne n'est permis que dans trois cas: l'homme marié qui commet l'adultère, la mise à mort en application de la loi du talion, et celui qui abandonne la religion délaissant la communauté". Par conséquent, le musulman qui acquiert la nationalité non-musulmane doit être considéré comme ayant abandonné sa religion et traité comme un apostat: sa femme musulmane sera répudiée, ses biens seront confisqués au profit du trésor public, et après sa mort on ne priera pas pour lui ni on ne l'entertera dans le cimetière des musulmans en vertu du verset: "Ne prie jamais pour l'un d'entre eux quand il est mort, ne t'arrête pas devant sa tombe. Ils ont été incrédules envers Dieu et son Prophète et ils sont morts pervers" (9:84)<sup>3</sup>. L'auteur présente alors les preuves selon lesquelles le musulman naturalisé devient apostat:

- Le musulman qui se fait naturaliser pour bénéficier des droits reconnus par le pays étranger accepte l'application des lois mécréantes au lieu des lois

---

<sup>1</sup> Al-Jaza'iri: Tabdil, p. 20-21.

<sup>2</sup> Ibid., p. 21-24.

<sup>3</sup> Ibid., p. 25-27.

islamiques. Or, selon de nombreux versets coraniques, le musulman qui rejette la loi islamique devient apostat<sup>1</sup>.

- Le musulman qui se fait naturaliser devient un allié des mécréants et des athées. De nombreux versets coraniques interdisent une telle alliance, dont ceux-ci: "Que les croyants ne prennent pas pour amis des mécréants de préférence aux croyants. Celui qui agirait ainsi, n'aurait rien à attendre de Dieu – à moins que ces gens-là ne constituent un danger pour vous" (3:28); "Ô vous les croyants! Ne prenez pas pour patrons mes ennemis et les vôtres en leur manifestant de l'amitié, alors qu'ils ne croient pas à la vérité qui vous est parvenue" (60:1). En vertu de ces versets, il n'est pas permis aux musulmans de s'allier aux mécréants... sauf si on les craint, recourant ainsi à la dissimulation pour éviter le danger<sup>2</sup>.
- Le Coran interdit au musulman de séjourner parmi les non-musulmans. L'auteur cite ici les versets coraniques qui incitent à l'émigration de la *Terre de mécréance* vers la *Terre d'islam*. À plus forte raison, il est interdit au musulman d'acquérir la nationalité d'un pays non-musulman<sup>3</sup>.
- Le musulman qui se fait naturaliser et séjourne dans un pays mécréant expose ses enfants et sa famille à la mécréance. Ce musulman n'a plus de religion et ressemble à une plume que le vent déplace à son gré. Son objectif est seulement de remplir son ventre et de satisfaire son sexe. Ce musulman devient membre de l'armée du camp ennemi et combat ses propres frères musulmans pour satisfaire les gens dont il a obtenu la nationalité. Ainsi le musulman rompt tout lien avec l'islam. Mahomet dit à cet égard: "Celui qui porte les armes contre nous n'est plus des nôtres"<sup>4</sup>.
- Celui qui se fait naturaliser est un traître pour son peuple et sa patrie. Or, la trahison est interdite par le Coran. Ce musulman a quitté son pays, l'a échangé contre un pays mécréant et s'est soumis à ses lois au lieu des lois islamiques<sup>5</sup>.

L'auteur en question rapporte différentes *fatwas* d'autorités religieuses qui affirment que l'acquisition par un musulman de la nationalité d'un pays non-musulman constitue une apostasie. Ces *fatwas* ont été émises au moment de la domination coloniale française sur l'Algérie et la Tunisie. Les autorités françaises avaient alors ouvert la voie de la naturalisation des musulmans. Ceux qui acceptaient la nationalité française étaient soumis aux lois françaises. Selon cet auteur, le contenu de ces *fatwas* a une portée générale qui dépasse la période coloniale dans la mesure où elles partent de l'idée que la naturalisation implique la soumission du musulman au droit national étranger. Or ceci constitue une apostasie pour le musulman<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 31-44.

<sup>2</sup> Ibid., p. 45-76.

<sup>3</sup> Ibid., p. 77-93.

<sup>4</sup> Ibid., p. 105-113.

<sup>5</sup> Ibid., p. 151-157.

<sup>6</sup> Voir ces *fatwas* in: Al-Jaza'iri: Tabdil, p. 175-233.

Cet auteur va jusqu'à demander aux citoyens des pays non-musulmans qui se convertissent à l'islam de renoncer à leur nationalité et de quitter leur pays pour aller dans un pays musulman. Et si ces pays refusent de les accueillir, ces nouveaux musulmans peuvent leur opposer le verset: "S'ils se repentent, s'ils s'acquittent de la prière, s'ils font l'aumône, ils deviennent vos frères en religion" (9:11). D'autre part, Dieu a garanti éternellement aux immigrés de trouver une place de sécurité: "Celui qui émigre dans le chemin de Dieu trouvera sur la terre de nombreux refuges et de l'espace. La rétribution de celui qui sort de sa maison pour émigrer vers Dieu et son Prophète, et qui est frappé par la mort, incombe à Dieu. Dieu est celui qui pardonne, il est miséricordieux" (4:100). Tout musulman est donc tenu de quitter la *Terre de mécréance*, de ne pas rester en compagnie des mécréants et des athées, et de ne pas se soumettre à leurs lois. Celui qui ne le fait pas désobéit à Dieu et à Mahomet et n'est plus musulman<sup>1</sup>. Cet auteur refuse même l'idée de la double nationalité et critique les pays musulmans qui la permettent. Il avance les arguments suivants contre la double nationalité:

- Le double national se soumet à des lois mécréantes et rejette les lois islamiques. Or ceci constitue une apostasie.
- La double nationalité relève de l'hypocrisie, interdite par le Coran: "Chaque fois qu'ils rencontrent des croyants, ils disent: Nous croyons. Mais lorsqu'ils se retrouvent seuls avec leurs démons, ils disent: Nous sommes avec vous; nous ne faisons que plaisanter" (2:14). Elle relève aussi de la ruse et de la tromperie, interdites en droit musulman.
- Le double national ressemble aux mécréants. Or Mahomet dit: "Celui qui ressemble à un groupe en fait partie"<sup>2</sup>.

Al-Jaza'iri, prédicateur de la Mosquée du Prophète à Médine, se penche aussi sur la question de la naturalisation. Il invoque trois *fatwas* à ce sujet:

- La *fatwa* du cheikh Hamani, Président du Conseil islamique suprême en Algérie, qui considère que l'acquisition de la nationalité d'un pays mécréant est une apostasie. Le naturalisé ne peut épouser une musulmane, il est privé de la succession, et il ne sera ni lavé ni enterré dans le cimetière des musulmans.
- La *fatwa* saoudienne n° 4801 de 1982 concernant un imam algérien en France qui voulait savoir s'il pouvait acquérir la nationalité française. Cette *fatwa* affirme: "Il n'est pas permis d'acquérir volontairement la nationalité d'un pays mécréant du fait que cela implique l'acceptation de ses normes, la soumission à ses lois, l'assujettissement et l'alliance avec ce pays. Or, il est clair que la France est un pays mécréant en tant que gouvernement et en tant que peuple, et tu es un musulman. Il ne t'est donc pas permis d'acquérir la nationalité française".
- La *fatwa* saoudienne n° 2393 émise une année plus tard concernant un Égyptien naturalisé canadien. Cette *fatwa* précise:

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 95-103.

<sup>2</sup> Ibid., p. 137-148.

"Il n'est pas permis à un musulman d'acquérir la nationalité d'un pays dont le gouvernement est mécréant parce que cela est un moyen d'alliance avec les mécréants et une acceptation des erreurs qu'ils suivent. Quant au séjour sans obtenir la nationalité, il est en principe interdit en raison

- de ce que Dieu dit: "Au moment de les emporter, les anges disent à ceux qui se sont fait tort à eux-mêmes: En quel état étiez-vous? Ils répondent: Nous étions faibles sur la terre. Les anges disent: La terre de Dieu n'est-elle pas assez vaste pour vous permettre d'émigrer? Voilà ceux qui auront la géhenne pour refuge: quelle détestable fin! À l'exception de ceux qui sont faibles et incapables parmi les hommes, les femmes et les enfants; car ils ne sont pas dirigés sur le chemin droit" (4:97-98),
- de la parole de Mahomet: "Je suis quitte de tout musulman qui habite parmi des polythéistes", et d'autres récits qui vont dans ce sens,
- de l'unanimité parmi les musulmans selon laquelle il faut émigrer des pays polythéistes vers la *Terre d'islam* lorsque c'est possible.

Mais le savant religieux peut séjourner parmi les mécréants pour leur transmettre l'islam et les appeler à s'y convertir, à condition qu'il ne craigne pas la perversion, et qu'il y ait l'espoir de les influencer et de les guider"<sup>1</sup>.

Commentant ces *fatwas*, Al-Jaza'iri écrit que, contrairement à la *fatwa* algérienne, les deux *fatwas* saoudiennes, tout en interdisant la naturalisation, ne considèrent pas le naturalisé comme un mécréant<sup>2</sup>. Il signale qu'avec l'expansion de la laïcité, l'appartenance à une religion devient une affaire libre. On peut ainsi devenir britannique ou français sans devenir chrétien, et on peut devenir pakistanais sans devenir musulman. Par conséquent, celui qui acquiert la nationalité d'un pays non-musulman tout en gardant sa foi et en respectant les interdits religieux ne devient pas mécréant. Al-Jaza'iri ajoute que traiter d'apostats des millions de musulmans vivant dans les pays de mécréance ne résout pas leurs problèmes mais les complique, d'autant qu'il n'est pas possible de ramener tous ces musulmans vers les pays musulmans. Face à cette impossibilité, il préconise la création d'une commission de tous les pays musulmans dans le but de sauvegarder les droits des immigrés et de les empêcher de se dissoudre dans les sociétés mécréantes et athées<sup>3</sup>. Nous avons mentionné cette commission dans le point précédent.

Comme signalé plus haut, le problème de l'acquisition de la nationalité d'un État non-musulman a été posé par le *Centre islamique de Washington* à l'*Académie du droit musulman* qui dépend de l'*Organisation de la Conférence islamique*. L'Académie a dû renoncer à donner une réponse à cette question en raison des divergences entre ses membres<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Al-Jaza'iri: *I'lam al-anam*, p. 723-725.

<sup>2</sup> Ibid., p. 725.

<sup>3</sup> Ibid., p. 726-729.

<sup>4</sup> *Majallat majma al-fiqh al-islami*, n° 3, partie 2, 1987, p. 1104; voir aussi p. 1103, 1113, 1119, 1129, 1149-1158 1327-1338, 1399.

Signalons ici que le Maroc prévoit le principe de l'allégeance perpétuelle en matière de nationalité. Un Marocain ne peut renoncer à sa nationalité par sa simple volonté; il faut en plus "une autorisation par décret à renoncer à la nationalité marocaine" (article 19 de la Loi sur la nationalité). La perte de la nationalité, affirme un auteur marocain, est une question purement théorique puisqu'en vertu du principe de l'allégeance perpétuelle un Marocain naît et meurt marocain. Pour preuve, le service de la nationalité, au Ministère de la justice ne dispose pas de formulaires propres à la sortie de la nationalité marocaine<sup>1</sup>. En vertu de cette norme, les juifs qui ont quitté le Maroc pour Israël gardent toujours, aux yeux du Maroc, leur nationalité marocaine et peuvent revenir dans leur pays d'origine quand ils le désirent.

## **6) Migration: intégration ou désintégration**

Nous venons de voir que les auteurs musulmans classiques et modernes sont opposés à la migration des musulmans vers la *Terre de mécréance*. Mais en raison de la réalité géopolitique actuelle, certains ont fini par tolérer cette migration, acceptant même la naturalisation des musulmans vivant dans ces pays.

Une nouvelle étape est franchie avec la perception qu'ont les musulmans d'avoir droit au pays où ils séjournent. "Peut-on se montrer ingrats à l'égard de ces combattants ou de leurs descendants?", se demande un auteur musulman français<sup>2</sup>. Ils ont aussi participé à sa construction économique et y sont nés. *La Charte du culte musulman en France*<sup>3</sup> dit, dans son préambule: "Hier par leur sang versé à Verdun ou au Monte Cassino, aujourd'hui par leur labeur, leur intelligence, leur créativité, les musulmans de France contribuent à la défense et à la gloire de la Nation comme à sa prospérité et à son rayonnement dans le monde". L'article 33 ajoute:

Membres à part entière sur le plan spirituel du vaste ensemble culturel et religieux de la nation islamique, les musulmans de France ne sont pas moins conscients des liens privilégiés les liant à la France, qui est pour beaucoup d'entre eux patrie de naissance ou d'élection. Par delà la diversité de leurs origines ethniques, linguistiques et culturelles, les musulmans de France entendent œuvrer à l'émergence d'un islam de France, à la fois ouvert sur le monde musulman et ancré dans la réalité de la société française. Ne se réclamant d'aucune autorité religieuse étrangère particulière, les musulmans de France concourent à l'expression d'un islam qui permet de vivre profondément le message coranique dans un rapport serein à la culture française.

Dalil Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, explique la question de la citoyenneté du musulman dans un État qui ne l'est pas:

---

<sup>1</sup> Zukaghi: *Ahkam al-qanun al-duwali al-khas*, vol. I, p. 75.

<sup>2</sup> Khelil: *L'intégration des Maghrébins en France*, p. 13.

<sup>3</sup> Texte in: Azeroual: *Foi et République*, p. 181-186, et in: *Praxis juridique et religion*, vol. 11, fascicule 2, 1994, p. 167-181. Ce texte rédigé sous l'initiative de la grande Mosquée de Paris. Il fut proposé le 10.12.1994 et remis au gouvernement par les instances musulmanes réunies au sein du Conseil Consultatif des musulmans de France (CCMF, organisme créé en septembre 1993).

- En temps de paix, l'appartenance nationale et civique à un État non-musulman est légitime pour un musulman parce qu'elle constitue pour lui un accomplissement de ses droits et de sa vie participative socio-économique et culturelle à la nation à laquelle il adhère. Chacun des auteurs musulmans modernes apporte cependant quelques nuances à cet avis, l'essentiel étant d'éviter une dilution de l'identité musulmane par les processus d'acculturation.
- Cette citoyenneté doit toujours assumer intégralement et loyalement, avec conscience et responsabilité, ses options, même en cas de conflit. La notion tout occidentale de nation, elle-même adoptée par la quasi-totalité du monde arabo-musulman, est compatible avec l'islam, en tant que culte et communauté.
- "L'amour de la nation (*watan*) est une forme de la foi", affirme un récit authentique du Prophète. D'une manière générale, une jurisprudence acceptée dans les traditions politiques de l'islam soutient que "l'obéissance s'impose envers celui qui est maître d'un territoire"<sup>1</sup>.

La présence actuelle des musulmans dans les pays non-musulmans ne satisfait ni les musulmans eux-mêmes, qui vivent un conflit entre leurs normes religieuses et les normes étatiques, ni les pays d'accueil qui ne savent pas comment les intégrer sans pour autant mettre en danger les acquis de la laïcité et la paix confessionnelle. Certains, d'ailleurs, n'hésitent pas à voir dans le flux migratoire musulman actuel une invasion, terme utilisé par le programme du Front national de 1985 en France et repris par Giscard d'Estaing dans le *Figaro Magazine*, en septembre 1991. Plusieurs arguments sont évoqués: leur natalité élevée, la montée du chômage en France, la progression de l'intégrisme musulman, les attentats attribués aux groupes proche-orientaux, leurs valeurs différentes des valeurs européennes, en particulier quand il s'agit des comportements familiaux et du statut de la femme<sup>2</sup>. Certains français n'hésitaient pas, pendant la guerre du Golfe, à voir dans les immigrés une 5<sup>ème</sup> colonne<sup>3</sup>.

La solution serait, selon Le Pen et ses émules, d'encourager par des aides financières les non-ressortissants de pays membres de la Communauté européenne à retourner chez eux<sup>4</sup>. Le Pen voudrait aussi limiter le nombre de ceux qui deviennent français, en supprimant le droit du sol<sup>5</sup>.

La solution opposée serait de les intégrer, intégration dont certains doutent. Selon Barreau, les musulmans éprouvent des difficultés à vivre dans une société quand ils y sont minoritaires; le droit musulman ne veut connaître qu'un seul type de situation: celle dans laquelle le musulman est naturellement le maître de la cité et y fait régner sa loi islamique. La soumission à une autorité impie n'est pas envisagée<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Azeroual: Foi et République, p. 34.

<sup>2</sup> Barreau: De l'immigration, p. 64.

<sup>3</sup> Jelen: Ils feront de bons français, p. 231.

<sup>4</sup> Le Pen: Pour la France, p. 123.

<sup>5</sup> Ibid., p. 118.

<sup>6</sup> Barreau: De l'immigration, p. 68-69.

Les plus optimistes répliquent que l'intégration est un fait inéluctable. La plupart des jeunes de la seconde génération, de culture française, parlent mal l'arabe ou le berbère. Ils ne sont plus en mesure de s'approprier un héritage qui ne leur a jamais été transmis. Quand la première génération d'immigrés maghrébins, analphabètes, de langue arabe ou berbère, disparaîtra, la seconde perdra son point d'ancrage dans la civilisation arabo-musulmane. Voilà pourquoi l'intégration puis l'assimilation des Beurs sont "aussi certaines que le mouvement de la vie et de la mort"<sup>1</sup>. Selon ce courant, aucune culture issue du tiers-monde ne peut résister plus d'une génération au laminage de la culture postindustrielle européenne. Les femmes, d'origine musulmane, alignent peu à peu leur fécondité sur celle des Françaises. Les Beurettes commencent à s'émanciper du système familial maghrébin. Le nombre de mariages mixtes s'accroît et les enfants issus de ces mariages seront incapables de définir une origine unique et séparée. Ces indicateurs de longue durée révèlent que la résistance à l'intégration est très largement un mythe<sup>2</sup>.

On ne peut cependant être très optimiste lorsqu'on voit comment dans les Balkans les communautés chrétiennes et musulmanes, après avoir cohabité pendant des siècles, s'entretuent et se séparent. Et comme nous l'avons vu plus haut, il n'est pas exclu que ce scénario se répète dans d'autres pays occidentaux si le nombre des musulmans atteint un seuil critique qui leur permet de s'affirmer. Tout cela doit inciter les responsables politiques des pays occidentaux à mieux gérer la situation en intégrant les musulmans. Ceci nécessite une remise en question du système islamique. Mais les musulmans sont-ils prêts à procéder à une telle remise en question? Est-ce que les non-musulmans seront en mesure de les amener à le faire? Rien de moins sûr.

---

<sup>1</sup> Jelen: Ils feront de bons français, p. 225.

<sup>2</sup> Ibid., p. 224.



## **Partie II.**

### **Minorités en Suisse**

#### **Chapitre I.**

##### **Minorités en général**

Lorsque l'on parle de minorités, on se réfère généralement aux minorités nationales. Il n'existe pas de définition internationale contraignante de cette notion. La Suisse a fait une déclaration à l'occasion de la ratification de la *Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales*, précisant le sens qu'elle entend lui donner.

Constituent en Suisse des minorités nationales au sens de la présente Convention-cadre les groupes de personnes qui sont numériquement inférieurs au restant de la population du pays ou d'un canton, sont de nationalité suisse, entretiennent des liens anciens, solides et durables avec la Suisse et sont animés de la volonté de préserver ensemble ce qui fait leur identité commune, notamment leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue<sup>1</sup>.

Il ressort de cette définition que la Suisse lie la qualité de minorité nationale à la citoyenneté. Par conséquent, un non-ressortissant ne peut invoquer la protection spéciale accordée à toute personne appartenant à une minorité nationale. Il est néanmoins protégé par l'article 27 du Pacte civil. En traitant des minorités religieuses, nous irons outre la définition du Conseil fédéral puisque la minorité musulmane, qu'elle soit nationale ou étrangère, se considère comme formant une identité unique, à savoir la communauté musulmane en Suisse, laquelle vit en état de minorité en Suisse et se rattache à la *nation islamique* qui unit l'ensemble des croyants musulmans indépendamment de leur appartenance nationale.

Il n'existe, dans la Constitution de 1998, aucune disposition spécifique protégeant les minorités en tant que telles. Celles-ci sont néanmoins protégées, indirectement, par la garantie sans discrimination de leurs droits constitutionnels, notamment par les deux articles suivants:

Article 7 - La dignité humaine doit être respectée et protégée.

Article 8 – 1) Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.

2) Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique.

3) L'homme et la femme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du

---

<sup>1</sup> Le Parlement a accepté sans modification le texte proposé par le Conseil fédéral dans son Message relatif à la Convention-cadre, Feuille fédérale 1998 1033, 1047, ch. 22.

travail. L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

- 4) La loi prévoit des mesures en vue d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

D'autres dispositions constitutionnelles revêtent aussi une importance particulière pour la protection des minorités nationales. C'est le cas de la liberté de la langue ou encore de la liberté de conscience et de croyance. Certaines constitutions cantonales se réfèrent cependant à la notion de minorité. Ainsi l'article 4 de la Constitution bernoise prévoit, par exemple, qu'il est tenu compte des besoins des minorités linguistiques, culturelles et régionales et, qu'à cet effet, des compétences particulières peuvent être attribuées à ces minorités.

À part les dispositions constitutionnelles, l'article 261bis du Code pénal, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995, interdit et punit la discrimination. Il stipule:

- Celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse;
- celui qui, publiquement, aura propagé une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer de façon systématique les membres d'une race, d'une ethnie ou d'une religion;
- celui qui, dans le même dessein, aura organisé ou encouragé des actions de propagande ou y aura pris part;
- celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou discriminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leur religion ou qui, pour la même raison, niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité;
- celui qui aura refusé à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse, une prestation destinée à l'usage public,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Selon cet article, les coupables sont poursuivis d'office et punis d'emprisonnement (de trois jours à trois ans) ou d'une amende allant jusqu'à 40'000.- Sfr. L'article 171c du Code pénal militaire a la même teneur, sauf qu'il ajoute la possibilité d'une sanction simplement disciplinaire dans des cas "de peu de gravité". Ces normes suisses vont au-delà des exigences découlant de la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* en incluant expressément parmi les actes punissables la discrimination fondée sur des motifs religieux et le refus d'une prestation offerte publiquement. La disposition pénale ne protège pas uniquement des *groupes* de personnes, comme le prévoit la Convention, mais également les *individus*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Deuxième et troisième rapports périodiques présentés par la Suisse, par. 102.

Signalons ici que le Conseil fédéral a créé, le 23 août 1995, la *Commission fédérale contre le racisme*, qui a pris ses fonctions le 1er septembre 1995. En décembre 1998, un postulat émanant des partis bourgeois a demandé sa dissolution<sup>1</sup>, entre autres pour les raisons que la Commission était superflue, que son mandat était trop large et renfermait des formules creuses impossibles à mettre en pratique. Mais le Conseil fédéral a rejeté ce postulat estimant que l'activité de la Commission suscite un écho favorable au sein de l'administration et auprès des médias et de la classe politique<sup>2</sup>. Nous avons reproché à cette Commission ses positions trop critiques à l'égard de la Suisse et pas assez à l'égard des musulmans, dont elle défend les droits à tort et à travers. Nous reviendrons sur ce point ailleurs<sup>3</sup>.

En plus des normes internes, la Suisse a adhéré à de nombreuses conventions internationales qui touchent directement ou indirectement la protection des minorités. On signalera notamment:

- *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, du 4 novembre 1950, entrée en vigueur pour la Suisse le 28 novembre 1974, telle qu'amendée par le Protocole n° 11.
- *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, du 2 octobre 1992, entrée en vigueur pour la Suisse le 1<sup>er</sup> avril 1998.
- *Code européen de sécurité sociale*, du 16 avril 1964, entré en vigueur pour la Suisse le 17 septembre 1978.
- *Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales*, du 21 mai 1980, entrée en vigueur pour la Suisse le 4 juin 1982.
- *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, du 16 décembre 1966, entré en vigueur pour la Suisse le 18 septembre 1992.
- *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, du 16 décembre 1966, entré en vigueur pour la Suisse le 18 septembre 1992.
- *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, du 21 décembre 1965, entrée en vigueur pour la Suisse le 29 décembre 1994.
- *Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales*, adoptée le 10 novembre 1994 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, et ouverte à la signature le 1er février 1995. Elle est entrée en vigueur pour la Suisse le 1<sup>er</sup> février 1998.

Ayant vu les normes générales, nous allons dire un mot des minorités linguistiques et ethniques avant de passer aux minorités religieuses, notamment à la minorité musulmane.

---

<sup>1</sup> Postulat Mörgeli du 22.12.1999 "Dissolution de la Commission fédérale contre le racisme" (CN 99.3645).

<sup>2</sup> Voir la prise de position du Conseil fédéral sur le postulat Mörgeli du 22.12.1999.

<sup>3</sup> Voir notamment partie III, chap. I.1, chap. II.3.B et chap. IV.3.B.

## **Chapitre II.**

### **Minorités linguistiques et ethniques**

La Suisse est un État fédéral formé de 26 cantons et demi-cantons souverains (articles 1 et 3 nCst) ayant de larges compétences législatives, judiciaires et exécutives, pouvant conclure des traités avec l'étranger dans les domaines relevant de leur compétence (article 56 nCst). Les cantons sont à leur tour divisés en communes dont l'autonomie "est garantie dans les limites fixées par le droit cantonal" (article 50 nCst).

En plus des frontières politiques, la Suisse connaît des frontières linguistiques. Quatre langues sont considérées comme langues nationales: l'allemand, le français, l'italien et le romanche (article 4 nCst). Les trois premières langues sont les langues officielles de la Confédération, et la langue romanche l'est aussi pour les rapports que la Confédération entretient avec les personnes de langue romanche. Les cantons déterminent leurs langues officielles, "veillent à la répartition territoriale traditionnelle des langues et prennent en considération les minorités linguistiques autochtones" (article 70 nCst). Selon le recensement de 1990, l'allemand est parlé par 63,6% de la population, le français par 19,2%, l'italien par 7,6% et le romanche par 0,6%. Sur les 26 cantons et demi-cantons, 17 sont germanophones, 4 sont francophones, 1 est italophone (Le Tessin, avec une petite minorité germanophone), 3 sont bilingues (Berne, avec une majorité germanophone; Fribourg et Valais avec une majorité francophone), et 1 est trilingue (Grison, avec une majorité germanophone). Ajoutons à cela qu'environ 8,9% de la population sont d'une langue maternelle autre que les quatre langues nationales. Les droits reconnus aux minorités linguistiques autochtones ne peuvent pas être revendiqués par les minorités linguistiques non-autochtones comme les Turcs, les Albanais, ou les Arabes, quel que soit leur nombre et ce même s'ils sont Suisses.

Il n'existe pas en Suisse de minorités ethniques au sens strict du terme. Le seul groupe susceptible d'être concerné à ce titre est celui des nomades ou "gens de la route", évalué à environ 25'000 personnes parmi lesquelles 4000 à 5000 ne sont pas sédentarisées. La grande majorité des nomades en Suisse se considère de souche jenisch, bien que certains s'apparentent aux Roma ou aux Sinti<sup>1</sup>.

## **Chapitre III.**

### **Minorités religieuses**

Traditionnellement chrétienne, la Suisse est aujourd'hui un pays multiconfessionnel avec de nombreuses sectes. Elle est passée par des périodes conflictuelles entre les catholiques et les protestants qui ont menacé son unité territoriale. La Constitution de 1874 s'est efforcée de couper les ailes aux communautés religieuses en confisquant leur pouvoir en matière d'état civil (article

---

<sup>1</sup> Présentation du rapport initial de la Suisse devant le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale, mars 1998, p. 11, par. 28.

53 al. 1), de mariage (article 54), de juridiction (article 58 al. 2) et de cimetière (article 53 al. 2), en garantissant la liberté de religion et de culte (article 49) et en assurant le maintien de l'ordre public et la paix confessionnelle entre les membres des diverses communautés religieuses et le non-empiètement des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'État (article 50 al. 2). Comme la Suisse est un État laïque, les communautés religieuses n'y ont pas de pouvoir législatif. Certes, l'Église catholique en Suisse a des tribunaux religieux, mais leurs décisions ne sont pas exécutoires.

La nouvelle Constitution suisse de 1998 part de l'idée que la Suisse a dépassé les clivages religieux auxquels l'ancienne Constitution tentait de remédier. Parlant de la liberté de conscience et de croyance, le Message du Conseil fédéral, trop optimiste, dit que cette liberté "met désormais l'accent sur le droit individuel à la liberté religieuse au détriment de la garantie de la paix religieuse, qui n'est plus aujourd'hui menacée comme par le passé"<sup>1</sup>. De ce fait, elle ne fait que garantir les différents droits sans s'attarder aux obstacles posés à la réalisation de ces droits ni évoquer la juridiction de l'Église ou les cimetières. Mais l'article 72 al. 1 sur les rapports entre l'Église et l'État précise que ces rapports sont du ressort des cantons. L'al. 2 ajoute que "la Confédération et les cantons peuvent prendre des mesures propres à maintenir la paix entre les membres des diverses communautés religieuses". Il omet, à tort, la question des "empiètements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'État" dont parle l'article 50 al. 2 de la Constitution de 1874.

Si les rapports entre les catholiques, les protestants et l'État sont devenus plus cordiaux, la Suisse doit faire face à de nouveaux venus sur le marché de la religion. Il s'agit des sectes, dont le danger s'est fait sentir notamment après les massacres perpétrés en octobre 1994, en décembre 1995 et en mars 1997 dans trois pays: la Suisse, le Canada et la France, par l'*Ordre du Temple Solaire*, fondé à Genève en 1984. Ces trois massacres ont causé la mort de 74 personnes, dont 19 de nationalité suisse. Les sectes font l'objet de méfiance de la part des Églises traditionnelles qui y voient une concurrence, mais aussi de la part de l'État qui est tenu de sauvegarder les libertés individuelles tout en remédiant aux abus. Dans son rapport sur les sectes du 1<sup>er</sup> juillet 1999, la *Commission de gestion du Conseil national* a émis les recommandations suivantes:

- 1) Le Conseil fédéral élabore une politique en matière de sectes.
- 2) Le Conseil fédéral coordonne sa mise en œuvre.
- 3) Le Conseil fédéral institue un service d'information et de consultation et informe le public régulièrement. Il dirige une campagne d'information en rapport.
- 4) Le Conseil fédéral encourage une recherche interdisciplinaire sur les mouvements endoctrinants et coordonne la collaboration qui doit nécessairement rapprocher les activités de recherche et de consultation.

---

<sup>1</sup> Message relatif à une nouvelle Constitution fédérale, p. 157.

- 5) Le Conseil fédéral veille à ce que les lois en vigueur soient mieux respectées, en particulier celles qui protègent les enfants et les consommateurs, et, en matière de législation sanitaire, il s'engage en faveur d'une pratique harmonieuse des cantons<sup>1</sup>.

Mais le Conseil fédéral a rejeté le 29 juin 2000 ces propositions estimant, entre autres, que les lois actuelles sont suffisantes, que le terme *secte* est souvent employé de manière discriminatoire, qu'il n'incombe pas à la Confédération de déterminer quelles associations appartiennent aux mouvements endoctrinants dangereux ni de donner une définition des sectes valable en général<sup>2</sup>.

La nouvelle communauté religieuse la plus nombreuse est la communauté musulmane, qui nous intéresse dans cette étude. Le résultat du recensement de l'an 2000 n'étant pas encore connu, nous nous limitons aux recensements de 1970, 1980 et 1990.

En 1970, la Suisse comptait 16'353 musulmans. En 1980, ce chiffre est passé à 56'625, dont 2'941 portant la nationalité suisse, sur 6'365'960 habitants. En 1990, ils étaient 152'217, dont 7'735 portant la nationalité suisse, sur 6'873'687 habitants. Le tableau suivant donne le partage de la population de la Suisse selon les principales communautés religieuses en 1990:

	Hommes	Femmes	Total
Musulmans suisses	3'223	4'512	7'735
Musulmans étrangers	93'560	50'922	144'482
Total des musulmans	96'783	55'434	152'217
Étrangers	724'868	520'564	1'245'432
Catholiques			3'314'271
Protestants			2'747'821
Juifs			17'577
Total des habitants de la Suisse			6'873'687

Il ressort de ces chiffres que la communauté musulmane constitue aujourd'hui la troisième communauté religieuse en Suisse. On remarquera aussi que le nombre des hommes musulmans dépasse de 41'349 celui des femmes musulmanes. Ceci signifie très probablement un recours des hommes musulmans au mariage avec des femmes non-musulmanes pour compenser ce déficit. Il faut à cet égard garder en mémoire que les femmes musulmanes ne peuvent selon le droit musulman épouser des non-musulmans à moins que ces derniers ne se convertissent à l'islam. Un certain pourcentage, difficile à chiffrer, des musulmans portant la nationalité suisse est formé d'hommes et de femmes convertis à l'islam pour raison de mariage. Les enfants issus de mariages mixtes seront musulmans, telle étant la norme en droit musulman, norme à laquelle tiennent les maris musulmans et que rarement les femmes non-musulmanes osent remettre en question.

---

<sup>1</sup> Sectes ou mouvements endoctrinants en Suisse, p. 9232.

<sup>2</sup> [wysiwyg://16/http://www.cesnur.org/testi/ch2K\\_june2.htm](http://www.cesnur.org/testi/ch2K_june2.htm)

On constate que la communauté musulmane en Suisse a presque triplé tous les dix ans dans les trois dernières décennies, passant de 16'353 en 1970, à 56'625 en 1980, et à 152'217 en 1990. Ce dernier chiffre ne comprend pas les travailleurs saisonniers, ni les personnes bénéficiant d'une autorisation de séjour de courte durée, ni les demandeurs d'asile, ni les sans-papier. Ces derniers seraient selon certaines estimations entre 150'000 et 300'000, dont une partie de religion musulmane. Il est important d'attendre le recensement de 2000 pour voir si cette tendance se confirme. Si tel était le cas, la communauté musulmane compterait aujourd'hui 450'000 personnes, et dans dix ans elle compterait environ un million et demi, et dans vingt ans quatre millions et demi. Ceci signifie que les musulmans formeraient la majorité des habitants de la Suisse en 2020 et constitueraient la première communauté religieuse en Suisse, si l'on tient compte du taux élevé de natalité parmi les musulmans par comparaison à celui des non-musulmans, des mariages mixtes et des flux migratoires. Et même en réduisant nos prévisions pour l'an 2020 de moitié, un tel accroissement de la communauté musulmane impliquerait forcément un changement dans le paysage juridique et politique suisse selon le principe: "La quantité fait la qualité".

Une petite partie de ces musulmans est de nationalité suisse, mais leur nombre augmentera avec la tendance actuelle à faciliter la naturalisation des étrangers. Les autres musulmans proviennent de différents pays, notamment d'ex-Yougoslavie, d'Albanie, de Turquie et d'Afrique du Nord. Ces musulmans sont des travailleurs réguliers ou au noir, des étudiants ou des demandeurs d'asile politique. Ils sont de différentes obédiences religieuses, mais notamment sunnites. On trouve parmi eux des courants très divergents, des plus intégristes aux plus libéraux. Il n'existe pas d'organe musulman représentatif sur le plan suisse pour tous les musulmans, mais des associations musulmanes essaient dans certains cantons de se regrouper pour pouvoir négocier des solutions avec les autorités cantonales dans des domaines concrets. Quelques-unes de ces associations reçoivent un soutien financier d'Arabie saoudite, de Turquie, d'Algérie et d'autres pays. Elles ne reçoivent pas de soutien financier direct des autorités suisses, mais quelques-unes ont la possibilité de recevoir des donations et de se présenter comme institutions charitables pour bénéficier d'avantages fiscaux.

## **Chapitre IV.**

### **Minorités, individu et État**

Que ce soit sur le plan interne ou sur le plan international, il existe deux entités que l'on essaie de préserver et de concilier: le droit de l'individu et celui de la minorité. Ces deux droits sont complémentaires dans le sens où un individu peut se sentir épanoui au sein de son groupe. Mais en même temps, ces deux droits sont antinomiques: la minorité peut devenir oppressante au point de priver l'individu de ses droits fondamentaux. Une minorité qui exécute ses dissidents, discrimine les femmes ou porte atteinte à l'intégrité physique en vertu de ses normes religieuses

ne peut invoquer la liberté religieuse ou le droit à la différence culturelle. La *Commission de Gestion du Conseil national* dit dans son rapport sur les sectes:

La commission estime que, même au nom d'une croyance, il n'est pas permis de porter atteinte aux droits de l'homme, aux valeurs fondamentales reconnues, au principe des libertés fondamentales (la liberté d'autodétermination par exemple), ni aux principes de base de la démocratie. En même temps, la Commission est consciente qu'il ne peut y avoir de limitation d'un droit garanti constitutionnellement que dans des conditions définies précisément: elle doit répondre à l'intérêt public, s'appuyer sur une base légale et respecter le principe de la proportionnalité<sup>1</sup>.

Si les sectes éveillent la méfiance des États, ceux-ci affichent généralement une certaine bienveillance envers les grandes communautés religieuses: juives, chrétiennes et musulmanes. Soit parce qu'on estime que ces communautés ont fait leurs preuves par des siècles d'existence et le grand nombre de leurs adeptes, soit parce qu'on n'ose pas s'y attaquer, soit au contraire parce que l'État a imposé sa suprématie politique face au pouvoir religieux.

Certes, la Suisse commence à s'inquiéter pour sa sécurité. Le *Rapport sur la protection de l'État* de 1998 relève que les principaux acteurs de conflits violents sont les groupes turco-kurdes, les groupes albanais du Kosovo, les islamistes algériens, les groupes du Proche-Orient et les groupes tamouls. Quatre de ces groupes sont d'obédience religieuse musulmane<sup>2</sup>. Le rapport signale en outre que "sans avoir été la cible directe du terrorisme international, la Suisse a été touchée par l'évolution de l'extrémisme et du terrorisme. Elle continue à jouer un important rôle de base logistique et de refuge pour toute une série de groupes"<sup>3</sup>. Et c'est dans cette perspective que fut adoptée le 21 mars 1997 la *Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure*. Cette loi vise "à assurer le respect des fondements démocratiques et constitutionnels de la Suisse ainsi qu'à protéger les libertés de sa population" (article 1). Pour parvenir à cette fin, "la Confédération prend des mesures préventives au sens de la présente loi pour détecter précocement les dangers liés au terrorisme, au service de renseignements prohibé et à l'extrémisme violent. Les renseignements obtenus doivent permettre aux autorités compétentes de la Confédération et des cantons d'intervenir à temps selon le droit applicable" (article 2 al. 1).

Mais avec les communautés religieuses le problème dépasse le cadre de la sécurité étatique et touche le système juridique. Comme nous l'avons vu, l'État fédéral a dû prendre des mesures pour brider les communautés catholique et protestante et assurer une cohabitation pacifique. La laïcité était un facteur-clé dans cette cohabitation. Or, avec la venue de la communauté musulmane dont les normes religieuses sont foncièrement hostiles à la laïcité, il y a un grand risque que la Suisse passe de nouveau dans une zone de turbulence. Et il n'est pas certain que l'État fédéral accorde la même importance à ce problème qu'au problème

---

<sup>1</sup> Sectes ou mouvements endoctrinants en Suisse, p. 9201-9202.

<sup>2</sup> Rapport sur la protection de l'État, p. 20.

<sup>3</sup> Ibid., p. 21.



sécuritaire. Ceci est surtout dû à l'euphorie inspirée par le dialogue inter-religieux institué par les communautés catholique et protestante qui, naïvement, sont trop favorables aux revendications de la communauté musulmane, comme cela est le cas avec la question des cimetières séparés pour les musulmans, sans connaître les tenants et les aboutissants de telles revendications. Nous y reviendrons.

Pour savoir ce que réserve l'avenir, il est nécessaire de voir dans quelle mesure les revendications des musulmans vivant en Suisse coïncident avec le système juridique suisse. C'est ce que nous verrons dans la partie suivante.

## **Partie III. Musulmans en Suisse**

### **Chapitre I. Reconnaissance de l'islam**

On peut situer la reconnaissance d'une communauté à deux niveaux: le niveau du public, et celui des autorités. On doit aussi voir dans quelle mesure une minorité reconnaît l'État avec lequel elle traite.

#### **1) Reconnaissance par le public**

Les musulmans se plaignent d'être mal acceptés en Suisse. La *Commission fédérale contre le racisme*, dont l'opinion reflète souvent le point de vue des musulmans, dit dans un communiqué de presse:

Lorsque la minorité musulmane vivant en Suisse demande la liberté de culte, elle est souvent confrontée à l'insécurité, à des difficultés institutionnelles et parfois au rejet pur et simple.

Les besoins des Musulmans suscitent des débats au sein de la population et des autorités, qu'il s'agisse de la construction d'un cimetière ou d'une mosquée, du port du foulard, de cours de religion, de demandes de naturalisation ou de la reconnaissance officielle. La *Commission fédérale contre le racisme* est préoccupée par les discriminations auxquelles sont exposés les Musulmans et les personnes que l'on tient pour des Musulmans...

Personne ne doit être discriminé parce qu'il est considéré comme Musulman, que ce soit lorsqu'il cherche du travail, sur son lieu de travail ou lors du traitement de naturalisation, etc.

Personne ne doit être considéré comme appartenant à une religion, quelle que soit sa religion effective, ni condamné, en raison de son pays d'origine ou de son nom....

Chaque être humain doit avoir le droit de pratiquer sa religion sans restriction, tant que celle-ci ne porte pas atteinte aux droits de la personne humaine ni à la Constitution.

Au niveau politique, le débat sur les besoins des Musulmans ne doit pas servir d'instrument, mais être conduit objectivement<sup>1</sup>.

Dans son numéro 7 d'octobre 1999 consacré aux musulmans en Suisse, la revue *Tangram* de cette Commission comporte de nombreuses positions qui vont dans ce sens sous la plume de chrétiens et de musulmans<sup>2</sup>. L'éditorial, écrit par deux musulmanes membres de la Commission, affirme:

---

<sup>1</sup> Les musulmanes et les musulmans en Suisse, communiqué de presse, in: *Tangram*, n° 8, mars 2000, p. 100-101.

<sup>2</sup> *Tangram*, n° 7, octobre 1999, éditorial, p. 3, par Taner Hatipoglu et Samia Osman.

En Suisse, les besoins exprimés par les musulmans sont vite repris par les médias, souvent avec connotation négative, et font l'objet de débats au sein de la population lorsqu'il est par exemple question de construire un cimetière islamique ou lorsque la demande de naturalisation d'une jeune fille née en Suisse est rejetée pour la seule raison qu'elle porte un foulard.... Même en Suisse, l'image de l'islam repose en grande partie sur des préjugés, des généralisations, des clichés inexacts et des informations diffusées par la presse à sensation. Cette image est aujourd'hui encore imprégnée d'une part par les croisades (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles) et par la menace des "Turcs aux portes de Vienne" (1529) et d'autre part par les contes des Mille et Une Nuits et les images et les écrits des "orientalistes" du XIX<sup>e</sup> siècle.

D'où la peur de cet islam, dont les partisans attaquent les touristes en Égypte, font la révolution en Iran et exigent que les femmes soient voilées de la tête aux pieds en Afghanistan. Dans ce contexte, les campagnes contre l'islam atteignent facilement leur objectif. N'y a-t-il pas d'autres possibilités? N'est-il pas temps de corriger cette image qui fait de l'islam notre ennemi?<sup>1</sup>

Ce numéro comporte de nombreuses litanies qui vont dans le même sens. Le pasteur Jean-Claude Basset n'échappe pas à la règle. Il estime qu'il n'y a "rien de surprenant dans les réactions suscitées par l'irruption d'une nouvelle communauté socioculturelle en Suisse; en tout cas rien qui ne va au-delà de la résistance quasi naturelle de tout corps social confronté à la présence d'une entité nouvelle: résistance à l'altérité qui oblige à se restituer soi-même, résistance au changement qui découle de la nouveauté et résistance au partage qu'implique tout vivre ensemble dans un cadre démocratique". Mais il ajoute que la situation des musulmans en Suisse est particulière:

La présence des musulmans provoque un certain nombre de réactions négatives perceptibles dans l'image que donnent les médias de l'islam en général et des musulmans en particulier. Le fait est d'autant plus patent qu'on n'assiste à rien de semblable à l'endroit du bouddhisme et des bouddhistes dont la présence et l'influence ne cessent de croître, en Suisse comme en Europe. S'il y a une comparaison possible avec le traitement négatif de l'islam par les médias, c'est bien celui que ces mêmes médias réservent à ces minorités religieuses et spirituelles que l'on appelle communément des sectes.

En ce sens, on peut parler d'un anti-islamisme latent, non pas comme d'un projet délibéré de discrimination des musulmans, mais bien au titre d'une résistance spécifique à l'égard de l'islam et de la communauté musulmane.

Basset estime que cet anti-islamisme s'alimente à deux sources bien distinctes dans la société helvétique:

Les chrétiens exclusifs et les partisans d'une laïcité pure et dure. Pour les premiers qui représentent 5% de la population, majoritairement mais pas uniquement protestants, l'islam apparaît comme une contradiction directe de l'Évangile de Jésus Christ et une menace pour la foi chrétienne, à quoi il

---

<sup>1</sup> Loc. cit.

convient de s'opposer comme à une œuvre du diable. Pour les seconds, l'islam est perçu comme une régression par rapport aux progrès du siècle des Lumières et comme une menace pour la séparation, chèrement acquise, entre le politique et le religieux<sup>1</sup>.

Il estime aussi qu'il faut un effort mutuel pour dépasser cet état d'âme:

Il ne faut pas cacher que, si l'intégration de la communauté musulmane dans la société suisse implique pour la première un réel effort d'adaptation pratique et de ré-interprétation de ses sources, la communauté d'accueil sera elle aussi conduite à revoir certains de ses présupposés et à redéfinir les bases d'une société devenue davantage culturellement et religieusement diversifiée<sup>2</sup>.

Nous verrons par la suite que cette méfiance n'est pas à sens unique, et que les musulmans aussi véhiculent une attitude négative à l'égard de la Suisse.

## **2) Reconnaissance par les autorités**

La *Fondation culturelle islamique* de Genève dit qu'un de ses objectifs est de "faire un effort pressant auprès du gouvernement suisse pour qu'il reconnaisse la religion islamique en tant que religion officielle comme les autres religions en Suisse et consacrer des cimetières réservés aux musulmans dans toutes les villes suisses"<sup>3</sup>.

Fawzia Al-Ashmawi, de la Faculté des lettres de Genève, déclara devant la conférence tenue à Casablanca en 1997 sur *L'islam et les musulmans en Europe*:

Malgré le mythe de la neutralité suisse et malgré la présence de la *Commission des droits de l'homme* en Suisse, les musulmans en Suisse ne bénéficient pas de la liberté et des droits dont bénéficient les adeptes des autres religions comme la religion juive à titre d'exemple. En effet, malgré le fait que le nombre des juifs se trouvant en Suisse est moins que la moitié de celui des musulmans en Suisse, le judaïsme est reconnu en Suisse en tant que religion alors que l'islam n'est pas reconnu.

Bien que l'État suisse soit un État laïque comme le reste des pays européens, c'est-à-dire qu'il existe une séparation entre la religion et le pouvoir, l'État reconnaît certaines religions comme religion officielle à ses citoyens. Ainsi l'État suisse reconnaît la religion catholique, la religion protestante et la religion juive, mais il ne reconnaît pas la religion musulmane<sup>4</sup>.

Lors du 150<sup>ème</sup> anniversaire de l'État fédéral helvétique dans le Forum 98 tenu à Brigue les 18 et 19 septembre 1998, Fawzia Al-Ashmawi a posé à Flavio Cotti, alors président de la Confédération, la question suivante:

Étant donné que la population musulmane établie en Suisse est la troisième communauté religieuse du pays... est-ce que la Suisse envisage une reconnaissance officielle de l'islam en tant que l'une des religions de la population suisse?

---

<sup>1</sup> Basset: Aux sources de l'anti-islamisme en Suisse, p. 20.

<sup>2</sup> Ibid., p. 20.

<sup>3</sup> Bulletin de la Fondation culturelle islamique de Genève relatif à l'horaire des prières 2000/2001.

<sup>4</sup> Al-Ashmawi: Kalimah, p. 311-312.

Flavio Cotti lui répondit:

La communauté musulmane de Suisse a le droit d'être reconnue et intégrée dans notre société, mais le gouvernement suisse ne reconnaît aucune religion, nous sommes un pays neutre et nous adoptons la laïcité; nous sommes une démocratie et un gouvernement fédéral qui accorde à chaque canton et à chaque commune la liberté de déterminer ses rapports avec les différentes communautés religieuses. Ainsi cette reconnaissance n'est pas du ressort du gouvernement mais des cantons et des communes<sup>1</sup>.

Malgré la clarté de cette réponse, Fawzia Al-Ashmawi revient avec insistance dans son livre *La condition des musulmans en Suisse* sur la question de la reconnaissance. Elle estime que la "non-reconnaissance de l'islam, comme l'une des religions de la population résidente en Suisse, est à l'origine de presque toutes les formes de discrimination sociale à l'encontre des musulmans vivant dans le pays"<sup>2</sup>.

Dans l'interview qu'elle a faite avec Ismail Amin, président de l'*Union des organisations musulmanes* de Zurich, celui-ci affirme que l'objectif de son organisation est "une reconnaissance officielle de l'islam, comme l'une des religions de la population vivant en Suisse". Il ajoute:

Une fois ce statut officiel obtenu, nous pourrions réclamer:

- L'établissement d'une véritable mosquée qui sera une institution avec un lieu de prière, une bibliothèque, une école pour enseigner la langue arabe et les sciences coraniques, un service social, une salle de conférence.
- La création d'une chaire pour les sciences musulmanes à la Faculté de Théologie dans un canton alémanique et une autre chaire dans un canton romand; ces chaires seront financées par les autorités suisses comme le sont les chaires pour les études hébraïques et chrétiennes.
- La perception d'un impôt qui sera une partie du Zakat, comme l'impôt ecclésiastique perçu pour les églises du pays.
- L'établissement d'un cimetière où les musulmans pourraient être enterrés selon la tradition musulmane.

Ismail Amin estime que le meilleur moyen de favoriser l'intégration des musulmans en Suisse est "la reconnaissance de leur identité musulmane, et ce à travers la reconnaissance officielle de l'islam". Selon lui, les musulmans sont discriminés en Suisse "parce que l'islam n'est pas reconnu comme une religion officielle d'une partie de la population en Suisse"<sup>3</sup>.

On peut lire des propos similaires chez d'autres musulmans en Suisse. Ni Fawzia Al-Ashmawi, ni Ismail Amin ne précisent ce qu'ils entendent par reconnaissance de l'islam. Tous deux d'origine égyptienne, ils pensent probablement au modèle égyptien où l'islam est considéré par la Constitution comme *religion d'État* et le

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: *La condition des musulmans en Suisse*, p. 114.

<sup>2</sup> Ibid., p. 50.

<sup>3</sup> Ibid., p. 115-117.

*droit musulman comme la source principale du droit*, les deux éléments étant unis entre eux. Ignorent-ils que la Suisse est différente de l'Égypte malgré leur long séjour en Suisse?

L'insistance des musulmans sur la reconnaissance par la Suisse de *l'islam*, et non pas de la communauté musulmane, peut s'expliquer par le fait qu'ils ne parviennent pas à se structurer sur le plan fédéral ou même cantonal. Ils avancent donc leur nombre comme argument, plutôt que de faire état d'un groupe organisé. En s'adressant à la Confédération, ils voudraient probablement aussi éviter de passer par les différents cantons avec leurs systèmes très variés, et demander, une fois *l'islam* reconnu par la Confédération, que celle-ci adopte des lois et des mesures en faveur de l'islam imposable aux différents cantons. Et il n'est pas exclu qu'ils cherchent à ce que les lois musulmanes leur soient appliquées au lieu des lois fédérales, notamment en matière de droit de famille: puisqu'on reconnaît l'islam, il faudrait aussi reconnaître la loi islamique qui en fait partie! L'un implique l'autre! Il ne s'agit donc pas d'une simple *ignorance* du système juridique suisse de la part des musulmans, mais d'un *stratagème* visant à contourner le système juridique suisse. Comme me le disait un responsable d'un Centre islamique à Zurich le 27 mai 2001, pensant que j'étais musulman: "Nous demandons aujourd'hui une chose, et progressivement nous demanderons d'autres choses".

La reconnaissance de l'islam n'est pas possible en Suisse sur le plan fédéral pour la simple raison que l'État fédéral est neutre sur le plan religieux. Contrairement à ce que dit Fawzia Al-Ashmawi, la Suisse ne reconnaît ni le catholicisme, ni le protestantisme, ni le judaïsme.

Certes, la Constitution suisse de 1874 et celle de 1998 débutent par la formule "Au nom de Dieu Tout-Puissant". Le Message fédéral indique que "l'invocation divine perpétue une tradition, observée depuis les premiers pactes qui ont lié les anciens Confédérés. Sa mention dans le préambule... établit un lien de première importance avec la tradition. Sur le fond, elle doit rappeler qu'il existe, au-dessus de l'État et de l'homme, une puissance transcendante, relativisant ainsi la valeur des choses terrestres. En raison des différentes religions et conceptions philosophiques, cette puissance n'est cependant pas nécessairement marquée du sceau du christianisme; l'État ne peut rendre aucune croyance obligatoire et chacun peut prêter aux termes *Dieu Tout-Puissant* un sens personnel". Le Message ajoute: "La garantie de la liberté de conscience et de croyance interdit en particulier à la Confédération et aux cantons de se comporter de manière hostile à l'égard de quelque religion que ce soit (y compris à l'égard de ceux qui font le choix d'une conception philosophique privée de référence religieuse)"<sup>1</sup>.

On peut donc dire, comme le fait Flavio Cotti, que la Confédération ne reconnaît aucune religion particulière, contrairement à l'Égypte. Bien plus, la Confédération ne reconnaît pas non plus les communautés religieuses et a dépouillé les deux principales communautés religieuses du pays, à savoir la communauté protestante et la communauté catholique, de leurs prérogatives en matière d'état civil, de

---

<sup>1</sup> Message du Conseil fédéral du 20.11.1996, p. 124-125.

mariage, d'enterrement et de juridiction. L'article 72 al. 1 nCst précise que "la réglementation des rapports entre l'Église et l'État est du ressort des cantons". On entend par *Église*, les communautés religieuses en général. La Confédération impose simplement le respect de la liberté religieuse aux cantons et intervient avec ces derniers pour "prendre des mesures propres à maintenir la paix entre les membres des diverses communautés religieuses" (article 72 al. 2).

C'est donc aux cantons de considérer la manière dont ils entendent régler leurs rapports avec les différentes communautés religieuses, prenant en considération leur tradition historique, tout en respectant les droits fondamentaux, en particulier la liberté de conscience et de croyance (article 15) et le principe d'égalité (article 8). Mais, selon le Message fédéral relatif à l'initiative populaire sur la séparation complète entre l'Église et l'État, du 6 septembre 1978<sup>1</sup>, cela ne les contraint pas à observer une totale neutralité religieuse: ils peuvent ainsi parfaitement décider d'octroyer un statut de droit public à certaines communautés religieuses et pas à d'autres. Sur ce plan, on constate qu'il y a autant de systèmes que de cantons. Les cantons de Neuchâtel et de Genève n'octroient pas de statut de droit public aux communautés religieuses. Dans la plupart des autres cantons, les deux grandes Églises traditionnelles bénéficient d'un statut de corporation de droit public. C'est également le cas de l'Église catholique chrétienne et de la communauté israélite dans quelques cantons. Treize sur les 26 constitutions cantonales prévoient expressément la possibilité de reconnaître d'autres communautés religieuses comme étant de droit public. Ainsi, la communauté israélite a obtenu dans quatre cantons le statut de droit public.

Dans tous les cas, les cantons ne reconnaissent pas une "religion", mais une "communauté religieuse", ce qui implique une organisation démocratique avec des statuts définissant les modalités d'adhésion et les organes représentatifs. Il faut aussi une demande de la part de ces communautés. Il n'est donc pas question ici de reconnaître l'islam, le catholicisme, le protestantisme ou le judaïsme dans l'abstrait. Rien n'interdit à la communauté musulmane qui voudrait se faire attribuer le statut de droit public là où le canton le permet d'en faire la demande, mais elle doit préalablement s'organiser et avoir un organe représentatif. Ce n'est qu'en cas de rejet d'une telle demande, que cette communauté peut se plaindre de discrimination. Par conséquent, les critiques de Fawzia Al-Ashmawi et autres musulmans à l'égard de la Suisse relèvent sinon de l'ignorance de la loi, du moins de la mauvaise foi.

En plus de la reconnaissance de droit public, il faut signaler que la communauté musulmane a le droit de s'organiser, sur le plan communal, cantonal ou fédéral, sous forme de fondation ou d'association de droit privé en vertu de l'article 52 CCS qui stipule:

- 1) Les sociétés organisées corporativement, de même que les établissements ayant un but spécial et une existence propre, acquièrent la personnalité en se faisant inscrire au registre du commerce.

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1978 II 676ss.

- 2) Sont dispensés de cette formalité les corporations et les établissements de droit public, les associations qui n'ont pas un but économique, les fondations ecclésiastiques et les fondations de famille.
- 3) Les sociétés et les établissements qui ont un but illicite ou contraire aux mœurs ne peuvent acquérir la personnalité.

Le droit d'association est garanti (article 23 nCst) non seulement pour les citoyens, mais aussi pour les étrangers. La Suisse diffère en cela de la plupart des pays musulmans où la création d'une fondation ou d'une association est soumise à une autorisation préalable de la part de l'État dans le but d'exercer un contrôle sur ses activités<sup>1</sup>. Cela pourrait probablement expliquer pourquoi les musulmans demandent une reconnaissance de la part de la "Suisse", ignorant de la sorte la différence entre les pays musulmans et la Suisse. Toute fondation ou association créée conformément à la loi est *ipso facto* reconnue en droit suisse. Il n'y a pas besoin pour cela d'une reconnaissance formelle de la part des autorités publiques. Ceci s'applique aussi bien aux musulmans qu'aux autres communautés religieuses. Ainsi la communauté juive est principalement organisée sous forme d'association de droit privé.

Évidemment il y a une différence entre une association privée et une entité de droit public sur le plan des avantages financiers. C'est un des objectifs que visent les musulmans en réclamant la reconnaissance de l'islam par la Suisse, comme le démontre la citation susmentionnée d'Ismail Amin, président de l'*Union des organisations musulmanes* de Zurich.

Le système du financement des communautés religieuses diffère d'un canton à l'autre; il n'y a pas deux réglementations identiques<sup>2</sup>. Sur le plan fédéral il est simplement indiqué à l'article 49 al. 6 aCst: "Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas". Même si cet article n'est pas repris dans la nouvelle Constitution, le principe reste valable en raison des décisions du Tribunal fédéral dans cette matière. Dans 24 cantons, les Églises officiellement reconnues - ou, le cas échéant, leurs paroisses - possèdent des compétences en matière de souveraineté fiscale; la perception de l'impôt peut être obligatoire ou facultative, et elle s'effectue soit sur le plan cantonal, soit sur le plan communal. Les communautés non reconnues doivent se débrouiller seules, comme c'est le cas de la communauté musulmane. D'autre part, les personnes morales paient dans certains cantons l'impôt ecclésiastique, ce qui ne va pas sans poser des problèmes puisque derrière les personnes morales il y a des individus dont la liberté de religion peut être violée. Le canton de Vaud n'a pas d'impôt ecclésiastique et puise dans la caisse générale pour financer les Églises catholique et réformée, ce qui signifie que les personnes physiques et morales participent à ce financement. Dans ce canton, comme dans les quelques cantons où les communes (ou paroisses) ne font pas usage de leur droit d'imposition, et où les Églises sont financées en totalité ou en partie au moyen des recettes fiscales générales, les non-

---

<sup>1</sup> Voir à cet effet Aldeeb Abu-Sahlieh: Les ONG de défense des droits de l'homme.

<sup>2</sup> Voir sur ce sujet L'impôt d'Église.



croyants et les personnes ayant déclaré sortir de l'Église peuvent déduire de leur bordereau d'impôt communal un certain pourcentage, correspondant à la quote-part que représentent les frais d'Église dans le budget de la commune de leur domicile. Selon le Tribunal fédéral, cela n'est cependant pas possible sur le plan cantonal.

Signalons ici qu'une initiative populaire visant à introduire dans la Constitution un article imposant la "séparation complète de l'État et de l'Église" sur l'ensemble du territoire suisse fut déposée en 1976. Prenant position sur ce projet dans son Message de septembre 1978, le gouvernement fédéral recommandait de le rejeter afin de ne pas porter atteinte à la structure fédérale du pays, en empiétant sur la souveraineté des cantons en matière ecclésiastique et en leur imposant une approche centralisatrice "sans égard pour la diversité culturelle et confessionnelle du pays", au lieu de laisser les citoyens de chaque canton libres de déterminer localement les rapports entre l'État et l'Église. Soumise à la votation populaire en mars 1980, l'initiative fut massivement refusée par 1'052'575 NON contre 281'475 OUI et par tous les cantons.

Nous sommes en faveur d'une séparation de l'Église et de l'État comme cela se pratique à Neuchâtel et Genève. Pour nous, toute communauté religieuse, y compris la communauté musulmane, doit pourvoir au financement de ses activités par les cotisations de ses seuls membres. Telle aurait été la solution si l'initiative de 1976 avait été adoptée. Rien n'empêche à cet égard que l'État finance des activités sociales de ces communautés, sans discrimination, mais sans pour autant prendre en charge leur fonctionnement et le salaire de leur clergé. Ainsi, les associations religieuses peuvent trouver des subventions pour des actions qui s'inscrivent dans l'objectif d'une meilleure connaissance réciproque entre immigrés et Suisses. On signale ici que le bureau du délégué aux étrangers à Neuchâtel a par exemple financé à plusieurs reprises la fête de fin du jeûne de Ramadan<sup>1</sup>.

Il faut ajouter que si l'on reconnaît la communauté musulmane comme entité de droit public, on risque d'ouvrir la porte à des revendications sans fin de sa part, notamment le changement des lois en matière de droit de famille (comme l'autorisation de la polygamie et de la répudiation), l'établissement de tribunaux religieux, etc. Cette communauté risque de constituer un État dans l'État comme on le verra dans le point suivant.

### **3) Reconnaissance de la Suisse par les musulmans**

Rappelons avant tout que le monde arabo-musulman reconnaît aux communautés religieuses musulmanes, chrétiennes, juives, samaritaines et zoroastriennes une autonomie législative, voire judiciaire plus ou moins étendue en matière de droit de famille qui est considéré comme faisant partie de la liberté religieuse. Un musulman est tenu de se soumettre à sa loi religieuse, et à aucune autre loi, sans quoi il est taxé d'apostasie. Or les musulmans voudraient bénéficier des mêmes largesses dans les pays non-musulmans au nom du principe de la réciprocité et de la liberté religieuse. La réticence des musulmans face à l'émigration a pour raison principale de ne pas pouvoir appliquer la loi islamique.

---

<sup>1</sup> Mahnig: L'intégration, p. 107.

La conception juridique islamique sape un attribut principal de la souveraineté nationale. La Suisse a dépossédé les Églises de l'état civil, du mariage et des tribunaux comme nous l'avons vu plus haut. Lorsque le Pape de Rome a déclaré en 1870 le dogme de l'infaillibilité, la Suisse s'en est alarmée, craignant une atteinte à sa souveraineté. Pour la Suisse, la loi et les tribunaux émanent du peuple, et non pas d'un pouvoir extérieur, fût-il le Pape, représentant du Christ sur Terre, ou Allah en personne. Une communauté musulmane qui voudrait étendre à la Suisse l'application du droit musulman - dont la formulation n'a pas été faite par le peuple suisse -, et la création d'instances judiciaires non étatiques ferait reculer la Suisse en arrière pour retomber dans la situation qui prévalait avant la Constitution de 1874.

Fawzia Al-Ashmawi considère comme discriminatoire le fait d'appliquer à la population musulmane vivant en Suisse les normes du Code civil suisse en matière de mariage, de divorce et d'héritage<sup>1</sup>. À la question de savoir "quelles nouvelles formes de législation sont nécessaires pour l'intégration des musulmans en Suisse?", le cheikh Yahya Basalamah, imam de la *Fondation culturelle islamique* de Genève, répond:

D'abord la reconnaissance officielle de l'islam par les autorités suisses qui mènera à l'intégration de la deuxième génération des musulmans dans le pays. Je pense aussi que le mécanisme de sécularisation doit être plus modéré et plus flexible, pour que l'identité musulmane puisse être adaptée à ce mécanisme<sup>2</sup>.

Hani Ramadan, imam et directeur du *Centre islamique* de Genève, écrit dans un livre intitulé *Articles sur l'islam et la barbarie*:

L'homme vit dans un univers dont il ignore l'essence profonde. Il se pose des questions sur l'aspect intérieur des choses. D'où la nécessité de la prophétie afin d'avoir des réponses claires à un certain nombre d'interrogations qui le rendraient perpétuellement angoissé face à son ignorance. Ceci étant aussi bien valable sur le plan de la foi que de la loi... Si l'être humain n'obéit pas à la loi divine, il finit par gérer son milieu naturel, l'univers, d'une façon abominable. C'est bien ce qui arrive aujourd'hui. Soyons donc conscients que le monde ne pourrait être géré convenablement sans un recours sincère à la loi divine. L'islam signifie donc la soumission à Dieu: obéir à la loi [de Dieu] sans condition. "Il n'appartient pas à un croyant ou à une croyante de suivre leur propre choix lorsque Dieu et son Messager en ont décidé autrement; quiconque désobéit à Dieu et à son Messager s'égare de toute évidence" (Coran 33:36)<sup>3</sup>.

Fawzia Al-Ashmawi rapporte de Hani Ramadan les propos suivants:

Le plus grand problème qu'affronteront les musulmans sera la reconnaissance officielle de l'islam par les autorités suisses. Les musulmans doivent se préparer pour cette reconnaissance et avoir une fédération qui les représente. Cette fédération ou "parlement islamique" devrait être établie selon le modèle suisse

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 46.

<sup>2</sup> Ibid., p. 121.

<sup>3</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 17.

avec un représentant musulman de chaque canton. Ce parlement islamique sera un forum où les musulmans pourront prendre des décisions et avancer des réclamations en rapport avec les questions musulmanes avant de les communiquer aux autorités suisses... Ce parlement islamique devrait obtenir une reconnaissance officielle de l'islam par les autorités suisses. À mon avis, c'est la question la plus importante pour l'intégration sociale des musulmans dans le pays<sup>1</sup>.

Dans un article intitulé "L'islam propose à l'Occident un dialogue sans compromission", Hani Ramadan estime que le système construit sur la démocratie et les droits de l'homme a créé un vide, et ce vide doit être comblé par la religion. Or, poursuit-il, "le retour (de l'Occident) au christianisme serait une solution. Mais la foi chrétienne, rendant à César ce qui appartient à César, s'est complètement désengagée de la marche de l'Histoire. L'État l'a emporté sur l'Église, marginalisée et incomprise. Quant au judaïsme, il reste actuellement attaché à l'idée de la race élue, ce qui réduit considérablement la portée de son message". Il reste donc l'islam qui propose une foi, une morale et "un système de lois... un gouvernement qui ne rejette pas le principe démocratique des élections, mais pour qui la loi divine seule est souveraine. Il s'agit effectivement d'un système complet qui remet en cause les principes mêmes de la laïcité"<sup>2</sup>.

L'opinion de Hafid Ouardiri, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique* de Genève, est à peine différente de celle de Hani Ramadan. Il explique:

L'étranger (musulman) doit se contenter de vivre un *islam provisoire*, c'est-à-dire un islam sans revendication. Un islam qui s'adapte bon gré mal gré aux lois en vigueur, même si celles-ci sont souvent réductrices à son égard. Cet étranger, qu'il soit simple ouvrier, intellectuel ou scientifique, n'a pas le choix. C'est à prendre ou à laisser (souvent le renouvellement de son titre de séjour peut en dépendre). En langage clair, s'il n'est pas content, il peut rentrer chez lui. Quand on sait ce qui l'attend chez lui (le pire) on comprend, sans le condamner, pourquoi il se résigne.

La situation est autre en ce qui concerne le musulman devenu citoyen. Hafid Ouardiri explique:

Le musulman citoyen européen, c'est autre chose. Il est citoyen, donc l'égal des autres.... Il doit respecter les lois et servir sa patrie conformément aux exigences propres à la citoyenneté ... Mais voilà, pour le citoyen musulman pratiquant, au-dessus de sa citoyenneté culmine sa foi, avec ses lois, sa pratique, ses principes et ses valeurs ... Il se trouve donc confronté à un dilemme. La loi qui régit sa citoyenneté se trouve parfois en contradiction avec celle de sa foi. Est-ce l'islam qui est incompatible avec la citoyenneté européenne ou l'inverse? Pour le musulman, l'obstacle vient de l'étroitesse des lois de la laïcité et non le contraire. Face à cette situation, le citoyen musulman doit soit s'exposer à une fin de non-recevoir de la part du pouvoir et, au nom de

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 124.

<sup>2</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 43 (L'islam propose à l'Occident un dialogue sans compromission, article paru in: Tribune de Genève, 9.9.1994).

la laïcité, vivre un *islam réduit* et incomplet par rapport aux prescriptions divines; soit revendiquer le droit à plus d'ouverture et de compréhension de la part du pouvoir politique. Il lui réclamera un champ politique, juridique et culturel plus large afin de pouvoir exprimer légalement et vivre les valeurs islamiques qui sont indispensables à sa foi<sup>1</sup>.

Tariq Ramadan, activiste musulman et frère de Hani Ramadan, écrit:

Quand des individus ou des associations de la communauté musulmane interpellent les pouvoirs publics en vue de trouver des solutions aux divers problèmes qui sont les leurs, ils ne traduisent pas une volonté d'être traités différemment; bien plutôt – puisqu'ils vont vivre ici – ils demandent à ce qu'on prenne en considération leur présence et leur identité dans le cadre d'une législation qui a été élaborée en leur absence<sup>2</sup>.

Certes, les lois suisses ont été élaborées en l'absence des musulmans. Mais maintenant que les musulmans sont là, que faut-il faire? Doivent-ils accepter ces lois? Vont-ils imposer leurs lois? Dans son dialogue avec Tariq Ramadan, Jacques Neirynck exprime une crainte:

Si une communauté musulmane est minoritaire dans un pays qui est un État de droit, un État tolérant - pas un État qui persécute la foi - ce qui est le cas de la plupart des pays de l'Europe occidentale, le musulman doit honnêtement accepter le droit tel qu'il existe. Il peut et il doit utiliser les marges qui existent à l'intérieur de ce droit, pour se rapprocher autant que possible des conceptions de l'islam.

Tariq Ramadan répond: "Exactement". Mais Jacques Neirynck d'ajouter:

Mais sans violer le droit local! Cette prise de position est très importante. C'est un message que les Occidentaux perçoivent mal. L'hostilité à l'égard des musulmans provient toujours de l'idée qu'une fois qu'ils seront suffisamment nombreux, ils ne vont plus obéir au droit commun et l'on va se retrouver avec deux communautés, vivant l'une à côté de l'autre, avec leurs propres droits, avec leurs propres tribunaux. Et la situation va devenir inextricable d'abord et puis conflictuelle comme en Israël ou au Liban<sup>3</sup>.

Ailleurs, Tariq Ramadan écrit que le musulman doit non seulement accomplir les pratiques cultuelles (prière, jeûne, aumône légale et pèlerinage), mais aussi respecter les normes musulmanes concernant "le mariage, le divorce, les contrats, les ventes, etc. Dans ce domaine, chaque question doit être étudiée à la lumière à la fois des sources musulmanes et de l'environnement juridique, afin que nous trouvions un moyen de demeurer, autant que possible, fidèles aux enseignements musulmans tout en respectant les lois en vigueur. Cela ne signifie nullement que les musulmans, pas plus que n'importe quel autre être humain, devraient être contraints d'agir contre leur conscience"<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Hafid Ouardiri: Musulman et citoyen européen: quel avenir? in: Le Courrier, 19.11.1993.

<sup>2</sup> Ramadan: Les musulmans dans la laïcité, p. 97-98.

<sup>3</sup> Neirynck et Ramadan, p. 208.

<sup>4</sup> Ramadan: Être musulman européen, p. 217-218.

Tout en estimant qu'il n'y a pas de contradiction à être musulman et citoyen européen, il reconnaît qu'il reste la question de "clarifier la nature de l'articulation qui existe entre les prescriptions des références islamiques et la réalité concrète de la citoyenneté dans un pays européen". Il affirme:

Les millions de musulmans – lorsqu'ils sont venus dans ces pays (européens) en tant que travailleurs, étudiants, réfugiés, ou dans le cadre du regroupement familial – ont tacitement ou explicitement reconnu le caractère contraignant de la Constitution ou des lois du pays où ils s'apprêtaient à entrer puis à vivre. En signant un contrat de travail ou en demandant un visa, ils acceptent la validité et l'autorité, tout à la fois, de la Constitution, des lois et de l'État. Cela est clair pour les résidents et les travailleurs de passage, et c'est encore plus évident dans le cas des citoyens qui s'engagent par un serment solennel à respecter la loi fondamentale de leur pays. Quant aux musulmans de la deuxième génération et des suivantes, ils sont soit des citoyens, et donc naturellement liés par la législation, soit des résidents, liés eux aussi par l'accord accepté auparavant par leurs parents<sup>1</sup>.

Voilà qui est rassurant. Mais que faire si la loi suisse entre en conflit avec la loi musulmane? Laquelle a la prévalence? C'est là le problème. Tariq Ramadan répond:

Dans le domaine social, politique et même financier, les affaires humaines sont fondées sur des accords et des contrats que ... les musulmans sont tenus de respecter et qui doivent avoir la priorité à leurs yeux. Faysal Al-Mawlawi souligne à juste titre que, selon la majorité des oulémas, les musulmans sont liés par les décisions et les actes d'un dirigeant injuste ou d'un dictateur *tant qu'il ne commet pas un péché ou un acte qui s'oppose aux enseignements de l'islam*. Dans une telle situation, ils ne sont plus liés par ses actes puisqu'il a rompu, en agissant ainsi, l'accord tacite entre lui et son peuple quant au respect de l'autorité des sources islamiques. Par conséquent, ils ont le droit, et le devoir, de le destituer et de lui reprendre le pouvoir dans le cadre de la législation en vigueur, c'est-à-dire "par tous les moyens légaux"<sup>2</sup>.

Il ajoute:

En ce qui concerne ... la législation occidentale, le champ de la permission est plus vaste que celui de l'obligation. Néanmoins, il pourrait arriver que la citoyenneté conduise quelqu'un à affronter, ou à ressentir, une grande tension entre sa foi, sa conscience, et les devoirs liés à sa nationalité. Dans de telles situations il devrait avoir à se référer à la notion juridique de la "clause de conscience" qui lui permet d'indiquer que certains actes ou comportements sont en contradiction avec sa foi<sup>3</sup>.

Il cite ici le cas de la guerre, sur lequel nous reviendrons un peu plus loin. Mais aussi les règlements obligatoires qui ne sont pas conformes aux prescriptions

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 265-266.

<sup>2</sup> Ibid., p. 275-276.

<sup>3</sup> Ibid., p. 283.

islamiques: en ce qui concerne certaines assurances, les banques, l'engorgement des animaux, les enterrements, etc. Dans ces cas, "une évaluation très pointue de chacun des cas de figure doit être effectuée (aussi bien par les musulmans ordinaires que par les oulémas) afin de déterminer le degré d'obligation (et par conséquent le degré de nécessité) y relatif... Ce n'est qu'après ce travail d'analyse, d'évaluation et de pondération qu'une *fatwa* adaptée devrait être formulée. Il s'agit ici explicitement d'un développement du *fiqh*, du droit et de la jurisprudence islamique, selon le principe d'adaptabilité à l'environnement"<sup>1</sup>.

Ne risque-t-on pas de porter atteinte à la souveraineté étatique en matière législative? Tariq Ramadan répond:

Cela ne signifie en aucune façon qu'en envisageant ces perspectives nous cherchions à saper les fondements de la nation ou à revendiquer des "lois particulières pour les musulmans", comme on l'a entendu ça et là. Bien au contraire. Les citoyens de confession musulmane sont bien des citoyens et ils ont également le droit - dans le cadre de la législation nationale - d'être respectés en tant que musulmans: le paysage des sociétés occidentales a grandement évolué au cours des quarante dernières années et il s'agit simplement ici d'être juste, cohérent et d'avoir la sagesse d'en tenir compte. Faisant partie des sociétés européennes, les musulmans ont dorénavant la responsabilité, conformément aux enseignements de l'islam, de respecter leur engagement envers les lois, de protéger leur identité et, au sein du grand espace de liberté dont ils disposent, d'œuvrer et d'agir dans tous les différents domaines (social, juridique, économique et politique) pour penser, autant que faire se peut, les perspectives d'une meilleure harmonie entre la personnalité musulmane et le paysage occidental<sup>2</sup>.

Mais va-t-on invoquer la clause de conscience partout? Tariq Ramadan estime qu'on ne peut pas le faire. Il dit que certaines questions ont la "priorité et doivent être prises en compte où que vive le musulman". Tel est le cas de "la liberté de culte, le respect du principe de justice, l'interdiction de tuer pour le pouvoir ou pour l'argent". En ce qui concerne les autres questions comme l'école, l'éducation, le mariage, les cimetières, elles sont certainement de première importance, mais il demeure possible de trouver des solutions dans le cadre de la législation, c'est-à-dire selon les termes de l'accord tacite ou explicite qui existe avec le pays. Par conséquent, ces questions n'ont plus rien à voir avec une éventuelle clause de conscience, mais requièrent plutôt un véritable engagement des musulmans afin de trouver des solutions appropriées<sup>3</sup>.

Sans doute, le citoyen musulman, comme tout autre citoyen suisse, a le droit de modifier par les moyens légaux les lois pour que celles-ci acquièrent une conformité avec sa conscience et ses convictions. Mais jusqu'où peut-on aller pour satisfaire la conscience du musulman? On sait que dans les pays musulmans les revendications des groupes islamistes sont sans limite et ressemblent aux poupées

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 286-287.

<sup>2</sup> Ibid., p. 288-289.

<sup>3</sup> Ibid., p. 289-299.

russe. Tariq Ramadan reconnaît que des musulmans en Occident formulent des exigences extrêmes. Il écrit à cet égard:

Certains groupes islamiques radicaux affirment qu'un musulman ne peut être lié par une Constitution autorisant l'intérêt bancaire, l'alcool et d'autres comportements en contradiction avec les enseignements de l'islam. Or, si effectivement les Constitutions européennes autorisent ces transactions et ces comportements, elles n'obligent pas les musulmans à y avoir recours ou à agir de cette manière. Par conséquent ceux-ci doivent, d'une part, respecter la législation en vigueur - puisque leur présence est fondée sur un pacte tacite ou explicite - et, d'autre part, s'abstenir de toute activité ou de toute participation qui serait en contradiction avec leur foi<sup>1</sup>.

À moins d'un sondage parmi les musulmans, il n'est pas aisé de savoir dans quelle mesure les musulmans suivent les idées des frères Ramadan et de Hafid Ouardiri. Mais il nous est souvent arrivé d'entendre des musulmans dire qu'ils refusaient de se soumettre à des lois mécréantes et d'être jugés par des tribunaux mécréants. Comme on le verra, certains vont jusqu'à se marier et divorcer devant l'imam d'une mosquée, en violation des normes suisses<sup>2</sup>.

Un des problèmes qui s'est posé en ex-Yougoslavie est celui de l'allégeance des musulmans. L'armée yougoslave s'est divisée selon les appartenances nationales et religieuses. Les soldats qui étaient censés défendre le pays se sont tirés dessus. Dans sa discussion avec Tariq Ramadan, Jacques Neiryneck évoque ce qu'il appelle "des situations limites":

Un citoyen français de religion musulmane peut se trouver, en cas de guerre, incorporé comme soldat et être expédié sans qu'on lui demande son avis au Moyen-Orient. Cela s'est déjà produit à l'égard de l'Irak, par exemple. Et il se trouve placé là dans une situation paradoxale, parce qu'il devient le mercenaire contraint de la chrétienté face à ses frères musulmans. Cela rappelle la situation des Harkis en Algérie durant la guerre d'indépendance de ce pays. Que doit-on faire dans ce cas-là?

Tariq Ramadan répond:

Le principe premier est celui de la justice. Si, en effet, un conflit s'engage et que le musulman, qui est dans le parti adverse, défend une cause injuste, alors la participation à cette guerre peut être légitimée. Le Coran parle du cas de figure où deux partis musulmans s'opposent: il faut alors prendre le parti de la justice et de l'équité. Le Prophète avait dit: "Aide ton frère (musulman), qu'il soit juste ou injuste". Ses compagnons s'en étaient étonnés: "D'accord pour l'aider s'il est juste, mais comment faire pour l'aider dans son injustice?" Et le Prophète de répondre: "Fais-lui cesser son injustice!" Le propos est explicite.

Si, par contre, il s'agit d'une guerre menée à des fins coloniales par exemple, ou pour exproprier des terres ou pour tout autre motif, alors il est impossible au musulman de s'y engager. Il devra ici faire jouer la clause de la conscience,

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 276-277.

<sup>2</sup> Voir partie III, chap. IV.2.B.

l'objection de conscience. Notez que les choses doivent être claires: il ne s'agit pas d'avancer l'objection de conscience uniquement quand on estime que la guerre qui nous oppose à des musulmans est injuste. L'objection de conscience doit concerner tout engagement dans une guerre injuste, quel que soit l'adversaire.

Tariq Ramadan cite le cas de Cassius Clay qui a refusé de se battre au Vietnam: "L'entreprise était injuste et illégitime; un musulman ne pouvait en aucun cas la cautionner. Ce que beaucoup de chrétiens ont également refusé de faire"<sup>1</sup>. Ailleurs il cite le cas de Joseph: "Seigneur, la prison m'est plus aimable que ce à quoi me convient ces femmes (12:33).

Si ce point de vue est en soi acceptable, qu'en est-il si un jour une communauté musulmane, devenue assez importante dans un pays occidental, refuse de se soumettre à la loi non-musulmane et réclame la sécession ou une autonomie législative? Quelle sera alors l'attitude du soldat musulman dans ce pays-là? Il suffit de voir ce qui s'est passé aux Balkans pour connaître la réponse.

## **Chapitre II.**

### **Liberté de religion et de culte**

La liberté de religion est invoquée par les minorités religieuses dans tous les domaines de la vie. Nous nous limiterons ici aux questions suivantes: liberté d'adhérer, marquage religieux, liberté d'expression, congés, prières, jeûne de Ramadan, mosquées et personnel religieux. Les questions de l'école, du droit de famille, des interdits alimentaires et des cimetières seront traitées séparément.

#### **1) Liberté d'adhérer**

##### **A) Normes musulmanes**

Nous avons déjà évoqué la liberté religieuse en parlant des *Gens du Livre* et de l'apostasie. En bref, tout individu est libre de, voire encouragé à devenir musulman. Pour devenir musulman, il suffit de prononcer la formule suivante: "Je témoigne qu'il n'y a pas d'autre divinité qu'Allah et que Mahomet est le messager d'Allah". S'il s'agit d'un homme, il doit normalement aussi se faire circoncire. Mahomet dit: "Celui qui devient musulman qu'il se circoncise même s'il est âgé"<sup>2</sup>. Il peut aussi être amené à adopter un prénom à consonance musulmane ou tout au moins neutre. C'est le cas du journaliste suisse Albert Huber (devenu Ahmed Huber), du philosophe français Roger Garaudy (devenu Raja Garaudy), de la star du pop britannique Cat Stevens (devenu Yusuf Islam) et du boxeur américain Cassius Clay (devenu Muhammad Ali)<sup>3</sup>. Se convertir peut présenter un certain

---

<sup>1</sup> Neiryneck et Ramadan, p. 208-209. Voir dans le même sens Ramadan: Être musulman européen, p. 284.

<sup>2</sup> Récit cité par Al-Sukkari, p. 50.

<sup>3</sup> Le journal officiel saoudien (Um al-Qura) publie régulièrement les noms des convertis à l'islam. Les convertis changent systématiquement leurs prénoms. Il en est de même des convertis en Occident; ceux qui le refusent affrontent parfois des pressions sociales de leurs nouveaux coreli-



avantage pour un homme: il peut par exemple répudier sa femme et en épouser quatre autres, avoir le double de la part de la femme dans la succession, obtenir du tribunal l'attribution des enfants, etc. Et si c'est une femme, elle peut se libérer de son mari non-musulman, avoir la garde des enfants et avoir une part de la succession de son mari musulman.

Cette liberté de devenir musulman et ses avantages contrastent avec l'interdiction de quitter l'islam et ses désavantages qui peuvent aller jusqu'à la mise à mort de l'apostat. Seuls deux États arabes prévoient expressément une telle sanction, la Mauritanie et le Soudan, mais ailleurs l'apostat n'est pas plus en sécurité, pouvant être tué parfois par un membre de sa famille. L'apostat ne peut se marier. S'il a apostasié après son mariage, celui-ci est dissous, ses enfants lui sont enlevés et sa succession est ouverte. Il ne peut accéder à une fonction publique. Par ailleurs, il est interdit de convertir quelqu'un qui est musulman. Un converti trouvera rarement un prêtre qui acceptera de le baptiser, et s'il le fait, ce sera toujours à condition de garder le silence. Il existe actuellement des groupes de convertis au christianisme en Afrique du Nord et d'autres pays musulmans, mais ils vivent dans la hantise d'être découverts et l'Église ne peut pas avoir de relations ouvertes avec eux. Une organisation chrétienne occidentale s'occupe de ces convertis et leur rend visite en toute discrétion<sup>1</sup>.

Ces normes musulmanes sont à la base des controverses qui ont eu lieu lors des discussions de la DUDH dont l'article 18 stipule:

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion: ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

La clause qui parle de liberté de changer de religion ou de conviction a provoqué une réaction très vive des pays musulmans, notamment de la part du représentant de l'Arabie saoudite, soutenu par ceux de l'Irak, de la Syrie<sup>2</sup> et de l'Égypte<sup>3</sup>. Le même problème s'est posé lors de la discussion de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction<sup>4</sup>.

---

gionnaires (témoignage écrit d'un converti à l'islam à Genève). Internet contient des récits de convertis à l'islam qui ont changé de nom.

<sup>1</sup> Il s'agit de Middle East Concern. Cette organisation a une adresse au Proche-Orient (qu'elle ne divulgue pas) et une autre aux États-Unis.

<sup>2</sup> AG, 3<sup>ème</sup> Commission, vol. 2, 127<sup>ème</sup> séance, p. 402-403.

<sup>3</sup> AG, 3<sup>ème</sup> session, séance plénière 180, 1980, p. 913.

<sup>4</sup> Le représentant de l'Iran a averti que les musulmans ne sont pas autorisés à choisir une autre religion. Au cas où ils le feraient, ils sont passibles de la peine de mort (AG, 3<sup>ème</sup> Commission, 26.10.1981, A/C.3/36/SR.29, p. 5). Le représentant de l'Irak, parlant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, a déclaré que les pays membres de cette Organisation "expriment... des réserves à l'égard de toute disposition ou terme qui contreviendrait au droit islamique ou à toute législation ou loi fondée sur ce droit" (AG, 3<sup>ème</sup> Commission, 9.10.1981, A/C.3/36/SR. 43, p. 10). Le représentant de la Syrie (AG, 3<sup>ème</sup> Commission, 9.10.1981, A/C.3/36/SR. 43, p. 12) et de

## **B) Normes suisses**

Les normes musulmanes qui préconisent une liberté à sens unique en faveur des musulmans sont contraires aussi bien aux normes internationales qu'aux normes suisses. Nous nous limitons à ces dernières.

La liberté religieuse est affirmée à l'article 49 aCst qui dit, entre autres:

- 1) La liberté de conscience et de croyance est inviolable.
- 2) Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ou encourir des peines, de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.

La nouvelle Constitution de 1998 est plus large. L'article 15 stipule:

- 1) La liberté de conscience et de croyance est garantie.
- 2) Toute personne a le droit de choisir librement sa religion ainsi que de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté.
- 3) Toute personne a le droit d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir et de suivre un enseignement religieux.
- 4) Nul ne peut être contraint d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir, d'accomplir un acte religieux ou de suivre un enseignement religieux.

En Suisse, chacun peut devenir musulman et les musulmans pratiquent un prosélytisme parfois outrancier, y compris dans les prisons. Un aumônier catholique signale:

Une étude récente effectuée à la prison de Fleury-Mérogis (France) faisait apparaître qu'au moment du Ramadan, 25% des Musulmans observant le jeûne étaient des détenus non-musulmans à l'origine, mais convertis à l'islam par des co-détenus durant leur incarcération. Dans une moindre proportion, on observe un phénomène analogue en Suisse romande, où des jeunes beurs originaires des banlieues lyonnaises sont capables d'entraîner dans leur vision du monde et leur pratique religieuse musulmane des détenus sans appartenance religieuse précise et dont les convictions étaient auparavant à la dérive.

L'aumônier ajoute:

C'est un fait que pour des jeunes Européens marginalisés, manquant de repères et d'assurance dans l'existence, l'islam, religion aux principes simples, au cadrage strict, et aux revendications protestataires, peut jouer un rôle de structuration inespéré. Cela, face à un christianisme dilué en vague humanisme, appauvri dans son expression religieuse, constamment tourné en dérision par les médias, alors que l'islam est mis en avant<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'Égypte se sont associés à cette réserve (AG, 3<sup>ème</sup> Commission, 9.11.1981, A/C.3/36/SR.43, p. 9).

<sup>1</sup> Arbez: Détenus musulmans dans les prisons suisses, p. 9-10.

Les imams ne permettent de célébrer une cérémonie religieuse lors du mariage avec une musulmane que si l'homme se convertit à l'islam, et certains exercent aussi une pression pour que la femme chrétienne qui veut épouser un musulman devienne musulmane. Nous y reviendrons. Même si certains convertis à l'islam peuvent avoir des difficultés avec leurs parents, ils ne se plaignent pas de discrimination à leur égard. En revanche, les quelques musulmans devenus chrétiens qui vivent en Suisse observent une discrétion totale sur leur origine musulmane, craignant des représailles de la part de musulmans. Alors que les convertis à l'islam participent ouvertement à des émissions de radio et de télévision pour vanter les mérites de l'islam, jamais un chrétien d'origine musulmane n'a osé faire de même. Aucun responsable musulman n'a dénoncé la norme islamique relative à l'apostasie. Interpellé à ce sujet par Jacques Neirynek, Tariq Ramadan essaie de l'expliquer de façon diplomatique:

On dit souvent que l'islam l'interdit [l'apostasie] et l'on se réfère à l'avis de certains savants qui ont une analyse littérale et stricte d'une tradition du Prophète dans laquelle il affirme: "Celui qui change de religion, tuez-le". Ce type de lecture existe et l'on ne peut nier que certaines autorités se soient tenues et/ou s'en tiennent encore au sens premier et littéral. D'autres savants au cours des siècles ont proposé une interprétation différente de ce *hadith* [récit] en faisant le travail de contextualisation nécessaire à sa compréhension... [Ils] ont mis en évidence le fait que celui ou celle qui quitterait sa religion par un acte de conviction personnelle sans chercher par la suite à trahir l'islam et les musulmans, d'une façon ou d'une autre, cet individu n'entre pas dans la catégorie visée par le *hadith* susmentionné. Ils s'appuient par ailleurs sur le verset coranique qui, sur ce point très précis, renvoie le jugement à Dieu seul. L'attitude requise est donc celle d'un minimum de respect de la religion que l'on quitte et de la sensibilité de ceux qui continuent à s'en prévaloir<sup>1</sup>.

Tariq Ramadan ne précise pas en quoi consiste ce *minimum de respect*. Un musulman qui deviendrait chrétien devrait-il cacher sa nouvelle foi ou s'abstenir de la professer ouvertement par peur de blesser les musulmans? Ailleurs, Tariq Ramadan écrit:

Le devoir du musulman est de faire connaître le message, ni plus ni moins. Aucun être humain n'a de droit de regard sur le fait que quelqu'un accepte ou non le message de l'islam, car l'inclination de chaque cœur ne dépend que de Dieu.... Il est demandé aux musulmans de diffuser la connaissance de l'islam parmi les musulmans comme les non-musulmans. Le *mu'min* (qui porte le dépôt de la foi) est celui qui a pris connaissance et accepte, tandis que le *kafir* [mécréant] est celui qui a pris connaissance et ensuite refuse, nie<sup>2</sup>.

On tombe ainsi dans les catégories détestables *croyant / mécréant*. Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève et frère de Tariq Ramadan, écrit:

---

<sup>1</sup> Neirynek et Ramadan, p. 145.

<sup>2</sup> Ramadan: Être musulman européen, p. 219.

Quant à l'apostasie, il est vrai qu'elle peut entraîner la condamnation à mort selon la loi islamique, mais la chose n'est envisageable que dans la mesure où la personne concernée manifeste ouvertement un comportement hostile et irrespectueux de la loi [islamique]<sup>1</sup>.

On serait ici curieux de savoir ce qui est entendu par "comportement hostile et irrespectueux de la loi". Ailleurs, Hani Ramadan écrit:

Il n'est pas juste de considérer que l'islam rend légitime "l'assassinat des apostats".... [S]i un individu remet ouvertement en cause le fondement de l'État islamique, qui est la croyance en un Dieu unique, il devra s'exclure de la communauté musulmane majoritaire – ce qui ne lui sera pas interdit – ou il pourra choisir au contraire de s'y intégrer en évitant d'exprimer ostensiblement ses opinions qui seront un facteur de trouble, et nuiront à l'ordre public. Dans ce contexte, un musulman (ou une musulmane), qui après avoir apostasié, déclare ouvertement son hostilité à l'État islamique et à la communauté musulmane, peut effectivement être passible de la peine de mort. Le fait que ladite personne collabore avec un État étranger pour déstabiliser le pouvoir, fomenteur des troubles ou entretenir la haine des uns et des autres, constitue une circonstance aggravante<sup>2</sup>.

Ces explications sont loin d'être claires. Hani Ramadan entretient une confusion entre la trahison (punissable quelle que soit la religion de son auteur) et le changement de religion (qui relève de la liberté de conscience) pour égarer le lecteur. Il conviendrait de préciser si quelqu'un a le droit de changer sa religion et de manifester sa croyance en public comme le ferait un musulman ou un chrétien, en toute liberté, sans subir de conséquences sur le plan pénal ou civil. La réponse est définitivement non en droit musulman et dans les pays musulmans. Inutile de le nier ni tenter d'user de circonvolutions.

## **2) Marquage religieux**

### **A) Normes musulmanes**

En droit musulman, l'enfant dont un des parents est musulman est obligatoirement musulman, même si ses parents sont d'un avis contraire. Une fois adulte, l'enfant n'a pas le droit de changer de religion. Nous reviendrons sur la religion des enfants dans le chapitre sur le droit de famille. Ce qui nous intéresse ici est le marquage religieux de l'enfant. Chez les chrétiens, on procède au baptême des enfants. Bien que selon la doctrine chrétienne le baptême marque le baptisé de façon indélébile, il ne laisse pas de trace physique comme la circoncision masculine chez les juifs, les musulmans et certains groupes chrétiens (100% en Égypte et 60% aux États-Unis). La circoncision féminine est aussi pratiquée chez les musulmans (environ 97% des femmes égyptiennes sont circoncises<sup>3</sup>), les juifs falachas et certains

---

<sup>1</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 43 (Pas de contrainte en religion, affirme le Coran, article paru in: Tribune de Genève, 29.6.1993).

<sup>2</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 48-49 (La tolérance de l'islam en cinq points, article paru in: Le Courrier, 22.3.1997). Voir aussi p. 70-72 (Point fort, article paru in: Tribune de Genève, 13-14.4.1995).

<sup>3</sup> Egypt demographic and health survey, p. 171-183.

groupes chrétiens (comme en Égypte). Ces groupes ne manquent pas de revendiquer ces coutumes au nom de la liberté religieuse et des droits culturels.

## **B) Normes suisses**

L'article 10 nCst garantit l'intégrité physique et le droit à la vie et interdit la torture:

- 1) Tout être humain a droit à la vie...
- 2) Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à l'intégrité physique et psychique et à la liberté de mouvement.
- 3) La torture et tout autre traitement ou peine cruels, inhumains ou dégradants sont interdits.

D'autre part, l'article 122 chiffre 1<sup>er</sup> al. 2 du Code pénal stipule:

Celui qui aura mutilé le corps d'une personne, un de ses membres ou un de ses organes importants ou rendu ce membre ou cet organe impropre à sa fonction [...] sera puni de la réclusion pour dix ans au plus ou de l'emprisonnement pour six mois à cinq ans.

En apparence, ces dispositions suisses, qui se trouvent dans pratiquement toutes les législations nationales, devraient suffire pour interdire la circoncision masculine et féminine en Suisse. Malheureusement, ni le législateur suisse ni le législateur international n'acceptent une telle conclusion. Ils ne condamnent que la circoncision féminine, quel que soit son degré, et se taisent devant la circoncision masculine, quel que soit son degré, principalement pour une raison politique: la peur d'être taxés d'antisémitisme. La condamnation en Suisse de la circoncision féminine figure dans une déclaration de la *Commission centrale d'éthique médicale* de l'*Académie suisse des sciences médicales* publiée dans le *Bulletin des médecins suisses* du 24 août 1983. Elle s'appuie sur l'article 122 du Code pénal susmentionné<sup>1</sup>. Cette condamnation fut réitérée par le Conseil fédéral le 1<sup>er</sup> mars 1993. Signalons ici que ni la DUDH, ni la CEDH ne mentionnent expressément le droit à l'intégrité physique. Cet oubli n'est peut-être pas une coïncidence.

Lors du Colloque de l'*Académie suisse des sciences humaines et sociales* (Gerzensee, 29 septembre-3 octobre 1997), j'ai interrogé Heinrich Koller, principal rédacteur du projet de la nouvelle Constitution, sur la question de savoir si l'article 10 al. 2 s'applique à la circoncision masculine. Il m'a répondu: "Pensez-vous donc que nous interdisions la circoncision religieuse aux juifs et aux musulmans!?" Il a ajouté que l'opinion publique suisse est opposée à la circoncision féminine, mais elle ne l'est pas encore à la circoncision masculine.

Dans l'état actuel du droit suisse, la circoncision masculine est donc autorisée pour des raisons médicales ou religieuses. Dans ce dernier cas, elle devrait être prise en charge par l'intéressé et non pas par les assurances. On assiste cependant à des abus

---

<sup>1</sup> Déclaration publiée par le Bulletin des médecins suisses, vol. 64, 1983, cahier 34, 24.8.1983, p. 1275.

de la part du corps médical qui maquille une circoncision religieuse en circoncision médicale<sup>1</sup>.

Nous ne nous attarderons pas sur cette question à laquelle nous avons consacré un livre. Pour nous, tout marquage physique religieux porte atteinte à l'intégrité physique de l'enfant et hypothèque sa liberté religieuse ultérieure. Ceci s'applique à la circoncision tant masculine que féminine, et ce du moment que ces deux pratiques consistent à amputer une partie saine du corps humain sans raison médicale sérieuse et sans le consentement de l'intéressé, exposant l'enfant à des préjudices sexuels, psychiques et physiques, et provoquant parfois la mort. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à parler de torture et de maltraitance.

Rappelons à cet égard qu'il existe quatre degrés de circoncision féminine et quatre degrés de circoncision masculine. L'attitude des législateurs est discriminatoire à l'égard des garçons; elle les rend complices de crime envers ces derniers. L'accord des parents ne saurait ici entrer en ligne de compte, du moment que la circoncision masculine n'est pas dans l'intérêt de leur enfant. Dans la mesure où ils ne peuvent autoriser l'amputation du petit doigt sain de leur enfant, on conçoit mal pour quelle raison ils pourraient autoriser l'amputation d'une partie de ses organes sexuels. Les parents ne peuvent non plus justifier une quelconque atteinte à l'intégrité physique par leur droit d'élever leur enfant dans la religion de leur choix: élever un enfant ne signifie pas le maltraiter. Le Tribunal fédéral énonce à cet égard que lorsque l'obéissance aux principes d'une croyance lèse concrètement et de manière importante le bien de l'enfant, son intérêt l'emporte sur celui des parents. Ceci vaut particulièrement lorsque la santé de l'enfant est menacée<sup>2</sup>.

La circoncisions masculine et féminine peuvent donner lieu à une mésentente dans les couples, notamment mixtes impliquant un partenaire musulman ou juif. Il est arrivé que des couples divorcent pour cette raison. Notre brochure sur les mariages entre partenaires suisses et musulmans recommande aux couples mixtes de convenir par écrit, dans le respect de l'intégrité physique, d'attendre que leurs garçons et leurs filles atteignent leur majorité; ensuite ceux-ci décideront librement s'ils veulent se soumettre à ces pratiques. Si le couple vit en Suisse, son engagement dans ce sens a toutes les chances d'être respecté. Il en est autrement s'il se rend dans le pays d'origine du partenaire musulman. Souvent, la famille de ce dernier impose ses coutumes et n'hésite pas à pratiquer la circoncision masculine et féminine sur les enfants malgré la résistance des parents. Pour éviter une telle mainmise de la famille sur les enfants, la brochure dit qu'il est préférable de les laisser en Suisse tant qu'ils sont mineurs<sup>3</sup>.

### **3) Liberté d'expression**

#### **A) Normes musulmanes**

Le droit musulman ne permet pas l'apostasie. Celle-ci ne consiste pas seulement dans le fait d'abandonner l'islam, mais aussi d'exprimer une opinion qui contrevient

---

<sup>1</sup> Voir à cet égard Aldeeb Abu-Sahlieh: Circoncision masculine. Concernant la Suisse, voir p. 304 et 406-408.

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 119 Ia 178.

<sup>3</sup> Aldeeb: Mariages entre partenaires suisses et musulmans, p. 28-29 et 36.

aux normes musulmanes "nécessairement connues". Le cas le plus médiatisé est celui de Salman Rushdie contre lequel l'Imam Khumeini a issu le 14 février 1989 une *fatwa* de mise à mort à la suite de la publication de son ouvrage *Les versets sataniques*. Mais ce n'est pas le seul cas. Récemment, Nawal Al-Saadawi a été traînée devant les tribunaux égyptiens sous l'accusation d'apostasie parce qu'elle demandait l'égalité successorale entre l'homme et la femme et critiquait le pèlerinage à la Mecque<sup>1</sup>. Par ailleurs, un groupe islamiste a intenté avec succès un procès pour apostasie contre le professeur Abu-Zayd, pour avoir tenté une interprétation libérale du Coran. Cette affaire a fini devant la Cour de cassation qui a confirmé sa condamnation le 5 août 1996<sup>2</sup> et a exigé sa séparation de sa femme. Le couple a dû quitter l'Égypte pour s'exiler aux Pays-Bas, de peur d'être tué. Muhammad Mahmud Taha, fondateur des Frères républicains au Soudan, a quant à lui présenté une théorie réduisant la portée normative du Coran. Il a été condamné par un tribunal soudanais et pendu le 18 janvier 1985<sup>3</sup>. Le penseur égyptien laïque Faraj Fodah a été assassiné le 7 juin 1992 par un islamiste à cause de ses opinions. Al-Mahdawi, ancien juge libyen, fut traîné devant les tribunaux pendant de nombreuses années à cause d'un livre mettant en question la tradition de Mahomet et certaines normes musulmanes en se référant principalement au Coran. Le Tribunal d'appel de Benghazi, qui l'a acquitté le 27 juin 1999, a maintenu l'interdiction de la distribution ou de la réédition de son livre<sup>4</sup>.

L'interdiction des critiques à l'égard des normes musulmanes concerne aussi bien les musulmans que les non-musulmans. Certes, les musulmans savent que les non-musulmans n'acceptent pas l'idée que le Coran est la parole de Dieu ou que Mahomet est un Prophète, mais les non-musulmans vivant dans les pays musulmans ne doivent pas en faire ouvertement état. Par contre, les musulmans ne manquent pas une occasion de mettre sur la sellette les normes chrétiennes. Des ouvrages critiquant les non-musulmans tapissent les trottoirs du Caire, mais jamais un chrétien en Égypte n'oserait mettre sur le marché un livre qui répond à ces critiques ou faire de même concernant les musulmans.

Les musulmans se vantent souvent d'être plus ouverts envers les autres religions que les membres de ces dernières à l'égard de la leur. Des chrétiens se laissent piéger par cet argument. Ainsi Jacques Neiryck, dans un débat avec Tariq Ramadan, signale que le catéchisme de l'Église catholique, publié en 1992, mentionne le judaïsme, l'athéisme, le matérialisme mais aucune fois l'islam qui est tout simplement ignoré. Il n'y a pas une seule citation du Coran ou du nom de Mahomet. Il ajoute: "Inutile de rappeler que la réciproque n'est pas vraie et que l'islam tient en grande vénération la personne de Jésus, abondamment citée dans le Coran"<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Voir sur le procès de Nawal Al-Saadawi: [www.geocities.com/nawalsaadawi](http://www.geocities.com/nawalsaadawi)

<sup>2</sup> Arrêt publié par Al-Mujtama al-madani (le Caire), septembre 1996.

<sup>3</sup> Sur ce penseur soudanais, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: *Droit familial des pays arabes*, p. 39-41. Texte et commentaire du jugement in: Kabbashi, p. 80-96 (l'auteur présidait la cour qui a condamné Taha).

<sup>4</sup> Al-Mahdawi: *Al-bayan bil-Qur'an*.

<sup>5</sup> Neiryck et Ramadan, p. 13.

Il faut cependant se rappeler que le Jésus du Coran n'est pas celui des chrétiens. D'autre part, les musulmans ne citent jamais les Évangiles reconnus par les chrétiens et s'acharnent à citer l'Évangile apocryphe de Barnabé qui date probablement du 14<sup>ème</sup> siècle, parce que cet Évangile parle de Mahomet et présente Jésus selon l'image qui en est faite dans le Coran. En 1996, le Ministère des affaires religieuses du Qatar a réédité la traduction anglaise de cet Évangile<sup>1</sup> en inscrivant sur la page de couverture cette phrase qui renvoie à un passage de Paul:

Concernant Barnabé, le commandement est: "S'il vient chez vous, faites-lui bon accueil" (Colossiens 4:10).

Signalons aussi que les expositions des livres qui se tiennent en Occident offrent au lecteur la version du Coran en arabe et en différentes traductions. Par contre, il n'est pas possible de trouver les livres sacrés des chrétiens ou des juifs dans les expositions de livres qui se tiennent dans les pays arabes du Golfe, comme les Émirats arabes unis, le Kuwait, pour ne pas parler de l'Arabie saoudite. Au Qatar, un musulman m'a demandé si je pouvais lui fournir l'Évangile en langue arabe. J'ai contacté les curés et pasteurs de ce pays pour qu'ils le lui envoient, mais tous m'ont indiqué qu'il serait plus prudent de le faire à partir de l'étranger.

## **B) Normes suisses**

La conception unilatérale musulmane pose problème en Suisse où la liberté d'expression en matière religieuse fait partie de la liberté d'expression tout court. Cette dernière liberté ne figurait pas dans la Constitution de 1874, mais le Tribunal fédéral a estimé dès 1965 qu'elle constitue un droit constitutionnel non écrit<sup>2</sup>. Elle fut intégrée à l'article 16 de la nouvelle Constitution sous le titre "liberté d'opinion et d'information". Cet article stipule:

- 1) La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties.
- 2) Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion.
- 3) Toute personne a le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser.

Il serait cependant illusoire de croire que la liberté d'expression est absolue. L'article 261 du Code pénal punit de six mois de prison ou d'une amende "celui qui, publiquement et de façon vile, aura offensé ou bafoué les convictions d'autrui en matière de croyance, en particulier de croyance en Dieu". D'autres limites sont prévues par l'article 261bis adopté le 18 juin 1993 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995 relatif à la discrimination raciale, article surtout utilisé par les milieux juifs, y compris contre un Conseiller fédéral lors des controverses relatives aux biens en déshérence. Il a servi à retirer du marché des ouvrages jugés *antisémites* (par exemple le livre de Roger Garaudy: *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*) et à condamner leurs auteurs, leurs distributeurs et les libraires qui les vendaient, dont un musulman. Par contre, on a soutenu Salman Rushdie, certes parce qu'il a été condamné à mort – chose que la Suisse ne saurait tolérer -, sans

---

<sup>1</sup> The Gospel of Barnabas.

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 96 I 219; 96 I 586.



pour autant interdire son livre qui est offensant<sup>1</sup>. Ceci a laissé un goût amer chez les musulmans en Suisse, estimant qu'ils sont victimes d'une politique à deux vitesses.

La Suisse a connu d'autres affaires concernant la liberté d'expression en matière religieuse en rapport avec les musulmans. Il y a par exemple l'affaire Voltaire qui a débuté en juillet 1993, à l'occasion du tricentenaire de la naissance de Voltaire en 1694. Un metteur en scène français, Hervé Loichemol, adressa une demande de subvention à la ville de Genève pour présenter une pièce de théâtre de Voltaire intitulée *Mahomet ou le fanatisme*. Les autorités genevoises chargées des affaires culturelles refusèrent de financer la pièce en argumentant: "Nous ne voulons pas porter offense à la communauté musulmane de Genève". Le producteur, vexé, organisa un débat public afin de discuter de cette affaire avec des représentants des médias locaux, les autorités et la communauté musulmane. Les représentants de la *Fondation culturelle islamique* et ceux du *Centre islamique* de Genève se joignirent aux autorités de Genève contre le producteur français, et la pièce ne fut pas autorisée<sup>2</sup>.

Il y a aussi eu l'affaire Fawzia Al-Ashmawi, enseignante musulmane à l'université de Genève, qui écrivit début août 1994 une lettre de lecteur produite par la presse locale<sup>3</sup> intitulée *Ne touche pas à mon Coran*. Nous donnons ici l'intégralité de cette lettre que Fawzia Al-Ashmawi nous a communiquée:

*Dr Fawzia Al-Ashmawi – Université de Genève*

*Enseignante – Unité d'Arabe et de Civilisation islamique*

*Ne touche pas à mon Coran*

Le Journal "La Tribune de Genève" a publié le 8 août 1994 un dessin humoristique sur le Coran; sur sa couverture figurait le titre de l'ouvrage "Le Coran" précédé du nom de son auteur "Mahomet". De toute évidence, la rédaction de ce Journal sait bien que Mahomet n'est point l'auteur du Coran. C'est flagrant qu'en 1994, on persiste encore, dans un pays occidental des plus civilisés et des plus "neutres", à afficher une pareille ignorance. Tant que l'Occident gardera cette attitude d'indifférence et de manque d'intérêt vis-à-vis des musulmans, il ne doit point s'étonner des réactions violentes de la part des fondamentalistes, lorsqu'on touche de près ou de loin, à ce qu'ils ont de plus sacré, le Coran.

Combien de fois faudrait-il répéter que Mahomet n'est pas l'auteur du Coran? Le Coran est la parole révélée de Dieu, transmise à Mohammed par l'intermédiaire de l'ange Jibril, le long des 22 dernières années de la vie de Mahomet. Le Coran n'est pas une écriture mais une lecture, un recueil de révélations orales, réunies en un volume, 5 ans après la mort de Mahomet. Ce dernier étant illettré, ce sont ses compagnons qui ont pris soin d'inscrire ces révélations, sur des peaux d'animaux. Une des veuves de Mohammed, Hafza, -

---

<sup>1</sup> Voir sur ce cas notre livre: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 396-399.

<sup>2</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 61-62.

<sup>3</sup> Le Courrier, 19.8.1994.

une femme musulmane du VII<sup>ème</sup> siècle intelligente et perspicace -, a gardé soigneusement le texte intégral de ces révélations. C'est ce texte qui constitue la Vulgate coranique que nous avons jusqu'aujourd'hui. Ce texte est immuable et incontournable.

Par contre, l'interprétation du Coran peut être modifiée. Il est temps qu'elle soit réadaptée à l'évolution des mœurs dans les sociétés arabo-islamiques modernes et rien n'empêche la femme musulmane de participer à cette tâche. Ce n'est pas par la provocation, ni par des écrits blasphématoires que la femme musulmane obtiendrait une quelconque modification de son statut personnel ou social, mais par la persévérance à revendiquer son droit d'être reconnue par les hommes comme étant leur égal en matière religieuse, conformément à ce verset coranique qui dit: "Les croyants et les croyantes sont alliés les uns aux autres. Ils commandent le convenable, interdisent le blâmable, accomplissent la prière, acquittent l'aumône légale et obéissent à Dieu et à son Messager" (Sourate 9, verset 71).

Si Taslima Nasrine a vraiment attaqué le Coran, elle n'est plus des nôtres, elle a blasphémé et a bien mérité le sort qui attend tous ceux qui attaquent Dieu et sa parole révélée: ils sont exclus de la communauté musulmane. Pourquoi l'Occident en fait un procès et s'érige-t-il en avocat du diable? L'Occident n'a pas le droit de soutenir les exclus de la nation musulmane. Le procès de Salman Rushdie et de Taslima Nasrine n'est point le procès de la liberté d'expression, comme le veut le Club le Pen, c'est un procès de lèse-majesté et de diffamation contre Dieu et contre Mohammed. Nous sommes un milliard de musulmans, à travers le monde, à veiller sur notre Livre sacré et immuable, le Coran, afin qu'aucun verset satanique ne s'y infiltre. Un milliard de musulmans dit à l'Occident: Ne touche pas à mon Coran.

Le Courrier, qui publia cette lettre, l'accompagna d'un commentaire signé par Patrice Mugny dans lequel il écrit: "Avec sa prose, cette enseignante exerçant ses talents à l'Université de Genève représente incontestablement la face intellectuelle du fanatisme sanguinaire qui déploie ses effets dans certaines régions"<sup>1</sup>. Suite à cette lettre, une vingtaine d'articles ont paru dans la presse suisse romande taxant l'enseignante musulmane de propager le fanatisme religieux.

Le doyen de la Faculté des lettres a dû exposer à la presse la position de l'Université face aux déclarations de Fawzia Al-Ashmawi. Il estime qu'une enseignante de lettres, intervenant publiquement et à ce titre, doit, plus que toute autre personne, savoir apprécier la portée de ses propos. Ses intentions ne sont pas une excuse suffisante, elle est responsable de l'acte que constituent ses déclarations et de leurs effets. Il signale que dans le contexte présent où Salman Rushdie et Taslima Nasrine tombent "sous le coup d'un arrêt de mort qui révolte tout homme libre", le propos de Fawzia Al-Ashmawi "ne peut avoir qu'un sens, même si telle n'était pas son intention, à savoir celui de contribuer à l'intolérance et au passage à l'acte d'un fanatique". Il ajoute: "La Faculté des lettres ne peut tolérer une telle

---

<sup>1</sup> Le Courrier, 19.8.1994.

atteinte à la personne d'autrui et elle a l'obligation morale de le faire savoir, avec l'espoir qu'une législation adéquate limitera à l'avenir l'impunité de ce type de propos". Il a donc adressé à Fawzia Al-Ashmawi un blâme officiel pour l'irresponsabilité de sa déclaration publique. "Cette dernière est d'autant plus regrettable qu'elle alimente en retour par voie de presse le racisme et l'hostilité à l'égard du monde arabe, ce qui est tout autant inacceptable". Il indique que la sanction de l'Université s'arrête là puisque l'intéressée, lors d'une entrevue du 5 septembre 1994, "a présenté ses excuses et a clairement précisé qu'elle était opposée à toute violence et condamnation à mort dans le cas de deux écrivains et qu'elle avait seulement évoqué un rejet de ceux-ci hors de la communauté des croyants, comparable à ce qu'est une excommunication"<sup>1</sup>.

Commentant cette affaire, Fawzia Al-Ashmawi écrit:

La polémique suscitée par l'affaire Al-Ashmawi illustre le fait que les musulmans, qui respectent leur religion et observent les valeurs et rituels de l'islam, se voient accusés de fanatisme aussi bien par les médias que par la population indigène, ce qui révèle une compréhension limitée et erronée des sensibilités musulmanes. Cette polémique a également souligné la fragile liberté d'expression accordée aux musulmans en Suisse par les médias du pays<sup>2</sup>.

Dans cette affaire, seul le paragraphe concernant Salman Rushdie et Taslima Nasrine a retenu l'attention des critiques. Mais le premier paragraphe cité plus haut n'est pas moins problématique. Dans une lettre de défense publiée par le *Courrier* du 22 août 1994, Fawzia Al-Ashmawi écrit: "Ma lettre avait pour objectif de demander à la presse locale de ne pas toucher au Coran, le livre sacré des musulmans. On ne badine pas avec le sacré, les journaux locaux ont le devoir de respecter les convictions religieuses de l'autre, qu'il soit musulman, juif, ou même hindouiste". Que Fawzia Al-Ashmawi croie que le Coran n'est pas l'œuvre de Mahomet, c'est son bon droit, mais peut-elle imposer sa croyance aux cinq milliards de non-musulmans qui ne croient pas comme elle?

J'ai été moi-même pris à partie à trois reprises par les musulmans. Il y a eu d'abord une pétition du 13 décembre 1996 de la part de musulmans adressée à la *Commission fédérale contre le racisme* visant à supprimer la brochure *Mariages mixtes entre suisses et étrangers musulmans: enjeux de normes légales conflictuelles* (2<sup>ème</sup> édition de juin 1996, publiée par l'Institut Suisse de droit comparé, et dont je suis l'auteur). La Commission a organisé une réunion de conciliation entre la direction de l'Institut et moi-même d'une part, et deux représentants de la communauté islamique. Le but déclaré de la Commission était de supprimer cette brochure, mais la direction a tenu bon, n'acceptant que l'introduction de quelques modifications formelles, des précisions et des références bibliographiques. La nouvelle version fut soumise à l'approbation de ladite

---

<sup>1</sup> Le *Courrier*, 9.9.1994.

<sup>2</sup> Al-Ashmawi: *La condition des musulmans*, p. 61.

Commission, laquelle s'est déclarée incompétente à juger de son contenu. Malgré cela elle continue à la critiquer<sup>1</sup>!

Ensuite, il y a eu une réaction de la part d'un Marocain à ma lettre de lecteur intitulée *Commission contre ou pour le racisme*?<sup>2</sup>. Voici le contenu de cette lettre:

J'ai participé le 18 janvier 2000 au colloque organisé par la *Commission fédérale contre le racisme* sur "Les musulmans en Suisse".

Durant ce colloque la Suisse a été mise sur le banc des accusés. On a entendu des doléances des musulmans et ladite Commission a considéré que la Suisse discrimine les musulmans. Mais pas un seul mot n'a été dit des normes discriminatoires musulmanes en matière de droit de famille qui se répercutent en Suisse, normes expliquées dans la brochure "Mariages entre partenaires suisses et musulmans" publiée par l'Institut suisse de droit comparé à Lausanne. Pourquoi ces deux poids deux mesures? Le plus surprenant était de voir la Commission soutenir la revendication des musulmans d'avoir des cimetières à eux en Suisse sans envisager les problèmes qu'une telle revendication pourrait provoquer en Suisse et sans se demander pour quelle raison les musulmans refusent d'être enterrés avec les non-musulmans. Aucun débat n'a été fait sur ce point pendant le colloque. Les auditeurs devaient écouter sans poser de questions.

Les musulmans invoquent deux raisons pour leur refus d'être enterrés avec les autres:

- 1) Ils veulent avoir les tombes tournées vers la Mecque: Or la terre est ronde et quelle que soit la direction de la tombe on a toujours le visage (et le dos) tourné vers la Mecque.
- 2) Ils veulent des tombes permanentes: Or la petite Suisse ne peut offrir à sa minorité musulmane plus que ce qu'elle peut offrir à sa majorité non-musulmane.

La troisième raison, jamais évoquée en Suisse mais qui figure dans les ouvrages de droit musulman, est la suivante: les musulmans ne doivent pas être enterrés à côté des "mécraants". Xénophobie que la Commission contre le racisme doit relever et combattre, et non soutenir comme elle le fait.

Une représentante des musulmans au sein de la Commission contre le racisme a demandé à la Suisse "non seulement une tolérance, mais une acceptation des musulmans". N'est-ce pas aussi nécessaire que les musulmans acceptent les "non-musulmans" en Suisse? Pourquoi faut-il que l'acceptation s'arrête au seuil de la tombe?

À la suite de cette lettre, Ahmed Bennani, suisse d'origine marocaine qui se déclare athée, a écrit une lettre adressée à la *Commission fédérale contre le racisme*, à Ruth Metzler, Conseillère fédérale responsable du Département de justice et police, et à la presse. Dans cette lettre, il se demande si "l'incitation à la haine

---

<sup>1</sup> Elle a notamment sollicité et publié une critique de cette brochure dans le numéro 7 de la revue Tangram, p. 43-45.

<sup>2</sup> Voir cet article par exemple in: Le Temps, 20.1.2000.

religieuse ne tombe pas sous le coup de la loi?" Il ajoute: "Cela fait des dizaines d'années que le Dr Aldeeb alimente haine et mépris de l'islam dans sa diversité, il faut qu'un terme soit mis à ses agissements. Pour cela je suggère la mise sur pied d'une commission académique et scientifique pour analyser les écrits et les déclarations diffamatoires à l'égard d'une communauté humaine importante vivant en Suisse". Faisant référence à ma fonction, Bennani écrit: "Le plus navrant dans cette affaire c'est que l'Institut suisse de droit comparé lui a confié le poste de responsable ou de spécialiste du droit musulman. On est en plein surréalisme et assurément l'Institut en question perd toute crédibilité". J'ai adressé à Bennani et à ses correspondants la liste de mes publications les invitant à répondre à mes idées par d'autres idées, pas par l'inquisition<sup>1</sup>. La requête de Bennani est restée sans lendemain.

Enfin, un suisse musulman d'origine algérienne a adressé le 19 avril 2000 une plainte au Tribunal pénal de Lausanne visant à interdire la brochure *Mariages entre partenaires suisses et musulmans* (publiée par l'Institut suisse de droit comparé, et dont je suis l'auteur). Cette plainte est restée, elle aussi, sans lendemain.

#### **4) Congés, prières et jeûne de Ramadan**

##### **A) Normes musulmanes**

La Bible prescrit le sabbat comme un jour de repos sacré. Celui qui le viole est passible de la peine de mort, selon la Bible (Exode 31:14). Les juifs pratiquants s'interdisent toute activité pendant ce jour et tentent même de l'imposer à l'ensemble de la société israélienne avec plus ou moins de succès. À part ce jour hebdomadaire, les juifs ont leurs jours religieux. Dans les pays chrétiens, à l'exception de quelques groupes, le dimanche a remplacé le samedi comme jour de prière et de repos. Mais comme l'on est passé d'un à deux jours de repos hebdomadaires, on a ajouté le samedi. Dans ces deux jours les offices publics et les entreprises sont censés arrêter leurs activités, bien que certains travaillent sept jours sur sept, jour et nuit. Ensuite, il y a des fêtes religieuses et des fêtes nationales qui varient d'un pays à l'autre.

Le Coran a établi le vendredi comme le jour de rassemblement hebdomadaire obligatoire pour la prière:

Ô vous, les croyants! Quand on vous appelle à la prière du vendredi, accourez à l'invocation de Dieu! Interrompez tout négoce: c'est un bien pour vous, si vous saviez! Lorsque la prière est achevée, dispersez-vous dans le pays; recherchez la grâce de Dieu (62:9-10).

Sur la base de récits de Mahomet, les légistes classiques ont estimé que les musulmans, excepté les enfants, les malades, les voyageurs, les esclaves et les femmes, doivent se rassembler vers midi, sans fixer une heure exacte. Le quorum varie selon les écoles: quatre, douze ou quarante. Pendant ce rassemblement,

---

<sup>1</sup> Voir à cet égard l'article de la Liberté: Des musulmans veulent la tête d'un chercheur suisse, 22.1.2000.

précédé d'un appel, un imam fait une homélie et dirige la prière<sup>1</sup>. En plus du vendredi, les musulmans ont deux jours de fêtes religieuses pendant lesquels ils se rassemblent aussi pour la prière et se rendent visite mutuellement et rendent visite à leurs tombes:

- *Yom al-fitr*: jour de la rupture du jeûne de Ramadan, il se situe le 1er jour de mois de Shawwal (10<sup>ème</sup> mois du calendrier lunaire).
- *Yom al-adha*: jour du sacrifice, il se situe au 10<sup>ème</sup> jour du mois de Dhou al-hijjah (12<sup>ème</sup> mois du calendrier lunaire)<sup>2</sup>.

Ajoutons à cela cinq prières quotidiennes qui constituent un des cinq piliers de la religion musulmane<sup>3</sup>. Ces prières, précédées d'ablutions, se font tourné en direction de la Mecque, sauf cas d'impossibilité. Elles se déroulent aux heures suivantes<sup>4</sup>:

- La prière du matin: Son terme est fixé dès l'apparition de la vraie aube jusqu'avant le lever du soleil.
- La prière de midi: Son terme est après le milieu du jour jusqu'avant le temps de l'après-midi.
- La prière de l'après-midi: Son terme est entre midi et le temps de jaunissement du soleil.
- La prière du crépuscule: Son terme est entre le coucher du soleil et la disparition du crépuscule rouge.
- La prière du soir: Son temps est entre la disparition du crépuscule et le premier tiers de la nuit.

On peut faire deux prières ensemble en cas d'empêchement pour raison de voyage, de pluie, de froid ou de peur, voire pour n'importe quelle raison selon certains légistes classiques<sup>5</sup>. Les prières peuvent avoir lieu en tout lieu propre, y compris sur la route, mais de préférence dans la mosquée. Elles peuvent être individuelles, mais elles doivent être en groupe s'il y a deux personnes, les hommes séparés des femmes. Signalons ici que l'imam qui dirige la prière peut être une personne désignée par les participants ou une personne chargée à cet effet lorsqu'il s'agit d'un lieu de culte. Les prières sont obligatoires pour tout musulman pubère (à partir de 7 ou 10 ans révolus selon les écoles). Celui qui les abandonne en estimant qu'elles ne sont pas obligatoires apostasie et est passible de la peine de mort. Quant à celui qui les abandonne par paresse, certains légistes classiques prévoient de le tuer, et d'autres prévoient de le châtier et de l'emprisonner jusqu'à sa mort ou son repentir<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah: Salat al-jum'ah, vol. 31, p. 114-118.

<sup>2</sup> Voir Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah: Id, vol. 27, p. 192-211.

<sup>3</sup> Ces cinq piliers sont: l'attestation qu'il n'y a pas d'autre divinité que Dieu et que Mahomet est son messager, la prière, l'impôt religieux, le pèlerinage et le jeûne de Ramadan.

<sup>4</sup> La fixation des heures des prières se base sur les versets 2:238-239; 4:103; 11:114; 17:78 et sur des récits de Mahomet.

<sup>5</sup> Voir Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah: Jam al-salawat, vol. 15, p. 284-292.

<sup>6</sup> Voir Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah: Salat, vol. 31, p. 51-132 et Salat al-jama'ah, p 165-191.

On retiendra de ce qui précède que les normes religieuses n'imposent pas de jours fériés, mais tout simplement des moments consacrés aux prières quotidiennes et au rassemblement pour la prière communautaire le vendredi et lors des deux fêtes religieuses. En dehors de ces moments de prière et de rassemblement, le musulman peut travailler, comme l'affirme le Coran (62:10). Ce manque de formalisme chez Mahomet provient probablement du fait qu'il avait constaté que les juifs qui l'entouraient avaient des problèmes à respecter le repos du sabbat<sup>1</sup>. C'est la raison pour laquelle les pays musulmans n'ont pas réglé de façon uniforme les jours fériés hebdomadaires. Certains de ces pays vont jusqu'à suivre le système occidental en fermant le samedi et le dimanche en raison de leur commerce international. Dans ces pays, les ambassades étrangères fixent aussi librement leurs jours fériés. Le même phénomène s'observe en ce qui concerne les écoles et les universités. En Arabie saoudite les marchés, les bureaux, les écoles et les bibliothèques arrêtent à l'heure des prières quotidiennes. Dans d'autres pays, comme l'Égypte, les cours continuent sans interruption, puisque le musulman peut se rattraper à un autre moment. Dans ces pays, les fonctionnaires qui le veulent arrêtent le travail pour faire la prière.

En ce qui concerne le respect du jeûne de Ramadan, un des cinq piliers de la croyance islamique, il est assuré sur le plan de la famille, de l'État et de la société. Le père de famille peut imposer à sa femme et à ses enfants à partir d'un certain âge de jeûner. D'autre part, l'État interdit toute violation publique du jeûne. Certes les non-musulmans ne sont pas tenus de jeûner, mais ils ne peuvent consommer en public. Des lois punissent une telle infraction. Mais certains États se montrent moins exigeants, voire hostiles à l'observation du jeûne de Ramadan pour des raisons de santé et d'économie. Le Président Bourguiba (d. 2000) de Tunisie incitait son peuple à ne pas l'observer et ne manquait pas de se montrer à la télévision en train de manger et de boire. Mais si l'État se montre parfois favorable à l'abolition du jeûne, la société peut, elle, s'avérer sévère envers ceux qui l'enfreignent. Il arrive que des groupes religieux effectuent des tournées dans les restaurants et les bars pour châtier ceux qui consomment en public pendant le mois de Ramadan<sup>2</sup>. Ce mois crée des problèmes d'organisation dans le travail et les écoles. Certains pays y prévoient des horaires réduits ou spéciaux. Mais en règle générale, on peut dire que durant ce mois les affaires tournent au ralenti.

## **B) Normes suisses**

Les normes religieuses susmentionnées posent un problème d'organisation du temps de travail et des études.

Les jours de repos hebdomadaires sont le samedi et le dimanche. Ce qui correspond aux prescriptions juives et chrétiennes. En ce qui concerne les autres jours fériés, il y a des fêtes nationales et d'autres fêtes, religieuses, selon les cantons: ceux à majorité catholique observent les fêtes religieuses catholiques, et ceux à majorité protestante les fêtes religieuses protestantes. Les institutions fédérales dans les cantons se conforment aux normes de ces derniers. Un

<sup>1</sup> Voir les versets 2:65; 4:154; 7:163; 16:124.

<sup>2</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh: Les mouvements islamistes et les droits de l'homme, p. 97.

catholique du canton de Fribourg à majorité catholique qui travaille dans le canton de Vaud à majorité protestante observe les jours fériés de ce dernier. Le Parlement a adopté le 20 mars 1998 une modification de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce. L'article 18 prévoit que, pour autant qu'ils en avisent leur employeur, les travailleurs peuvent suspendre le travail à l'occasion des jours fériés confessionnels autres que ceux que reconnaissent les cantons. Cela permet aux personnes d'autres religions que la religion catholique ou réformée d'observer leurs jours fériés. Ainsi, les musulmans peuvent prendre congé les deux jours fériés religieux susmentionnés.

À notre connaissance, il n'y a pas eu de demande de la part des musulmans pour que le vendredi soit un jour férié pour eux, ou pour qu'ils puissent interrompre le travail pour les prières quotidiennes. Par contre, le Tribunal fédéral a admis le droit des détenus musulmans à se rassembler le vendredi pour faire leurs prières communes, obligeant même les autorités à faire venir un imam pour présider la prière – alors qu'un imam peut être choisi parmi les participants.

L'affaire a eu lieu dans le cadre de la prison de Regensdorf. Le 8 avril 1987, la direction de la prison a rejeté la demande de Nehal Ahmed Syed, une détenue musulmane pratiquante, tendant à ce que 19 détenues musulmanes soient autorisées à se réunir pour la prière commune du vendredi. Ayant agi sans succès auprès de la Direction cantonale de la justice, la requérante a formé un recours de droit public que le Tribunal fédéral a favorablement accueilli.

Le Tribunal fédéral a estimé que l'article 51 al. 1 aCst garantit le libre exercice des cultes dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. La liberté de culte n'est donc pas absolue; mais des restrictions ne peuvent y être apportées que si elles reposent sur une base légale, se justifient par un intérêt public et respectent le principe de la proportionnalité. Il signale que dans la prison en question, un aumônier protestant et un aumônier catholique sont chargés de la pastorale des détenus et qu'au besoin on peut faire appel à des aumôniers d'autres confessions (article 42 du Règlement du pénitencier). En outre, des cultes protestants et catholiques sont organisés régulièrement dans l'établissement. En revanche, la décision attaquée refuse d'autoriser la prière musulmane commune du vendredi. La Direction de la justice du canton de Zurich relève qu'il n'est pas possible, pour le bon ordre de l'établissement, de permettre à chaque communauté religieuse d'organiser un culte; une exception n'est admise que pour les Églises dites nationales. Cet argument a été rejeté par le Tribunal fédéral, qui a estimé que les difficultés d'organisation et de locaux ne dégagent pas les autorités de leur obligation d'assurer des cultes conformes aux droits fondamentaux.

Le Tribunal fédéral signale que la liberté de conscience et de croyance et la liberté de culte imposent à l'État une attitude de neutralité religieuse. Mais, selon la tradition, cela n'exclut pas un certain avantage accordé aux Églises reconnues comme communautés de droit public, notamment en matière d'impôt. Toutefois cet avantage ne peut pas avoir pour objet la pratique de la vie religieuse. Si seuls les membres des communautés reconnues comme Églises dites nationales pouvaient se réunir pour le culte, on ne pourrait plus parler de liberté religieuse. Il n'en va pas



différemment en ce qui concerne les établissements pénitentiaires. Refuser aux musulmans de se réunir le vendredi pour prier viole la liberté de culte et l'égalité de traitement, "car entre les Églises dites nationales et les autres communautés religieuses il n'existe, en ce qui concerne le culte, pas de différence essentielle dans les faits qui puisse justifier une disparité de traitement".

Le Tribunal fédéral tient compte des difficultés à satisfaire tout le monde. Il juge "admissible de renvoyer à des célébrations interconfessionnelles les fidèles de confessions apparentées. Ainsi, les sectes chrétiennes ne peuvent pas exiger la possibilité de tenir leur propre culte avec leur propre pasteur lorsque leurs adhérents peuvent participer à une célébration chrétienne interconfessionnelle. En revanche, les musulmans ne peuvent pas être renvoyés à prendre part à des célébrations chrétiennes". Le Tribunal fédéral indique: "Il est vrai que la Direction de la justice fait observer que les détenus musulmans de Regensdorf appartiennent à des sectes différentes, ce qui nécessiterait l'organisation de plusieurs réunions séparées pour la prière du vendredi. Mais cette manière de voir les choses n'est pas soutenable. De même que l'on peut renvoyer les membres des différentes sectes chrétiennes à une célébration commune, de même peut-on le faire pour les musulmans, sans violer la liberté de culte"<sup>1</sup>.

Le problème se pose aussi en ce qui concerne les écoles publiques dont la législation est adaptée aux prescriptions de la majorité chrétienne puisqu'il est impossible, sauf à réduire excessivement le temps d'étude, de satisfaire tous les croyants. Il n'y a donc pas de classe le dimanche, ni lors des fêtes de la religion chrétienne, fêtes qui varient selon les cantons. Pour les autres religions, la situation a longtemps été précaire. L'autorité accordait quelques congés, mais c'était toujours à bien plaisir. Elle s'appuyait sur l'interprétation étroite, que le Tribunal fédéral donnait encore dans les années quarante, de la Constitution: "Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique" (article 49 al. 5 aCst). L'obligation scolaire étant précisément un "devoir civique", les israélites n'avaient pas le droit de manquer l'école le jour du sabbat<sup>2</sup>. Les choses ont cependant changé. Dans un arrêt de 1988, le Tribunal fédéral a reproché au canton de Zurich d'avoir appliqué la législation cantonale de façon un peu tatillonne et il a accordé à une famille qui le lui demandait un congé de cinq jours pour participer à une grande fête religieuse<sup>3</sup>. Dans un autre arrêt de 1991, le Tribunal fédéral a précisé que la législation scolaire limite la liberté religieuse, mais inversement, la liberté religieuse limite aussi la législation scolaire. Autrement dit: il ne dépend pas du seul législateur d'être libéral; la Constitution l'oblige à tenir compte, dans ses lois, de la liberté religieuse des élèves. Il ne doit pas la restreindre plus que ne l'exige l'intérêt public, c'est-à-dire une exécution raisonnable du mandat éducatif, et il devra s'inspirer, dans la réglementation des congés, du principe de la proportionnalité<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 113 Ia 304, JdT 1989 I 268.

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 66 I 157, du 20.9.1940.

<sup>3</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 114 Ia 129, du 19.2.1988.

<sup>4</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 117 II 311 et 315.

Les juifs et les sectes chrétiennes qui célèbrent le sabbat ont l'avantage d'avoir leur jour la veille du dimanche. La proximité des deux jours a entraîné, pour une raison sociale cette fois-ci (un plus long week-end), la régression de l'école du samedi. Plusieurs cantons l'ont tout à fait abandonnée; les autres l'ont réduite à une demi-journée, souvent consacrée d'ailleurs à des occupations distrayantes et faciles. Les musulmans ont moins de chance. Le professeur Jean-François Aubert, bien que libéral, estime peu probable qu'ils obtiennent une dispense pour le vendredi, qui est un jour d'école entier et entièrement employé à l'étude. Il pèse trop lourd pour être évincé au nom de la liberté religieuse. Par contre, il estime qu'ils peuvent demander en vertu de la Constitution et des conventions internationales "un droit à une compensation; par exemple un temps libre, précisément le vendredi, pour les prières". Il s'agirait selon lui de reconnaître aux écoliers pratiquants le même droit qu'aux prisonniers<sup>1</sup>. Mais, comme nous l'avons signalé plus haut, les normes musulmanes ne prévoient pas un jour férié pour le vendredi, mais seulement un rassemblement pour la prière réservé aux mâles à partir d'un certain âge. Rien cependant ne devrait s'opposer à l'octroi des deux jours de fêtes religieuses musulmanes. La *Commission fédérale contre le racisme* indique à propos de cette question:

Il faut chercher des solutions pragmatiques et non pas des solutions de principe. Elles doivent s'appliquer à toutes les minorités religieuses et pas seulement à un groupe particulier, et en l'occurrence les musulmans.

La réglementation qui permet par exemple aux parents d'excuser leurs enfants pour des absences scolaires de quelques jours par an sans explication particulière peut être utilisée par les membres de toutes les communautés religieuses sans mettre en avant leur appartenance religieuse<sup>2</sup>.

Peut-on permettre à des élèves musulmans d'interrompre les cours pour accomplir leurs prières? Ni Jean-François Aubert ni la Commission n'abordent cette question qui ne tardera pas à se poser en Suisse comme ce fut le cas en Italie en 2000. Dans ce pays, un père pakistanais demanda à la maîtresse d'école dans un village des environs de Bologne de permettre à sa fille de neuf ans de prier seule pendant quelques minutes. Dix des quatorze enseignants s'y opposèrent. Cette affaire provoqua une forte polémique à Bologne entre l'Église catholique, la communauté musulmane et l'Église évangélique, cette dernière soutenant la communauté musulmane<sup>3</sup>. Il nous semble peu approprié d'accepter une telle demande de la communauté musulmane au nom de la liberté religieuse du moment que sa religion permet de remettre les prières manquées à une heure ultérieure, comme nous l'avons vu plus haut. Signalons ici que des islamistes voudraient que les cours à l'Université du Caire soient interrompues à l'heure de la prière, mais l'État égyptien refuse. On ne saurait raisonnablement demander aux pays occidentaux d'être plus islamistes que les pays musulmans.

---

<sup>1</sup> Aubert: L'Islam et l'école publique, p. 489-491.

<sup>2</sup> Les musulmanes et les musulmans en Suisse, communiqué de presse, in: Tangram, n° 8, mars 2000, p. 101.

<sup>3</sup> Corriere della Sera, 16.4.2000.

Le jeûne de Ramadan pose lui aussi des problèmes. Certes, les travailleurs peuvent prendre leurs congés annuels pendant ce mois, mais ils ne sauraient demander un aménagement du temps de travail en fonction de celui-ci. La situation est encore plus difficile pour l'école puisque l'écopier ne peut prendre de congé pendant ce mois et ne saurait bénéficier d'un aménagement du temps d'école. En France, le Haut conseil à l'intégration rejette catégoriquement un tel arrangement. Il estime que le respect du jeûne a des effets notables: manque d'attention et fatigue des élèves, augmentation de l'absentéisme et baisse des résultats scolaires. Une autre difficulté surgit à l'heure de la rupture du jeûne, certains élèves demandant à quitter le cours en même temps. Il signale qu'au lycée polyvalent Romain Rolland à Goussainville, un "comité des élèves" a été mis en place qui, après concertation avec les enseignants, a dégagé le compromis suivant: les élèves rompent symboliquement le jeûne du Ramadan en mangeant une datte ou une friandise sans quitter la classe<sup>1</sup>.

## **5) Mosquées et personnel religieux**

### **A) Normes musulmanes**

Dans les pays musulmans, il y a confusion entre l'État et la religion. Une des fonctions de l'État est d'assurer la propagation de la religion musulmane et le respect des obligations religieuses par ses citoyens musulmans. L'entretien des lieux et du personnel de culte des musulmans est à la charge de l'État.

Le droit musulman garantit la liberté de culte aux minorités religieuses reconnues. La situation diffère d'un pays à l'autre. Ainsi, en Égypte, il n'est pas toujours facile d'obtenir un permis pour construire ou réparer une église. L'Oman octroie gratuitement des terrains pour la construction d'églises. L'Arabie saoudite représente le cas le plus extrême, puisqu'elle interdit toute liberté de culte aux non-musulmans. Les milliers de chrétiens qui y travaillent n'ont pas droit à une église et ne peuvent même pas se réunir dans un lieu privé pour prier en communauté. Ceux qui sont pris en flagrant délit sont arrêtés et renvoyés dans leurs pays<sup>2</sup>. Répondant à une lettre du pasteur Georges Tartar à l'Ambassade d'Arabie saoudite en France<sup>3</sup>, un cheikh enseignant à l'Université de Médine répondit que l'ensemble du royaume d'Arabie saoudite "est considéré par l'islam comme une mosquée, où deux religions ne sauraient coexister. De même qu'il est inconcevable de construire une mosquée à l'intérieur d'une église, il est inacceptable d'ériger une église dans un pays qui, à lui seul, constitue une mosquée"<sup>4</sup>. En réalité, cette attitude de l'Arabie saoudite se base sur l'interdiction faite aux non-musulmans de séjourner en Arabie saoudite, en vertu du récit de Mahomet: "Deux religions ne doivent coexister dans la Péninsule arabe"<sup>5</sup>, comme nous l'avons indiqué plus haut<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Haut conseil de l'intégration, par. 4.4.2.

<sup>2</sup> Amnesty International report 1993, p. 252. Sur l'absence de la liberté de culte pour les non-musulmans en Arabie saoudite, voir aussi le rapport du Département d'État américain: Country reports on human rights practices for 1996, février 1997, p. 1371.

<sup>3</sup> Le Monde, 28.7.1987.

<sup>4</sup> Ibid., 20.8.1987.

<sup>5</sup> Malik, récit 1388.

## B) Normes suisses

L'article 50 al. 1 aCst stipulait: "Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs". La nouvelle Constitution de 1998 ne prévoit pas expressément le libre exercice des cultes. Le Message du Conseil fédéral estime que cette liberté est comprise par l'article 15 al. 2 qui stipule: "Toute personne a le droit de choisir librement sa religion ainsi que de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté"<sup>2</sup>.

Comme nous l'avions précisé plus haut, les relations entre l'Église et l'État sont de la compétence des cantons. Ces rapports sont fort complexes et diffèrent d'un canton à l'autre et selon les communautés religieuses, les cantons accordant à certaines communautés le statut d'entité publique avec ce que cela implique comme financement des lieux de culte et du personnel. Un des objectifs visés par les musulmans qui demandent la reconnaissance de *l'islam* par la Suisse est de pouvoir bénéficier du financement des lieux de culte et la création d'une chaire pour les sciences musulmanes à la Faculté de Théologie dans un canton alémanique et une autre chaire dans un canton romand, "financées par les autorités suisses comme le sont les chaires pour les études hébraïques et chrétiennes"<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, les musulmans disposent en Suisse de quelques mosquées et de nombreux lieux de culte. Le personnel et les lieux de culte sont souvent financés par des pays musulmans qui cherchent à exercer un certain contrôle sur leurs ressortissants. Ainsi, en ce qui concerne la communauté turque, c'est l'attaché culturel du consulat turc, faisant office d'attaché religieux, qui s'occupe de nommer des imams pour diriger et contrôler les centres musulmans<sup>4</sup>. Les conflits entre les différents partis politiques en Turquie se font sentir en Suisse, chaque groupe essayant de placer son imam. Certains Turcs font venir un imam directement, et à leurs frais, du pays pour concurrencer l'imam nommé par l'État turc. L'Arabie saoudite a, elle aussi, une grande influence, notamment à travers la *Fondation culturelle islamique* de Genève et du *Centre islamique* de Bâle qu'elle finance. La *Fondation culturelle islamique* de Genève est en concurrence avec le *Centre islamique* de Genève, fondé par Saïd Ramadan, qui appartient à la mouvance des Frères musulmans. Un lieu de culte fut construit en 1996 dans la ville de Bienne, avec une importante contribution financière des autorités suisses provenant du surplus des taxes paroissiales<sup>5</sup>.

Ici se pose la question de la réciprocité. Les musulmans en Suisse invoquent ce principe en matière de cimetière et de droit de famille. Ils estiment que puisque les pays musulmans permettent aux non-musulmans d'avoir leurs propres cimetières et l'application de leur droit de famille, les pays non-musulmans devraient permettre la même chose aux musulmans vivant chez eux. Peut-on lier la construction des

---

<sup>1</sup> Voir partie I, chap. I.5.

<sup>2</sup> Message, p. 158.

<sup>3</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 115-117.

<sup>4</sup> Le Nouveau Quotidien, 6.5.1993.

<sup>5</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 38.

mosquées en Suisse à la construction d'églises en Arabie saoudite ou ailleurs en vertu du principe de réciprocité? La *Commission fédérale contre le racisme* rejette un tel argument estimant que "notre démocratie est trop précieuse pour dépendre du comportement de théocraties absolues"<sup>1</sup>. Voilà qui doit réjouir les membres musulmans de cette Commission, qui sont ainsi dispensés de critiquer l'Arabie saoudite.

Le principe de réciprocité, appliqué généralement dans les rapports commerciaux, ne peut être envisagé dans les autres domaines au mépris des droits fondamentaux, faute de quoi la société sombrerait dans la barbarie. Ainsi, la Suisse ne peut pas se permettre de couper les mains des voleurs saoudiens puisque les voleurs suisses risquent d'avoir leurs mains coupées en Arabie saoudite. De même, on ne peut pas interdire aux musulmans vivant en Suisse, même saoudiens, de pratiquer leur culte religieux en Suisse sous prétexte que la liberté de culte des non-musulmans dans ce pays n'est pas respectée. Mais cela ne signifie pas que la Suisse doit fermer les yeux sur les violations de la liberté de culte dans les pays musulmans. Elle a le devoir de rappeler à ces pays le respect de cette liberté, notamment lorsqu'il s'agit de construire des mosquées financées par l'Arabie saoudite. Sinon, on risque d'assister à des oppositions de la part de la population suisse lorsqu'il s'agit de voter des projets de construction de lieux de culte islamiques, comme ce fut le cas à deux reprises à Bâle et à Berne<sup>2</sup>.

Interrogé par Jacques Neiryck à propos de la construction de lieux de culte pour les chrétiens en Arabie saoudite au nom du principe de la réciprocité, Tariq Ramadan, activiste musulman suisse, dit que le récit de Mahomet: "Deux religions ne doivent coexister dans la Péninsule arabe", est authentique mais soulève des questions quant à son application. Il ajoute:

Le seul énoncé de ce texte ne peut faire oublier les principes supérieurs de l'islam qui sont le respect de la foi d'autrui, sa liberté de conscience et de pratique et le refus de toute contrainte en matière de religion. S'il est clair que l'on n'imagine pas une église à la Mecque ou à Médine proprement dites parce que ce sont des espaces musulmans portant une dimension sacrée par nature, il n'en est pas de même des autres villes et régions du pays.

Si l'on tient compte, de surcroît, du fait que c'est le gouvernement même qui fait venir des chrétiens pour travailler sur son sol, on est dans l'obligation de dire qu'au nom d'un texte spécifique, le gouvernement saoudien trahit les principes supérieurs de l'islam en matière de droit<sup>3</sup>.

S'agit-il d'un début d'ouverture ou, au contraire, d'une incitation camouflée à interdire aux chrétiens de travailler en Arabie saoudite? Son frère, Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève, justifie l'absence d'église et de symboles chrétiens en Arabie saoudite:

---

<sup>1</sup> Les musulmanes et les musulmans en Suisse, communiqué de presse, in: Tangram, n° 8, mars 2000, p. 100.

<sup>2</sup> Mahnig: L'intégration, p. 103-104.

<sup>3</sup> Neiryck et Ramadan, p. 26-27.

Vous ne pouvez décemment reprocher à l'islam monothéiste de vouloir préserver la pureté de son culte en ses lieux saints. Les "symboles religieux" dont vous parlez, et qui sont censés représenter Dieu, vont à l'encontre des préceptes universels que l'on retrouve dans la Bible même: "Tu n'auras pas d'autres dieux face à Moi. Tu ne te feras pas d'idole, ni rien qui ait la forme de ce qui se trouve au ciel là-haut, sur terre ici-bas ou dans les eaux sous la terre". Or, qui plus que les musulmans respecte cet ordre divin?<sup>1</sup>

Lors de la journée de dialogue islamo-chrétien organisée le 30 octobre 1993 à Yverdon par des milieux protestants, le professeur Fawzia Al-Ashmawi de l'Université de Genève a justifié l'attitude de l'Arabie saoudite par le fait que "l'Arabie saoudite est une grande mosquée et on ne peut construire une église à l'intérieur d'une mosquée". Pourtant il existe des stades de football en Arabie saoudite. Pourquoi tolère-t-on des stades de football dans cette "grande mosquée" alors que l'on n'y accepte pas la présence d'une église?

Nous avons vu que les imams sont souvent formés et envoyés par les pays d'origine des musulmans, ce qui pose le problème des permis de séjour et celui de l'intégration. La *Commission fédérale contre le racisme* indique à cet égard:

Les directeurs spirituels peuvent avoir une fonction importante dans le soutien des immigrés et ils peuvent contribuer à la promotion de l'intégration. La *Commission fédérale contre le racisme* se bat pour que les directeurs spirituels bénéficient d'une réglementation aussi libérale que possible en matière d'admission et de permis de travail. Cette réglementation doit tenir compte des particularités de chaque communauté concernée. On doit demander aux directeurs spirituels d'être disposés à encourager l'intégration<sup>2</sup>.

Ce dernier vœu est peu réaliste. Comment peut-on demander à des directeurs spirituels d'encourager l'intégration alors qu'ils ne connaissent pas la société suisse? Et si on fait venir des directeurs spirituels délégués par leurs pays d'origine, ces directeurs font partie d'un cadre institutionnel étranger qui exerce un pouvoir de contrôle et de sanction. Ils n'auront donc pas une indépendance propre, et seront plutôt enclins à appliquer les normes musulmanes de leurs pays. De ce fait, nous pensons qu'il serait préférable que les communautés religieuses pourvoient elles-mêmes à la formation de leurs cadres religieux en Suisse, et que cette formation soit soumise au contrôle du respect de la Constitution et des lois suisses, notamment en ce qui concerne la non-discrimination sexuelle et religieuse et la liberté religieuse.

Le même problème se pose avec les aumôneries publiques. Celles-ci visent à permettre aux personnes empêchées de se rendre dans un édifice cultuel de bénéficier de la liberté religieuse.

Les musulmans ont demandé qu'un service religieux (aumônerie musulmane) soit disponible dans les institutions publiques. Des négociations officielles se

---

<sup>1</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 43 (Pas de contrainte en religion, affirme le Coran, article paru in: Tribune de Genève, 29.6.1993).

<sup>2</sup> Les musulmanes et les musulmans en Suisse, communiqué de presse, in: Tangram, n° 8, mars 2000, p. 101.

rapportant à cette question ont été tenues à Genève, dès 1997, entre le gouvernement local et des membres d'associations de musulmans, dont un nombre de jeunes médecins de la 2<sup>ème</sup> génération. Ces derniers, ayant obtenu l'accord de principe du chef du *Département de la santé et des affaires sociales* du gouvernement de Genève, ont mis sur pied une "aumônerie musulmane" et sont devenus actifs auprès des patients musulmans dans les hôpitaux et les prisons du canton<sup>1</sup>. Nous avons déjà cité la décision du Tribunal fédéral relative au droit des musulmans de se réunir le vendredi pour la prière communautaire, imposant aux autorités de faire venir un imam pour présider la prière.

Un aumônier catholique de prison à Genève signale qu' "en règle générale, les détenus musulmans n'ont pour assistance spirituelle que la prière du vendredi présidée par l'imam. En ce qui concerne les entretiens personnels, où il est possible d'exposer confidentiellement sa situation et trouver chaque semaine un appui suivi, les détenus musulmans qui le désirent font appel aux aumôniers catholiques ou protestants, sachant que ceux-ci sont ouverts avec bienveillance à toutes les démarches et à toutes les convictions, sans aucun prosélytisme"<sup>2</sup>. L'aumônier en question m'a en outre informé que l'imam ne s'intéresse pas à ce genre d'activités et n'entre pas en contact avec les aumôniers catholiques et protestants.

Dans l'armée suisse, le Règlement du chef de l'État-major pour le service de l'aumônerie de l'armée du 20 décembre 1996 dit au point 2: "Tout militaire a droit à une assistance spirituelle. Il appartient aux commandants de faire respecter ce droit dans le cadre du service". Le point 3 précise: "L'assistance spirituelle est assurée par des aumôniers de confessions évangélique-reformée et catholique-romaine". Le point 5 ajoute: "L'aumônier assume ou facilite l'assistance spirituelle de tous les militaires, même s'ils n'appartiennent pas à leur Église". On constate dans ces dispositions que l'armée ne dispose d'aumôniers que pour les deux principales communautés religieuses, et ces aumôniers doivent fournir leurs services à tous, indépendamment de leur appartenance religieuse. Rien n'est prévu, ni pour la communauté juive, ni pour la communauté musulmane. Bien que celle-ci soit plus nombreuse, elle est principalement étrangère et donc ne participe pas massivement à l'armée. Le problème se posera cependant lorsqu'un plus grand nombre de musulmans en feront partie. Pour avoir un aumônier musulman, il faudrait alors déterminer quelle autorité religieuse musulmane sera consultée pour recommander un aumônier en raison du manque d'unité au sein de la communauté musulmane.

Les hôpitaux disposent d'un service d'aumônerie religieuse. Du personnel religieux vient visiter les patients régulièrement, sans même être appelé. Ceci se pratique chez les chrétiens et les juifs. Pour le moment les musulmans ne font pas usage de ce service. Une telle pratique ne peut cependant avoir lieu que si le personnel religieux est averti par l'administration hospitalière de la présence des patients appartenant à un tel ou tel groupe religieux. Mais aujourd'hui on se heurte au

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 33.

<sup>2</sup> Arbez: Détenus musulmans dans les prisons suisses, p. 6.

problème de la protection des données. On ne veut pas communiquer les noms pour éviter les abus<sup>1</sup>.

### **Chapitre III. École et religion**

L'école est le lieu par excellence de l'apprentissage du "vivre-ensemble". Mais c'est aussi le lieu où des résistances et des conflits mal gérés peuvent aboutir à des confrontations sociales. Pour cerner les limites des droits de la minorité musulmane, nous aborderons ici cinq questions ayant trait à la religion et l'école: l'enseignement religieux, les signes religieux distinctifs, la mixité, le contenu des cours et les écoles pour les musulmans. Le lecteur trouvera ailleurs les questions relatives aux congés (partie III, chap. II.4), à la relation entre les parents et l'enfant en ce qui concerne l'éducation religieuse (partie III, chap. IV.8) et aux interdits alimentaires (partie III, chap. V).

#### **1) Enseignement religieux**

##### **A) Normes musulmanes**

Pour pouvoir comparer le système d'enseignement laïque suisse et l'enseignement religieux tel que le conçoivent les musulmans, nous prendrons à titre d'exemple la situation de l'Égypte. Dans ce pays, l'enseignement religieux figure dans la Constitution de 1971 qui stipule:

Article 12 - La société s'engage à sauvegarder la morale, à la protéger et à raffermir les authentiques traditions égyptiennes. Elle doit veiller au maintien du niveau élevé de l'éducation religieuse, des valeurs morales et patriotiques, du patrimoine historique du peuple, des réalités scientifiques, du comportement socialiste et des mœurs publiques, dans les limites de la loi.

Article 19 - L'éducation religieuse est une matière principale dans les programmes de l'enseignement général.

Dans ce pays, il y a un enseignement général qui mène aux études universitaires et un enseignement professionnel. L'enseignement général se divise principalement en deux catégories:

- L'enseignement religieux azharite: L'Azhar est le centre islamique le plus important dans le monde islamique sunnite. Afin de remplir sa mission religieuse, il fut doté d'une université moderne avec de nombreuses facultés et branches, y compris scientifiques, au Caire et dans d'autres villes égyptiennes, mais aussi d'écoles pré-universitaires ouvertes exclusivement aux musulmans égyptiens ou étrangers. Les programmes d'études, approuvés par l'Azhar et le gouvernement, insistent sur les matières religieuses et sur la langue arabe. Tout étudiant universitaire, quelle que soit sa faculté, doit nécessairement passer par un enseignement religieux.

---

<sup>1</sup> Pahud de Mortanges: Fragen zur Integration, p. 98-99.



- L'enseignement civil: Il est donné par des écoles gouvernementales ou par des écoles privées. Ces dernières sont soit nationales, fondées par les chrétiens d'Égypte, soit étrangères, fondées par des États comme la France, l'Angleterre etc.; elles sont aujourd'hui soumises à l'État égyptien à l'exception de celles où étudient les enfants du corps diplomatique et celles établies en accord avec un État étranger. Les écoles privées égyptiennes, tout comme les écoles publiques suivent les programmes établis ou approuvés par le gouvernement. Elles sont ouvertes à tous, sans distinction de religion. C'est de ce dernier enseignement que nous parlerons ici.

Dans les écoles civiles, la religion occupe trois heures par semaine pour le cycle primaire, sur un total de 27 à 34 heures d'étude, et deux heures dans les cycles préparatoire et secondaire sur un total de 34 à 39 heures d'étude. En comparaison, la religion occupe en 6<sup>ème</sup> année dans les écoles azharites 24 heures sur un total de 42, et dans la 3<sup>ème</sup> année préparatoire, elle occupe 13 heures sur un total de 39.

Les écoles civiles égyptiennes enseignent la religion musulmane et la religion chrétienne, selon des programmes officiels gouvernementaux. Les parents ne peuvent pas dispenser leurs enfants de l'enseignement religieux, ni choisir la religion de leurs enfants. Si un des parents est musulman, les enfants sont considérés obligatoirement comme musulmans et éduqués selon cette religion, même en cas d'apostasie (abandon de l'islam) des parents. Les cours officiels de religion pour les chrétiens sont établis par une commission nommée par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement, composée principalement d'éléments coptes orthodoxes avec un expert catholique et un expert protestant. Cette commission essaie d'établir un manuel qui couvre les normes acceptées par toutes les communautés chrétiennes. Pour les écoles catholiques, un centre catéchistique au Caire prépare des manuels spécifiques distribués en plus de ceux imposés par le gouvernement. Les différentes communautés se chargent aussi d'enseigner la religion à leurs fidèles à travers les écoles du dimanche (qui se réunissent le vendredi soir, le jour férié officiel).

La matière de religion figure en tête du certificat. Pour pouvoir passer d'une année à l'autre, il faut avoir réussi l'examen dans cette matière. Mais les échecs sont rares. La note n'est pas comptabilisée avec le total final des notes. L'acceptation dans les universités se base sur la moyenne des notes; la note de religion n'y joue donc aucun rôle sauf pour la réussite ou l'échec scolaire.

Bien qu'étudiant sous le même toit, les élèves ne s'intéressent pas aux religions de leurs collègues. Il n'existe pas de réunions oecuméniques. Les bibliothèques des écoles gouvernementales ne contiennent pas de livres religieux chrétiens. Cette fermeture à la religion de l'autre, de la part du gouvernement, contraste avec sa volonté de faire passer l'enseignement religieux musulman dans les manuels de langue arabe aux chrétiens comme aux musulmans. Cette attitude découle de normes musulmanes qui interdisent aux musulmans d'apprendre la religion des autres, comme on le verra dans le point 4 consacré au contenu des cours. Les manuels arabes sont faits et enseignés exclusivement par des musulmans, même dans les écoles chrétiennes. Ils sont imbibés de versets coraniques et autres

éléments islamiques. Ainsi l'élève chrétien est obligé d'apprendre la religion musulmane par le biais de la langue arabe, alors que son collègue musulman demeure complètement ignorant de la religion chrétienne. La volonté de convertir les chrétiens n'est pas à exclure<sup>1</sup>.

## **B) Normes suisses**

La Suisse comporte autant de systèmes scolaires que de cantons. Nous nous limiterons ici au cadre général établi par la Constitution fédérale ainsi qu'à la situation dans un des cantons où nous vivons, à savoir le canton de Vaud.

Sur le plan fédéral, les al. 2 et 3 de l'article 49 aCst stipulaient:

- 2) Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.
- 3) La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de disposer, conformément aux principes ci-dessus, de l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans révolus.

Cet article doit être complété par l'al. 3 de l'article 27 aCst qui précise: "Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans leur liberté de conscience et de croyance". D'autre part, l'article 303 CCS stipule:

- 1) Les père et mère disposent de l'éducation religieuse de l'enfant.
- 2) Sont nulles toutes conventions qui limiteraient leur liberté à cet égard.
- 3) L'enfant âgé de seize ans révolus a le droit de choisir lui-même sa confession.

La nouvelle Constitution a allégé la formulation des dispositions de l'ancienne Constitution sur le plan de l'enseignement religieux sans en changer le sens. Les alinéas 3 et 4 de l'article 15 indiquent:

- 3) Toute personne a le droit d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir et de suivre un enseignement religieux.
- 4) Nul ne peut être contraint d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir, d'accomplir un acte religieux ou de suivre un enseignement religieux.

Cet article ne parle plus du droit des parents puisqu'il figure à l'article 303 CCS susmentionné.

L'al. 2 de l'article 62 nCst comporte une disposition allégée par comparaison avec l'al. 3 de l'article 27 aCst: "Les cantons pourvoient à un enseignement de base suffisant ouvert à tous les enfants". Le Message fédéral relatif à la Constitution précise:

La liberté de conscience et de croyance implique le principe de la neutralité confessionnelle de l'État, c'est-à-dire une ouverture à l'égard de toutes les convictions religieuses et philosophiques. Mais ce principe n'exige pas de l'État

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: L'enseignement religieux en Égypte.

une attitude dénuée de tout aspect religieux ou philosophique. L'État peut dès lors privilégier, dans certaines limites (par exemple, en reconnaissant des Églises nationales), des communautés religieuses sans porter atteinte à la liberté religieuse<sup>1</sup>.

Le caractère confessionnellement neutre de l'école publique ne se limite pas à l'enseignement religieux, lequel ne doit pas être à caractère prosélytique, mais s'étend aussi à l'organisation de l'école et à l'attitude des instituteurs, comme nous verrons dans les signes distinctifs à l'école. On peut déduire des normes fédérales suisses susmentionnées les trois principes fondamentaux suivants:

- a) La Constitution garantit la liberté religieuse d'adhérer ou de ne pas adhérer à une communauté religieuse, de suivre ou de ne pas suivre un enseignement religieux.
- b) Les père et mère disposent de l'éducation religieuse de l'enfant jusqu'à l'âge de 16 ans. À cet âge, l'enfant est libre de choisir lui-même sa confession.
- c) La Constitution interdit l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques, lesquelles doivent être organisées dans le respect de la neutralité confessionnelle.

Dans le canton de Vaud, l'article 17 al. 3 de la Constitution vaudoise stipule: "L'enseignement doit être conforme aux principes de la démocratie". L'article 18 al. 3 ajoute: "Les écoles publiques doivent être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir dans leur liberté de conscience ou de croyance". L'al. 4 indique cependant: "Dans les écoles publiques, l'enseignement religieux doit être conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches de l'enseignement". La loi scolaire vaudoise du 12 juin 1984 donne des précisions concernant l'enseignement religieux:

Article 4 - L'école respecte les convictions religieuses, morales, politiques des enfants et de leurs parents.

Toute forme de propagande y est notamment interdite.

Article 53 - L'enseignement de l'histoire biblique, conforme aux principes du christianisme, est donné aux élèves à titre facultatif par les membres du corps enseignant. Le département dispense de cet enseignement le maître qui en fait la demande pour des motifs de conscience.

Le Règlement d'application du 23 octobre 1985 ajoute à son article 89: "Les parents qui désirent faire dispenser les enfants de l'enseignement de l'histoire biblique doivent, en principe, au début de l'année scolaire, en adresser la demande par écrit au directeur. Le maître en est immédiatement informé".

L'École publique vaudoise compte 14 ans de scolarisation dont onze obligatoires:

- Deux ans d'école infantine.
- Six ans en commun.

---

<sup>1</sup> Message, p. 158.

- Trois ans à option: sur la base des notes obtenues, on divise les élèves après les six ans en trois options qui durent trois ans: option pré-gymnasiale, option générale et option apprentissage.
- Trois ans de spécialisation selon les options: gymnase conduisant à la maturité et ensuite aux universités, apprentissage avec gymnase particulier pour les métiers, et apprentissage simple.

Pendant aucune de ces années, l'école ne dispense d'enseignement religieux confessionnel. Ce sont les communautés religieuses qui se chargent de l'éducation religieuse de leurs adhérents.

L'école, par contre, assure un enseignement d'histoire biblique d'une heure par semaine pendant les six ans en commun. Pendant les trois ans à option, il y a des cours de culture chrétienne sous forme de journées, de demi-journées ou de périodes groupées. Pendant les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années de gymnase, il y a un vide total. Seule la 3<sup>ème</sup> année de gymnase offre un cours de religion à option. Aucun de ces cours scolaires ayant trait à l'histoire biblique et à la religion n'est obligatoire. Les parents peuvent demander que l'école en dispense leurs enfants. Si ces derniers sont âgés de 16 ans, ils peuvent eux-mêmes choisir de ne pas les suivre. Ces cours ne font pas l'objet d'examen et, par conséquent, il n'y a pas de notes.

Les écoles publiques disposent de manuels établis par l'Association Enseignement Biblique Romand (ENBIRO). Il s'agit de manuels communs établis et approuvés par les protestants et les catholiques. Ils sont en outre approuvés par l'Instruction publique et distribués gratuitement aux élèves avec les autres manuels scolaires. L'enseignement d'histoire biblique sur la base de ces manuels est assuré par les instituteurs des écoles publiques, indépendamment de leur appartenance religieuse. Ainsi un athée peut enseigner cette matière. Mais un instituteur peut demander d'en être dispensé pour des raisons de conscience.

La lecture des manuels ENBIRO révèle d'importantes lacunes rédactionnelles. Il est vrai qu'enseigner la Bible, notamment l'Ancien Testament, n'est pas chose aisée et risque de heurter des sensibilités politiques. En tant que Palestinien chrétien, j'ai été contrarié par l'utilisation d'expressions bibliques comme *Peuple élu* et *Terre Promise*. Le pasteur Claude Schwab, président d'ENBIRO, m'a indiqué que les Juifs suisses se sont aussi plaints parce que ces manuels utilisent le terme "Palestine" pour désigner le territoire où se déroulent les événements de la Bible. Ils voulaient aussi que soit supprimée l'histoire du martyr d'Étienne, lapidé par les juifs. ENBIRO tente de remédier à ces problèmes autant que possible. Ainsi, elle compte changer le terme *Palestine* par *Palestine/Israël*. Mais arrivera-t-elle à concilier les inconciliables? Cela semble peu probable.

Ces manuels m'ont donné l'occasion de m'opposer aux juifs dans les pages de la presse suisse. Un communiqué de l'*Union genevoise contre l'intolérance*, du 27 mai 1991, s'élevait contre un Missel du monastère intégriste des Barroux, approuvé par la Curie romaine, lequel contient "de graves incitations à l'antisémitisme". Ce missel demande notamment de "prier pour les juifs perfides", et poursuit: "Dieu, exaucez la prière que nous vous adressons pour ce peuple aveugle. Faites qu'ils

soient arrachés à leurs ténèbres". À la suite de ce communiqué, j'ai adressé à la presse suisse une lettre de lecteur dont la teneur est la suivante:

Selon l'ATS (Agence télégraphique suisse) du 27 mai 1991, l'*Union genevoise contre l'intolérance* a protesté auprès de l'évêque auxiliaire de Genève Mgr Amédée Grab, contre la publication en France d'un Missel "antisémite", lequel demande de "prier pour les juifs perfides".

Cette Union a entièrement raison de protester contre des formules racistes qui figurent dans les ouvrages religieux.

Ce n'est malheureusement pas l'unique référence raciste. Il en est bien d'autres dans les ouvrages d'éducation religieuse et de catéchisme en Suisse romande, ouvrages enseignés à nos enfants dans les écoles et dans les églises.

J'ai eu en fait l'occasion de les lire tous et j'ai été effaré par l'utilisation répétée une centaine de fois de termes comme "Peuple de Dieu", "Peuple élu", etc. De telles expressions enseignées à nos enfants leur font croire qu'il peut exister dans ce monde un peuple au-dessus des autres, que le Dieu d'amour est un Dieu raciste. Ces expressions racistes reviennent très souvent dans nos églises, dans les prières, dans les prêches et dans les bulletins paroissiaux à grand tirage.

Je souhaite que tous les ouvrages d'éducation religieuse et de catéchisme qui circulent en Suisse, tant chrétiens, qu'israélites et musulmans, soient révisés pour en éliminer tout soupçon de racisme afin que nos enfants ne soient pas demain des émules de Hitler et d'autres racistes qui encombreront notre Terre déjà assez polluée.

Ma lettre de lecteur n'a pas plu aux milieux sionistes en Suisse, lesquels ont répondu le 9 juillet 1991 dans une lettre adressée à la Tribune de Genève sous la plume d'un certain Maurice Cohen. Voici cette réponse:

Nous sommes quelques-uns à avoir été pris d'un franc éclat de rire à la lecture de la lettre pateline de M. Aldeeb (Tribune du 12 juin) qui, tout en faisant mine de réprover le fameux "missel antisémite" français, préconisait benoîtement que le Livre Saint soit censuré, afin de le rendre conforme, sans doute, avec la charte de l'OLP qui, comme on sait, prévoit la destruction d'Israël.

Il ne faut plus qu'on dise d'Israël qu'il est le peuple élu, car autrement M. Aldeeb, la mort dans l'âme, serait obligé de dire du Dieu d'Israël que c'est un Dieu raciste. L'Éternel, selon M. Aldeeb, a assumé une lourde responsabilité en choisissant Israël pour lui donner le Livre. M. Aldeeb veut du bien au Seigneur, et c'est pourquoi il Lui reproche amicalement cet écart de langage qui, heureusement, estime-t-il, peut être facilement corrigé.

Mais Dieu, décidément, n'en fera jamais d'autres. À chaque détour de paragraphe, dans la Thora, l'Éternel dit: "Je suis le Dieu d'Israël" et de personne d'autre. Il est allé jusqu'à désigner à son Peuple la terre qu'il lui destine. Alors, on fait un autodafé de cet inépuisable best-seller qu'est la Thora?

Hélas!, les chrétiens, pour des raisons qui les concernent, se sont encombrés du Livre Saint des juifs, qu'ils ont appelé "Ancien Testament" et il est peu probable qu'ils accepteront aujourd'hui de le lâcher.

Deux fois hélas!: Mahomet, dans son Coran, couvre d'éloges le *Kitab* (Le Livre), et même M. Aldeeb sait qu'il n'entendait par là d'autre livre que la Thora.

Trois fois hélas!, il n'existe aucune ONU qu'influenceraient les pays pétroliers capable de censurer le Seigneur.

Aldeeb veut dire *ours* en arabe. Mais comment dit-on pavé?

Mais tout de même, quelle inconséquence de la part de l'Éternel!

En réplique à la lettre de Maurice Cohen j'ai envoyé la lettre suivante, laquelle n'a pas été publiée:

Que M. Maurice Cohen (Tribune du 9 juillet) se rassure. Ma lettre du 12 juin ne préconise pas la censure de la Bible "afin de la rendre conforme à la Charte de l'OLP" (propos de M. Cohen). Mon but est plus simple: éliminer de nos ouvrages d'éducation religieuse et de catéchisme (chrétiens, israélites et musulmans) des concepts comme *Peuple élu*, *Peuple de Dieu*, etc.

Certes, la Bible contient de tels concepts racistes, comme bien d'autres (lire par exemple les chapitres 9 et 10 du Livre d'Esdras). Mais, elle n'est pas le seul Livre religieux qui en fait usage. Personne ne demande de censurer ces livres qui appartiennent tous à l'héritage de l'humanité et témoignent du progrès de l'esprit dans l'histoire.

Tout ce que je demande, c'est qu'on n'enseigne pas à nos enfants des concepts racistes désuets comme s'ils étaient des dogmes immuables, même si ces concepts proviennent des Livres religieux.

Toute personne qui accepte l'égalité des êtres humains doit veiller à ce que la religion ne véhicule pas le racisme et l'intolérance. Il est grand temps que les organisations, suisses et internationales, qui luttent contre ces deux fléaux, ouvrent les yeux sur ce problème très grave et très dangereux. Leur silence actuel est inadmissible et condamnable. Si c'est votre avis, contactez-moi.

Fawzia Al-Ashmawi reproche aux manuels scolaires suisses de ne contenir que "quelques informations rudimentaires sur l'islam et les musulmans... avec une forte accentuation sur la tendance au fondamentalisme qui dévaste le monde musulman... Le fait est que la grande majorité des enfants musulmans en Suisse fréquentent les écoles publiques, il en résulte une sorte de frustration chez ces élèves qui ont une certaine difficulté à s'adapter au système éducatif sécularisé"<sup>1</sup>.

Chaque société a son propre débat sur l'enseignement religieux à l'école dans le but d'éviter des confrontations religieuses et d'assurer la paix sociale. En Suisse, ce débat va s'amplifiant en raison du caractère cosmopolite grandissant de la société et du foisonnement des sectes. J'ai pu en discuter avec le président d'ENBIRO, le pasteur Claude Schwab, qui est lui-même enseignant d'histoire biblique à l'École normale de Lausanne.

D'après ce pasteur, l'enseignement religieux confessionnel doit rester en dehors de l'école. Par contre, il serait nécessaire d'y introduire une matière des sciences des

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 55.

religions, une matière ouverte sur toutes les religions, sans distinction et sans prosélytisme. Pour ce pasteur, les élèves suisses, majoritairement chrétiens, ne doivent pas ignorer les racines chrétiennes de leur civilisation, mais en même temps, ils doivent s'ouvrir sur les religions de ceux qu'ils côtoient. D'autre part, les élèves non-chrétiens ont le droit de connaître les racines de la société qui les accueille.

Le professeur Roland Campiche écrivait déjà en 1991: "Il n'y a pas de raison que les écoliers en sachent moins sur Dieu que sur la géographie du Maghreb". Ce professeur estime que la question *Dieu* devrait être abordée à l'école sous trois angles:

- L'angle culturel: La tradition chrétienne a profondément marqué l'histoire et les mœurs de ce pays. Ignorer cet héritage, en particulier sa composante biblique, c'est une certaine manière d'ignorer ses racines.
- L'angle comparatif: Comment attendre des attitudes tolérantes à l'égard du Turc musulman par exemple si la connaissance de sa tradition religieuse se résume à quelques stéréotypes et quelques *a priori*? Un enseignement d'histoire des religions s'impose si l'on veut éviter que les ethnies qui se côtoient aujourd'hui s'enferment dans des ghettos. Ce type d'enseignement devrait inclure les nouveaux mouvements religieux. La jeune génération qui est souvent la cible de leur propagande a droit à un minimum d'information préalable.
- L'angle éthique: Pouvoir acquérir les outils permettant d'élaborer un jugement éthique devrait faire partie des droits du citoyen<sup>1</sup>.

## 2) Signes religieux distinctifs à l'école

Chaque société, voire chaque groupe ethnique ou religieux, élabore ses propres signes qui le distinguent des autres et qui obéissent à des injonctions religieuses ou sociales, mais qui ne sont pas toujours tolérés par tous. Ce qui est obligatoire dans certains lieux comme faisant partie de la pudeur est interdit ailleurs et considéré comme subversif. Certains signes font partie du rouage social, voire politique, et peuvent conduire à des condamnations pénales.

### A) Normes musulmanes

Les normes vestimentaires musulmanes obéissent à deux considérations religieuses: l'interdiction de ressembler aux mécréants et les restrictions prescrites en matière de pudeur.

L'interdiction de ressembler aux mécréants se base sur un récit de Mahomet qui affirme: "Celui qui ressemble à un groupe en fait partie"<sup>2</sup>. On cite aussi les deux versets coraniques suivants:

Tel est, en toute droiture, mon chemin; suivez-le donc! Ne suivez pas les chemins qui vous éloigneraient du chemin de Dieu (6:153).

---

<sup>1</sup> Roland J. Campiche: Il n'y a pas de raison que les écoliers en sachent moins sur Dieu que sur la géographie du Maghreb, Le Nouveau Quotidien, 29.11.1991, p. 10.

<sup>2</sup> Ahmad, récit 5114.

Ne ressembliez pas à ceux qui oublient Dieu; Dieu fait qu'ils s'oublient eux-mêmes. Ceux-là sont les pervers (59:19).

Certains juristes classiques vont jusqu'à prévoir la peine de mort contre ceux qui ressemblent aux mécréants et refusent de se rétracter<sup>1</sup>. Cette interdiction couvre de nombreux domaines. Ainsi selon des normes musulmanes, le musulman devrait s'abstenir de se raser la barbe et les moustaches, en se limitant à les soigner, norme affirmée encore aujourd'hui dans certaines *fatwas* et appliquée par les Talibans en Afghanistan<sup>2</sup>. Mais dans certains pays musulmans, se laisser pousser la barbe est conçu comme un acte subversif à l'égard du régime. Sous Sadate, le gouvernement avait sévi contre les barbus. Les écoles égyptiennes sont enjointes de renvoyer à la maison, sous prétexte de propreté, l'étudiant qui se fait pousser la barbe jusqu'à ce qu'il la rase. En matière d'habillement des hommes, s'est posée la question de savoir s'il fallait porter le turban et la robe traditionnelle ou le chapeau et le complet à la manière occidentale. Aujourd'hui on remarque dans une ville comme le Caire que la mode occidentale masculine a triomphé, mais des jeunes reviennent aux longues robes blanches estimant que la perfection religieuse consiste à s'habiller comme Mahomet au 7<sup>ème</sup> siècle. Le triomphe de la mode occidentale est perceptible également dans l'habillement des femmes, mais on lit souvent dans les rues du Caire des panneaux publicitaires vantant les *habits musulmans*, habits qui consistent en une longue robe, un voile couvrant les cheveux et le cou et des gants, le tout en étoffe sombre, ce qui semble quelque peu inapproprié à un climat chaud.

En sus de l'interdiction de ressembler aux mécréants, les habits tant des hommes que des femmes obéissent à des normes religieuses relatives à la pudeur. En effet, à partir du Coran et des récits de Mahomet, les légistes classiques ont conclu que certaines parties du corps humain sont *awrah*<sup>3</sup> (litt.: borgnes, défectueuses, répugnantes) ou *saw'ah*<sup>4</sup> (litt.: mauvaises, laides). Il est interdit de les exposer ou de les regarder. Le but de cette interdiction est de dresser des barrières à la tentation de débauche. Les femmes étant perçues comme l'objet de tentation suprême, le droit musulman prévoit des normes plus strictes à leur égard. Mahomet aurait dit: "Je n'ai pas laissé derrière moi de tentation plus nocive pour les hommes que les femmes"<sup>5</sup>. L'application de cette norme diffère d'un pays à l'autre. Dans les cas extrêmes, les femmes se couvrent en public de la tête aux pieds, et l'on ne voit d'elles, ni les mains, ni les cheveux, ni les yeux. Elles ne se présentent jamais aux invités masculins, et les repas sont pris par les hommes en l'absence de femmes. Lorsqu'elles voyagent en transport public, elles sont mises au fond du bus, dans un compartiment avec des fenêtres à rideaux noirs tirés; elles sont séparées des hommes par un autre rideau noir. C'est le cas notamment en Arabie saoudite et dans les pays arabes du Golfe. Les hommes dans ces pays refusent de serrer la main d'une femme, et *vice versa*. En Arabie saoudite, une femme ne peut conduire

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Al-Luwayhiq, p. 126-127.

<sup>2</sup> 24 Heures, 25.3.1997.

<sup>3</sup> On trouve ce terme dans les versets 24:32 et 58 et 33:13.

<sup>4</sup> On trouve ce terme dans les versets 5:31, 7:20, 22 et 26-27, 20:121.

<sup>5</sup> On trouve cette citation de Mahomet dans l'ouvrage enseigné dans les écoles publiques égyptiennes: Al-Sanhouri: Al-usrah fil-tashri al-islami, p. 203.



une voiture "parce que cela la mène à se dévoiler le visage ou une partie du visage... et parce que la promiscuité avec des hommes provoque la subversion et incite au vice", selon une *fatwa*<sup>1</sup>.

En Égypte, l'État a imposé, dans deux décrets de 1994, un uniforme scolaire et un certain standard aux élèves musulmanes, pour éviter le voile intégral (*niqab*) couvrant tout le visage et les mains. Les écoles chrétiennes doivent, elles aussi, exiger l'uniforme de leurs élèves mais n'osent pas s'opposer trop au port du voile au lieu de l'uniforme, pour ne pas susciter de réactions en chaîne. Les normes égyptiennes ont été attaquées par un père musulman pour inconstitutionnalité, mais elles furent confirmées par la Cour constitutionnelle qui estima que l'État pouvait prescrire des normes vestimentaires, le Coran ne prévoyant pas de normes catégoriques et claires dans ce domaine. Le Tribunal précisa que la femme n'a pas la liberté de choisir son habit, celui-ci n'étant pas une affaire privée. Il ne faut pas que l'habit de la femme dépasse les limites de la modération<sup>2</sup>.

Les habits musulmans, notamment féminins, sont perçus par certains États et intellectuels musulmans comme un moyen d'oppression à l'égard des femmes, voire une entrave au progrès social, du fait qu'il enferme la femme et limite ses mouvements. Pour le courant religieux, l'habit musulman est signe de vertu et de pudeur, n'hésitant pas à porter un jugement de valeur extrême contre celles qui portent des habits à l'occidentale et ne sont pas voilées, les traitant parfois de prostituées.

## **B) Normes suisses**

La Suisse est un pays multiculturel et multiconfessionnel. Chacun a le droit d'exhiber ses signes religieux pour marquer sa différence, et de se vêtir comme il l'entend à condition de ne pas heurter la pudeur publique, notion par ailleurs flexible. Cela n'a pas empêché les autorités de trancher certains litiges.

Une affaire a concerné un cyclomotoriste sikh condamné à payer une amende pour n'avoir pas respecté le feu rouge et avoir omis de porter le casque de protection. Le sikh recourut contre cette dernière raison devant le Tribunal fédéral, au motif que sa religion interdit à ses adhérents de mettre leur tête à nu en public, et qu'ainsi il ne lui était pas possible de porter le casque avec le turban, chaque acte le contraignant à enlever le turban constituant une discrimination. Le Tribunal fédéral répondit que selon l'article 49 al. 1 aCst, la liberté de conscience et de croyance est inviolable. La liberté de religion garantit le droit d'avoir des convictions religieuses ou idéologiques et, dans certaines limites, de les exprimer, de les propager et de les pratiquer. Parmi les formes d'activité religieuse sont protégés les comportements qui apparaissent comme l'expression directe de convictions religieuses ou idéologiques. Le port d'habits religieux en fait également partie. Mais la liberté de conscience et de croyance peut être limitée à condition qu'il y ait une base légale, un intérêt public prépondérant et le respect du principe de la proportionnalité. Ainsi l'article 49 al. 5 aCst énonce que "nul ne peut, pour cause d'opinion

---

<sup>1</sup> Majallat al-buhuth al-islamiyyah, n° 24, 1989, p. 75, et n° 30, 1990-1991, p. 297-298.

<sup>2</sup> Journal officiel n° 21 du 30.5.1996, p. 1026-1041.

religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique". Le Tribunal fédéral a rappelé le jugement du 12 juillet 1978 de la *Commission européenne des droits de l'homme*, dans lequel celle-ci a reconnu que l'obligation de porter un casque pour des motocyclistes constituait une mesure nécessaire à l'intérêt de la sécurité publique qui, conformément à l'article 9 al. 2 CEDH, justifiait une atteinte à la liberté de religion. Par conséquent, la liberté de conscience et de croyance des sikhs, qui se manifeste notamment par le port du turban, n'est pas lésée par l'obligation de porter un casque de protection imposée aux conducteurs de cyclomoteurs. Et comme la religion sikh n'interdit pas le port du casque et n'impose pas exclusivement le port du turban, le sikh en question peut troquer son turban contre un casque lorsqu'il conduit un cyclomoteur<sup>1</sup>.

Dans une autre affaire, touchant des musulmans cette fois, la police des étrangers à Bienne avait refusé le renouvellement de leur permis de séjour à des femmes turques qui ne voulaient pas donner des photos sans foulard. À la suite de cette affaire, l'Office fédéral des étrangers édicta le 15 novembre 1993 une directive invitant les autorités communales et cantonales à la souplesse en permettant aux musulmanes de porter le foulard sur leur photographie d'identité<sup>2</sup>.

Dans le canton de Neuchâtel, la *Commission scolaire* a pris la décision, en 1998, d'expulser une élève musulmane de 11 ans de l'école publique à la Chaux-de-Fonds parce qu'elle portait un foulard islamique "qui dénote une discrimination sexuelle par rapport aux hommes, discrimination d'autant plus importante que la jeune fille mineure ne peut s'opposer à la volonté de son père"<sup>3</sup>. Le Département cantonal de l'éducation et de la culture a admis le recours du père, s'appuyant en cela sur la position adoptée en 1996 par la *Conférence intercantonale de l'instruction publique* de la Suisse romande et du Tessin, selon laquelle il est permis aux élèves de porter des symboles religieux traditionnels (comme la croix, la kippa ou le voile). Cette décision a été confirmée par le Tribunal administratif cantonal en juin 1999<sup>4</sup>.

En juin 1999, les hôpitaux universitaires genevois ont refusé un stage à trois étudiantes de médecine musulmanes qui souhaitaient porter le foulard islamique pendant leur travail – ce qui ne mérite pas encore, de l'avis de la *Commission fédérale contre le racisme*, l'étiquette de pratique discriminatoire<sup>5</sup>. Ces trois étudiantes se sont pliées devant la décision administrative et ont accepté la solution de suivre leur stage dans un hôpital privé à Genève. Commentant ce cas, Fawzia Al-Ashmawi écrit que "la population musulmane a été choquée de la politisation de la question du port du foulard islamique, qui est une obligation religieuse pour toute musulmane pratiquante, et qui ne devrait pas être un prétexte justifiant la discrimination à l'encontre des femmes musulmanes voilées"<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 119 IV 260, JdT 1994 I 707.

<sup>2</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 49.

<sup>3</sup> Journal de Genève et Gazette de Lausanne, 4.2.1998.

<sup>4</sup> Deuxième et troisième rapports périodiques présentés par la Suisse, par. 183.

<sup>5</sup> Ibid., par. 184.

<sup>6</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 48.

On constate ainsi que la Suisse n'a pas connu le débat autour du voile comme ce fut le cas en France où il a suscité plusieurs dizaines de litiges et d'arrêts de justice. Le constitutionnaliste suisse Jean-François Aubert se demande "si des jeunes filles musulmanes peuvent porter le foulard à l'école, pendant les cours, ou si les autorités scolaires peuvent les obliger à se décoiffer". Il répond: "Pour nous, la réponse est claire, le port du foulard est permis et on a même de la peine à comprendre qu'on ait fait tant d'histoires sur ce point". Pour lui, les autorités peuvent interdire les tenues extravagantes, celles qui gênent le travail et celles qui troublent la communication rendant les élèves difficiles à identifier. Aucune de ces raisons d'ordre n'est opposable au foulard. Il faut cependant signaler ici que le foulard dont parle Jean-François Aubert est "une étoffe qui cache la chevelure et le cou, mais laisse apparaître le visage". Il exclut de la définition le voile qui couvre la face et la cagoule avec grillage qu'on rencontre dans certains pays d'Orient<sup>1</sup>.

Répondant à l'objection de l'égalité des sexes, le professeur Jean-François Aubert explique qu'au fond, le foulard ne suggère l'inégalité que par association d'idées: parce qu'il est prescrit par le Coran, parce que ce même livre contient, en d'autres endroits, des passages non équivoques sur la subordination des femmes, parce qu'il est notoire que les musulmans les plus rigoristes professent effectivement la supériorité du sexe masculin. L'association d'idées est incontestablement assez forte, mais elle n'est, pour autant, pas déterminante. L'inégalité n'est en effet pas le seul message religieux que le foulard peut vouloir communiquer. Il y a un autre message, qui est tout à fait distinct, celui de la pudeur féminine. Une pudeur qui peut nous paraître excessive, mais dont on voit mal qu'il faille la condamner. Après tout, le temps n'est pas si ancien où nos mères ou nos grands-mères observaient en public, elles aussi, une attitude très réservée. Il ajoute:

On dira: ce ne sont pas elles qui les ont choisies, ce sont leurs pères qui les leur imposent. Avouons que nous n'en savons rien. Et quand cela serait? Les parents non-musulmans imposent aussi à leurs enfants des choses qui ne leur conviennent pas. Puis les enfants deviendront majeurs et ils feront, de tous ces préceptes, ce qu'il leur plaira. Mais, tant qu'ils sont mineurs, il faut bien les héberger quelque part, ce sera normalement dans leur famille, c'est là qu'en général ils sont le plus aimés et le mieux traités, et il nous semble que ce n'est pas le rôle de l'État, sauf cas exceptionnels, de les contraindre à la désobéissance. Et puis, pour finir, il faut encore voir où mène l'intransigeance de l'État: les enfants des familles les plus pratiquantes seront tout simplement retirées de l'école publique et instruites chez l'imam ou à la maison. Beau résultat pour les progrès de l'intégration et pour l'avancement de la cause féminine<sup>2</sup>.

On admet la liberté de l'individu de porter des signes religieux dans certaines limites. Le problème se pose cependant vis-à-vis de l'État, lequel doit afficher une neutralité confessionnelle. Peut-il exhiber des signes religieux distinctifs dans les lieux publics? La question s'est posée une fois à propos des crucifix dans les salles

---

<sup>1</sup> Aubert: L'islam et l'école publique, p. 482.

<sup>2</sup> Ibid., p. 485-486.

de cours, et une deuxième fois avec le voile d'une institutrice musulmane dans une école publique genevoise.

Dans le premier cas, le Tribunal fédéral a donné raison le 26 septembre 1990 à un instituteur et des parents d'élèves dans le canton majoritairement catholique du Tessin qui ont demandé que le crucifix dans les salles de cours soit enlevé<sup>1</sup>. Mais pour éviter les dérapages, il précise qu'il ne se prononce que sur "la présence du crucifix dans une salle où est dispensé l'enseignement primaire public à des élèves qui n'ont pas encore atteint la majorité en matière religieuse et qui peuvent avoir été élevés dans diverses confessions". Il exclut de sa décision "la présence de crucifix dans d'autres lieux publics, comme les salles de tribunal ou celles où doivent siéger les organes des pouvoirs exécutifs ou législatifs". Il ajoute que sa décision aurait peut-être été différente "s'il s'était agi de juger de la présence de crucifix dans les locaux scolaires d'usage commun, comme le hall d'entrée, les couloirs, le réfectoire et, bien évidemment, là où il existe, le local destiné au culte ou la salle dans laquelle se donne l'enseignement facultatif de la religion". Il estime que la liberté de conscience et de croyance n'exige pas la neutralité absolue de l'État en matière religieuse. Soutenir le contraire reviendrait à remettre en question l'aménagement actuel des rapports entre l'Église et l'État dans les cantons et les autres aspects religieux comme par exemple le repos dominical ou le jeûne fédéral. Selon lui, "la laïcité de l'État se résout en une obligation de neutralité qui lui impose de s'abstenir, dans les actes publics, de toute considération confessionnelle susceptible de compromettre la liberté des citoyens dans une société pluraliste".

Hani Ramadan, imam du *Centre islamique* de Genève, approuve cette décision. Il écrit: "Il est évident que l'espace scolaire doit impérativement rester neutre: une croix suspendue au mur, ou des versets coraniques affichés au coin d'une classe ne sont pas compatibles avec la laïcité"<sup>2</sup>. Par contre, il a fortement critiqué la décision du Tribunal fédéral interdisant le port du voile à une institutrice musulmane dans une école publique du canton de Genève.

Cette affaire concerne une ressortissante suisse, née en 1965, nommée institutrice le 1er septembre 1990. Elle est devenue musulmane en mars 1991 et a épousé, le 19 octobre 1991, un ressortissant algérien. Elle porta le foulard islamique pour la première fois en classe à la fin de l'année scolaire 1990-1991, entendant respecter une prescription coranique enjoignant aux femmes "de ramener leurs voiles sur elles" devant les adultes et les pubères de sexe masculin. En mai 1995, l'inspectrice de la circonscription scolaire de Vernier informa la Direction générale de l'enseignement primaire du canton de Genève que l'institutrice portait régulièrement le foulard islamique à l'école, ajoutant n'avoir jamais eu de remarque de parents à ce propos. Le 23 août 1996, la direction générale de l'enseignement primaire interdit à l'enseignante le port du foulard dans l'exercice de ses activités et responsabilités professionnelles, aux motifs qu'une telle pratique entraînait en contradiction avec la loi sur l'instruction publique qui stipule:

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 116 Ia 252, JdT 1992 I 5.

<sup>2</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 91 (Nous n'avons rien à cacher, article paru in: Le Courrier, 11.2.1997).

Article 6 - L'enseignement public garantit le respect des convictions politiques et confessionnelles des élèves et des parents.

Article 120 al. 2 - Les fonctionnaires doivent être laïques; il ne peut être dérogé à cette disposition que pour le corps enseignant universitaire.

ainsi qu'avec l'article 27 al. 3 aCst qui proclame: "Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans leur liberté de conscience ou de croyance". La Direction générale de l'enseignement estima que le port du voile constituait "un modèle ostensible d'identification imposé par l'enseignante aux élèves, de surcroît dans un système scolaire public et laïque". L'institutrice forma un recours contre cette décision auprès du Conseil d'État de Genève le 26 août 1996, lequel rejeta le recours par arrêté du 16 octobre 1996, aux motifs suivants:

L'enseignant doit (...) faire siens tant les objectifs assignés à l'école publique que les obligations imposées aux autorités scolaires, y compris la stricte obligation de neutralité confessionnelle (...)

La tenue vestimentaire litigieuse (...) représente (...), indépendamment même de la volonté de la recourante, le vecteur d'un message religieux, d'une manière en l'occurrence suffisamment forte (...) pour quitter la sphère purement personnelle de la recourante et rejaillir sur l'institution que cette dernière représente, à savoir l'école publique<sup>1</sup>.

Saisi d'un recours de droit public formé le 25 novembre 1996 par la requérante, qui invoquait la violation de l'article 9 CEDH estimant que l'interdiction de port du foulard était une atteinte au "noyau intangible de sa liberté de religion", le Tribunal fédéral confirma la décision du Conseil d'État de Genève par arrêt du 12 novembre 1997, notifié le 18 novembre 1997<sup>2</sup>.

Le Tribunal fédéral estima préalablement que, contrairement à ce que prétendait l'institutrice, "il ne fait aucun doute que la recourante porte le foulard et des vêtements amples non pas pour des raisons esthétiques mais afin d'obéir à une exigence religieuse (...). Le port du foulard et de vêtements amples manifeste dès lors l'appartenance à une confession déterminée et la volonté de se comporter conformément aux prescriptions de celle-ci. Cette tenue constitue même un symbole religieux *fort*, c'est-à-dire un signe immédiatement visible pour les tiers, indiquant clairement que son porteur adhère à une religion déterminée".

Le Tribunal fédéral signala que "selon l'article 9 al. 2 CEDH, la liberté de manifester sa religion ou sa conviction peut faire l'objet de restrictions. *A contrario*, la liberté intérieure présente un caractère absolu; ne pouvant, par nature, donner lieu à des atteintes à l'ordre public, elle échappe à toute restriction. En l'espèce, même s'il est particulièrement important aux yeux de l'intéressée, et même s'il ne représente pas seulement l'expression d'une conviction religieuse mais obéit à une exigence impérative de celle-ci, le port du foulard et de vêtements

---

<sup>1</sup> Arrêt du Conseil d'État genevois du 16.10.1996 (non publié).

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 123 Ia 296.

amples reste une manifestation extérieure qui, à ce titre, n'appartient pas au noyau intangible de la liberté de religion".

Le Tribunal fédéral indiqua ensuite que "les fonctionnaires sont soumis à un rapport de puissance publique spécial, auquel ils ont librement adhéré et auquel ils trouvent un intérêt, ce qui justifie qu'ils ne puissent bénéficier des libertés publiques que dans une mesure limitée". Il rappela les articles 6 et 120 al. 2 de la Loi cantonale du 6 novembre 1940 sur l'instruction publique ainsi que les articles 164ss de la Constitution cantonale selon lesquels ce canton connaît une séparation nette de l'Église et de l'État, au sens d'une laïcité de celui-ci. "En l'espèce, conclut le Tribunal fédéral, l'interdiction faite à la recourante de porter un foulard indiquant clairement l'appartenance à une confession déterminée concrétise la volonté accrue du législateur genevois, exprimée dans les dispositions précitées, de respecter en matière scolaire les principes de neutralité religieuse et de séparation de l'Église et de l'État. Dès lors, même si l'arrêté entrepris comportait une atteinte grave à la liberté religieuse de la recourante, il se fonde sur une base légale suffisante".

Répondant à l'objection de la recourante selon laquelle la décision attaquée ne répond pas à un intérêt public, le Tribunal fédéral affirme:

En arborant un signe religieux fort dans l'enceinte de l'école, voire en classe, la recourante peut porter atteinte aux sentiments religieux de ses élèves, des autres élèves de l'école et de leurs parents. Certes, ni parents ni élèves ne se sont plaints jusqu'ici. Mais cela ne signifie pas qu'aucun d'entre eux n'ait été heurté. Il est possible que certains aient renoncé à intervenir directement pour ne pas envenimer la situation, en espérant une réaction spontanée des autorités scolaires. Du reste, l'opinion publique s'est émue de ce problème, la recourante a fait l'objet de nombreuses interviews et le Grand Conseil a adopté une résolution dans le sens de la décision prise par le Conseil d'État. De même, s'il est vrai que les autorités scolaires ne sont pas intervenues par voie de décision immédiatement après que l'inspectrice les a informées de la tenue de la recourante, cette attitude ne doit pas être entendue comme un assentiment implicite. Il est compréhensible que les autorités scolaires aient d'abord tenté de régler la question sans épreuve de force.

La décision attaquée est en droite ligne du principe de la neutralité confessionnelle de l'école, dont le but est non seulement de protéger les convictions religieuses des élèves et des parents, mais également d'assurer la paix religieuse qui, sous certains aspects, reste fragile. À cet égard, il faut relever que l'école risquerait de devenir un lieu d'affrontement religieux si les maîtres étaient autorisés par leur comportement, notamment leur habillement, à manifester fortement leurs convictions dans ce domaine.

Il existe donc un intérêt public important à interdire à la recourante de porter le foulard musulman.

Se penchant sur le respect du principe de la proportionnalité, le Tribunal fédéral ajoute:

La liberté de conscience et de croyance oblige l'État à observer une neutralité confessionnelle et religieuse; le citoyen peut se prévaloir à cet égard d'un droit individuel. (...). La neutralité tend à ce que toutes les conceptions existant dans une société pluraliste soient prises en compte sans esprit partisan. Le principe selon lequel l'État ne doit avantager ou désavantager personne pour des motifs religieux a une portée générale et il découle directement des articles 49 et 50 aCst. Finalement, la laïcité de l'État se résume en une obligation de neutralité qui lui impose de s'abstenir, dans les actes publics, de toute considération confessionnelle ou religieuse susceptible de compromettre la liberté des citoyens dans une société pluraliste. En ce sens, elle vise à préserver la liberté de religion des citoyens, mais aussi à maintenir, dans un esprit de tolérance, la paix confessionnelle.

Cette neutralité prend une importance particulière à l'école publique, car l'enseignement est obligatoire pour chacun, sans aucune différence entre les confessions. En cette matière, l'article 27 al. 3 aCst, selon lequel "les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans leur liberté de conscience ou de croyance", est le corollaire de la liberté de conscience et de croyance. (...)

Dans cette optique, l'attitude des enseignants joue un rôle important. Même par leur seul comportement, ceux-ci peuvent avoir une grande influence sur leurs élèves; ils représentent un modèle auquel les élèves sont particulièrement réceptifs en raison de leur jeune âge, de la quotidienneté de la relation - à laquelle ils ne peuvent en principe se soustraire - et de la nature hiérarchique de ce rapport. En fait, l'enseignant est détenteur d'une part de l'autorité scolaire et représente l'État, auquel son comportement doit être imputé. Il est donc spécialement important qu'il exerce ses fonctions, c'est-à-dire transmette des connaissances et développe des aptitudes, en restant confessionnellement neutre.

Après un long exposé sur la portée de cette exigence de neutralité, le Tribunal conclut en ces termes:

En l'espèce, d'un côté, ainsi qu'on l'a vu plus haut, interdire à la recourante de porter le foulard la place devant une alternative difficile: ne pas respecter un précepte de sa religion qu'elle juge important ou courir le risque de ne plus pouvoir enseigner à l'école publique.

Mais, d'un autre côté, le foulard est ici un signe religieux évident. En outre, la recourante enseigne dans une école primaire, c'est-à-dire à de jeunes enfants particulièrement influençables. Certes, il ne lui est pas reproché de se livrer au prosélytisme ni même de parler de ses convictions à ses élèves. La recourante ne peut toutefois guère se soustraire aux questions que les enfants n'ont pas manqué de lui poser. Il paraît plutôt délicat d'invoquer à cet égard des éléments esthétiques ou de sensibilité au froid, ainsi qu'elle a déclaré, selon le dossier, l'avoir fait jusqu'à présent, car les enfants se rendent compte qu'il s'agit d'une échappatoire. Elle peut ainsi difficilement leur répondre sans exposer ses

convictions. Or, la recourante détient une part de l'autorité scolaire et personnifie l'école aux yeux de ses élèves, de sorte que, même si d'autres enseignants de la même école font montre d'autres opinions religieuses, une telle représentation de soi paraît difficilement concevable avec le principe de non-identification, dans la mesure où, comme fonctionnaire, son comportement doit être imputé à l'État. Enfin, il faut rappeler que le canton de Genève a opté pour une nette séparation de l'Église et de l'État qui se traduit notamment par une laïcité marquée de l'enseignement public.

Par ailleurs, force est de constater que le port du foulard est difficilement conciliable avec le principe de l'égalité de traitement des sexes (cf. Sami Aldeeb, *Musulmans en terre européenne*, PJA 1/96 p. 42 ss, spéc. lettre d p. 49). Or, il s'agit là d'une valeur fondamentale de notre société, consacrée par une disposition constitutionnelle expresse (article 4 al. 2 aCst), qui doit être prise en compte par l'école.

De plus, la paix confessionnelle demeure finalement malgré tout fragile et l'attitude de la recourante est susceptible d'entraîner des réactions, voire des affrontements qu'il convient d'éviter. Il faut du reste tenir compte dans la pesée des intérêts du fait qu'admettre le port du foulard conduirait à accepter également le port de symboles vestimentaires forts d'autres religions, par exemple la soutane ou la kippa (à cet égard, sous l'angle de la proportionnalité, le Conseil d'État admet qu'un maître porte à l'école un signe religieux discret, par exemple un petit bijou, problème qu'il n'est pas nécessaire d'approfondir ici). Pareille conséquence pourrait compromettre le principe de la neutralité confessionnelle à l'école. On peut enfin noter qu'il est difficilement concevable d'interdire la pose du crucifix dans une école publique et d'admettre que les maîtres portent eux-mêmes des symboles religieux forts, peu importe de quelle confession.

On signalera ici que dans le cas présent le Tribunal fédéral n'interdit le port du foulard islamique dans les écoles publiques qu'aux enseignants, et non pas aux élèves. La *Commission fédérale contre le racisme*, pourtant extrêmement favorable aux musulmans, s'est félicitée de cette décision car elle conseille aux autorités cantonales et communales de résoudre avec pragmatisme les problèmes liés aux rapports avec les minorités. Elle dit ne pas être favorable à l'interdiction générale du foulard, mais estime que des personnes assumant des fonctions symboliques (comme le personnel enseignant) devraient renoncer à son port<sup>1</sup>. Les milieux musulmans, par contre, ont critiqué cette décision. Ainsi, Hani Ramadan, imam du *Centre islamique* de Genève, après avoir critiqué la décision genevoise<sup>2</sup>, a dénoncé la décision du Tribunal fédéral. Dans un article intitulé "Pour une laïcité plurielle", il écrit:

Il faut d'abord considérer que les cinq juges qui composent la Cour du Tribunal fédéral ne sont pas infaillibles. Les intellectuels antireligieux qui crient victoire

---

<sup>1</sup> Les musulmanes et les musulmans en Suisse, communiqué de presse, in: *Tangram*, n° 8, mars 2000, p. 100-101.

<sup>2</sup> Voir plusieurs articles de Ramadan: *Articles sur l'islam et la barbarie*, p. 80-97.



devraient avoir la décence de considérer que les décisions humaines sont susceptibles d'erreur, et ne sont pas parole d'Évangile. Car enfin, on vient de légitimer de façon ahurissante une action inquisitoire qui consiste tout simplement à interdire une pratique religieuse. Mesure qui va à l'encontre de l'article 9 CEDH, ... de l'article 49 de notre Constitution ... et de l'article 18 du Pacte international... L'ensemble de la communauté musulmane de ce pays, toutes institutions et mosquées confondues, est profondément choqué par cette forme de discrimination religieuse dont il s'estime victime. Ni le Département de l'instruction publique genevois, ni le Conseil d'État, ni le Tribunal fédéral n'ont pris la peine une seule fois de consulter les imams et les représentants suisses musulmans de ce pays avant d'arrêter cette décision... [Les musulmans] ne pourront jamais admettre que cet État s'érige en défenseur d'une idéologie qui vise à exclure de l'espace public en général et de l'espace scolaire en particulier les signes des appartenances religieuses. Loin de défendre les libertés privées, il est une forme de "laïcisme" qui agresse la conscience, et qui cherche à imposer son unique et seul point de vue. Le domaine public n'est pas la seule propriété des athées et des libres penseurs, qui auraient le privilège de le meubler à leur guise... Certains athées et libres penseurs veulent construire le monde extérieur à leur image: sans Dieu, sans signe religieux, vidé de toute forme de spiritualité vivante et visible... Ces maîtres de la pensée moderne, assis sur le trône chancelant de la laïcité républicaine à laquelle ils vouent un véritable culte, promulguent des décrets qui visent à chasser du domaine séculier tout ce qui de près ou de loin rappelle l'existence de Dieu<sup>1</sup>.

Ailleurs, Hani Ramadan qualifie ceux qui sont opposés au port du voile islamique à l'école de "tortionnaires laïques"<sup>2</sup>.

Forte du soutien des milieux islamistes genevois, l'enseignante a porté l'affaire le 16 mai 1998 devant la Cour européenne des droits de l'homme, mais celle-ci, dans sa décision du 15 février 2001, a considéré sa demande comme irrecevable<sup>3</sup>. L'institutrice a présenté principalement deux griefs:

1) La requérante estime que l'interdiction qui lui est faite de porter le foulard dans le cadre de son activité d'enseignement viole le droit, garanti à l'article 9 CEDH, de manifester librement sa religion, que cette interdiction ne poursuivait pas un but légitime et que le port du foulard ne semble pas avoir causé de trouble manifeste au sein de l'établissement scolaire.

La Cour répond que "dans une société démocratique, où plusieurs religions coexistent au sein d'une même population, il peut se révéler nécessaire d'assortir cette liberté de limitations propres à concilier les intérêts des divers groupes et à assurer le respect des convictions de chacun". Elle ajoute qu' "eu égard aux circonstances de la Cour et aux termes mêmes des décisions des trois autorités

---

<sup>1</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 98-101 (Pour une laïcité plurielle, article paru in: Journal de Genève, 5.12.1997, et Le Courrier, 24.1.1998).

<sup>2</sup> Ramadan: La femme en islam, p. 53.

<sup>3</sup> Décision du 15.2.2001 sur la recevabilité de la requête n° 42393/98 présentée par Lucia Dahlab contre la Suisse.

compétentes, la Cour est d'avis que la mesure poursuivait des buts légitimes au sens de l'article 9 al. 2: la protection des droits et libertés d'autrui, la sécurité publique et la protection de l'ordre". L'atteinte portée au droit de la requérante de manifester librement sa religion se justifiait "par la nécessaire protection, dans une société démocratique, du droit des élèves de l'enseignement public à recevoir une formation dispensée dans un contexte de neutralité religieuse. Il en ressort que les convictions religieuses ont été pleinement prises en compte face aux impératifs de la protection des droits et libertés d'autrui, de la préservation de l'ordre et de la sécurité publics. Il est également clair que ce sont ces impératifs qui fondaient la décision litigieuse et non des objections aux convictions religieuses de la requérante".

La Cour "admet qu'il est bien difficile d'apprécier l'impact qu'un signe extérieur fort tel que le port du foulard peut avoir sur la liberté de conscience et de religion d'enfants en bas âge. En effet, la requérante a enseigné dans une classe d'enfants entre quatre et huit ans et donc d'élèves se trouvant dans un âge où ils se posent beaucoup de questions tout en étant plus facilement influençables que d'autres élèves se trouvant dans un âge plus avancé. Comment dès lors pourrait-on dans ces circonstances dénier de prime abord tout effet prosélytique que peut avoir le port du foulard dès lors qu'il semble être imposé aux femmes par une prescription coranique qui, comme le constate le Tribunal fédéral, est difficilement conciliable avec le principe d'égalité des sexes? Aussi, semble-t-il difficile de concilier le port du foulard islamique avec le message de tolérance, de respect d'autrui et surtout d'égalité et de non-discrimination que dans une démocratie tout enseignant doit transmettre à ses élèves".

La Cour ajoute: "En mettant en balance le droit de l'instituteur de manifester sa religion et la protection de l'élève à travers la sauvegarde de la paix religieuse, la Cour estime que dans les circonstances données et vu surtout le bas âge des enfants dont la requérante avait la charge en tant que représentante de l'État, les autorités genevoises n'ont pas outrepassé leur marge d'appréciation et que donc la mesure qu'elles ont prise n'était pas déraisonnable". Elle en conclut que "l'interdiction faite à la requérante de porter le foulard dans le cadre de son activité d'enseignement constituait une mesure nécessaire dans une société démocratique".

2) La requérante estime que l'interdiction exprimée par les autorités suisses constitue une discrimination à raison du sexe, au sens de l'article 14 CEDH, dans la mesure où un homme de confession musulmane pourrait enseigner à l'école publique sans encourir d'interdiction d'une quelconque nature.

La Cour répond que "l'interdiction, signifiée à la requérante, de ne pas revêtir, dans le seul cadre de son activité professionnelle, le foulard islamique, ne vise pas son appartenance au sexe féminin, mais poursuit le but légitime du respect de la neutralité de l'enseignement primaire public. Une telle mesure pourrait également s'appliquer à un homme revêtant ostensiblement, dans les mêmes circonstances, les habits propres à une autre confession".

### 3) Mixité

#### A) Normes musulmanes

Le droit musulman a établi des normes interdisant la promiscuité entre hommes et femmes et imposant des tenues vestimentaires strictes surtout à ces dernières. Il nous suffit ici de citer deux passages du Coran, un long concernant les femmes, et un court concernant les hommes:

Dis aux croyantes: de baisser leurs regards, d'être chastes, de ne montrer que l'extérieur de leurs atours, de rabattre leurs voiles sur leurs poitrines, de ne montrer leurs atours qu'à leurs époux, ou à leurs pères, ou aux pères de leurs époux, ou à leurs fils, ou aux fils de leurs époux, ou à leurs frères, ou aux fils de leurs frères, ou aux fils de leurs sœurs, ou à leurs servantes ou à leurs esclaves, ou à leurs serviteurs mâles incapables d'actes sexuels ou aux garçons impubères. Dis-leur encore de ne pas frapper le sol de leurs pieds pour montrer leurs atours cachés (24:31).

Dis aux croyants: de baisser leurs regards, d'être chastes. Ce sera plus pur pour eux (24:30).

Le Coran (7:26-27) et de nombreux récits de Mahomet interdisent aussi la nudité en public. À partir de ces deux sources, les légistes musulmans classiques ont déterminé la partie du corps que l'on ne peut exposer, partie qualifiée de *awrah*, ou *saw'ah* (honteuse, défectueuse):

- Dans les rapports d'homme à homme: la partie honteuse s'étend du nombril au genou. Ainsi il est interdit à un homme de regarder la cuisse d'un autre homme.
- Dans les rapports de femme à femme: la partie honteuse s'étend du nombril au genou aussi. Certains cependant interdisent à la femme non-musulmane de regarder le corps d'une femme musulmane afin qu'elle ne le décrive pas à son mari non-musulman.
- Dans les rapports de femme à homme: la femme peut regarder toute partie du corps de son mari. En ce qui concerne le corps du père, du frère et de l'oncle paternel ou maternel, elle n'a pas le droit de regarder sa partie entre le nombril et le genou. Pour les autres personnes, il est interdit à la femme de regarder leur corps, mais certains légistes classiques lui interdisent de regarder seulement la partie entre le nombril et le genou.
- Dans les rapports d'homme à femme: des légistes classiques disent que tout le corps de la femme constitue une partie honteuse, y compris son ongle. Certains légistes cependant en excluent son visage et ses deux mains. Les uns et les autres invoquent des versets coraniques et des récits de Mahomet à l'appui de leur avis.

Ceci a pour implication, en ce qui concerne l'école, l'interdiction de la mixité entre garçons et filles. Cette interdiction s'étend aussi aux universités dans un pays comme l'Arabie saoudite. Si l'Université égyptienne étatique, contrairement à l'Université de l'Azhar, permet la mixité, cette situation est critiquée par les milieux musulmans et il arrive que des intégristes imposent la séparation entre étudiants et étudiantes au sein des salles des cours.

L'interdiction de la mixité s'étend aux activités sportives, notamment la natation, du fait que les hommes et les femmes exposent des parties de leurs corps interdites à voir par l'autre sexe. On relève à cet égard que l'Iran organise des compétitions sportives réservées uniquement aux femmes. Ces règles ne sont pas respectées partout, surtout sur les plages, ce qui ne manque pas de provoquer la colère des milieux islamistes<sup>1</sup>.

## **B) Normes suisses**

L'école publique en Suisse est mixte, des classes primaires jusqu'à l'université. Elle est ouverte à tous sans discrimination de sexe ou de religion. Je n'ai pas connaissance de problèmes de la part des musulmans à inscrire leurs enfants à l'école publique bien que cela constitue une violation de leurs normes religieuses. On constate par contre que certains parents refusent que leurs filles participent à des excursions mixtes, ne permettant que les activités scolaires obligatoires. On peut à cet égard se demander ce que pourrait être la position des autorités suisses face à des parents musulmans qui voudraient que leurs enfants fréquentent des écoles publiques pré-universitaires et universitaires non mixtes. Pour le moment seul le problème des cours obligatoires de natation s'est posé.

À Lausanne, les parents de deux élèves, une Afghane et une Turque, ont demandé que l'on dispense leurs filles des leçons à la piscine. L'autorisation fut accordée, "car il fallait éviter à tout prix de durcir le conflit", ce qui aurait abouti à une marginalisation bien plus grave des jeunes filles, explique le doyen de l'école avant d'ajouter: "On ne va tout de même pas les forcer à se mettre en maillot, il faut avoir un peu de patience!"<sup>2</sup>.

Une autre affaire de piscine surgie dans le canton de Zurich est arrivée jusqu'au Tribunal fédéral. Les autorités cantonales avaient refusé la dispense des cours de natation demandée par un père pour sa fille turque âgée de 11 ans. La dispense requise était fondée sur des motifs religieux, le père faisant valoir que l'islam interdisait aux personnes de sexe masculin et de sexe féminin de nager ensemble. Le père a alors recouru au Tribunal fédéral en son nom propre et en tant que représentant légal de sa fille, se plaignant à titre principal d'une violation de la liberté religieuse, garantie par l'article 49 aCst et l'article 9 CEDH.

Dans sa décision du 18 juin 1993, le Tribunal fédéral a admis son recours et lui a donné raison. Il a estimé que la faculté des parents de choisir l'éducation religieuse de leurs enfants de moins de seize ans est une composante de leur propre liberté religieuse. Or, dans le cas d'espèce la fille a moins de seize ans. Le père peut donc invoquer cette liberté aussi bien à titre de représentant de son enfant qu'en son nom propre. Et lorsque les parents sont mariés, on peut présumer que chacun d'eux agit avec l'accord de l'autre, à moins qu'ils aient manifesté des divergences.

Le Tribunal fédéral indique qu'en vertu des articles 49 al. 1<sup>er</sup> et 5 aCst et de l'article 9 CEDH, les cantons, en imposant certains devoirs aux citoyens, comme le devoir

---

<sup>1</sup> Pour plus de développement, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: Limites du sport en droit musulman et arabe.

<sup>2</sup> Le Nouveau Quotidien, 19.11.1993.

de fréquenter l'école, ne peuvent restreindre la liberté religieuse au-delà de ce que requièrent l'intérêt public et le principe de la proportionnalité. Il précise que "la garantie constitutionnelle de la liberté religieuse ne protège pas seulement les confessions des Églises ou communautés chrétiennes occidentales; le champ de protection s'étend à toutes les religions, indépendamment du nombre d'adeptes en Suisse. La religion islamique est donc protégée". Il ajoute que le particulier peut déduire de la liberté religieuse le droit de se comporter conformément aux préceptes de sa religion et d'agir selon ses convictions intérieures. La liberté religieuse s'étend aussi à toutes les expressions de la vie religieuse, pour autant que les exigences morales généralement reconnues dans notre civilisation soient respectées. La foi peut ainsi dicter une manière d'agir appropriée face à certains problèmes. Des prescriptions religieuses relatives à l'habillement peuvent se trouver dans le champ de protection de la liberté religieuse. Le Tribunal fédéral signale que certaines religions, comme l'islam, exigent que dans tous les domaines de l'activité humaine des règles de nature religieuse soient observées, mais qu'il convient de distinguer les comportements pouvant être considérés comme une expression de la croyance des autres attitudes; à défaut, la portée de la liberté religieuse serait sans limites.

Le Tribunal fédéral relève que le recourant fait valoir que la foi islamique n'admet pas que les enfants de sexes différents nagent ensemble, comme ils le font pendant les cours de natation de l'école primaire. Il se réfère aux prescriptions du Coran, en matière vestimentaire notamment, en particulier les versets 24:31 et 33:59. Il en conclut que la foi islamique peut interdire à une femme ou à une jeune fille de se baigner avec des personnes de sexe masculin pour autant qu'il ne s'agisse pas de proches parents. Il importe peu de savoir si une telle règle est observée par la totalité, la majorité ou une minorité des musulmans. La manifestation d'une croyance est protégée même quand elle découle d'une conception religieuse minoritaire. Il n'y a pas non plus lieu d'examiner si, dans le pays d'origine des recourants (la Turquie), la règle en question est largement observée. L'obligation de participer à des cours de natation mixtes représente donc, en l'espèce, une atteinte à la liberté religieuse des recourants.

Le Tribunal fédéral signale que selon l'article 49 al. 5 aCst, les opinions religieuses ne permettent pas de s'affranchir de l'accomplissement des devoirs civiques. Mais lorsque le législateur définit les devoirs des citoyens, il doit aussi prendre en considération la liberté de conscience et de croyance pour voir si l'intérêt public et le principe de la proportionnalité justifient de privilégier les devoirs civils. La fréquentation de l'école constitue un devoir civique et peut être exigée contre le gré des parents du fait que l'intérêt général poursuivi est important. L'école se doit de rechercher le plus grand dénominateur commun. On ne saurait donc admettre une dispense générale des activités scolaires lorsque les exigences d'une religion sont particulièrement strictes, car un enseignement bien ordonné et efficace ne serait plus assuré. Il faut dans chaque cas examiner si une telle décision est de nature à mettre en cause l'efficacité de l'enseignement et la réalisation des objectifs de l'école publique. La restriction d'un droit fondamental n'est cependant admissible

que si l'intérêt public sur lequel elle repose l'emporte sur les intérêts privés opposés et si le principe de la proportionnalité est respecté.

Le Tribunal fédéral indique qu'il faut mettre en balance les intérêts privés avec l'intérêt public lorsque des adeptes très pratiquants se prévalent d'une règle essentielle de leur religion. En effet, ceux-ci se trouvent face à l'alternative suivante: ne pas respecter une prescription religieuse ou violer une norme étatique. Il peut en résulter non seulement un conflit de conscience, mais également un conflit entre la vie familiale et les activités scolaires, conflit dont l'enfant pourrait avoir à souffrir. Lorsque les intérêts des parents et de l'enfant s'opposent, il ne se justifie de privilégier le bien de l'enfant que si l'observation des prescriptions religieuses lui cause des désagréments concrets et significatifs. Il en serait ainsi en cas de risques pour la santé de l'enfant, ou si la formation était compromise à un tel point que l'égalité des chances (y compris l'égalité entre hommes et femmes) ne serait plus garantie, ou encore si l'enfant était privé de l'enseignement de matières indispensables au regard des conceptions prévalant dans notre société. Or, dit le Tribunal fédéral, la dispense requise ne concerne pas une discipline à proprement parler indispensable qui compromettrait l'acquisition des connaissances scolaires de valeur et la fille ne sera en principe pas défavorisée pour la recherche d'un emploi. Il signale en outre que le père a promis qu'il ferait en sorte que sa fille apprenne à nager, ajoutant: "Il est évident qu'il pourra rencontrer des problèmes pratiques, mais il n'y a aucun motif de mettre en doute sa sincérité sur ce point".

Le Tribunal fédéral ajoute: "On ne voit pas quels problèmes d'organisation scolaire l'octroi de la dispense requise pourrait causer; on ne voit pas non plus en quoi elle compromettrait un enseignement bien ordonné et efficace. Une telle dispense peut être comparée à celles que prévoit la législation scolaire cantonale pour les enfants de religion juive ou de confession adventiste, qui peuvent renoncer aux travaux manuels, aux exercices physiques ou même à toute activité scolaire le jour du sabbat". Il rejette l'idée que la dispense pourrait compromettre l'intégration des étrangers: "Les ressortissants d'autres pays qui séjournent en Suisse sont soumis au même ordre juridique que les citoyens suisses. Ils n'ont cependant aucune obligation juridique, lorsqu'ils proviennent d'autres cultures, d'adapter leur façon de vivre à celle des Suisses. Le principe d'intégration n'est pas une règle de droit qui pourrait justifier des atteintes disproportionnées à la liberté religieuse"<sup>1</sup>.

Signalons ici que le Tribunal fédéral a été critiqué pour n'avoir pas exigé la signature du recours par la mère. En agissant ainsi, le Tribunal fédéral n'aurait pas mis l'accent sur le fait que la femme a la même position que l'homme pour sauvegarder les droits de l'enfant dans l'ordre juridique suisse. En effet, selon la critique, le Tribunal fédéral aurait dû insister sur ce fait, notamment vis-à-vis des ressortissants de cultures patriarcales. D'autre part, on a critiqué l'argument du Tribunal fédéral selon lequel l'octroi de la dispense ne dérange pas l'enseignement au sein de l'école primaire en question. En effet, les prescriptions d'habillement, ainsi que les règles déduites pour la natation en public n'ont aucun rapport avec la question de savoir si l'enseignement est éventuellement perturbé. Ces prescriptions

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 119 I 178.

ne seraient qu'une humiliation de la femme. Le but allégué de la protection du sexe féminin reviendrait à une mise sous tutelle de la femme, ce qui violerait l'égalité de traitement entre hommes et femmes. On a aussi critiqué le Tribunal fédéral pour avoir négligé les conséquences politiques de l'affaire. L'attitude de quelques étrangers qui refusent de s'intégrer pourrait provoquer des réactions de défense dans la population locale et ainsi aboutir à des sentiments racistes<sup>1</sup>.

Tariq Ramadan demande à cet égard que l'on regroupe les filles musulmanes pour lesquelles on fait un cours, avec une monitrice, dans le respect des principes de la pudeur musulmane<sup>2</sup>. Commentant l'arrêt du Tribunal fédéral, le professeur Jean-François Aubert rejoint en quelque sorte la proposition de Tariq Ramadan et estime qu'il ne serait pas bien difficile, ni bien coûteux, d'organiser, au besoin dans des piscines privées ou sur les bords tranquilles d'un lac, des cours de natation séparés, mais alors obligatoires, pour les filles – et peut-être aussi pour les garçons – qui ne souhaitent pas mélanger les sexes<sup>3</sup>.

Soyons libéraux comme le suggèrent le Tribunal fédéral et le professeur Jean-François Aubert. Prenons le cas d'un père musulman qui invoquerait les normes islamiques interdisant la mixité entre garçons et filles pour exiger des classes séparées pour les filles au nom de la liberté religieuse. Quelle serait alors la position du Tribunal fédéral et de Jean-François Aubert? Cette question ne tardera pas un jour à se poser.

Signalons à cet égard que l'*Association culturelle des femmes musulmanes* loue une piscine quelques heures certains jours pour elles seules afin de pouvoir se conformer aux normes islamiques relatives à la mixité. Une feuille de publicité émanant de cette association annonce une "Piscine exclusivement pour femmes" au Centre sportif de Hauterive (canton de Neuchâtel), de 12h30 à 14h30. Elle indique que "la tenue à porter est composée d'un short long (cycliste) et d'un maillot de bain à une pièce (ou tee-shirt), ainsi que d'un bonnet de bain". Elle indique en outre que "les garçons sont admis jusqu'à l'âge de 6 ans". Certes, la loi suisse ne peut pas obliger une musulmane à fréquenter une piscine mixte, mais un mari musulman ne pourrait pas contraindre sa femme de ne fréquenter que des piscines réservées aux femmes. Une telle contrainte pourrait être considérée comme cause de divorce.

#### **4) Contenu des cours**

##### **A) Normes musulmanes**

Si les musulmans ont largement contribué au progrès des sciences et de la philosophie, on a toujours observé, comme en Occident, un conflit entre les milieux religieux et les savants. Il suffit ici de rappeler l'affaire Galilée (d. 1642) à qui l'Église a interdit en 1633 d'enseigner la théorie de la rotation de la Terre autour du Soleil. Malgré le fait que l'Église a admis cette théorie déjà au 19<sup>ème</sup> siècle, elle n'a réhabilité Galilée qu'en 1992 dans un discours du pape devant l'*Académie pontificale des sciences* par une pirouette, estimant qu'il s'agit d'un

---

<sup>1</sup> Voir l'article de Blaise Knapp: *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 1993, p. 672-674.

<sup>2</sup> Ramadan: *Les musulmans dans la laïcité*, Tawhid, p. 122.

<sup>3</sup> Aubert: *L'islam à l'école publique*, p. 494.

"douloureux malentendu"<sup>1</sup>. Le même problème s'est posé chez les musulmans à notre époque. Ibn-Baz (d. 1999), la plus haute autorité religieuse saoudienne, a répété que la théorie de la rotation de la Terre autour du Soleil contredit le Coran. Celui qui la professe mérite, par conséquent, d'être mis à mort pour apostasie<sup>2</sup>.

D'autres sujets rencontrent des réticences tant chez les chrétiens que chez les musulmans. C'est notamment le cas de la théorie évolutionniste de Darwin que des intégristes chrétiens et musulmans voudraient bannir de l'école. Des milieux islamistes réclament aussi de jeter aux oubliettes les écrits de philosophes musulmans tels qu'Averroès. L'Égypte a connu plusieurs cas retentissants en rapport avec l'enseignement, le plus fameux étant celui de Taha Husayn (d. 1976) qui, dans un livre de 1926 enseigné à l'Université du Caire, qualifiait l'histoire d'Abraham et d'Ismaël de légende bien qu'elle soit mentionnée dans le Coran. Le procureur bienveillant, grâce à une conjoncture politique particulière, a classé la plainte des milieux religieux, mais l'auteur a dû supprimer les passages incriminés dans l'édition suivante. Une plaque figurant sur une salle portant son nom à la Faculté des lettres de l'Université du Caire fait parfois l'objet de profanation de la part des islamistes.

On rappellera ici une certaine réticence de la part des musulmans à lire les textes des autres religions. Après les émeutes des 18 et 19 janvier 1977, Sadate réunit les chefs religieux musulmans et chrétiens. Le Pape Shenouda, chef de l'Église copte orthodoxe, proposa de faire des livres communs sur la religion et l'éthique sociale. Sadate répondit: "Je suis tout à fait d'accord qu'il faut écrire des livres avec un style nouveau pour nos enfants. Nous voulons leur parler avec le langage du siècle et qu'ils aient des livres communs. C'est une idée excellente"<sup>3</sup>. Quelques jours après, *Al-I'tisam*, revue islamique, met en garde le Ministre de l'éducation contre cette proposition: "Prends garde de dédaigner ta religion. Prends garde de fâcher Dieu et son Prophète. Prends garde de commettre un péché que l'histoire enregistrera dans une page noire et dont tu porteras le fardeau jusqu'au jour de la résurrection. Sachez, ô Ministre, que l'ébranlement de la religion de nos enfants est le but suprême des ennemis de l'islam et des ennemis de la patrie que sont les missionnaires, les communistes et les colonisateurs". Elle lui rappelle que Mahomet avait interdit aux musulmans de lire les livres religieux des autres. Elle signale qu'Umar, le 2<sup>ème</sup> calife, lisait un texte juif. Mahomet se mit en colère et dit aux présents: "Peuple, j'ai reçu l'ensemble des paroles et leurs sceaux. Elles me furent résumées et je vous les ai livrées blanches et pures. Ne vous laissez pas tromper et ne laissez pas les trompeurs abuser de vous". La revue en question rapporte d'autres récits de Mahomet réprouvant la lecture des textes religieux des autres. À la suite de ces attaques, la proposition du Pape Shenouda tomba à l'eau<sup>4</sup>.

Les juifs semblent avoir la même attitude. Le *Jerusalem Post* rapporte le 25 décembre 2001 qu'un enseignant décida de brûler dans la cour d'école de Beit

---

<sup>1</sup> Le cas Galilée. Sur cette affaire, voir Allègre, p. 11-52.

<sup>2</sup> Majallat al-kifah al-arabi, 27.11.1995.

<sup>3</sup> Al-Ahram, 9.2.1977.

<sup>4</sup> Voir Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 112-113.



Shemesh un Nouveau Testament en hébreu trouvé avec un élève de sixième année. L'enseignant dit: "Dieu nous l'envoya et nous donna le privilège. Nous allons pouvoir brûler le Nouveau Testament". Il consulta le directeur de l'école, le Rabbin Yair. Après avoir obtenu son accord, l'enseignant prit ses élèves dehors et le brûla. Le Rabbin David Spector, responsable des décisions rabbiniques à l'école, se prononça pour que le matériel des missionnaires soit brûlé, mais que c'est au propriétaire qu'incombe la responsabilité de le faire, en privé. Il cita des rabbins anciens et modernes, y compris le Rabbin Moshe Feinstein, qui écrit qu'il brûla des textes missionnaires qu'il qualifia de livres d'incitation et de lavage de cerveau. Spector dit qu'il est permis de brûler le Nouveau Testament même s'il comporte le nom de Dieu<sup>1</sup>.

## **B) Normes suisses**

Le problème du contenu des cours ne s'est pas encore posé de façon explicite. Mais on signalera ici une polémique autour de Tariq Ramadan qui écrit dans un livre:

Les cours de biologie peuvent contenir des enseignements qui ne sont pas en accord avec les principes de l'islam. Il en est d'ailleurs de même des cours d'histoire ou de philosophie. Il ne s'agit pas de vouloir en être dispensé. Bien plutôt, il convient d'offrir aux jeunes, en parallèle, des cours de formation qui leur permettent de connaître quelles sont les réponses de l'islam aux problématiques abordées dans ces différents cours. Ce sera là un vrai facteur d'enrichissement<sup>2</sup>.

Nous n'avons rien contre une telle conception, à condition que le musulman n'avance pas *a priori* le caractère infaillible des "principes de l'islam" et qu'il accepte de les mettre en question sans y voir une atteinte à sa foi. Sans cela, on aboutira à une nouvelle affaire Galilée en biologie. Les propos susmentionnés n'ont d'ailleurs pas manqué de susciter une vive réaction de la part des professeurs du Collège de Saussure à Genève où Tariq Ramadan enseigne. Ils ont rédigé un manifeste dans lequel ils exigent: "Qu'en aucun cas un groupe religieux puisse interférer sur le contenu de nos cours"<sup>3</sup>.

En France, le Haut conseil à l'intégration considère le contenu des cours parmi les principes intangibles et qu'il "ne serait pas tolérable que des élèves ou des parents récusent, au nom d'une croyance religieuse, telle ou telle partie des programmes concernant la biologie, la littérature, la philosophie voire le dessin ou globalement l'éducation physique"<sup>4</sup>.

Dans un dialogue avec Tariq Ramadan, Jacques Neiryneck estime qu'on vivrait peut-être mieux le pluralisme religieux "si ce pluralisme était respecté dans les écoles. D'une part, des heures d'enseignement religieux où les enfants se séparent pour suivre l'enseignement de leur religion. D'autre part, à certains moments, on les fait se rencontrer pour que chacun connaisse la foi des autres". Tariq Ramadan répond à cette proposition:

---

<sup>1</sup> <http://www.jpost.com/Editions/2001/12/25/News/News.40531.html>

<sup>2</sup> Ramadan: Les musulmans dans la laïcité, Tawhid, p. 122, note 55.

<sup>3</sup> Florence Duarte: Les profs de biologie ont peur de l'islam, Hebdo, 7.3.1996.

<sup>4</sup> Haut conseil de l'intégration, par. 3.3.5.

Il faut un débat de fond sur le contenu de cette formation. Les avis sont divergents et les sensibilités sont à fleur de peau sur ces questions. Il faut rester prudent et respecter les étapes avec un débat clair sur les objectifs<sup>1</sup>.

Tariq Ramadan ne fait ici qu'énoncer le refus exprimé par les musulmans d'apprendre les normes religieuses des autres, par peur de prosélytisme alors que les cours imposés aux chrétiens dans les pays musulmans sont pleins d'éléments religieux musulmans, ainsi qu'il a été vu plus haut.

## **5) Écoles pour les musulmans**

### **A) Normes musulmanes**

Dans les pays musulmans, les communautés religieuses chrétiennes disposent de leurs propres écoles. Ces écoles sont généralement fréquentées par tous, chrétiens et musulmans, et elles sont très appréciées par ces derniers. Ces écoles, contrairement aux écoles publiques gouvernementales, sont payantes et n'obtiennent pas de subvention de la part de l'État. Elles fonctionnent souvent grâce à des dons obtenus des Églises sœurs dans les pays occidentaux. Leurs programmes sont fixés ou approuvés par le gouvernement. Face à ces écoles privées chrétiennes, il y existe des écoles religieuses musulmanes qui sont réservées aux seuls musulmans. C'est notamment le cas des écoles de l'Azhar qui assurent une éducation pré-universitaire et universitaire parallèle à celle assurée par les établissements publics.

### **B) Normes suisses**

À côté des écoles publiques, il existe en Suisse des écoles privées dont certaines sont tenues par les communautés chrétienne et juive. Alors que ces dernières sont réservées aux élèves juifs, les écoles chrétiennes sont ouvertes à tous, sans distinction de religion.

Dans son dialogue avec Tariq Ramadan, Jacques Neirynck se demande, vu les problèmes posés par les élèves et les instituteurs musulmans, s'il ne vaudrait pas mieux finalement que la communauté musulmane dans les pays occidentaux gère son propre réseau d'écoles. Il estime qu'une école musulmane peut contribuer à réduire la délinquance dans les banlieues déshéritées de Lyon, Strasbourg ou Marseille. Il dit qu'en Arabie saoudite "il n'y a pas de délinquance, parce que les sanctions tombent immédiatement. Si on enlève ce système de sanctions, certains jeunes musulmans sont complètement déboussolés. Ce que le petit musulman peut trouver dans l'école laïque, c'est-à-dire un cours de morale abstraite et philosophique, ne va pas l'aider".

Tariq Ramadan signale que certains pensent effectivement que "la seule solution est la création d'écoles islamiques qui vont permettre de protéger les enfants tout en leur transmettant des valeurs qui sont les leurs". Mais il est d'un avis contraire: "Il faut faire très attention car ces écoles, selon la façon dont on les conçoit, peuvent devenir des ghettos et créer davantage de problèmes qu'elles ne résoudront véritablement de situations". Il ajoute: "Tout dépend de ce qui motive la constitution de ces écoles islamiques: s'il s'agit de se retrouver entre nous, de

---

<sup>1</sup> Neirynck et Ramadan, p. 225-226.

s'isoler et de se couper du monde, alors on risque fort de provoquer de fâcheuses ruptures demain, quand les jeunes se retrouveront lâchés dans la société. Si, au contraire, il s'agit de projets ouverts en interaction avec l'environnement, dans un souci de développement harmonieux avec le milieu, cela peut être intéressant"<sup>1</sup>.

Fawzia Al-Ashmawi reproche à la Suisse de ne pas avoir d'école islamique régulière alors que les autres communautés religieuses ont leurs propres écoles à côté de l'école publique<sup>2</sup>. Elle oublie cependant que ceci n'est pas de la faute de la Suisse. C'est à la communauté musulmane d'ouvrir ces écoles comme le font les autres communautés. Elle indique que durant les deux dernières années des projets de création d'écoles islamiques ont été formulés: ces écoles se proposent de promouvoir l'enseignement de la langue arabe, langue liturgique du Coran, des prières et de l'enseignement de l'islam. Les autorités suisses ont encouragé ces efforts en accord avec la Constitution suisse<sup>3</sup>. Elle indique en outre qu'à Genève, un petit nombre d'écoles privées, fréquentées par les enfants des diplomates et de la communauté arabe, donnent des cours d'arabe et d'instruction islamique. Cette éducation est cependant donnée de manière irrégulière et en dehors des heures de classe dans le canton. Quelques pays arabes comme la Libye, par exemple, ont ouvert une école privée pour les enfants de leurs ressortissants en Suisse. L'école libyenne est gérée par l'ambassade de ce pays à Berne. La Libye paie cette école, établit le cursus et fournit le matériel scolaire<sup>4</sup>.

On peut à cet égard reprocher aux pays arabes de ne pas ouvrir de classes de langue pour leurs ressortissants comme le font l'Espagne et l'Italie, pour que leurs enfants, indépendamment de leur religion, puissent apprendre l'arabe sans être exposés à la propagande religieuse islamique.

Signalons enfin le problème général de l'accès des enfants à l'école indépendamment de leur religion. Les écoles publiques suisses sont ouvertes à tous les enfants dont les parents sont légalement établis dans le pays. Il en est autrement des enfants dont les parents sont établis illégalement. Il s'agit souvent d'enfants de réfugiés clandestins albanais et kosovars majoritairement musulmans. Ces enfants ne peuvent fréquenter l'école publique que dans le canton de Genève. Fawzia Al-Ashmawi estime qu'il s'agit là d'une violation de la *Convention internationale des droits de l'enfant*, qui stipule que chaque enfant a le droit de recevoir une éducation et d'aller à l'école quel que soit le statut de ses parents<sup>5</sup>.

D'autre part, avec la présence massive de réfugiés venant d'Albanie et du Kosovo, l'intégration des élèves dans les écoles publiques a posé des problèmes en raison de leur méconnaissance des langues en usage dans ces écoles. Dans certaines écoles, le nombre des élèves étrangers est supérieur à celui des élèves suisses. Ceci n'est pas sans influencer sur le niveau de l'enseignement dans ces écoles. Des parents suisses ont retiré leurs enfants de l'école publique pour les mettre dans les écoles

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 213-214.

<sup>2</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 55-56.

<sup>3</sup> Ibid., p. 56.

<sup>4</sup> Ibid., p. 56.

<sup>5</sup> Ibid., p. 47.

privées payantes. Ce qui en fait discrimine ces enfants. Fawzia Al-Ashmawi reproche ce geste à ces parents et estime que c'est au canton d'offrir des cours de rattrapage<sup>1</sup>. Mais un tel rattrapage ne se fait pas d'un jour à l'autre avec un si grand nombre d'étrangers. Des cantons ont pensé faire des classes séparées pour ces nouveaux étrangers qui ne maîtrisent pas la langue de l'école. Ceci aussi leur a été reproché par la *Commission fédérale contre le racisme*, qui estimait que cette solution cachait un problème politique et suivait la logique du rejet de ce qui est étranger. "Les classes séparées en permanence pour enfants étrangers constituent une discrimination, car seule l'origine nationale ou ethnique d'un enfant mène à penser qu'il serait moins doué que les autres. Si elle était instaurée systématiquement et sur la durée, une telle exclusion institutionnelle et structurelle déboucherait sur l'apartheid, dont l'objectif est d'empêcher que tous prennent part à la société sur un pied d'égalité". "L'idée d'un développement séparé menace à long terme les fondements démocratiques de la cohabitation dans un État de droit"<sup>2</sup>.

Malin celui qui trouvera la solution magique au problème posé par l'afflux de réfugiés musulmans ne connaissant pas les langues nationales et dont les enfants ont, certes, le droit à la scolarisation, mais ne peuvent de toute évidence s'intégrer dans des classes de langue française, allemande ou italienne. Ce problème est d'autant plus difficile à résoudre que ces réfugiés ne résident en Suisse que pour une courte période et sont tenus de revenir dans leurs pays d'origine une fois la guerre terminée, même s'ils préfèrent rester en Suisse et font tout pour ne pas retourner chez eux.

## **Chapitre IV.**

### **Droit de famille**

Nous entendons par droit de famille toutes les matières touchant au mariage, au divorce, aux relations entre les époux, à leurs relations avec les enfants et au droit successoral. C'est le domaine juridique le plus marqué par les normes religieuses et qui est passé progressivement, avec beaucoup de résistance, des mains des autorités religieuses aux mains des autorités civiles. Pour les musulmans, ce domaine relève de leur foi. C'est aussi un domaine où apparaissent des discriminations sur la base de l'appartenance religieuse et sexuelle, et donc des conflits entre les normes musulmanes et les normes suisses. Nous passerons rapidement sur les principaux problèmes<sup>3</sup>. Le lecteur intéressé trouvera dans l'annexe 4 à la fin de ce livre un *Modèle de contrat de mariage mixte entre musulmans et non-musulmans*.

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 55.

<sup>2</sup> Des classes séparées? in: Tangram, n° 7, octobre 199, p. 86-88.

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir Aldeeb: Mariages entre partenaires suisses et musulmans; Aldeeb et Bonomi (éd.): Le droit musulman de la famille et des successions.

## **1) Passage du religieux au civil**

### **A) Normes musulmanes**

Comme signalé plus haut, les communautés religieuses reconnues dans les pays musulmans gardent souvent une autonomie législative et judiciaire plus ou moins étendue en matière de droit de famille. Ces communautés estiment que l'application de leurs normes religieuses relève de la liberté religieuse, voire même des dogmes de la foi. Un musulman qui refuse l'application des normes islamiques ou qui réclame par exemple le changement de la loi pour établir une égalité entre homme et femme en matière successorale est considéré comme apostat avec toutes les conséquences qui en résultent. Récemment, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, Nawal Al-Saadawi a été traînée devant les tribunaux égyptiens sous l'accusation d'apostasie parce qu'elle demande l'égalité successorale entre l'homme et la femme<sup>1</sup>. Il en est de même pour celui qui accepte de se soumettre à un juge non-musulman.

Ce système atomisé peut paraître plus tolérant que le système unitaire, mais il a le désavantage de mettre en danger l'unité du pays en formant des États dans l'État, de mettre hors la loi ceux qui n'appartiennent à aucune communauté religieuse reconnue, et d'avantager une communauté en cas de conflits de lois, comme on le verra plus loin. Pour ces raisons, l'Égypte a supprimé les juridictions religieuses en 1955 et a tenté de promulguer des lois unifiées dans certains domaines du droit de famille, sans pour autant parvenir à un Code de la famille unifié pour l'ensemble de sa population. Ainsi, le Code civil égyptien, pourtant largement inspiré des codes occidentaux, ne comporte pas de chapitre sur le droit de famille. Aujourd'hui, l'Égypte possède, en matière de droit de famille, une loi musulmane, deux lois juives et plusieurs lois chrétiennes<sup>2</sup>.

Le modèle islamique a pour caractéristique de mettre l'appartenance religieuse au-dessus de l'appartenance nationale. Ainsi, un touriste suisse de confession chrétienne qui se rend en Égypte ne peut ni épouser une musulmane, ni répudier sa femme, ni contracter un mariage polygame, ni accorder à son fils le double de ce que reçoit sa fille en matière successorale. Mais il lui suffit de changer de religion pour que cela lui soit possible, puisqu'il sera immédiatement soumis au droit musulman, tout en restant suisse. Plus cocasse encore, un musulman ne peut pas épouser plusieurs femmes en Turquie ou en Tunisie, ces deux pays ayant supprimé la polygamie. Mais s'il va en Égypte, il pourra le faire puisque la modification intervenue dans ces pays est considérée en Égypte comme contraire au Coran.

### **B) Normes suisses**

Les pays occidentaux ont unifié avec plus ou moins de succès leurs normes en matière de droit de famille aux dépens des Églises. Ainsi la Suisse a aboli en 1874 la juridiction ecclésiastique (article 58 al. 2 aCst) et a attribué aux autorités civiles tout ce qui touche à l'état civil, à la tenue des registres et au mariage, ainsi qu'aux cimetières (articles 53 et 54 aCst). Désormais, tous les Suisses, quelle que soit leur

---

<sup>1</sup> Voir sur le procès de Nawal Al-Saadawi: [www.geocities.com/nawalsaadawi](http://www.geocities.com/nawalsaadawi).

<sup>2</sup> Sur la situation en Égypte, voir notre ouvrage: Aldeeb Abu-Sahlieh: L'impact de la religion.

religion, sont soumis en matière de droit de famille à un seul Code civil, et en cas de litige ils s'adressent au même tribunal où siègent des juges choisis sans critère religieux.

Certes, en Suisse l'Église catholique a toujours ses propres tribunaux qui fonctionnent parallèlement à ceux de l'État pour annuler des mariages par exemple, mais sans effet au regard du droit étatique. Elle refusera de bénir un mariage d'un catholique divorcé civilement, mais ne pourra pas l'empêcher de se marier devant l'état civil. Les autorités suisses appliquent à des étrangers musulmans les lois religieuses de ceux-ci lorsque le droit suisse renvoie à leur loi nationale. C'est le cas par exemple des Iraniens, puisque la Suisse possède une *Convention d'établissement* avec l'Iran datée du 25 avril 1934, qui prévoit l'application de la loi nationale<sup>1</sup>. Cependant, la Suisse écarte cette loi dans les domaines contraires à l'ordre public suisse. Ainsi un Iranien ne peut pas épouser en Suisse deux femmes, même si elles sont de nationalité iranienne. Et si l'Iranien en question devient suisse, c'est la loi suisse qui lui est appliquée même s'il garde la nationalité iranienne.

Comme nous l'avons vu, une des revendications des musulmans dans les pays occidentaux, y compris ceux qui ont la nationalité de ces pays, est d'avoir une autonomie législative et judiciaire dans ce domaine, au même titre que les communautés chrétiennes ou juives dans le monde arabo-musulman. Ils invoquent en cela la liberté religieuse, la tolérance et la réciprocité. Fawzia Al-Ashmawi considère comme discriminatoire le fait d'appliquer à la population musulmane vivant en Suisse les normes du Code civil suisse en matière de mariage, de divorce et d'héritage<sup>2</sup>. Si elle était exaucée, une telle revendication établirait en Occident le système plurilégislatif et plurijuridictionnel prévu par le Coran, système dont les pays musulmans voudraient se débarrasser.

Nous allons maintenant passer en revue les principales questions relatives au droit de famille pour voir où se situent les points de friction entre les normes musulmanes et suisses.

## **2) Célébration du mariage**

### **A) Normes musulmanes**

Dans la plupart des pays musulmans, le mariage est, en règle générale, célébré par une autorité religieuse ou une autorité civile à connotation religieuse. Si ces pays insistent de plus en plus sur la nécessité d'inscrire le mariage devant une autorité étatique, ils admettent encore aujourd'hui, avec réticence, le mariage dit coutumier, qui a lieu devant deux témoins, tant qu'il ne fait pas l'objet de contestation de la part des deux conjoints. Ceci découle du fait que le droit musulman classique n'a pas prescrit de forme officielle pour son déroulement. Le mariage coutumier est en voie de devenir un fléau social, dans un pays comme l'Égypte où les étudiants y recourent secrètement en raison des difficultés économiques qui empêchent le mariage normal. Ainsi, des mariages coutumiers sont faits et défaits sans aucun

---

<sup>1</sup> RS 0.142.114.362.

<sup>2</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 46.

contrôle étatique ou familial, avec ce que cela implique comme insécurité sociale pour les femmes. Des Suissesses sont déjà tombées dans ce piège lors de voyages de tourisme.

## **B) Normes suisses**

En Suisse, le mariage est une institution laïque. La célébration du mariage ressort de la compétence exclusive des officiers de l'état civil, quelle que soit la religion ou la nationalité des conjoints.

Il est interdit aux représentants diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse de célébrer un mariage, quelle que soit la nationalité ou la religion des conjoints<sup>1</sup>. De même, le mariage religieux ne peut précéder le mariage civil (art. 97 al. 3 CCS). Le mariage religieux constitue une formalité facultative qui n'a aucune conséquence juridique.

Il arrive cependant que des conjoints se marient en Suisse uniquement devant un imam, sans avoir conclu au préalable de mariage civil. Le droit suisse ne reconnaît pas un tel mariage, ce qui peut avoir des conséquences désagréables, notamment pour la femme délaissée par son conjoint<sup>2</sup>. Par ailleurs, l'imam s'expose à des sanctions pénales<sup>3</sup> et peut même se voir retirer le permis de séjour. Cette situation a amené l'Office fédéral de l'état civil à adresser une lettre circulaire le 9 juillet 1999 à plus de 120 communautés musulmanes en Suisse et aux autorités cantonales de surveillance en matière d'état civil, dans laquelle il est dit: "Durant ces derniers mois, notre Office a été informé à plusieurs reprises de violations du droit suisse, par le fait que des responsables de communautés religieuses et entre autres également des imams ont procédé à la célébration de mariages". La circulaire ajoute:

Selon le droit actuellement en vigueur depuis 1874 seul un mariage célébré en Suisse par des officiers de l'état civil est valable. Une bénédiction religieuse ne peut le cas échéant avoir lieu qu'après la célébration du mariage civil. Ces dispositions sont également valables pour les ressortissants étrangers soumis à un mariage religieux en vertu de leur droit national ...

Le respect de ces dispositions par les responsables de communautés religieuses est impératif. En cas de violation, ils peuvent être punis ... Les conjoints doivent également compter avec des désagréments. Même si un tel mariage conclu de cette manière devait être reconnu dans l'État d'origine, en Suisse ils seront toujours considérés comme non mariés. Si la femme donnait naissance à un enfant, un lien de filiation ne serait établi qu'entre l'enfant et elle et non à l'égard de son partenaire. Le nouveau-né recevra le nom de famille de la mère. Le père doit reconnaître expressément l'enfant afin de créer un lien de filiation. En plus des inconvénients financiers (pas de droit aux allocations familiales et

---

<sup>1</sup> Note du 8.2.1995 du Département fédéral des affaires étrangères aux représentations diplomatiques et consulaires en Suisse.

<sup>2</sup> Ce problème des mariages religieux se pose aussi bien en Suisse qu'en France. Dans ce dernier pays, des imams s'étaient mariés religieusement alors qu'ils avaient déjà une épouse (Gozlan: L'islam et la République, p. 111-117).

<sup>3</sup> Articles 271, 287 et 292 du Code pénal.

pour enfants, etc.) des problèmes de police des étrangers peuvent également se poser (permis d'établissement).

Signalons ici que si le droit suisse admet le mariage célébré à l'étranger, ceci n'est pas toujours le cas des pays musulmans. Ainsi, le Maroc ne reconnaît pas le mariage célébré en Suisse devant l'état civil impliquant un ou deux partenaires marocains. Pour que ce mariage soit admis par le Maroc, l'Ambassade de ce pays procède à une célébration dans ses locaux, malgré le fait que la Suisse ne reconnaisse pas une telle compétence à cette Ambassade.

### **3) Empêchement religieux au mariage**

#### **A) Normes musulmanes**

Le droit musulman connaît l'empêchement au mariage pour cause de religion. Les normes y relatives se résument comme suit:

- Contrairement aux musulmans chiïtes, les musulmans sunnites admettent le mariage d'un musulman avec une non-musulmane monothéiste (juive ou chrétienne). Une bouddhiste qui veut épouser un musulman doit préalablement se convertir à l'islam ou à une autre religion monothéiste (judaïsme ou christianisme). La femme monothéiste non-musulmane peut garder sa foi en épousant un musulman sunnite, mais celui-ci ne cache en règle générale pas son souhait qu'un tel mariage finisse par la conversion de la femme à l'islam<sup>1</sup>. Même en l'absence de pression, la femme se sentira pratiquement contrainte de devenir musulmane si elle ne veut pas être désavantagée sur le plan successoral et sur le plan de la garde des enfants. Le mariage d'un musulman sunnite avec une non-musulmane, bien que permis, demeure blâmable, notamment si la femme est étrangère. Un ouvrage, qui est utilisé pour l'enseignement dans les écoles publiques égyptiennes, met expressément en garde les jeunes musulmans contre ce genre de mariage. Son auteur craint que la femme non-musulmane ne se transforme en espionne pour son propre pays<sup>2</sup>. Le cheikh Al-Ghazali (d. 1996), auteur égyptien notoire, va jusqu'à dire qu'on ne peut pas qualifier les chrétiens et les juifs d'Europe et d'Amérique de *Gens du Livre* puisque la Bible et l'Évangile ont perdu tout pouvoir sur eux. Selon lui, la religion chez ces chrétiens et juifs se limite à un congé dominical, une fête de Noël, une colère contre l'islam et des insultes contre Mahomet. Jadis, dit-il, le musulman était autorisé à épouser une femme des *Gens du Livre* parce qu'il pouvait tenir sa maison et éduquer ses enfants selon les enseignements de Dieu. Mais aujourd'hui cela ne serait plus possible dans une société où le vin coule à flot et le sexe est sans frein<sup>3</sup>.
- Les musulmans chiïtes n'admettent que le mariage d'un musulman avec une musulmane. Si un musulman épouse une chrétienne, celle-ci doit préalablement se convertir à l'islam, sans cela son mariage n'est pas reconnu.

---

<sup>1</sup> Voir sur ce point Abu-Zahrah: Al-ahwal al-shakhsiyyah, p. 113-114; Badran: Al-ilaqat al-ijtima'iyyah, p. 66-77.

<sup>2</sup> Al-Sanhouri: Al-usrah fil-tashri al-islami, p. 29-34 (ouvrage utilisé à la onzième année scolaire).

<sup>3</sup> Al-Ghazali: Qadaya al-mar'ah, p. 203-204. Voir aussi Al-Jaza'iri: Zawag al-muslim bi-ghayr al-muslimah, p. 31 -32.



- Une musulmane ne peut épouser qu'un musulman. Le non-musulman, quelle que soit sa religion, qui veut épouser une musulmane, doit préalablement se convertir à l'islam. Ce fut le cas par exemple du philosophe Roger Garaudy converti à l'islam qui a épousé une musulmane de la famille Al-Husayni de Jérusalem. Comme la femme ne peut pas abandonner l'islam, elle ne peut pas se convertir à la religion de son mari.
- Si une femme non-musulmane mariée à un non-musulman devient musulmane, son mariage est dissous sauf si son mari accepte de la suivre dans sa nouvelle religion.
- Une personne qui quitte l'islam ne peut contracter un mariage, étant punie de mort ou d'emprisonnement à vie, ou tout au moins considérée comme morte. Si l'apostasie intervient après le mariage, celui-ci est dissous. Ainsi, si un chrétien se convertit à l'islam pour épouser une femme musulmane, et par la suite il revient à sa religion d'origine, il est considéré comme apostat. Par conséquent, son mariage est dissous de plein droit. Il en est de même lorsque le mari musulman adopte des positions jugées contraires à la religion musulmane.

Ces restrictions, qui se trouvent dans tous les codes de la famille des pays arabes, se basent sur deux versets coraniques (2:221 et 60:10) ainsi que sur un passage tronqué du Coran: "Dieu ne permettra pas aux mécréants de l'emporter sur les croyants" (4:141). Mahomet aurait dit dans le même sens: "L'islam domine et ne saurait être dominé".

Badran, professeur de droit à l'Université d'Alexandrie et à l'Université arabe de Beyrouth, préconise la peine de mort contre le non-musulman qui épouse une musulmane. Car, dit-il c'est le moyen le plus efficace "pour qu'il n'ose pas faire cet acte qui attente à l'honneur de l'islam et des musulmans"<sup>1</sup>.

Terminons ici par la position du Roi Hassan II du Maroc. Lors de l'émission *À l'heure de vérité* (A 2, 17 décembre 1989), le Roi dit:

Ce que je pense des mariages mixtes est très clair, c'est que c'est vraiment le calcul des probabilités le plus improbable. Pour un qui réussit, il y en a cent qui échouent. Je pense qu'il est préférable de laisser les choses aller comme elles sont, sans être ni pour ni contre; mais tout au moins il faut quand même considérer l'environnement, il faut... nous parlons actuellement d'environnement, mais l'environnement est beaucoup plus important: il y a l'environnement historique, il y a l'environnement de l'authenticité, il y a l'environnement tout court et l'environnement continental, linguistique, religieux<sup>2</sup>.

## **B) Normes suisses**

Les normes musulmanes susmentionnées sont contraires aux principes de non-discrimination, de la liberté de se marier et de l'égalité entre homme et femme. À ce titre, elles se heurtent aux normes internationales, dont l'article 16 de la DUDH qui stipule:

<sup>1</sup> Badran: *Al-ilaqat al-ijtima'iyyah*, p. 88.

<sup>2</sup> Cité par Immigration et nationalité, p. 91-22.

À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

Lors du vote sur la DUDH, le représentant de l'Égypte a affirmé:

En Égypte, comme dans presque tous les pays musulmans, certaines restrictions et limitations existent en ce qui concerne le mariage de femmes musulmanes avec des personnes d'une autre religion. Ces limitations sont de nature religieuse et puisqu'elles sont inspirées par l'esprit même de la religion musulmane, on ne saurait ne pas en tenir compte<sup>1</sup>.

D'autres pays arabes et musulmans ont réagi dans le même sens. Pour les satisfaire, on a supprimé de l'article 23 du Pacte civil le passage *sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion* de l'article 16 susmentionné.

L'article 54 al. 2 aCst stipulait: "Aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels...". Et même si l'article 14 nCst se limite à dire: "Le droit au mariage et à la famille est garanti", l'idée de base reste la même. L'empêchement religieux au mariage prévu par le droit musulman n'est donc pas admissible en Suisse. Une musulmane peut toujours y épouser un non-musulman. Dans certaines communautés traditionnelles, elle risquerait cependant d'être kidnappée, voire tuée par ses parents et ses coreligionnaires. Elle ne peut en aucune manière revenir dans son pays, et si elle le fait en compagnie de son mari, elle pourrait être séparée de lui immédiatement et tous les deux risqueraient leur vie. En novembre 1996, un Suisse chrétien a épousé en Suisse une Tunisienne musulmane. Deux frères de cette dernière l'ont kidnappée en menaçant son mari avec une arme. Ils furent arrêtés par la police qui a libéré la femme. Mais le mari et sa femme ont peur. La femme a en effet trois autres frères en liberté<sup>2</sup>. À l'issue de leur peine, les kidnappeurs ont été libérés. Selon les informations reçues, le couple en question vit dans l'angoisse, a changé à plusieurs reprises de domicile, ne communique pas son numéro de téléphone et est suivi par un psychiatre.

Comme indiqué plus haut, le droit musulman sunnite permet à une femme non-musulmane d'épouser un musulman sans qu'elle change nécessairement de religion, tant qu'elle confesse une religion monothéiste. Malgré cela, lorsqu'un tel couple s'adresse après le mariage civil à une autorité religieuse musulmane ou à un consulat d'un pays musulman, la femme se voit souvent proposer la conversion à l'islam, avec plus ou moins d'insistance. Selon des témoignages, un centre islamique opérant en Suisse renvoie continuellement la cérémonie religieuse jusqu'à ce que la femme non-musulmane accepte de se convertir à l'islam. Dans un cas concret, une chrétienne, fille d'un musulman converti au christianisme, s'est adressée à un centre islamique à Lausanne pour parler d'une éventuelle célébration religieuse de son mariage avec un musulman. La femme qui l'a accueillie, une Suissesse devenue musulmane, lui a expliqué qu'en tant que fille d'apostat, elle

---

<sup>1</sup> AG, 3<sup>ème</sup> session, séance plénière 180, p. 912.

<sup>2</sup> 24 Heures, 13.11.1996.

n'avait pas le droit d'épouser un musulman, à moins de se convertir elle-même à l'islam. Ceci n'aurait pas été exigé d'elle si elle était issue d'un père chrétien non-apostat. Ayant su que sa fille allait contracter un mariage avec un musulman, le père a commencé à avoir des cauchemars, craignant pour sa vie en Suisse. Il a sommé sa fille de ne jamais donner son adresse familiale de peur d'être tué par des musulmans.

Pour éviter ces problèmes, de nombreux hommes suisses se convertissent à l'islam pour la forme, sans trop se rendre compte des conséquences juridiques de leur acte. En effet, ils ne peuvent revenir en arrière puisqu'il est interdit à un musulman de quitter sa religion. Et, s'ils le font, ils en subissent les conséquences décrites plus haut. La société musulmane n'admet pas le droit à l'erreur en cette matière.

Certains peuvent se demander quel est le sens d'une conversion à l'islam que les autorités musulmanes savent formelle. En fait, si un non-musulman se convertit à l'islam, même si ce n'est que formellement, ses enfants, eux, seront obligatoirement des musulmans en vertu de la loi musulmane et oublieront les motivations pour lesquelles leur père s'était converti; ils n'ont le droit de changer de religion à aucun moment de leur vie.

En France, le cheikh Soheib Bencheikh, mufti de Marseille, tente d'apporter une solution à ce problème en avançant des arguments utilisés avant lui par le penseur égyptien Muhammad Ahmad Khalaf-Allah (d. 1997), qu'il ne cite pas dans notre source<sup>1</sup>. Pour lui, ni le Coran, ni les récits de Mahomet n'interdisent le mariage d'une musulmane avec un chrétien ou un juif. Or, en droit musulman, tout ce qui n'est pas expressément interdit, est permis. Il signale qu'à cause de ce tabou, beaucoup de filles quittent l'islam pour épouser des chrétiens<sup>2</sup>.

Cette position libérale ne semble pas être partagée par la communauté musulmane en Suisse ou par les responsables de cette communauté. Dans un colloque organisé à Berne le 26 novembre 1998, j'ai demandé à Hafid Ouardiri, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique*, si la Mosquée de Genève était d'accord de rejeter l'empêchement religieux musulman et de déclarer qu'une musulmane a le droit d'épouser un non-musulman<sup>3</sup>. Il a réagi violemment en disant qu'une telle déclaration ne sera jamais faite. J'ai posé la même question à Tariq Ramadan lors d'une conférence qui a eu lieu à Lausanne le 9 juin 1999<sup>4</sup>. Il a répondu par une pirouette en disant que le droit suisse n'oblige pas la fille musulmane à épouser un non-musulman. En fait, le problème n'est pas d'obliger une fille musulmane à épouser un non-musulman, mais de ne pas l'empêcher de le faire par des menaces de la part de sa famille ou de sa communauté religieuse. Loin de condamner l'interdiction du mariage d'une musulmane avec un non-musulman, Tariq Ramadan cherche à la justifier. Il écrit:

---

<sup>1</sup> Sur la position de ce penseur, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 134-136.

<sup>2</sup> Gozlan: L'islam et la République, p. 125-129.

<sup>3</sup> Le colloque était organisé par l'Association suisse des journalistes catholiques. Il avait pour titre: "Musulmans et chrétiens en Suisse: quelles relations?"

<sup>4</sup> La conférence était organisée par l'Association Mosaïque de l'Université de Lausanne. Elle avait pour titre: "Est-ce qu'on peut vivre l'Islam en Suisse?"

La question du mariage mixte pour les musulmans est à considérer sous l'angle de la conception et de la philosophie de la famille telles qu'elles se traduisent dans l'enseignement de l'islam. Le principe, dans le mariage, est l'égalité des êtres et la complémentarité des rôles et des fonctions.

L'homme a le devoir de subvenir aux besoins de la famille et, en ce sens, il a la responsabilité de l'entretien du foyer. La femme a le droit de ne pas subvenir à ses besoins matériels: c'est un droit, ce n'est pas un devoir (comme certains musulmans le présentent parfois), et rien n'empêche une femme de travailler. Dans l'espace familial, il y a en islam l'idée d'un droit de la femme qui peut la mettre, sur le plan financier, dans une situation de dépendance plus ou moins relative.

Cette situation explique, au niveau de la philosophie générale, pourquoi, en islam, un homme musulman peut épouser une femme des *Gens du Livre*, chrétienne ou juive, puisque c'est un devoir pour lui de respecter la foi et la pratique de sa femme et de subvenir à ses besoins. L'inverse n'est pas possible; une femme musulmane ne peut épouser un homme d'une autre religion parce qu'elle pourrait se trouver dans une situation où le responsable du foyer ne reconnaît pas sa foi, sa pratique et les exigences générales et particulières de sa religion. La latitude de la dépendance possible est plus importante dans ce sens avec, de surcroît, le fait que le musulman reconnaît la foi juive et chrétienne mais un chrétien ou un juif ne considère pas la révélation de l'islam comme authentique<sup>1</sup>.

On retrouve une justification similaire chez son frère Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève:

Un non-musulman ne croit pas en la prophétie de Muhammad. Il aura donc beaucoup de mal à partager les sentiments religieux de son épouse. L'éducation des enfants lui posera un problème. Au contraire, le musulman, s'il prend pour femme une juive ou une chrétienne, reconnaît pleinement la prophétie de Moïse ou de Jésus. Il devra non seulement respecter la croyance de sa femme, mais aussi lui donner les moyens de vivre en conformité avec ses convictions. Certains juristes musulmans sont allés même jusqu'à affirmer qu'il aura l'obligation de conduire son épouse jusqu'à son lieu de culte (église ou synagogue) si celle-ci le désire. Quelle meilleure preuve de tolérance?<sup>2</sup>.

Les Frères Ramadan oublient que la Constitution suisse garantit à la femme musulmane qui épouse un chrétien le respect de sa religion. En ce qui concerne l'éducation des enfants, elle doit être décidée en Suisse par les deux conjoints, alors qu'en droit musulman, elle est décidée par le seul partenaire musulman.

On peut à cet égard comprendre la réticence des responsables religieux musulmans à dénoncer la discrimination religieuse musulmane dans ce domaine. S'ils le faisaient, ils risqueraient de se voir désavouer par leur communauté, ou tout au

---

<sup>1</sup> Neiryneck et Ramadan, p. 121.

<sup>2</sup> Ramadan: Articles sur l'islam et la barbarie, p. 50 (La tolérance de l'islam en cinq points, article paru in: Le Courrier, 22.3.1997).

moins de perdre le soutien financier des pays musulmans. Par contre, on ne comprend pas pourquoi la *Commission fédérale contre le racisme* ne dénonce pas cette norme discriminatoire.

#### **4) Mariage temporaire ou de jouissance**

##### **A) Normes musulmanes**

Le droit musulman chiite connaît une forme de mariage dit *zawag al-mut'ah* (litt.: *mariage de jouissance*) souvent traduit par *mariage temporaire*. Ce genre de mariage est expressément prévu dans le Code civil iranien<sup>1</sup>. Selon ce code, le mari pourrait, en plus des quatre épouses régulières, prendre d'autres femmes en mariage temporaire. Cette union peut durer aussi bien une seule heure, que plusieurs années. Certains n'hésitent pas à qualifier ce mariage de prostitution.

Le mariage temporaire est interdit en droit musulman sunnite. Mais des autorités religieuses musulmanes sunnites autorisent leurs coreligionnaires qui se trouvent en Occident pour des études ou pour une mission, à épouser des femmes non-musulmanes monothéistes avec l'intention intime de s'en séparer une fois leur séjour à l'étranger terminé. Un tel mariage permet d'éviter qu'ils aient des rapports sexuels hors mariage, que le droit musulman interdit<sup>2</sup>.

Ce problème a soulevé un grand débat entre les musulmans des États-Unis à la suite d'une *fatwa* en faveur du mariage avec l'intention de répudier après la fin du séjour à l'étranger. Le *Centre islamique de Washington* a alors soumis la question à l'*Académie de droit musulman de l'Organisation de la Conférence islamique*. Mais l'Académie a refusé de trancher en raison des divergences entre ses membres, certains étant en faveur de ce mariage, et d'autres le considérant comme une tromperie<sup>3</sup>.

Le mariage coutumier chez les sunnites, dont nous avons parlé plus haut, est en passe de devenir l'équivalent du mariage temporaire chiite.

##### **B) Normes suisses**

La Suisse, comme les autres pays occidentaux, connaît le problème des mariages blancs visant à faciliter l'obtention par des étrangers du permis de séjour et de la nationalité. Mais à notre connaissance ni les tribunaux ni la doctrine suisses ne se penchèrent sur le mariage temporaire. Certes, le mariage n'est plus ce qu'il était, une alliance perpétuelle comme l'enseigne toujours l'Église catholique. Personne ne peut obliger deux conjoints de rester unis jusqu'à la mort de l'un d'eux. Mais un mariage qui est limité d'avance dans le temps ne saurait être admis en droit suisse. Et, dans tous les cas, un mariage ne peut être conclu par quelqu'un qui est déjà marié puisque le mariage polygame est interdit en Suisse. D'autre part, le droit

---

<sup>1</sup> Articles 1075 et 1077 du Code civil iranien. Sur ces mariages temporaires, voir Haeri: *Law of desire*.

<sup>2</sup> Fatwa d'Ibn-Baz, président de la Commission saoudienne de fatwa (*Majallat al-buhuth al-islamiyyah*, n° 25, 1989, p. 89).

<sup>3</sup> Le débat au sein de cette Académie est rapporté dans sa revue *Majallat majma al-fiqh al-islami*, n° 3, partie 2, 1987, p. 1107, 1141, 1170, 1232-1233 et 1374-1376.

suisse ne permet pas la dissolution du mariage en dehors d'une procédure judiciaire.

## **5) Polygamie**

### **A) Normes musulmanes**

La polygamie est une pratique connue dans la Bible qui ne semble mettre aucune limite à l'appétit sexuel de l'homme dans ce domaine. Abraham, Jacob, Moïse, David et Salomon, pour ne nommer qu'eux, étaient polygames.

Le Coran permet à Mahomet d'épouser autant de femmes qu'il veut (33:50) mais pour les autres musulmans, il limite le nombre des femmes à quatre à la fois. Il recommande cependant de ne prendre qu'une seule femme si on craint de ne pas être équitable avec elles (4:3) tout en ajoutant: "Vous ne pouvez être parfaitement équitables à l'égard de chacune de vos femmes, même si vous en avez le désir" (4:129). En plus de ces quatre femmes, l'homme pouvait épouser un nombre illimité d'esclaves<sup>1</sup>. Chez les chiïtes, l'homme peut, encore aujourd'hui, épouser un nombre illimité de femmes libres en mariage temporaire. La femme, par contre, ne peut épouser qu'un seul homme à la fois. Une femme qui épouserait deux hommes serait considérée comme ayant commis l'adultère, passible de lapidation dans certains pays comme l'Arabie saoudite ou l'Iran.

La polygamie est interdite en Tunisie et en Turquie. Dans ce dernier pays, cependant, la polygamie continue d'être pratiquée et l'État promulgue de temps à autres des décrets visant à légitimer des enfants issus de tels mariages. Des mesures ont été prises par certains législateurs arabes visant à limiter la polygamie en partant des versets coraniques susmentionnés (4:3 et 129). Ces mesures varient d'un État à l'autre et peuvent être résumées comme suit:

- la femme peut inclure une clause de non-remariage lui donnant le droit de demander le divorce si le mari en épouse une autre;
- la femme peut demander le divorce en cas de remariage même en l'absence de la clause contractuelle;
- le mari qui entend épouser une nouvelle femme doit remplir certaines conditions soumises à l'appréciation du juge.

### **B) Normes suisses**

À notre connaissance, aucun document international ne traite d'une manière directe de la polygamie sous l'aspect des droits de l'homme. On peut cependant invoquer ici les dispositions générales relatives à l'égalité entre l'homme et la femme dans le mariage, dans la mesure où le droit musulman permet au mari d'avoir plusieurs femmes simultanément alors qu'il impose à la femme de n'avoir qu'un seul mari à la fois. On peut aussi invoquer les dispositions relatives au consentement, dans la mesure où on ne demande pas toujours à la femme si elle veut épouser un homme déjà marié ou partager le mari avec d'autres femmes ultérieures. Ainsi, la DUDH (article 16 al. 2) et le Pacte civil (article 23 al. 3) précisent que le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux. La *Convention*

---

<sup>1</sup> Voir les versets 4:3 et 25, 23:5-7 et 24:33.

*relative aux droits de la femme* dit que les États s'engagent à assurer sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme "le même droit de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre et plein consentement" (article 16 al. 1.b).

En Suisse, la polygamie est contraire au principe de l'égalité affirmé par l'article 8 nCst. En outre, elle constitue un délit punissable en vertu de l'article 215 du Code pénal qui stipule:

Celui qui, étant marié, aura contracté un nouveau mariage, sera puni de la réclusion pour cinq ans au plus ou de l'emprisonnement pour trois mois au moins.

La personne non mariée qui aura sciemment contracté mariage avec une personne mariée sera punie de la réclusion pour trois ans au plus ou de l'emprisonnement.

L'article 96 CCS prévoit que "Toute personne qui veut se remarier doit établir que son précédent mariage a été annulé ou dissous". L'article 105 ch. 1 ajoute que le mariage doit être annulé "lorsqu'un des époux était déjà marié au moment de la célébration et que le précédent mariage n'a pas été dissous par le divorce ou par le décès de son conjoint". "L'action est intentée d'office par l'autorité cantonale compétente du domicile des époux; elle peut l'être également par toute personne intéressée" (article 106 ch. 1). L'interdiction de la polygamie s'applique également à l'égard des étrangers qui voudraient contracter un mariage polygame en Suisse, les conditions de fond étant régies dans ce cas par le droit suisse (article 44 al. 1<sup>er</sup> LDIP).

Il arrive qu'un étranger déjà marié dans son pays d'origine épouse une Suissesse en cachant son premier mariage pour obtenir le permis de séjour. Une fois le permis obtenu, il divorce et fait venir sa première femme. Il est aussi arrivé qu'un Suisse contracte un mariage à l'étranger et ensuite, sans déclarer le premier mariage, contracte un autre mariage en Suisse, le premier mariage ne faisant surface qu'avec l'intervention du premier conjoint<sup>1</sup>. Le deuxième mariage dans ce cas tombe sous le coup de la loi et est nul. En effet, la bigamie est punissable même si le premier mariage a été contracté à l'étranger, pourvu qu'il ait été reconnu par le droit suisse<sup>2</sup>.

En juin 2001, la presse a rapporté le cas d'un marocain installé à Lausanne depuis 1987 qui a épousé une Suissesse et obtenu la nationalité suisse en 1995. Il avait caché à tout le monde qu'il avait une autre femme et deux filles au Maroc. Une année après le divorce de sa femme suisse, il a officiellement demandé le regroupement familial afin de faire venir sa première femme et ses deux filles du Maroc. L'administration a ainsi découvert son statut de polygame. La réaction de l'Office fédéral des étrangers ne s'est pas fait attendre. Quatre mois plus tard, il prononçait l'annulation de la naturalisation au motif qu'il "avait dissimulé des faits essentiels qui auraient conduit au refus de la naturalisation facilitée". Deux mois et

---

<sup>1</sup> Siegenthaler: Fascination des mers du sud, p. 295-298.

<sup>2</sup> Message concernant la modification du Code pénal et du Code militaire du 26.6.1985, Feuille fédérale 1985 II 1068.

demi plus tard, c'était au tour du Service de la population du canton de Vaud de lui refuser une autorisation de séjour. Le Tribunal administratif confirma cette décision en novembre 2000 du fait que "l'intéressé a vécu en état de bigamie, c'est-à-dire enfreint une interdiction faisant partie de l'ordre public suisse". Et de conclure: "On est en présence d'un étranger qui s'est comporté de manière déloyale tant envers son épouse qu'envers les autorités". Le Tribunal fédéral rejeta le recours de l'intéressé. Il devait quitter la Suisse avant le 31 août 2001<sup>1</sup>.

Loin de condamner la polygamie, Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève, de nationalité suisse, fait un plaidoyer en sa faveur:

L'islam n'impose pas aux hommes de vivre selon des normes qu'ils seraient incapables de respecter. L'islam ne reconnaît pas à la nature humaine plus de vertu qu'elle n'en possède. Plutôt que d'imposer une monogamie théorique, qui recèle très souvent l'adultère, la loi islamique a autorisé la polygamie en la limitant et en la codifiant.

C'est avoir l'esprit bien mal tourné que de critiquer négativement la polygamie parce qu'elle rend légale une situation de fait, tout en admettant que les hommes puissent vivre dans l'ombre et illégalement quelques aventures extra-conjugales.

Quelle situation est préférable pour la femme? Être prise et rejetée au gré et au hasard des rencontres, ou bien être à la charge – selon des dispositions légales – d'un mari officiellement reconnu et responsable?<sup>2</sup>

Le lecteur intéressé pourra se référer, pour d'autres arguments, à la brochure de Hani Ramadan<sup>3</sup> qui constitue une véritable incitation à la violation de la loi suisse. Il suffit ici de dire que la polygamie n'a jamais été un garant de la fidélité des hommes dans les pays musulmans. Et à supposer que tel soit le cas, ne faut-il pas que Hani Ramadan plaide aussi pour la polyandrie afin d'empêcher l'infidélité des femmes? S'il ne s'aventure pas dans cette voie, c'est parce que le droit musulman n'admet pas une telle institution.

Signalons ici qu'afin d'obtenir l'établissement du siège de l'*Organisation mondiale du commerce* à Genève, la Suisse a accepté de céder en matière de séjour des couples polygames. Une clause de cet accord stipule:

Les membres des missions permanentes originaires de pays admettant la polygamie (mariages multiples) pourront être autorisés, de cas en cas, à se faire accompagner simultanément par deux épouses, seule l'une des deux pouvant exercer une activité lucrative. La situation financière de la mission permanente ainsi que celle de l'intéressé seront prises, entre autres, en considération<sup>4</sup>.

## **6) Dissolution du mariage**

### **A) Normes musulmanes**

Le Coran dit:

---

<sup>1</sup> Le Matin, 16.6.2001.

<sup>2</sup> Ramadan: La femme en islam, p. 32-33.

<sup>3</sup> Ibid., p. 35-38.

<sup>4</sup> WT/GC/1, 17.5.1995.



La répudiation a lieu deux fois: donc, reprendre l'épouse d'une manière reconnue convenable ou lui donner la liberté de bonne grâce. Il ne vous est pas licite de prendre quelque chose sur ce que vous avez donné comme douaire à vos épouses. A moins que tous deux craignent de ne pas appliquer les lois d'Allah. Si vous craignez que tous deux n'appliquent point les lois d'Allah, nul grief à leur faire à tous deux si l'épouse se rachète (2:229).

A partir de ce verset et de récits de Mahomet, le droit musulman prévoit principalement trois manières de dissoudre le mariage: la répudiation, le rachat et le divorce.

La répudiation est le droit reconnu à l'homme musulman, et à lui seul, de mettre fin au mariage par une déclaration de volonté unilatérale, sans justification et sans passer devant un tribunal. Elle peut être soit définitive, soit révocable dans un certain laps de temps (d'environ trois mois) par décision unilatérale du mari. Elle peut être exercée par le mari ou par un délégué. Ayant une base coranique, elle est admise par tous les pays arabes à l'exception de la Tunisie et de la Turquie. Mahomet affirme: "La répudiation est l'acte permis le plus détestable auprès de Dieu". Pour contrer les abus, certains législateurs arabes accordent à la femme une indemnité de consolation (*mut'ah*) calculée sur la base d'une pension alimentaire d'au moins deux années et tenant compte de la situation financière du mari, des circonstances de la répudiation et de la durée du mariage. Signalons à cet égard que certaines législations musulmanes permettent à la femme d'inclure dans l'acte de mariage le droit de répudier son mari. Cette possibilité reste toutefois théorique puisque les femmes n'osent pas inclure une telle clause humiliante pour le mari dans l'acte de mariage.

La femme peut négocier avec son mari une répudiation contre versement d'une somme d'argent. Certains qualifient ce procédé de "divorce par consentement mutuel". Le terme "rachat" serait plus approprié. En effet, le Coran utilise le terme *iftadat* (2:229) qui évoque la rançon payée pour la libération d'un prisonnier<sup>1</sup>. Même si la femme exprime ici sa volonté de mettre fin au mariage, le mari reste maître de la situation: sans son accord, le mariage ne peut être dissous. Le rachat peut même être une modalité bien plus sévère que la répudiation, dans la mesure où il permet au mari d'exercer une pression psychologique et financière sur son épouse.

Le divorce, contrairement aux deux précédentes procédures, est une dissolution du mariage prononcée par le juge sur la base de motifs prévus par la loi. La femme qui veut se séparer de son mari, si elle n'arrive pas à obtenir sa libération par le rachat, doit nécessairement s'adresser à un tribunal pour lui exposer les raisons pour lesquelles elle souhaite dissoudre le mariage. Le divorce est aussi utilisé par le mari qui ne veut pas assumer les obligations qui lui incombent en cas de recours à la répudiation.

---

<sup>1</sup> Voir ce terme dans les versets 2:85; 2:184; 2:196; 3:91; 5:39; 10:54; 13:18; 37:107; 39:47; 47:4; 57:15; 70:11.

## B) Normes suisses

La répudiation et le rachat constituent une violation du principe de l'égalité entre homme et femme, principe consacré par la DUDH (article 16 al. 1) et le Pacte civil (article 23 al. 4) qui parlent de "droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution". L'article 16 de la *Convention relative aux droits de la femme* engage les États à assurer "sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme ... les mêmes droits et les mêmes responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution". Ce dernier article a fait l'objet de réserves de la part des pays arabes signataires<sup>1</sup>.

Selon la conception chrétienne du mariage, celui-ci est indissoluble. La Suisse, comme la plupart des pays occidentaux de culture chrétienne, a fini cependant par admettre que la séparation du couple dans certains cas peut être préférable à leur union. Partagée entre ses deux communautés catholique et protestante, elle a opté pour deux institutions: la *séparation de corps*, la seule acceptée par l'Église catholique, et le divorce. Mais un catholique qui veut divorcer pourra toujours le faire devant les tribunaux suisses, même si l'Église ne reconnaît pas ce divorce et refuse la bénédiction religieuse au divorcé lors d'un mariage ultérieur.

Quelle est l'attitude de la Suisse face aux trois modalités musulmanes de dissolution du mariage?

Le divorce des musulmans ne pose pas de problème en Suisse, qu'il soit obtenu devant des tribunaux suisses ou étrangers. Quant à la répudiation et au rachat, ils sont interdits en Suisse du fait que seul le juge peut prononcer un divorce<sup>2</sup>. Mais on doit à cet égard distinguer ce qui se passe en Suisse de ce qui se passe à l'étranger.

Il arrive que des musulmans vivant en Suisse répudient ou divorcent à l'amiable devant un imam ou un consulat d'un pays musulman en Suisse. Une telle procédure n'est pas admise en Suisse et le couple reste marié aux yeux des autorités<sup>3</sup>. Dans un de ces cas, passé devant la mosquée de Genève en présence de deux témoins musulmans, la femme n'a pas hésité à se tourner contre le mari afin de revendiquer une part de sa propriété immobilière, acquise par celui-ci alors qu'il pensait que son mariage était définitivement dissous. Malgré l'accord écrit réglant les questions financières entre les deux conjoints, la femme a invoqué la nullité de ce divorce tant qu'il n'aura pas été prononcé par les tribunaux suisses.

La conclusion et la dissolution du mariage devant un imam en Suisse, en violation de la loi suisse, impliquant parfois des partenaires suisses, peuvent découler de l'ignorance de la loi suisse: les imams et les musulmans venus de pays qui acceptent le mariage religieux et la répudiation pourraient penser que la situation est la même en Suisse que dans leurs pays. Mais il peut également s'agir d'une volonté de frauder la loi suisse. Un musulman étranger qui se marie civilement en Suisse, obtenant ainsi le permis de séjour, risque son renvoi dans son pays si le

---

<sup>1</sup> La plus significative est celle faite par l'Égypte (Traités multilatéraux, p. 174-175. Voir aussi les réserves de l'Irak, de la Jordanie, de la Libye et de la Tunisie, p. 175-181).

<sup>2</sup> Mercier: *Conflits de civilisations*, p. 78.

<sup>3</sup> Office fédéral de la justice, avis non publié du 15.6.1984.

mariage est dissous par les tribunaux suisses. Il est alors tenté de dissoudre le mariage devant un imam sans pour autant mettre en danger son séjour en Suisse.

Il est aussi probable que certains musulmans cherchent à frauder la loi musulmane. Hors du mariage, le droit musulman et les coutumes sociales interdisent aux garçons et aux filles d'avoir des rapports sexuels ou même de se fréquenter. La fille doit arriver au mariage vierge. Pour neutraliser ces normes en Suisse, certains recourent au mariage religieux conclu devant imam avec l'autorisation des parents, qui pensent qu'un tel mariage est valable. Une fois obtenu de la fille ce qu'il a voulu, le jeune homme l'abandonne, parfois enceinte. Et c'est le drame. Pour en sortir, la famille pousse les deux conjoints à procéder à la répudiation devant un imam pour sauver la face, et ainsi on ne peut reprocher à la fille la perte de sa virginité. Ce même procédé peut avoir lieu lorsqu'un musulman fréquente une fille musulmane hors mariage mais décide de s'en séparer. Avant de se séparer, il l'épouse devant l'imam; quelque temps après, il la répudie, lui faisant ainsi une dernière faveur.

Signalons à cet égard que si le droit suisse reconnaît à chacun des deux conjoints le droit de demander le divorce, le fait qu'une femme ose demander le divorce peut lui coûter cher. Un Tunisien fut condamné à quatorze ans de réclusion pour le meurtre de sa femme. Selon le Tribunal criminel de Lausanne, la mort de son épouse suisse constitue "l'ultime acte tyrannique de l'accusé pour dominer une épouse qui lui échappait". Le jour du drame, la femme se rendit chez son mari pour signer les papiers du divorce. Blessé dans son orgueil, le mari l'étrangla<sup>1</sup>. Dans certains cas, le mari musulman, simulant la réconciliation, parvient à convaincre la femme de retirer l'action en divorce et aussitôt il dépose sa propre action. Une façon de ne pas perdre la face.

Il arrive que des couples musulmans vivant en Suisse se rendent dans leur pays d'origine ou délèguent un avocat pour dissoudre leur mariage devant un tribunal musulman, estimant que cela est plus conforme à leur religion. Un tel procédé, s'il peut donner bonne conscience, peut avoir des conséquences tragiques pour la femme, car les effets matériels d'un tel divorce obtenu à l'étranger lui sont défavorables. Si, revenue en Suisse, elle tente de bénéficier de la loi suisse dans ce domaine, c'est souvent trop tard puisque les tribunaux suisses reconnaissent un tel divorce. La femme tombe ainsi dans le dénuement ou finit à l'assistance publique.

Il arrive aussi qu'un mari musulman vivant en Suisse se rende dans son pays d'origine ou mandate un parent afin d'obtenir la répudiation, celle-ci étant ensuite communiquée à la femme. Estimant qu'il s'est ainsi libéré de sa femme, le mari se presse alors de contracter un autre mariage à l'étranger et tente de faire venir sa nouvelle femme en Suisse. Il découvre alors que ni la répudiation ni le nouveau mariage ne sont reconnus dans ce pays. Ce qui ne va pas sans poser des problèmes à la femme étrangère de bonne foi qui ignore tout de la loi suisse. Dans un cas concret impliquant un couple égyptien séjournant depuis des années en Suisse, la femme répudiée a intenté une action contre son mari devant un tribunal genevois,

---

<sup>1</sup> 24 Heures, 18.2.1997.

lequel a exigé de ce dernier d'entreprendre la procédure de divorce selon les normes suisses devant un tribunal suisse<sup>1</sup>.

Déjà en 1962<sup>2</sup>, le Tribunal fédéral a décidé que la "répudiation, selon le droit égyptien, d'une épouse suisse par un mari égyptien n'est pas reconnue en Suisse ni inscrite, même si l'épouse a consenti au divorce et requiert l'inscription". Dans ce cas, le mariage avait été célébré à Alexandrie et la répudiation avait eu lieu à Moscou, selon le droit égyptien, à l'ambassade égyptienne<sup>3</sup>.

Toutefois, dans un cas particulier, il y a eu reconnaissance de la répudiation. Né au Maroc, un citoyen suisse converti à l'islam avait épousé, au Maroc, une ressortissante marocaine (devenue ainsi double nationale), dont il avait prononcé la répudiation, en juin 1969, devant le cadi-notaire. En janvier 1971, la femme a déclaré par écrit consentir à la dissolution de son mariage. Invitée par l'Office fédéral de l'état civil à décider de la possibilité d'une transcription dans le registre des familles de la commune d'origine, l'Autorité de surveillance du canton d'Argovie a répondu favorablement dans sa décision du 4 mai 1971. Elle a invoqué le fait que le lien entre les époux en question et le pays où avait eu lieu la répudiation était plus fort que le lien qui les liait à la Suisse, même si l'époux, double national, avait gardé la nationalité suisse. Les deux époux étaient domiciliés au Maroc, ils étaient musulmans et ils avaient la nationalité de ce pays<sup>4</sup>.

Aujourd'hui, en raison du relâchement de la procédure de divorce en Suisse, devenue aussi simple que la répudiation musulmane en cas de consentement mutuel des deux conjoints, la doctrine suisse est partagée face à la reconnaissance de la répudiation faite à l'étranger, notamment lorsqu'il y a consentement des deux parties<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir sur cette affaire: Office Fédéral de la Justice, avis non publié du 7.2.1990; Décision du 14.11.1991 de la Cour de Justice civile (La semaine judiciaire, 114e année, n° 13, 31.3.1992, p. 209-224). Pour d'autres cas de répudiation, voir la décision du Tribunal civil du district de Zurich du 26.11.1963 concernant une Suissesse répudiée par son mari iranien selon la loi iranienne (Schweizerische Juristen-Zeitung, 1964, p. 289 ss); arrêt non publié du Tribunal fédéral du 29.1.1971 concernant deux ressortissants égyptiens; avis du 7.12.1981 de l'Office Fédéral de la Justice concernant un ressortissant iranien domicilié en Suisse et une double nationale suisse et iranienne domiciliée en Suisse (JAAC, 46 1982, p. 168-69); Arrêt du Tribunal fédéral 110 II 5 du 15.3.1984 relatif au mariage après répudiation prononcée par la représentation diplomatique du Maroc en Suisse entre deux Marocains; Arrêt du Tribunal fédéral du 3.9.1996 concernant un divorce "privé" intervenu au Ghana impliquant un Ghanéen et une Suissesse dont les prénoms laissent supposer qu'ils sont de religion chrétienne (Traduction française in: Revue de l'état civil, n° 1/1997, p. 17-20).

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 88 I 48-52.

<sup>3</sup> Voir sur cet arrêt la position contradictoire de la doctrine: Annuaire suisse de droit international, 1962, p. 218, note Lalive; L'ordre public dans le droit de la famille, in: Revue de l'état civil, 1969, p. 327; Vischer: Das Problem der Kodifikation des schweizerischen internationalen Privatrechts, Rapports et communications de la Société suisse des juristes, fasc. n° 1, 1971, p. 86.

<sup>4</sup> Schweizerische Juristen-Zeitung, 1973, p. 25-26; Revue de l'état civil 1973, n° 2, p. 40. Voir le commentaire favorable de Lalive in: Annuaire suisse de droit international, 1972, p. 390.

<sup>5</sup> Favorable: Bucher: Droit international privé suisse, tome II, p. 200.; opposé: Dutoit: Commentaire de la loi fédérale, p. 173.

## 7) Autorité du mari sur sa femme

### A) Normes musulmanes

Lorsqu'une fille se marie, elle passe de l'autorité de son père (ou de son tuteur mâle) à l'autorité de son mari. Celui-ci peut lui imposer les normes musulmanes relatives à la pudeur. Il peut aussi exiger d'elle l'accomplissement de ses devoirs religieux, et lui interdire de s'adonner à un jeûne volontaire (par opposition au jeûne de Ramadan) afin qu'elle reste à sa disposition sexuelle<sup>1</sup>.

Bien que la femme musulmane occupe actuellement toutes les fonctions sociales, le mari garde le droit de lui interdire de travailler hors de la maison. L'article 11 de la Constitution égyptienne apporte une précision intéressante: "L'État assure à la femme les moyens de concilier ses devoirs envers la famille avec son travail dans la société, et son égalité avec l'homme dans les domaines politique, social, culturel et économique, sans préjudice des dispositions du droit musulman".

Un homme a demandé à la *Commission égyptienne de fatwa* s'il pouvait empêcher sa femme de continuer à travailler. La Commission a répondu que la femme ne peut pas, sans autorisation du mari, quitter la maison conjugale pour travailler, quel que soit le travail et même s'il est nécessaire pour autrui comme par exemple le travail de médecin ou de sage-femme. La femme doit donc obéir à son mari, abandonner son travail et rester à la maison. Les devoirs conjugaux sont bilatéraux: la femme doit rester à la maison mais le mari doit pourvoir à sa subsistance. La Commission cite le verset 4:34 relatif à l'autorité de l'homme sur la femme, qui se termine par le droit de l'homme de frapper sa femme en cas de désobéissance<sup>2</sup>.

Un professeur égyptien de l'Azhar enseigne aujourd'hui encore à ses étudiants que la femme mariée est à la charge de son mari. Elle ne devrait donc en principe pas travailler. Par contre, celle qui n'a pas de soutien (un mari, un père, un frère, un parent) peut travailler dans le strict cadre de la morale de l'islam<sup>3</sup>.

### B) Normes suisses

Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève, écrit: "Contrairement à l'idée communément admise en Occident, selon laquelle la femme musulmane est maltraitée et méprisée, on peut affirmer que l'islam a en fait donné à la femme, tant sur le plan spirituel que sur le plan communautaire, un statut jamais égalé par aucune autre société humaine jusqu'à nos jours"<sup>4</sup>. Évidemment, Hani Ramadan ne pourrait pas dire le contraire sans renier sa foi, aux termes de laquelle les normes islamiques, d'origine divine, sont plus parfaites que les lois modernes, d'origine humaine. Toujours est-il qu'il y a des différences entre les normes islamiques et les normes internationales ou suisses.

À part les dispositions citées plus haut, prévoyant une interdiction générale de discrimination, et celles établissant une égalité entre l'homme et la femme dans le mariage, la *Convention relative aux droits de la femme* précise que les États parties

---

<sup>1</sup> Al-Qaradawi: *Min huda al-islam*, p. 483-490.

<sup>2</sup> Al-fatawi al-islamiyyah min dar al-ifta, le Caire, vol. 9, 1983, p. 3076-77.

<sup>3</sup> Mahmud: *Huquq al-mar'ah*, p. 91.

<sup>4</sup> Ramadan: *La femme en islam*, p. 9.

prennent toutes les mesures appropriées pour "modifier les schémas et modèles de comportement socio-culturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes" (article 5).

La nouvelle Constitution suisse garantit l'égalité entre l'homme et la femme (article 8 nCst). Elle garantit aussi la liberté religieuse (article 15 al. 3 et 4 nCst). En ce qui concerne le travail, l'article 167 CCS stipule que "dans le choix de sa profession ou de son entreprise et dans l'exercice de ces activités, chaque époux a égard à la personne de son conjoint et aux intérêts de l'union conjugale". Le Message fédéral précise que "faute d'entente, il faut faire prévaloir la liberté individuelle"<sup>1</sup>.

La LDIP soumet les effets personnels du mariage à la loi du domicile des époux. À défaut de domicile dans le même État, est applicable la loi de l'État du domicile avec lequel la cause présente le lien le plus étroit (article 48 al. 1 et 2).

Ces normes aboutissent à l'application du droit suisse tant pour les Suisses que pour les étrangers vivant en Suisse. Le mari musulman ne pourra donc pas faire valoir les normes islamiques qui lui reconnaissent une autorité sur la femme. Ainsi il ne pourra ni lui interdire de travailler ni lui imposer l'accomplissement des devoirs religieux. Obliger son conjoint à accomplir ses devoirs religieux risquerait d'être considéré comme une cause objective de désunion et de divorce<sup>2</sup>.

La pratique, cependant, peut différer des principes, quelle que soit l'appartenance nationale ou religieuse des couples. L'article 167 CCS est d'ailleurs un des rares articles sur lequel il n'y a pas de jurisprudence, et le législateur n'a prévu aucune sanction directe<sup>3</sup>. Les femmes ne peuvent pas toujours s'adresser aux autorités judiciaires ou à la police pour faire valoir leurs droits. Celles qui le font s'exposent à des représailles de la part de leur mari et encourent la menace d'un divorce. Cette dernière mesure peut représenter un moyen efficace pour dissuader les femmes, surtout étrangères, de faire face aux caprices de leur mari. Ces femmes doivent souvent choisir entre le mal et le pire. Il a été relaté le cas d'un mari musulman qui n'hésite pas à enfermer sa femme à la cave pendant deux jours pour la moindre erreur.

## **8) Relations entre parents et enfants**

### **A) Normes musulmanes**

En droit musulman, on distingue entre le droit de garde (*hadanah*) et la puissance paternelle (*wilayah*). Les normes des États musulmans se ressemblent sur les points essentiels. Nous nous limitons à exposer les normes marocaines, qui ont subi une modification libérale en 1993.

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1979 II 1245.

<sup>2</sup> Voir Arrêt du Tribunal fédéral 74 II 1, JdT 1948 I 425, SJ 1949 335; RSJ 63/1967 380.

<sup>3</sup> Grosse: Le statut patrimonial de base, p. 18.

Tant que le mariage dure, l'enfant vit généralement avec ses parents. La mère a la garde de l'enfant, ce qui signifie qu'elle doit veiller à ses besoins élémentaires<sup>1</sup>. L'article 99 du Code du statut personnel marocain, amendé en 1993, vint apporter une nuance en précisant que "la garde de l'enfant fait partie des obligations mises à la charge du père et de la mère, tant qu'ils demeurent unis par le mariage".

Quant au père, il est toujours investi de la puissance paternelle. Ainsi l'article 109 du Code du statut personnel marocain lui donne "un droit de regard sur ce qui concerne son éducation ou sa fréquentation des établissements scolaires". L'article 148 ajoute: "La représentation légale (de l'incapable) est assurée dans l'ordre suivant par: 1) Le père; 2) La mère majeure, en cas de décès du père ou de perte de capacité de celui-ci. Toutefois, la mère ne peut aliéner les biens du mineur qu'après l'autorisation du juge". Signalons aussi que le père agit en tant que tuteur matrimonial: il doit donner son accord pour le mariage de ses fils mineurs et ses filles quel que soit leur âge (articles 9-12). Il peut même forcer sa fille au mariage. Cette dernière norme ne fut abandonnée en droit marocain qu'en 1993.

En cas de dissolution du mariage, le père conserve ses droits sur les enfants, comme pendant le mariage. La mère n'en reçoit que la garde. À défaut de la mère, l'article 99 du Code du statut personnel marocain attribue la garde au père. À défaut de ce dernier, la priorité est accordée à la lignée féminine de la mère. Cette garde, selon l'article 102, dure pour le garçon jusqu'à l'âge de 12 ans et pour la fille jusqu'à l'âge de 15 ans. Au-delà, l'enfant peut choisir de résider chez la personne de son choix qui peut être son père, sa mère ou tout autre parent mentionné à l'article 99. La garde passe à la personne suivante si celle qui l'exerce en est déchue. Ceci est notamment le cas lorsque l'enfant est musulman et la gardienne non-musulmane. L'article 108 stipule:

Lorsque la gardienne a une religion différente de celle du père de l'enfant qui lui a été confié et qu'elle n'en est pas la mère, elle ne peut exercer son droit de garde que durant les cinq premières années de la vie de l'enfant.

Lorsque la gardienne est en même temps la mère de l'enfant, elle exerce pleinement son droit de garde, à condition qu'elle ne profite pas de l'exercice de ce droit pour élever l'enfant dans une religion autre que celle de son père.

La doctrine précise:

La mère non-musulmane ne peut être attributaire de la garde d'une façon permanente. L'enfant peut toujours lui être retiré si la mère tente de l'influencer par les enseignements de sa propre religion. Les restrictions apportées à l'exercice de la garde sont dictées par le souci de préserver la foi du mineur d'une influence profonde pratiquée par la mère en matière de religion<sup>2</sup>.

Des dispositions précédentes on peut déduire que la mère obtient la garde de l'enfant pendant une période limitée, garde réduite si la mère n'est pas musulmane,

---

<sup>1</sup> L'article 62 du Code algérien de la famille donne la définition suivante de la garde: "Le droit de garde consiste en l'entretien, la scolarisation et l'éducation de l'enfant dans la religion de son père ainsi qu'en la sauvegarde de sa santé physique et morale".

<sup>2</sup> Charfi: Code du statut personnel annoté, p. 192.

ou supprimée si la mère apostasie. La puissance paternelle reste entre les mains du père. Les enfants doivent être élevés dans la religion musulmane. Les parents n'ont pas d'autre choix si l'un d'eux est musulman, et l'enfant ne peut pas opter pour une autre religion une fois majeur. En cas d'apostasie du père, celui-ci perd aussi bien la puissance paternelle que la garde.

Un des problèmes soulevés avec les musulmans est celui de l'adoption, institution interdite dans les pays musulmans en vertu des versets coraniques 33:4-5. Le seul pays musulman qui admet l'adoption est la Tunisie où, cependant, seul un musulman peut adopter un enfant musulman. Dans les autres pays, il existe une institution appelée *recueil* (*kafalah*). Selon cette institution, le couple s'engage à donner à l'enfant recueilli l'affection et l'aide matérielle nécessaire, mais l'enfant ne peut en principe ni porter le nom de la famille accueillante ni avoir part à son héritage bien qu'il puisse bénéficier d'un legs, et rien n'empêche l'accueillant d'épouser la fille recueillie.

Lorsque le couple musulman ne peut avoir d'enfants, le mari en attribue souvent la responsabilité à la femme. Comme l'insémination artificielle est peu développée, voire interdite dans les pays musulmans, et que l'adoption est prohibée, le mari répudie sa femme ou en prend une deuxième.

## **B) Normes suisses**

À part les dispositions citées plus haut prévoyant une interdiction générale de la discrimination et celles établissant une égalité entre l'homme et la femme dans le mariage, la *Convention relative aux droits de la femme* réclame d'éliminer "la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux". Elle mentionne, entre autres, l'égalité des droits et des responsabilités "au cours du mariage", "en tant que parents ... pour les questions se rapportant à leurs enfants" et "en matière de tutelle, de curatelle" (article 16). Dans tous les cas, les parents ne peuvent contraindre leurs enfants à se marier. L'article 1<sup>er</sup> de la *Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages* prévoit qu' "aucun mariage ne pourra être contracté légalement sans le libre et plein consentement des deux parties, ce consentement devant être exprimé par elles en personne".

Selon le Code civil, pendant le mariage, les père et mère exercent l'autorité parentale en commun (article 297 al. 1). L'article 159 al. 2 prévoit que "les époux s'obligent mutuellement ... à pourvoir ensemble à l'entretien et à l'éducation des enfants". L'article 303 précise que "les père et mère disposent de l'éducation religieuse de l'enfant" (al. 1) "Sont nulles toutes conventions qui limiteraient leur liberté à cet égard" (al. 2). L'al. 3 ajoute que l'enfant "âgé de 16 ans révolus a le droit de choisir lui-même sa confession". Si les époux divergent d'avis, y compris dans ce domaine, il leur incombe de chercher un terrain d'entente. Ils peuvent, le cas échéant, recourir à un office de consultation ou solliciter l'aide médiatrice du juge (articles 171 et 172)<sup>1</sup>. Signalons ici que l'article 49 al. 3 aCst prévoyait que "la personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de disposer... de

---

<sup>1</sup> Deschenaux et Steinauer: Le nouveau droit matrimonial, p. 34-35; Feuille fédérale 1979 II 1232.



l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans révolus". Cette disposition n'a pas été retenue dans la Constitution de 1998 puisqu'elle figure dans le Code civil suisse (art. 303).

La Suisse a supprimé la possibilité du mariage de mineurs sur la base du consentement des parents ou du tuteur (article 94 CCS). Le consentement librement exprimé est une condition impérative pour la validité du mariage. Un mariage sans consentement est, en principe, sanctionné par la nullité (article 107 al. 3 CCS).

En cas de divorce, le juge attribue l'autorité parentale à l'un des parents (article 133 CCS). Sur requête conjointe des père et mère, l'autorité tutélaire peut aussi attribuer l'autorité parentale conjointement aux deux, pour autant que cela soit compatible avec le bien de l'enfant et qu'ils soumettent à sa ratification une convention qui détermine leur participation à la prise en charge de l'enfant et la répartition des frais d'entretien de celui-ci (298a ch. 1). Le détenteur de la puissance paternelle dispose librement de l'éducation religieuse de l'enfant. Il ne peut être entravé dans sa liberté à cet égard, pas plus par le jugement de divorce que par une convention<sup>1</sup>.

Comme on le constate, les normes suisses ne sont pas conformes aux normes musulmanes. Comment est réglé le conflit entre ces deux normes?

Selon l'article 82 al. 1 LDIP, "les relations entre parents et enfants sont régies par le droit de l'État de la résidence habituelle de l'enfant". L'article 82 al. 2 ajoute: "Si aucun des parents n'est domicilié dans l'État de la résidence habituelle de l'enfant et si les parents et l'enfant ont la nationalité d'un même État, le droit de cet État est applicable".

Le problème se pose en particulier dans le cadre des mariages mixtes. Le mari musulman exige généralement que ses enfants soient éduqués dans la religion musulmane, exigence devant laquelle la conjointe non-musulmane s'incline souvent facilement. Dans le cas où les deux conjoints ne sont pas d'accord, le couple décide généralement de divorcer. Tel est le cas d'un couple mixte composé d'un musulman naturalisé suisse et d'une Suissesse chrétienne. Le père voulait à tout prix marquer son fils religieusement à travers la circoncision, mais la mère s'y est opposée. Les deux ont fini par divorcer et l'enfant fut attribué à la mère. Dans un autre cas, le mari musulman était d'accord que ses enfants soient éduqués dans la foi chrétienne, mais cela a eu pour conséquence une rupture totale avec la famille du mari, lequel ne met plus les pieds dans son pays d'origine.

Dans un cas plus tragique, un converti musulman franco-suisse a épousé en 1990 une Malaise convertie elle aussi à l'islam qui lui donne deux filles. La famille s'installe en France. Le couple entre en crise, le mari reprochant à son épouse d'être une mauvaise musulmane. Elle s'enfuit à Genève et trouve refuge dans un centre d'accueil pour femmes où son mari vient kidnapper les deux filles dans la nuit du 16 septembre 1993 pour une cavale de trois ans. Il réapparaît en Malaisie, où il obtient provisoirement d'un tribunal l'annulation de son mariage et la garde des

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 79 II 344.

deux petites. De son côté, la femme, devenue suisse, a demandé le divorce et a obtenu le 17 mai 1994 l'autorité parentale<sup>1</sup>. Retourné en Suisse deux ans plus tard, le père est arrêté par la police et condamné en 1997 à cinq ans de réclusion par la cour correctionnelle de Genève pour enlèvement et séquestration. Il refuse d'indiquer où sont ses filles. On ne sait même pas si elles sont encore en vie. Il a déclaré au Tribunal:

Mon souci principal consiste à préserver l'éducation de mes filles. Si je vous indique où elles se trouvent, j'en perds le contrôle et la responsabilité. Alors qu'au bout de ma peine, il me reste une chance de les retrouver et de jouer mon rôle de père musulman. Ma religion me dit qu'il ne faut pas indiquer où elles se trouvent<sup>2</sup>.

Vu le silence qu'il continue d'observer sur le sort de ses filles, il est soumis à un régime sévère. Pas de congés. Pas de libération conditionnelle en vue. Son attitude lui vaudra de purger sa peine intégralement. Et il se peut que l'instruction se poursuive contre lui et qu'il se retrouve aux Assises. Le concerné affirme cependant qu'il est prêt à rester en prison jusqu'à la majorité de ses filles, soit encore dix ans<sup>3</sup>. Interrogé par la Radio suisse romande, Hafid Ouardiri, porte-parole de la Mosquée de Genève, estime: "Le respect des lois de Dieu passe avant la tristesse de la mère". Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève, justifie le comportement du père:

Il y a ... dans ce procès une dimension dont il faut tenir compte. L'ex-épouse a rompu l'engagement de fonder une famille selon les pratiques de l'islam, nous pouvons donc comprendre le motif qui a poussé [le mari] à agir de la sorte<sup>4</sup>.

Hani Ramadan n'explique pas quel est le tort de la mère. Ces déclarations constituent une incitation à la transgression du droit suisse. Aucune sanction n'a été prise à l'encontre de leurs auteurs!

La question se pose de savoir si une décision d'un pays musulman fondant l'attribution de l'autorité parentale au père en raison de sa prédominance dans l'éducation des enfants n'est pas contraire à l'ordre public suisse, soit parce que l'intérêt effectif de l'enfant n'est pas pris en considération dans le cas d'espèce, soit parce qu'il y a violation du principe de l'égalité des sexes. Au cas où un musulman égyptien intenterait une action en divorce contre sa femme suisse de religion chrétienne en Égypte, il est évident que le tribunal égyptien priverait la Suisse, en raison de sa religion, du droit de garde pour qu'elle ne puisse pas influencer ses enfants en matière de religion. La Suisse n'exécuterait pas ce jugement sans considérer l'intérêt des enfants. Le seul critère de la religion sur lequel se serait basé le tribunal égyptien pourrait dans ce cas être considéré comme contraire à l'ordre public suisse.

En ce qui concerne le pouvoir du père sur le mariage de ses enfants, les parents musulmans vivant en Suisse ne peuvent contraindre leurs enfants à se marier, et ils

<sup>1</sup> Tribune de Genève, 12.12.1996 et 24 Heures, 12.12.1996; LM, 10.12.2000.

<sup>2</sup> Propos rapportés par le Nouveau Quotidien, 4.9.1997, p. 22.

<sup>3</sup> LM, 10.12.2000.

<sup>4</sup> Propos rapportés par le Nouveau Quotidien, 4.9.1997, p. 22.

ne peuvent s'opposer à leur mariage, par exemple avec un non-musulman. Pour contourner la loi suisse, des parents musulmans renvoient leurs filles dans leur pays d'origine pour leur imposer un mariage arrangé par la famille. L'article 45 LDIP considère comme valable en Suisse le mariage conclu à l'étranger. Mais si un des deux conjoints est suisse ou domicilié en Suisse, un tel mariage, effectué sans le consentement des deux, ne saurait être reconnu. Ceci serait contraire à l'ordre public suisse (article 27 al. 1 LDIP). Un tel mariage est entaché d'une nullité relative. Signalons ici que le refus de la fille d'obéir aux ordres des parents a parfois des conséquences dramatiques pouvant aller jusqu'à la mort.

Un problème important sur lequel il faut s'entendre déjà avant le mariage est le prénom des enfants. Les prénoms en langue arabe peuvent être à connotation musulmane, chrétienne ou neutre. En Suisse, le choix des prénoms incombe de plein droit aux deux parents s'ils sont mariés ensemble; s'ils ne le sont pas, ce choix appartient à la mère<sup>1</sup>. Il est annoncé en même temps que la naissance<sup>2</sup>. Cette question devrait de préférence être réglée avant le mariage et au plus tard avant la naissance.

En ce qui concerne l'adoption, le droit suisse la permet. Certains musulmans recourent au système du recueil dont nous avons parlé plus haut, car l'adoption proprement dite est interdite en droit musulman. Mais le recueil ne donne pas le droit de faire venir l'enfant en Suisse comme s'il avait été adopté. En raison des problèmes que pose l'adoption, la brochure publiée par l'Institut suisse de droit comparé conseille aux couples mixtes de se soumettre à des examens prénuptiaux (stérilité, maladies vénériennes, sida, etc.), examens d'ailleurs exigés par certains pays musulmans. Si l'un des deux conjoints était stérile, le projet de mariage pourrait rencontrer quelques difficultés, même si le couple lui-même accepte le mariage sans enfants. En effet, la famille du mari acceptera très rarement une entorse aussi grave à la règle sociale, même si le couple vit en Suisse, loin de la famille du mari.

Certaines informations qui circulent dans les milieux des services sociaux indiquent l'existence de groupes en Suisse qui font venir des enfants depuis les pays musulmans. Mais comme un chrétien ne peut pas adopter un enfant musulman selon le droit de ces pays, on pousse les familles chrétiennes à se convertir à l'islam.

Un des problèmes les plus aigus est celui de l'enlèvement d'enfants. Aucun pays musulman n'a signé la *Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*.

## **9) Régime matrimonial**

### **A) Normes musulmanes**

En droit musulman, le régime légal est celui de la séparation des biens. Ce qui signifie que chaque époux garde la propriété de ses biens acquis aussi bien avant que pendant le mariage. Ceci désavantage la femme si elle reste au foyer, fait le

---

<sup>1</sup> Article 301 alinéa 4 CCS; article 69 alinéa 1 de l'Ordonnance sur l'état civil.

<sup>2</sup> Article 69 alinéa 2 de l'Ordonnance sur l'état civil.

ménage et s'occupe des enfants. Ce travail n'étant pas rémunéré, elle sort du mariage avec les seules ressources qu'elle avait avant le mariage. Quant au mari, il garde tous les gains qu'il a réalisés avant comme pendant le mariage de par ses activités lucratives. Cette inégalité est d'autant plus flagrante que le mari peut interdire à la femme de travailler. Il faut ajouter à cela que la femme divorcée n'a droit à des prestations d'entretien que pour une durée très limitée, variant selon les pays entre quelques mois et deux ans.

Pour parer à cette situation économique précaire de la femme, le droit musulman prévoit le paiement obligatoire d'une somme d'argent (douaire) de la part du mari à sa femme. Ce douaire est souvent payé en un acompte avant le mariage et le reste lors du divorce. Si le divorce est imputable à la femme, celle-ci perd le droit au reste du douaire. D'autre part, pour obtenir la répudiation de son mari, la femme peut être amenée à renoncer au reste du douaire et à rembourser à son mari ce qu'elle en a déjà reçu. Le douaire peut être un montant symbolique visant à ne pas trop accabler le mari. Il peut toutefois aussi constituer une somme assez importante destinée à assurer l'avenir économique de la femme divorcée<sup>1</sup>. Ce douaire est en principe la propriété exclusive de la femme, mais parfois ses parents se l'approprient.

## **B) Normes suisses**

En Suisse, si les époux ne choisissent pas un des régimes mis à disposition par le Code civil, ils sont soumis au régime légal de la participation aux acquêts. Ce qui signifie qu'en cas de dissolution du mariage par le divorce ou par le décès d'un conjoint, les biens acquis pendant le mariage seront partagés à égalité. Quant aux biens que chacun possédait avant le mariage, ils restent la propriété de l'époux concerné. D'autre part, le divorce ne met pas forcément fin aux rapports matériels des époux puisque la loi prévoit des obligations alimentaires. Ces normes s'appliquent à tous les Suisses indépendamment de leur religion.

Si l'un des deux est étranger, la LDIP permet aux époux de choisir le droit régissant leur régime matrimonial. Ils peuvent choisir le droit de l'État dans lequel ils sont tous deux domiciliés ou seront domiciliés après la célébration du mariage, ou le droit d'un État dont l'un d'eux a la nationalité (article 52 al. 1 LDIP). L'élection du droit doit faire l'objet d'une convention écrite ou ressortir d'une façon certaine des dispositions du contrat de mariage (article 53 al. 1 LDIP). Elle peut être faite ou modifiée en tout temps. Si elle est postérieure à la célébration du mariage, elle a effet rétroactif au jour du mariage, sauf convention contraire (article 53 al. 2 LDIP).

À défaut d'élection du droit, le régime matrimonial est régi par le droit du domicile commun ou du dernier domicile commun des époux. Si les époux n'ont jamais eu de domicile commun, le droit national commun est applicable. À défaut, c'est le régime suisse de la séparation des biens qui s'applique (article 54 LDIP). En cas de transfert de domicile d'un État dans un autre, le droit du nouveau domicile est

---

<sup>1</sup> Un acte de mariage d'une Égyptienne avec un Algérien, vivant tous deux au Canada, prévoit un douaire d'un demi-million de marks allemands!

applicable avec effet rétroactif au jour du mariage, sauf convention écrite contraire (article 55 LDIP). Sur la base de ces règles, le droit musulman ne sera applicable qu'aux couples ayant la même nationalité, mais domiciliés dans deux États différents.

La brochure publiée par l'Institut suisse de droit comparé conseille aux couples mixtes de soumettre leur régime matrimonial au droit suisse. Si la femme choisit de rester à la maison, il faut que son travail soit pris en considération dans le partage des biens acquis par le mari. Si la femme travaille, elle doit éviter que ses biens tombent entièrement dans le ménage ou dans les mains de son mari. Elle doit exiger que le mari participe lui aussi aux dépenses du ménage. En effet, il arrive que des musulmans - comme d'autres d'ailleurs - épousent des Suissesses pour obtenir un permis de séjour et le droit de travailler en Suisse. Il existe des cas où les maris laissent à la femme la charge du ménage et renvoient tous leurs gains dans leur pays d'origine. Lorsqu'ils estiment qu'ils ont assez gagné en Suisse, ils divorcent ou répudient leurs femmes et partent dans leur pays épouser d'autres femmes. Si le couple entend s'établir à l'étranger, il importe de s'entendre sur les droits économiques de chacun des conjoints selon que la femme souhaite travailler ou rester à la maison. Il faut faire en sorte que la femme ne se retrouve pas dans la rue en cas de divorce, de répudiation ou de décès du mari. Il n'est donc pas inutile qu'elle exige de son mari le versement d'une somme d'argent (si possible importante), à titre de douaire, en prévision de telles éventualités. Ce sont les règles du jeu chez les musulmans. Pour cette raison, l'Ambassade suisse au Caire insiste pour que le douaire soit suffisamment élevé pour subvenir aux besoins de la femme en cas de divorce. Malgré cela, certains actes de mariage de Suissesses avec des musulmans égyptiens indiquent que le douaire est d'une livre égyptienne (moins de 50 centimes suisses, parfois payés par la femme)!

## **10) Droit successoral**

### **A) Normes musulmanes**

Le droit musulman comporte des normes discriminatoires à l'égard des femmes en matière successorale. Cette discrimination tire son fondement du Coran qui octroie aux fils le double de la part des filles (4:11) et au mari le double de ce que sa femme hérite de son mari prédécédé (4:12-13). On attribue cette discrimination au fait que les hommes ont plus de charges que les femmes<sup>1</sup>. Ces justifications ne tiennent pas compte du fait que certaines femmes aujourd'hui subviennent aux besoins de leurs familles plus que les hommes.

Le droit musulman comporte aussi des normes discriminatoires pour cause d'appartenance religieuse. Ainsi, un musulman qui apostasie ne peut hériter de personne, et sa succession est ouverte de son vivant, notamment s'il abandonne son pays pour échapper à la justice. Seuls ses héritiers musulmans peuvent hériter de lui. S'il revient à l'islam, il récupère ses biens<sup>2</sup>. D'autre part, le musulman ne peut hériter d'un chrétien et vice-versa. Ainsi, si une non-musulmane épouse un

---

<sup>1</sup> Colloques sur le dogme musulman, p. 201-202.

<sup>2</sup> Ceci est prévu explicitement par l'article 294 du Code de la famille kuwaitien.

musulman et met au monde des enfants (forcément musulmans selon le droit musulman), elle ne peut hériter de son mari ou de ses enfants. D'autre part, les enfants musulmans ne sauraient hériter de leur mère non-musulmane. Et si un chrétien devient musulman, seuls ses enfants qui deviennent musulmans peuvent hériter de lui. Seul moyen pour contourner cette règle: constituer un legs à concurrence d'un tiers de la succession en faveur de l'héritier privé de l'héritage pour raison de différence de religion. Les normes musulmanes en matière de succession incitent bon nombre de femmes non-musulmanes mariées à des musulmans à devenir musulmanes (pour la forme) afin de ne pas perdre leur part dans l'héritage de leur mari et pour que leurs enfants (en général musulmans) ne soient pas exclus de leur propre héritage.

## **B) Normes suisses**

Les documents internationaux ne traitent pas directement de la succession. On peut cependant invoquer le droit d'accès à la propriété sans discrimination pour raison de sexe reconnu par l'article 17 de la DUDH.

Les pays arabes signataires de la *Convention relative aux droits de la femme* ont émis des réserves concernant l'article 16 al. 1.c qui préconise les mêmes droits et les mêmes responsabilités de l'homme et de la femme "au cours du mariage et lors de sa dissolution", et l'article 16 al. 1.h qui prévoit les "mêmes droits à chacun des époux en matière de propriété, d'acquisition, de gestion, d'administration, de jouissance et de disposition des biens, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux". Ces pays ont estimé que ces deux dispositions se heurtent aux normes islamiques<sup>1</sup>.

En Suisse, l'article 8 nCst interdit la discrimination basée sur le sexe ou la religion. Ceci a son application en droit successoral, ce qui va à l'encontre des normes musulmanes. Lorsque le défunt a son dernier domicile en Suisse, les autorités suisses sont compétentes (article 86 al. 1 LDIP) et appliquent le droit suisse (article 90 al. 1 LDIP). Si le défunt est musulman, les normes musulmanes sont écartées de par la règle de conflits de lois.

Le problème se pose lorsque le défunt a choisi dans son testament l'application du droit musulman de son État national, puisque le droit suisse permet de choisir la loi applicable (article 90 al. 2 LDIP)<sup>2</sup>. De même, si le défunt étranger a eu son dernier domicile dans son pays d'origine, les autorités suisses ne sont compétentes que s'il a laissé des biens immobiliers en Suisse et uniquement dans la mesure où les autorités étrangères ne s'occupent pas de la succession (article 88 al. 1). Dans ce cas, la succession est régie par le droit que désignent les règles de droit international privé de l'État dans lequel le défunt était domicilié (article 91 al. 1). Ici aussi, il est bien possible que le droit musulman soit applicable. Enfin, il faut tenir compte des conventions internationales, notamment de la *Convention d'établissement* entre la Suisse et l'Iran de 1934, prévoyant l'application du droit national du défunt.

---

<sup>1</sup> Traités multilatéraux, p. 175-181. Voir ces réserves in: <http://untreaty.un.org/ENGLISH/bible/englishinternetbible/partI/chapterIV/treaty9.asp>

<sup>2</sup> Bucher: Droit international privé suisse, tome II, p. 396. Les citoyens suisses ne peuvent pas soumettre leur succession à la loi nationale d'un autre pays.

Lorsque le droit musulman est applicable, il est probable, selon la doctrine, que les règles excluant certaines personnes de la succession pour des motifs fondés sur la race, la nationalité ou la religion soient considérées comme contraires à l'ordre public suisse, dans la mesure où des liens significatifs existent avec la Suisse<sup>1</sup>. Qu'en est-il de l'attribution d'une part inégale à raison du sexe? Comme cette question n'a pas encore été tranchée par la jurisprudence ou la doctrine suisse, nous estimons que si les héritières sont d'accord pour l'application des normes musulmanes qui les discriminent, les autorités suisses appelées à partager la succession et les banques suisses sollicitées à transférer la succession aux héritiers ne doivent pas soulever d'office le caractère discriminatoire des normes musulmanes. Il ne faut pas être plus royaliste que le roi. Il devrait en aller autrement si les héritières réclament le respect du principe constitutionnel de l'égalité des sexes. Il faut en effet rappeler que de nombreuses voix dans le monde musulman réclament l'application d'une telle égalité en matière successorale<sup>2</sup>.

## **Chapitre V.**

### **Interdits alimentaires**

#### **1) Normes religieuses**

On trouve des interdits alimentaires partout dans le monde, et ces interdits diffèrent d'un groupe social à l'autre, même si parfois ils se recoupent. Rares sont les gens qui sont omnivores. Ce qui nous intéresse ici ce sont les interdits alimentaires qui peuvent être considérés comme communs aux musulmans en vertu de considérations religieuses et qui posent problème en Suisse. Pour comprendre ces normes il faut pouvoir les situer sommairement par rapport aux normes juives et chrétiennes. Pour plus de détail, le lecteur peut se référer à deux études que nous avons publiées sur Internet<sup>3</sup>.

#### **A) Normes juives**

Les aliments permis sont appelés de nos jours aliments *casher*, c'est-à-dire adéquats, propres à la consommation, mais la Bible utilise le terme *tahor* (pur) par opposition au terme *tame* (impur).

#### **a) Aliments interdits**

Les mammifères terrestres ruminants ayant des sabots fourchus (Deutéronome 14:6) sont purs. Tous les autres mammifères sont *impurs*. C'est le cas du chameau (un ruminant sans sabots fourchus), et du porc (il a des sabots fourchus mais il ne rumine pas) (Deutéronome 14:7-8).

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 317.

<sup>2</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh: Unification des droits arabes, p. 198-199. Une opinion similaire est avancée par Al-Ashmawi: Al-shari'ah al-islamiyyah, p. 35-53 et Shahrur: Al-Kitab wal-Qur'an, p. 458-459 et 602-603.

<sup>3</sup> <http://www.lpj.org/Nonviolence/Sami/articles/frn-articles/abattage.htm>;  
<http://www.lpj.org/Nonviolence/Sami/articles/frn-articles/Aliments.html>.

Les oiseaux sont purs à l'exception de 24 espèces considérées impures (Lévitique 11:13-19; Deutéronome 14:12-18) comprenant des oiseaux sauvages et en particulier les oiseaux de proie. Mais il n'est pas aisé aujourd'hui d'identifier tous ces oiseaux interdits. Les oeufs des oiseaux impurs sont impurs.

Les animaux aquatiques qui ont à la fois des nageoires et des écailles (Lévitique 11:9-12) sont purs. Tous les autres poissons, les crustacés, les coquillages, les fruits de mer sont *impurs*.

Les autres espèces comme les rongeurs, les reptiles, les batraciens, les insectes et les invertébrés, sont impures, à l'exception de quatre sortes de sauterelles comestibles (Lévitique 11:22)<sup>1</sup>. L'abeille est un animal interdit, mais son miel peut être mangé.

La consommation de sang est interdite "car le sang c'est l'âme et tu ne dois pas manger l'âme avec la chair" (Deutéronome 12:23; voir aussi Genèse 9:4; Lévitique 17:12-14). De ce fait, l'animal doit être égorgé pour le vider de son sang, et ensuite sa viande est salée deux fois et rincée avec de l'eau trois fois pour supprimer toute trace de sang. On peut aussi recourir au grillage de la viande directement sur la flamme; le jus ne peut alors être récupéré.

Il est interdit de consommer des mammifères ou des oiseaux morts de mort naturelle ou abattus de façon non rituelle (Deutéronome 14:21; Exode 22:30). L'abattage rituel consiste à trancher au moyen d'un couteau parfaitement aiguisé, le plus rapidement possible et en causant le minimum de souffrance à l'animal, la trachée-artère, l'œsophage, la veine jugulaire et la carotide. Le boucher doit être juif. La Bible prévoit de donner la viande d'une charogne aux chiens (Exode 22:30), de la donner ou de la vendre aux non-juifs (Deutéronome 14:21). Le boucher doit enlever le suif (graisse de l'animal) (Lévitique 4:19). Il en est de même du nerf sciatique (Genèse 32:33). Et comme il est difficile d'enlever ce nerf, il fut décidé de renoncer à la consommation du quartier arrière de tous les mammifères, vendu alors à des non-juifs. Le nerf sciatique des oiseaux n'est pas enlevé. L'animal abattu doit être parfait, ni malade, ni blessé (Exode 22:30; Lévitique 17:15), ni castré. Les rabbins, s'opposent à l'étourdissement préalable<sup>2</sup> bien que rien dans la Bible ou le Talmud ne l'interdise si l'animal n'est pas blessé et reste en vie avant d'être saigné<sup>3</sup>.

La chasse n'est pas autorisée parce qu'un animal ne peut être consommé que s'il est tué rituellement<sup>4</sup>.

Il est interdit de mélanger la viande (le poisson n'est pas une viande) et le lait ou leurs dérivés en raison du verset: "Tu ne feras pas cuire un chevreau dans le lait de sa mère" (Exode 23:19 et 34:26, et Deutéronome 14:21). Pour cela le juif observant a une vaisselle pour les plats carnés et une autre pour les plats lactés. Une troisième vaisselle dite *parve* (neutre) sert à des aliments qui ne sont ni carnés

---

<sup>1</sup> Les lois alimentaires, p. 3.

<sup>2</sup> Ibid., p. 4-5.

<sup>3</sup> Voir notre article: Aldeeb Abu-Sahlieh: Faux débat sur l'abattage rituel en Occident.

<sup>4</sup> 24.4.2001: pyb@viejuive.com (Pierre-Yves Bauer).



ni lactés<sup>1</sup>. Après avoir consommé du lait ou de la viande ou leurs dérivés, il faut attendre entre une demi-heure et six heures avant de manger de l'autre aliment<sup>2</sup>. Est interdit le pain dans lequel on ajoute de la graisse animale ou lactique ou une levure de panification fabriquée à partir d'un alcool vinique si les règles concernant ces composants ne sont pas respectées<sup>3</sup>.

Les produits de la terre sont purs à l'exception des fruits d'un arbre pendant les trois premières années (Lévitique 19:23) et d'une portion (dite *halah*) de pain ou de gâteau préparé avec une de cinq céréales (blé, orge, épeautre, avoine et seigle). La maîtresse de maison prélève un petit morceau du pain et du gâteau et le brûle<sup>4</sup>.

Les jus de fruits et de légumes, tout comme les fruits et les légumes, sont propres à la consommation. Le lait des animaux *purs*, comme le lait de vache, est autorisé alors que le lait des animaux *impurs*, comme le lait d'ânesse, est interdit. Le vin et les alcools à base de vin comme le cognac sont des produits *purs* et peuvent être consommés<sup>5</sup>.

Un aliment consommé lors du sabbat doit être cuit dans le respect des normes du sabbat. Ce jour-là, il est interdit de faire 39 sortes de travail, dont allumer du feu (Exode 35:3). Pour ne pas violer cette norme, on allume le feu une heure avant le début du sabbat et on le laisse allumé tout le sabbat jusqu'au lendemain<sup>6</sup>. De même, il est interdit de consommer du levain pendant les huit jours de Pâque (Exode 12:15, 19 et 20). De ce fait, on utilise une vaisselle particulière pour Pâque afin qu'il n'y ait aucune trace de levain<sup>7</sup>.

En cas de nécessité, notamment en cas de maladie mortelle, dont le seul traitement serait l'absorption de nourritures ou de médicaments à base d'ingrédients *impurs*, les lois alimentaires s'effacent totalement. Devant une maladie moins grave, et lorsqu'on a le choix thérapeutique, on s'efforcera de choisir des médicaments aux composants permis. Les voies autres qu'orales (injections, suppositoires, pommades, spray) ne posent par contre aucun problème<sup>8</sup>.

## **b) Justification de ces interdits**

Sur Internet, un rabbin écrit: "La définition des animaux *impurs* émane de la seule volonté du Créateur. Elle ne se préoccupe ni des critères sanitaires, ni des qualités nutritionnelles"<sup>9</sup>. Cela n'a pas empêché certains d'avancer au cours des siècles, des explications, notamment pseudo-médicales, aussi nombreuses que peu vraisemblables, à but apologétique: Dieu sait ce qui est bon pour nous et la

---

<sup>1</sup> Bauer: La nourriture cacher, p. 10-12 et 20.

<sup>2</sup> Les lois alimentaires, p. 7-8.

<sup>3</sup> Ibid., p. 6-7 et 9-11.

<sup>4</sup> Bauer: La nourriture cacher, p. 10-14.

<sup>5</sup> Les lois alimentaires, p. 6.

<sup>6</sup> Bauer: La nourriture cacher, p. 18-20.

<sup>7</sup> Ibid., p. 10-12 et 20.

<sup>8</sup> Les lois alimentaires, p. 6-8.

<sup>9</sup> Ibid., p. 2.

meilleure preuve de cette bonté est que les aliments interdits sont mauvais pour la santé<sup>1</sup>.

La justification avancée par la Bible concernant les animaux est "de séparer le pur de l'impur" (Lévitique 11:47)<sup>2</sup>. Elle indique en outre:

Vous serez pour moi des hommes saints. Vous ne mangerez pas la viande d'une bête déchiquetée par un fauve dans la campagne, vous la jetterez aux chiens (Exode 22:30).

Tu ne pourras manger aucune bête crevée. Tu la donneras à l'étranger qui réside chez toi pour qu'il la mange, ou bien vends-la à un étranger du dehors. Tu es en effet un peuple consacré à Yahvé ton Dieu (Deutéronome 14:21).

Plusieurs normes juives excluent le non-juif de la préparation des aliments *purs*. Ainsi sont interdits l'usage et la consommation des boissons à base de raisin ou d'alcool de raisin, et de tout produit du pressoir qui n'auraient pas été fabriqués sous le contrôle d'un rabbin compétent, ou qui auraient été manipulés par un non-juif. Ceci s'étend jusqu'au vinaigre, l'huile de pépins de raisins ou le sucre de raisins. L'allumage du four ou des plaques doit être fait par un juif. On ne consomme que des laitages traités ou préparés en présence d'un juif. Les ustensiles de cuisine et les services de table doivent être immergés dans un bain rituel lorsqu'ils ont été fabriqués ou vendus par des non juifs<sup>3</sup>.

Moshe Menuhin, père du fameux violoniste Yehudi Menuhin, rapporte que la maison de son grand-père dans la colonie juive de Bokhara en Palestine était ouverte aux non-juifs lors d'une Pâque juive. On leur a dressé une table séparée. Menuhin ajoute:

Dès que les invités étrangers furent partis, il (grand-père) alla jusqu'à la table des invités et, avec un sourire, prit toutes les bouteilles de vin qui avaient été ouvertes (il y en avait un bon nombre), les emporta dehors et les vida dans le caniveau. Quelques-unes des bouteilles étaient presque pleines et je ne comprenais pas un tel gaspillage. Je demandai: "Quel mal les *goyim* [non-juifs] ont-ils fait au vin?" Grand-père sourit et expliqua que, selon le code des lois juives, tout vin ouvert par un *goy* devenait *yayin nesech*, du vin païen et par conséquent imbuvable<sup>4</sup>.

### **c) Respect des interdits**

Il ne semble pas que les interdits alimentaires aient toujours été observés chez les juifs. Ils ont même fait l'objet d'attaque lors du congrès de Pittsburgh (novembre 1885) par les juifs réformés américains qui ont déclaré: "Les lois alimentaires viennent d'époques et d'idées totalement étrangères à notre état mental et

---

<sup>1</sup> Maïmonide: Le guide des égarés, p. 594-596. Voir aussi Philon: De specialibus legibus, 4:118; Bauer: La nourriture cachée, p. 29-36; Henninger: L'impureté des aliments et du sang chez les peuples sémitiques, p. 476-482; Henninger: Nouveaux débats sur l'interdiction du porc dans l'islam, p. 29-40; Vaux: Les sacrifices de porcs en Palestine et dans l'ancien Orient, p. 499-516.

<sup>2</sup> Il serait trop long ici de relever les passages racistes de la Bible. Voir notamment les chapitres 9 et 10 du livre d'Esdras.

<sup>3</sup> Le vin et les sous-produits de la vigne, p. 6-8 et 11; Les lois alimentaires, p. 1-2.

<sup>4</sup> Menuhin, p. 34-35.

spirituel... Les observer de nos jours contribuera à diminuer plutôt qu'à encourager une élévation spirituelle moderne"<sup>1</sup>. Mais les autorités religieuses ont toujours insisté sur ces interdits. Isaïe fulmine d'ailleurs contre ceux qui violent ces interdits: "Ceux ... qui mangent de la chair de porc, des choses abominables et du rat, d'un même coup finiront, oracle de Yahvé, leurs actions et leurs pensées" (Isaïe 66:17)<sup>2</sup>. Ces autorités n'hésitent pas à recourir à des moyens coercitifs pour imposer la nourriture *casher*, usant de leur privilège pour délivrer des *certificats de pureté* dans tous les domaines de l'alimentation, de la restauration et de l'hôtellerie. Dans certains pays, ces autorités ont le monopole, reconnu par l'État, de la *certification de pureté*, sur laquelle elles perçoivent une taxe.

## **B) Normes chrétiennes**

### **a) Abolition des interdits**

Les interdits alimentaires juifs ont été pour la plupart abolis par les chrétiens. On trouve une ébauche de cette abolition chez Jésus qui déclara: "Il n'est rien d'extérieur à l'homme qui, pénétrant en lui, puisse le souiller, mais ce qui sort de l'homme, voilà ce qui souille l'homme", à savoir "les desseins pervers". Et Marc de commenter: "Ainsi il déclarait purs tous les aliments" (Marc 7:15, 19-22).

La communauté chrétienne s'est heurtée dès ses débuts aux interdits alimentaires juifs. Ainsi, des chrétiens d'origine juive ont reproché à Pierre d'avoir accepté l'invitation de Corneille, un centurion romain: "Pourquoi, lui demandèrent-ils, es-tu entré chez des incirconcis et as-tu mangé avec eux?" (Actes des apôtres 11:3). Pierre connaissait une telle interdiction, et l'a rappelée à son hôte: "Vous le savez, il est absolument interdit à un juif de frayer avec un étranger ou d'entrer chez lui. Mais Dieu vient de me montrer, à moi, qu'il ne faut appeler aucun homme souillé ou impur" (Actes des apôtres 10:28). Pierre a justifié son comportement par une vision dans laquelle une voix lui ordonnait de manger de tout ce qui lui était présenté du ciel en disant: "Ce que Dieu a purifié, toi, ne le dis pas souillé" (Actes des apôtres 10:15). Paul nous apprend que Pierre, "avant l'arrivée de certains gens de l'entourage de Jacques, ... prenait ses repas avec les païens; mais quand ces gens arrivèrent, on le vit se dérober et se tenir à l'écart, par peur des circoncis" (Galates 2:12).

Si les chrétiens d'origine juive ont continué à observer les interdits alimentaires bibliques, la conversion des païens au christianisme a amené les apôtres à limiter ces interdits au minimum. Ainsi, lors du Premier Concile tenu à Jérusalem, les Apôtres demandèrent aux convertis non-juifs de s'abstenir "des viandes immolées aux idoles, du sang et des chairs étouffées" (Actes des apôtres 15:29). On remarquera que ce concile a aboli aussi l'obligation de la circoncision. Pour les juifs, les non circoncis étaient considérés comme impurs et par conséquent ils ne devaient pas les fréquenter. Désormais, on peut être chrétien et aspirer au salut sans devoir être circoncis ou observer les interdits alimentaires juifs.

---

<sup>1</sup> Dietary laws, col. 44; Declaration of Principles, 1885 Pittsburgh Conference, in: [http://www.ucalgary.ca/~elsegal/363\\_Transp/PittsburgPlatform.html](http://www.ucalgary.ca/~elsegal/363_Transp/PittsburgPlatform.html)

<sup>2</sup> Voir aussi Ézéchiel 4:14; Tobie 1:10-11; I Maccabées 1:62; II Maccabées chap. 6 et 7.

La question de ces interdits revient dans les épîtres de Paul. Celui-ci établit une règle large en matière de nourriture: "Tout ce qui se vend au marché, mangez-le sans poser de question par motif de conscience", tout en évitant de faire scandale au plus faible (I Corinthiens 10:25:30). Paul permet même de manger de la viande immolée aux idoles parce que "nous savons qu'une idole n'est rien dans le monde et qu'il n'est de Dieu que le Dieu unique" (I Corinthiens chap. 8). Il estime que "rien n'est impur en soi, mais seulement pour celui qui estime un aliment impur; en ce cas il l'est pour lui... Le règne de Dieu n'est pas affaire de nourriture ou de boisson, il est justice, paix et joie dans l'Esprit Saint" (Romains 14:14 et 17).

L'interdiction de consommer du sang, aujourd'hui tombée en désuétude, était respectée par les chrétiens. Tertullien (d. vers 222) en parle dans ses écrits<sup>1</sup>. Aussi tard qu'en 692, le *Concile in Trullo* (Constantinople) interdit la consommation de toute nourriture contenant du sang, sous peine d'excommunication pour les peuples et de destitution pour les prêtres<sup>2</sup>. Le *Concile de Florence* s'est prononcé sur les aliments le 4 février 1442, passant même outre la décision des apôtres. Il y est dit "qu'aucune sorte de nourriture qu'accepte la société humaine ne doit être condamnée, et qu'aucune distinction ne doit être faite entre les animaux par qui que ce soit, homme ou femme, et de quelque genre de mort qu'ils périssent"<sup>3</sup>.

Si les apôtres ont aboli les interdits alimentaires, permettant aux chrétiens de manger de la nourriture des païens, certains conciles à certaines époques ont réintroduit des interdictions à l'égard de la nourriture des juifs<sup>4</sup>.

#### **b) Maintien des interdits chez certains groupes**

Certains groupes religieux chrétiens continuent à observer certains interdits alimentaires bibliques. C'est le cas des Adventistes qui recommandent une nourriture ovo-lacto-végétarienne, le respect des interdits bibliques sur les animaux et le sang (mais ils acceptent la transfusion sanguine), l'abstinence de fumer et de consommer des aliments contenant de la théine, de la caféine et de l'alcool<sup>5</sup>. Les Témoins de Jéhovah n'observent pas les interdits bibliques sur les animaux et boivent du vin, mais ils interdisent la consommation du sang, la transfusion sanguine et le tabac (I Corinthiens 7:1). Les Mormons n'observent pas les interdits bibliques sur les animaux mais recommandent de ne pas consommer de sang (boudin, etc.). Par contre, ils s'abstiennent de fumer et de consommer des aliments contenant de la théine, de la caféine et de l'alcool<sup>6</sup>. Ces trois groupes cependant n'exigent pas l'abattage rituel tel que pratiqué par les juifs, et ne suivent pas la norme biblique qui interdit de mêler la viande au lait.

---

<sup>1</sup> Tertullian: On the resurrection of the flesh, chapitre 6.

<sup>2</sup> The Quinsext Council, (or the Council in Trullo), 692, canon 67.

<sup>3</sup> Les conciles oecuméniques, tome II.1, p. 1181-1182.

<sup>4</sup> Voir Canon 12 du Concile de Vannes (465) (Hefele, vol. II.2, p. 905); Canon 40 du Concile d'Agde (506) (Hefele, vol. II.2, p. 997); Canon 15 du Concile de Mâcon (583) (Hefele, vol. III.1, p. 204) et Canon 7 du Concile de Metz (888) (Hefele, vol. IV.2, p. 689).

<sup>5</sup> Ce que croient les Adventistes, p. 286 et 288-290.

<sup>6</sup> Voir The word of wisdom: <http://wordofwisdom.ldsteach.com/>

Les chrétiens sont censés ne pas manger de viande les vendredis et pendant le carême, norme de moins en moins respectée, alors que jadis sa violation était sévèrement punie. Et aujourd'hui on constate un glissement de l'interdit religieux aux normes diététiques: on s'abstient de certains aliments pour garder la ligne au lieu de sauver son âme<sup>1</sup>. Il y a aussi des ordres religieux comme les Chartreux qui font de la privation constante de toute viande un point fondamental de leur règle<sup>2</sup>.

On peut donc conclure que les chrétiens, si l'on excepte des groupes mineurs, ne connaissent pas d'interdits alimentaires religieux. Et si aujourd'hui les chrétiens occidentaux ne mangent pas de rats ou de chiens, ceci relève plus des coutumes culinaires que d'interdits religieux.

### **C) Normes musulmanes**

La position des musulmans constitue un retour presque complet aux interdits juifs. Nous exposons ici ces interdits en nous basant notamment sur les ouvrages arabes modernes sunnites que nous complétons par des ouvrages chiites lorsque leurs normes diffèrent de celles des sunnites. Il faut à cet égard signaler que les auteurs musulmans classent les aliments principalement en ces catégories:

- *Halal* (licite): un aliment qu'on peut consommer.
- *Haram* (illicite): un aliment interdit à la consommation.
- *Mubah* (permis): un aliment dont la consommation est laissée au choix de la personne.
- *Makruh* (réprouvable, répugnant): un aliment dont il est préférable de s'abstenir bien qu'il ne soit pas interdit.

On trouve sur Internet des listes de produits classifiés en *halal*, *haram* et *mashbuh* (suspect). Les auteurs de ces listes disent qu'il faudrait s'abstenir de consommer les produits suspects.

#### **a) Interdits alimentaires dans le Coran**

En droit musulman, tout ce qui n'est pas interdit est permis. Dieu a mis à la disposition des êtres humains tous les animaux et tous les fruits de la terre pour qu'ils puissent s'en servir. Mais ils doivent éviter le gaspillage<sup>3</sup>. De même, il est interdit de tuer un animal licite pour un autre but que de le manger<sup>4</sup>. La chasse pour s'amuser et non pas pour se nourrir est condamnée par les légistes musulmans classiques<sup>5</sup>.

Le Coran insiste sur le fait que l'homme n'a pas le droit de déclarer un aliment illicite. Seul Dieu peut le faire (5:87; 16:116). Ce que Dieu déclare comme illicite est immonde, et ce qu'il déclare comme licite est bon (7:157), mais Dieu reste libre dans sa décision et il n'en rend compte à personne (5:1; 21:23).

---

<sup>1</sup> Branlard, p. 244-246.

<sup>2</sup> Chapitre 7 des Statuts de l'Ordre des Chartreux (Texte in: <http://chartreux.org/textes/-fr/st-fr-1.htm>).

<sup>3</sup> Voir le Coran 2:60, 168 et 172; 6:142; 7:160; 20:81.

<sup>4</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 184; Al-Fawzan: Al-at'imah, p. 138.

<sup>5</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh: Limites du sport, p. 366.

Le Coran parle de certains interdits alimentaires en vigueur chez les Arabes avant l'islam, interdits qu'il abroge parce qu'il les considère comme inspirés par le démon<sup>1</sup>. Il ne dit rien des interdits alimentaires chez les chrétiens, mais s'attarde longuement sur les interdits alimentaires chez les juifs. Il estime qu'avant la révélation de la Torah, tout aliment était licite, mais qu'Israël (Jacob?) s'est ensuite interdit certains de ces aliments (3:93) et que Dieu a interdit aux juifs des aliments pour les punir (4:160-161; 6:146). Ailleurs le Coran indique que Dieu n'avait interdit aux juifs que ce qu'il a interdit aux musulmans. Si ceux-ci ont ajouté à ces interdits d'autres aliments, c'est par leur propre décision (16:118). Par conséquent les musulmans ne doivent pas respecter les interdits des juifs, mais ceux que Dieu leur indique. Ces interdits sont fixés dans quatre versets:

- Allah a seulement déclaré illicite pour vous la chair d'une bête morte, le sang, la chair de porc et ce qui a été consacré à un autre qu'Allah. Mais quiconque est contraint à en manger sans intention d'être rebelle ou transgresseur, nul péché ne sera sur lui (2:173).
- Illicites ont été déclarés pour vous la chair de la bête morte, le sang, la chair du porc et de ce qui a été consacré à un autre qu'Allah, la chair de la bête étouffée, de la bête tombée sous des coups, de la bête morte d'une chute ou d'un coup de corne, la chair de ce que les fauves ont dévoré - sauf si vous l'avez purifiée -, la chair de ce qui est égorgé devant les pierres dressées (5:3).
- Dans ce qui m'est révélé, je ne trouve rien d'illicite pour qui se nourrit d'une nourriture, à moins que cette nourriture soit une bête morte, ou un sang répandu, ou de la viande de porc, car c'est une souillure, ou ce qui a été consacré à un autre qu'à Allah. Mais quiconque est contraint à en manger sans intention d'être rebelle ou transgresseur, ton Seigneur est seul absoluteur envers lui et miséricordieux (6:145).
- Allah a seulement déclaré illicite pour vous la chair d'une bête morte, le sang, la chair du porc et ce qui a été consacré à un autre qu'Allah. Mais quiconque est contraint à en manger sans intention d'être rebelle ou transgresseur, Allah sera absoluteur envers lui et miséricordieux (16:115).

Le Coran interdit donc: la charogne (appelée par le Coran *mawayyitah*, bête morte), le sang, la chair de porc et ce qui a été consacré à un autre qu'Allah. Rappelons que lors du Premier Concile tenu à Jérusalem, les Apôtres demandèrent aux convertis non-juifs de s'abstenir "des viandes immolées aux idoles, du sang, des chairs étouffées" (Actes des apôtres 15:29). Le Coran reprend cette formulation et y ajoute le porc, soit dans le but de gagner les juifs à sa cause, soit parce que certains chrétiens d'Arabie d'origine juive observaient une telle interdiction<sup>2</sup>. Les légistes classiques estiment que tout ce qui fait partie du porc est interdit: sa viande, sa graisse, ses os, sa peau, et ses poils. Mais Ibn-Hazm écrit que le Coran n'interdit que la viande du porc<sup>3</sup>. Les malikites considèrent les poils du porc comme purs, à

<sup>1</sup> Voir 2:168-169; 5:103; 6:138-139 et 143-144.

<sup>2</sup> Voir sur ce courant chrétien qui suivait les normes mosaïques Aldeeb Abu-Sahlieh: Circoncision masculine, p. 106-109.

<sup>3</sup> Ibn-Hazm: Al-muhalla, vol. 7, p. 391-392. Voir sur ce débat Musa: Ahkam al-at'imah, p. 58-62

condition de ne pas être arrachés, mais il faut les laver. Les hanbalites permettent d'en faire un tamis à condition qu'il soit utilisé pour tamiser des produits secs<sup>1</sup>.

Le Coran interdit de manger un aliment "qui a été consacré à un autre qu'Allah" dans les versets 2:173; 6:145; 16:115 et 5:3 susmentionnés. Ce dernier verset ajoute à cette interdiction "la chair de ce qui est égorgé devant les pierres dressées".

Concernant le sang, le verset 145 précise "sang répandu". Ceci signifie que le sang coulant d'un animal vivant ou mort est interdit, mais pas celui qui reste dans la viande d'un animal égorgé. L'animal doit être vidé de son sang autant que possible mais, contrairement aux juifs, on ne doit pas rincer et saler la viande ou la griller pour éliminer le reste du sang. En outre, Mahomet a permis de manger le foie et la rate, contrairement aux juifs<sup>2</sup>.

Le Coran interdit la chair de charogne (bête morte) et ajoute dans le verset 5:3: "La chair de la bête étouffée, de la bête tombée sous des coups, de la bête morte d'une chute ou d'un coup de corne, la chair de ce que les fauves ont dévoré - sauf si vous l'avez purifiée". La charogne est la bête décédée sans cause humaine, ou par un moyen jugé illicite comme par exemple en la battant jusqu'à la mort. Le gibier mort par la chasse est licite même s'il n'a pas été égorgé, sauf s'il y a eu possibilité de l'égorger mais qu'il ne l'a pas été. On n'a par contre pas besoin d'égorger les animaux aquatiques en vertu d'un récit de Mahomet qui dit: "Dieu a égorgé tout ce qui est dans la mer pour les fils d'Adam". Mais certains légistes classiques exigent d'égorger ceux qui vivent aussi hors de l'eau et qui ont du sang comme le crocodile. Les sauterelles peuvent être mangées si on les trouve mortes<sup>3</sup>. L'abattage de l'animal est réglementé en droit musulman:

- Il faut prononcer le nom de Dieu sur l'animal vivant qu'on veut abattre pour le manger lorsqu'on passe le couteau sur le cou de la bête (6:121; 22:36) et pour le gibier, lorsqu'on envoie les chiens derrière la bête (5:4). La raison pour laquelle on prononce le nom de Dieu sur la bête est de rendre sa viande meilleure et de chasser le diable de la bête et de celui qui l'abat<sup>4</sup>. Signalons cependant que le Coran interdit de chasser du gibier ou de manger ses oeufs pendant la période de pèlerinage (5:2 et 95-96).
- Le boucher doit être majeur et capable de discernement, soit un musulman, soit quelqu'un des *Gens du Livre* (chrétien, juif, samaritain ou sabéen). L'opinion dominante chez les chiites est en revanche qu'il ne faut pas accepter l'abattage par quelqu'un des *Gens du Livre*<sup>5</sup>.
- L'abattage peut avoir lieu en égorgeant l'animal (*dhabh*) dont le cou est court comme c'est le cas avec la vache, le mouton et l'oiseau, en portant le couteau à la clavicule au bas du cou de l'animal (*nahr*) lorsque ce dernier a un long cou comme le chameau, ou en blessant l'animal (*aqr*) qu'on ne peut pas saisir

---

<sup>1</sup> Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah: Khanzir, vol. 20, p. 35.

<sup>2</sup> Musa: Ahkam al-at'imah, p. 139-142.

<sup>3</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 289-292.

<sup>4</sup> Ibid., p. 165.

<sup>5</sup> Al-Tabatba'i: Riyad al-masa'il, vol. 8, p. 166-174.

comme c'est le cas du gibier ou d'un bœuf agité. Égorger un animal consiste à couper la trachée-artère (tube respiratoire), l'œsophage (tube digestif) et les deux veines jugulaires intérieures et extérieures (conduits sanguins).

- L'outil pour abattre l'animal peut être un couteau, une épée ou une lame pour les animaux qu'on égorge. Pour les gibiers et les animaux insaisissables, il peut être un outil blessant comme une lance ou un projectile. Dans les deux cas l'outil doit faire couler le sang. Si par contre on étrangle un animal, ou on le tue par un choc ou en le battant, sa viande est illicite. Si un animal est tué par un coup de fusil et que le projectile transperce l'animal, sa viande est licite. Un tel animal n'a pas besoin d'être égorgé. Mais s'il meurt à cause du choc d'un caillou, d'un projectile ou du son de ce dernier, sa viande est illicite à moins qu'on ne puisse atteindre l'animal encore en vie pour l'égorger. Pour que l'abattage de l'animal soit légal, il faut donc qu'il intervienne sur un animal vivant et non pas mort<sup>1</sup>.
- L'abattage de l'animal se fait préférablement avec le visage du boucher et de l'animal tournés vers la Mecque<sup>2</sup>. Le but est de faire le contraire de ce que font les polythéistes qui abattent leurs animaux en se tournant vers leurs idoles<sup>3</sup>.

#### **b) Élargissement des interdits par les légistes**

Si on se limite au Coran, on peut dire qu'il n'interdit que quatre aliments: le porc, le sang, la charogne et les aliments offerts aux idoles. Le Coran considère comme permis tout ce qui n'est pas interdit, comme signalé plus haut. Par conséquent, hormis ces quatre interdits, tout aliment est licite. Mais les légistes classiques ont tenté d'élargir la liste des interdits sur la base d'une interprétation de certains versets coraniques et de récits contradictoires de Mahomet, probablement pour accommoder des coutumes locales.

Ainsi, ils considèrent comme licites les bêtes qui entrent dans la catégorie d'*an'am*, bêtes de troupeaux, à savoir les ovins, les bovins et les chameaux, sur la base des versets 6:143, 16:5 et 36:71-73. Quant aux équins (le cheval, le mulet et l'âne), le Coran dit que Dieu les créa "pour que vous les montiez et comme appareil" (16:8). Contrairement au verset sur les bêtes de troupeaux, le Coran n'indique pas que ces animaux servent à nourrir. Mahomet aurait aussi interdit d'en manger. Mais l'opinion dominante considère la viande du cheval et de l'âne sauvage comme licite du fait que Mahomet et ses compagnons en auraient mangé<sup>4</sup>. Par contre, l'âne domestique et le mulet sont interdits sauf pour les malikites qui les considèrent soit comme licites, soit comme réprouvables<sup>5</sup>.

Selon l'opinion dominante, la viande de tout animal possédant des canines dont il se sert pour attaquer d'autres animaux, comme le lion, le tigre ou le loup, est illicite. On cite ici des récits de Mahomet qui interdisent d'en manger. Certains malikites les permettent au motif que le Coran n'en fait pas mention parmi les

---

<sup>1</sup> Musa: Ahkam al-at'imah, p. 87-128.

<sup>2</sup> Al-Fawzan: Al-at'imah, p. 137.

<sup>3</sup> Musa: Ahkam al-at'imah, p. 131.

<sup>4</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 16-23.

<sup>5</sup> Ibid., p. 23-30.



aliments interdits, mais Malik est d'avis qu'il est répréhensible d'en manger<sup>1</sup>. Les légistes classiques sont partagés concernant la viande de certains animaux qui ont des canines, comme l'hyène, le renard, l'ours, le chat domestique et sauvage, l'éléphant et le singe. Certains juristes disent qu'il est permis d'en manger, d'autres y sont opposés, d'autres enfin la permettent avec répugnance<sup>2</sup>.

Concernant les rongeurs, le rat est interdit mais l'opinion dominante permet de manger le hérisson, le porc-épic<sup>3</sup> et le lapin<sup>4</sup>. Certains compagnons considèrent qu'il est répréhensible de manger du lapin parce que Mahomet aurait dit qu'il a des menstruations et de ce fait il ne le mange pas, mais il ne l'interdit pas non plus<sup>5</sup>. Les légistes classiques permettent de manger les sauterelles ainsi que les vers dans les fruits<sup>6</sup>.

Les oiseaux sont en principe licites. L'opinion dominante interdit cependant de manger les oiseaux rapaces ayant des griffes, mais certains permettent de les manger du fait qu'ils ne figurent pas dans les aliments interdits mentionnés par le Coran. L'opinion dominante interdit aussi de manger la chauve-souris, mammifère volant, mais certains juristes permettent de la manger avec répugnance<sup>7</sup>.

Le Coran permet de manger des animaux qui vivent dans l'eau (5:96; 16:14; 35:12). Mais l'opinion dominante chez les chiïtes, invoquant des récits de Mahomet, suit la classification biblique, n'autorisant que les animaux qui ont des écailles<sup>8</sup>. Ils ne parlent pas des nageoires comme la Bible, probablement du fait que tout poisson à écailles a des nageoires. Quant aux légistes sunnites classiques, ils sont moins catégoriques. On peut résumer leur position comme suit:

- Tous les légistes classiques sont d'accord sur le fait que le poisson mort pour une raison apparente (en se battant, à cause d'une forte vague, a reçu un coup de bâton, ou a été jeté par l'eau sur la plage) est licite. S'il est mort sans raison apparente, la majorité des juristes le considère comme licite sauf les hanafites qui le considèrent comme illicite.
- Si l'animal aquatique n'est pas un poisson ou ne ressemble pas à un poisson, les hanafites le considèrent comme illicite et les autres comme licite sauf si exclu expressément (comme la grenouille), ou exclu à cause de sa nature venimeuse (comme l'anguille), de son agressivité (comme le crocodile), ou de son immondice (comme la tortue de mer). Et si un animal vit en partie dans l'eau et en partie sur terre, il doit être égorgé pour devenir licite.
- Certains légistes classiques estiment qu'un animal aquatique ressemblant à un animal terrestre interdit est aussi interdit de consommation. C'est le cas du

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 32-35.

<sup>2</sup> Ibid., p. 35-44.

<sup>3</sup> Ibid., p. 45-50.

<sup>4</sup> Voir Al-Bukhari, récits 2384, 5066 et 5109, et Ahmad, récit 12949.

<sup>5</sup> Voir Ibn-Majah, récit 3236, Al-Tirmidhi, récit 1711, Abu-Da'ud, récit 3298. Voir aussi Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 14-16.

<sup>6</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 52-54.

<sup>7</sup> Ibid., p. 59-63.

<sup>8</sup> Al-Amili: Wasa'il al-shi'ah, vol. 16, p. 397-399. Al-Tabatba'i, Riyad al-masa'il, vol. 8, p. 217-225. Voir une liste partielle in: Dalil al-muslim, avec les dessins, p. 93-108.

dauphin (appelé *porc de mer*), du requin (appelé *chien de mer*), et de l'anguille (appelé *serpent de mer*). Certains estiment que le dauphin est interdit pour les gens qui le nomment *porc de mer*, et permis pour ceux qui le nomment par un autre nom<sup>1</sup>.

Si un animal licite se nourrit de détritus, l'opinion dominante estime qu'on ne peut le manger qu'après quarantaine, période pendant laquelle on le nourrit d'aliments propres, afin que sa viande ne soit plus contaminée par ce qu'il ingère. Cette période varie entre trois et quarante jours<sup>2</sup>.

Mahomet a ordonné de tuer certains animaux comme le serpent, le corbeau, le rat, le chien agressif et le *dab* (sorte de lézard), et il a interdit de tuer certains autres animaux comme la grenouille, la fourmi, l'abeille, la huppe, la pie grièche, la perdrix et la chauve-souris. Ces deux catégories ne peuvent pas être mangées. Mais certains juristes disent que ce qui peut être tué devrait être comestible.

Concernant les produits des animaux autres que leur viande, les légistes classiques disent que les os et la peau des animaux sont purs si l'animal est pur et a été abattu selon les règles religieuses. Ceux des animaux impurs ou qui n'ont pas été mis à mort selon les règles religieuses sont considérés comme impurs. Mais si la peau d'un animal pur et mort d'une façon non conforme est tannée, cette peau devient pure. Quant à la peau des animaux impurs, les légistes classiques sont partagés. Ainsi les hanafites permettent l'usage de la peau tannée du lion, du loup ou du chien. Mais on excepte les peaux du rat et du porc. Nous avons parlé plus haut du poil du porc, dont l'utilisation est permise par certains légistes classiques. Il est interdit de manger de la graisse prise à un animal vivant pur (comme celle prise de la bosse d'un chameau ou de la queue grasse de certaines espèces de moutons); une telle partie est considérée comme provenant d'une charogne<sup>3</sup>. Les oeufs et le lait des animaux licites sont licites. Ainsi on ne mangera pas des oeufs de tortue ou d'aigle et on ne boira pas du lait d'ânesse. De même on ne consommera pas de lait ou d'œufs d'un animal nourri avec des détritus avant qu'il n'ait observé une quarantaine. Si l'on trouve des oeufs dont on ne connaît pas l'animal, les légistes classiques estiment qu'on peut les manger dès lors que leurs deux bouts sont différents (conception qu'on trouve dans le Talmud) ou ce sont des œufs de poissons dont la coque est rugueuse<sup>4</sup>. Sont interdites certaines parties de l'animal comme les organes génitaux, la vésicule, l'urine et les selles. Mais l'urine du chameau est autorisée comme médicament.

Tous les fruits de la terre et des arbres sont licites (16:69; 36:33-35). Sont par contre interdits les produits qui portent préjudice à la santé (2:195; 7:157). Ainsi il est interdit de manger un fruit venimeux ou de consommer de l'alcool (5:90); l'interdiction peut être étendue à la drogue et au tabac<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 76-89 et Musa: Ahkam al-at'imah, p. 47-54.

<sup>2</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 72-75.

<sup>3</sup> Al-Tirmidhi, récit 1400 et Abu-Da'ud, récit 2475. Musa: Ahkam al-at'imah, p. 143-147.

<sup>4</sup> Al-Tabatba'i: Riyad al-masa'il, vol. 8, p. 228-229 et 251.

<sup>5</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 131-140.

Tous les aliments interdits deviennent licites en cas de nécessité pour sauvegarder la santé et la vie (2:173; 5:3; 6:145). Mais le musulman doit en consommer dans les limites de la nécessité et non pas pour s'en régaler ou se rassasier. Peut-on voler un aliment licite au lieu de consommer un aliment interdit? La réponse est non. Peut-on manger de la chair humaine? La réponse est oui si c'est un mort, et non si c'est un vivant même si ce dernier est passible de la peine de mort comme l'apostat ou le polythéiste<sup>1</sup>. Selon la doctrine dominante, il est interdit de consommer du vin en cas de soif et à défaut d'eau car le vin ne met pas fin à la soif et peut même l'augmenter. Mais il est permis d'user du vin comme médicament s'il n'y a pas d'autres moyens pour sauver la vie, à condition que la prescription du médicament soit faite par un médecin musulman digne de confiance<sup>2</sup>.

Un aliment licite peut devenir un aliment illicite, et inversement. Ainsi le jus de fruits, une fois fermenté, devient illicite. Le vin à son tour peut se transformer en vinaigre qui est un aliment licite, mais certains estiment que cette transformation doit être faite sans manipulation<sup>3</sup>. Le cadavre est impur, mais quand il se décompose, il devient de la cendre pure. L'eau, aliment licite, devient de l'urine qui est un aliment interdit. De même le lait est licite bien qu'il soit issu, selon le Coran, de deux aliments illicites, à savoir le sang et la nourriture décomposée dans le ventre (16:66). Nous avons aussi vu qu'un animal qui se nourrit de détritus devient pur après avoir observé une quarantaine. Pour juger si un aliment est devenu licite ou illicite, des légistes classiques se réfèrent au nom de l'aliment en question. Le vin, illicite, en devenant du vinaigre change de nom. Or le vinaigre ne figure pas dans la liste des aliments interdits. Il est donc licite. De même le chien, animal impur, en tombant dans un marais salant se décompose et devient du sel pur. L'excrément, matière impure, est mis dans un jardin et devient avec le temps de la terre qui est une matière pure servant à se purifier en l'absence d'eau<sup>4</sup>.

Si quelqu'un a eu des relations sexuelles avec un animal, cet animal devient impropre à la consommation et doit être tué et brûlé, et selon des récits de Mahomet la personne en question doit aussi être tuée<sup>5</sup>. Cette norme a son équivalent dans la Bible (Lévitique 20:15-16). Si la viande licite entre en contact avec la viande illicite comme celle du porc, la viande licite devient contaminée et donc inconsommable. De même, si on utilise pour égorger ou dépecer l'agneau un couteau qui a servi à égorger ou à dépecer un porc. Si un rat tombe dans un vase d'huile, l'huile devient impure. Mais s'il tombe sur du beurre solide, seule la partie touchée doit être enlevée. Tout produit qui contient un ingrédient interdit devient entièrement interdit. Ceci s'applique aux aliments, aux additifs alimentaires et aux produits pharmaceutiques comme les vitamines. Il existe des listes indicatives sur Internet qui répertorient les produits sur base de leurs composants, classifiés en

<sup>1</sup> Al-fatawi al-islamiyyah, vol 10, n° 1300, p. 3558-3562.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 10, n° 1307, p. 3581-3582.

<sup>3</sup> Voir fatwa sur Internet: [www.gueteli.fr/home/mohmedpat/food2.html](http://www.gueteli.fr/home/mohmedpat/food2.html).

<sup>4</sup> Musa: Ahkam al-at'imah, p. 241-251.

<sup>5</sup> Abu-Da'ud, récit 3871, Al-Tirmidhi, récits 1374 et 1376; Ibn-Majah, récit 2554; Ahmad, récits 2294 et 2597.

*halal* (licite), *haram* (illicite) et *mashbuh* (suspect, et donc interdit)<sup>1</sup>. On signale cependant que de telles listes ne sont pas toujours exactes du fait que les producteurs peuvent à tout moment changer les ingrédients de leurs produits.

Signalons enfin que les musulmans observent le jeûne du mois de Ramadan. Ils doivent s'abstenir de tout aliment, du lever du soleil jusqu'à son coucher. À côté de ce jeûne obligatoire il y a des jeûnes facultatifs, parfois un jour par semaine. D'autre part, l'opinion dominante, basée sur des récits de Mahomet, interdit de manger ou de boire dans des ustensiles en or ou en argent. Le but de cette interdiction serait d'éviter l'orgueil et la ressemblance avec les mécréants. Rappelons ici qu'il est interdit aux hommes de porter des bagues ou des bijoux en or, chose permise aux femmes<sup>2</sup>.

### c) Justification des interdits

On trouve chez les auteurs aussi bien classiques que modernes des explications visant à justifier ces interdits. Certes, la première raison est que Dieu les a prescrits, soit à travers le Coran, soit à travers Mahomet. Or, comme Dieu est omniscient et Mahomet infaillible, le croyant doit s'y soumettre. Et comme Dieu et Mahomet ne peuvent dicter des normes que pour le bien de l'homme, il ne fait pas de doute pour le musulman que ces normes sont bénéfiques pour la santé et les comportements sociaux. Pour être qualifiée de bonne sur le plan culinaire, voire même sur le seul plan physiologique, une nourriture doit être religieusement licite. Une nourriture à la fois bonne et illicite constitue une contradiction<sup>3</sup>. Ainsi on lit dans *Wasa'il al-shi'ah* que la bête tuée affaiblit le corps, procure la stérilité et provoque la mort par infarctus. Quant au sang, il accumule l'eau jaune dans le ventre, donne une mauvaise odeur, et cause la cruauté au point que celui qui le mange peut tuer son fils et ses parents. Quant au vin, il provoque le tremblement, affaiblit la force et pousse à l'adultère et au meurtre<sup>4</sup>.

On avance aussi des arguments liés à des croyances que l'on retrouve dans le Coran et selon lesquelles Dieu a métamorphosé des humains en animaux pour les punir. Le fait que Dieu ait porté son choix sur ces animaux indique que ces derniers sont impurs et, par conséquent, ils ne peuvent pas être consommés. Consommer de tels animaux signifie en tirer profit et banaliser la sanction divine. Cette possibilité de métamorphoser les humains est invoquée par le verset 36:67. Trois versets indiquent que Dieu en a fait usage en changeant des êtres humains en singes et en porcs (2:65; 5:60; 7:166). Les récits de Mahomet nous offrent d'autres exemples de métamorphoses<sup>5</sup>. Selon un récit attribué à Mahomet, Dieu aurait métamorphosé sept cents groupes humains qui avaient désobéi aux prophètes; quatre cents de ces groupes ont pris la forme d'animaux terrestres, et trois cents la forme d'animaux aquatiques. Mahomet aurait alors récité le verset 34:19 qui dit:

<sup>1</sup> [www.uh.edu/campus/msa/articles/halal.html](http://www.uh.edu/campus/msa/articles/halal.html); [www.soundvision.com/halalhealthy/ingredient.shtml](http://www.soundvision.com/halalhealthy/ingredient.shtml)

<sup>2</sup> Abd-al-Hadi: *Ahkam al-at'imah*, p. 140-143.

<sup>3</sup> Benkheira, p. 46.

<sup>4</sup> Al-Amili: *Wasa'il al-shi'ah*, vol. 16, p. 377, 378.

<sup>5</sup> Voir par exemple Muslim, récits 3609, 4814 et 5316; Al-Tirmidhi, récit 2987; Ahmad, récits 3560, 3580, 3797 et 11171. Voir aussi Al-Kasani: *Kitab bada'i al-sana'i*, vol. 5, p. 37.

"Nous les fîmes passer en légendes et les déchirâmes en mille lambeaux. En vérité, en cela sont certes des signes pour tout homme très constant et très reconnaissant"<sup>1</sup>. Signalons ici que l'argument de la métamorphose n'est pas mentionné dans les ouvrages modernes sur la nourriture, probablement en raison de son caractère irrationnel et choquant.

Nous avons vu que Mahomet ordonna de tuer certains animaux, comme le serpent, le corbeau, le rat, le chien agressif et le lézard<sup>2</sup>. L'ordre de les tuer est dû probablement au fait qu'ils sont nocifs. Ces animaux ne peuvent pas être mangés. Mahomet aussi interdit de tuer certains animaux qui, par conséquent, ne peuvent pas être mangés. Parmi ces animaux les sunnites citent la fourmi, l'abeille, la huppe, la pie grièche et la grenouille<sup>3</sup>. La raison de cette interdiction est d'ordre religieux. Ainsi l'interdiction de tuer la fourmi, l'abeille et la huppe proviendrait du fait que le Coran en parle en bien. Un récit chiite dit que sur l'aile de chaque huppe il est écrit en langue syriaque: "La famille de Mahomet est la meilleure de la création"<sup>4</sup>. La pie grièche serait la première à avoir observé le jeûne par dévotion envers Dieu. La voix de la grenouille est considérée par Mahomet comme une prière, mais peut-être que sa consommation a été interdite plutôt parce que sa chair contiendrait du venin<sup>5</sup>. La chauve-souris aurait essayé d'éteindre le feu du Temple de Salomon lors de sa destruction<sup>6</sup>. La perdrix rend grâce à Dieu et termine sa prière en disant: "Dieu a maudit ceux qui détestent la famille de Mahomet"<sup>7</sup>.

Comme chez les juifs, on trouve des interdits alimentaires liés au contact avec les non-musulmans. Le Coran stipule:

Aujourd'hui, sont licites pour vous les excellentes nourritures. La nourriture de ceux à qui a été donnée l'écriture est licite pour vous et votre nourriture est licite pour eux. Vous sont permises les femmes vertueuses d'entre les croyantes, et les femmes vertueuses d'entre les gens qui ont reçu le Livre avant vous (5:5).

Mangez donc de ce sur quoi a été proféré le nom d'Allah (6:118).

On remarquera du premier verset qu'il associe explicitement commensalité et inter-mariage. L'échange matrimonial est permis avec ceux dont les aliments sont permis.

L'opinion dominante chez les chiites est qu'il ne faut pas accepter l'abattage par quelqu'un des *Gens du Livre*, sur la base des récits de leurs imams. Certains estiment en effet que le verset 5:5 concerne la nourriture autre que la viande<sup>8</sup>. Les

<sup>1</sup> Al-Amili: Wasa'il al-shi'ah, vol. 16, p. 379-387. Voir aussi Al-Shaykh Al-Saduq: Ilal al-shara'i, p. 483-489.

<sup>2</sup> Voir par exemple Al-Bukhari, récits 1697 et 3067; Muslim, récits 2071 et 2075; Al-Tirmidhi, récit 767.

<sup>3</sup> Abu-Da'ud, récit 4583; Ibn-Majah, récits 324 et 3215; Ahmad, récits 2907 et 3073; Ibn-Majah, récit 3214. Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 63-71.

<sup>4</sup> Al-Amili: Wasa'il al-shi'ah, vol. 16, p. 301.

<sup>5</sup> Al-Aqfahsi: Kitab li-ma yahil wa-yuharram min al-hayawan, p. 131; Al-Bayhaqi: Al-sunan al-kubra, vol. 9, p. 534, récit 19382.

<sup>6</sup> Al-Bayhaqi: Al-sunan al-kubra, vol. 9, p. 534, récit 19381.

<sup>7</sup> Al-Amili: Wasa'il al-shi'ah, vol. 16, p. 302.

<sup>8</sup> Al-Tabatba'i: Riyad al-masa'il, vol. 8, p. 166-174.

chiites également sont plus réticents que les sunnites quant au mariage entre un musulman et une non-musulmane appartenant aux *Gens du Livre*.

Les sunnites permettent de manger de la viande d'un animal égorgé par un non-musulman, à condition qu'il soit monothéiste, à savoir chrétien, juif, samaritain ou sabéen. Il faut cependant que le non-musulman n'ait pas prononcé sur l'animal le nom d'une autre divinité que Dieu. S'il prononce le nom de Jésus ou d'Abraham au lieu du nom de Dieu, la viande devient inconsommable<sup>1</sup>. Par contre, il est interdit de manger la viande d'un animal abattu par un apostat<sup>2</sup>. Ibn-Abbas interdit de manger la viande d'un animal abattu par un musulman non circoncis, mais les juristes classiques ont estimé que si l'on permet de manger la viande d'un animal égorgé par un chrétien, à plus forte raison il faudrait permettre de manger la viande d'un animal égorgé par un musulman incirconcis<sup>3</sup>.

Dans tous les cas, l'animal doit être égorgé vivant et vidé de son sang. Pour s'assurer que ces deux normes sont respectées, un auteur égyptien propose la création d'abattoirs musulmans dans les pays qui exportent la viande vers les pays musulmans; les bouchers employés à cette tâche doivent être musulmans car ils sont préférables aux non-musulmans même s'il est permis de manger la viande des animaux abattus par eux<sup>4</sup>. Une *fatwa* sur Internet indique que le boucher non-musulman doit avoir la foi en Dieu. Elle ajoute: "Celui qui se dit chrétien ou juif, mais ne croit ni en Dieu, ni en un livre sacré, ni ne croit réellement en la religion qu'il prétend suivre, est en réalité un athée, et l'animal qu'il égorge ne sera donc pas permis au musulman"<sup>5</sup>.

En plus des restrictions en matière de viande, il est interdit à un musulman de s'asseoir à table avec quelqu'un qui boit du vin. Les chiites vont jusqu'à interdire de manger de la nourriture préparée par un non-musulman s'il la touche et lui transmet l'humidité de son corps<sup>6</sup>.

Des savants religieux musulmans estiment que les viandes d'animaux dont on ne sait pas comment ils ont été égorgés doivent être considérées comme licites en vertu du verset 5:5: "La nourriture de ceux à qui a été donnée l'écriture est licite pour vous". On invoque ici le fait que Mahomet avait mangé de la viande d'une chèvre qu'une juive lui avait offerte sans demander comment la chèvre avait été égorgée. Le musulman n'est pas obligé de demander comment chaque animal a été égorgé. Il est par contre tenu de demander si le boucher est un musulman ou faisant partie des *Gens du Livre*, du fait que Mahomet a mangé de la viande de la chèvre en sachant qu'elle venait de la part d'une juive. On invoque aussi un récit d'Ayshah selon lequel on apportait aux musulmans de la viande, sans savoir si le nom de Dieu était prononcé sur cette viande ou pas. Questionné, Mahomet répondit:

---

<sup>1</sup> Musa: Ahkam al-at'imah, p. 88-90.

<sup>2</sup> Al-Fawzan, p. 149.

<sup>3</sup> Ibn-Qudamah, vol. 11, p. 138. Voir Aldeeb Abu-Sahlieh: Circoncision masculine, p. 177.

<sup>4</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 224.

<sup>5</sup> [www.guetali.fr/home/mohmdpat/food2.html](http://www.guetali.fr/home/mohmdpat/food2.html).

<sup>6</sup> Dalil al-muslim, p. 69-70.

"Prononcez vous-mêmes le nom de Dieu sur la viande et mangez"<sup>1</sup>. *Le Guide du musulman à l'étranger* indique:

Beaucoup de nourritures des mécréants contiennent des aliments interdits comme le vin, la viande de charogne et de porc, et des poissons sans écaille. De ce fait, le musulman doit veiller à ce que sa nourriture ne contienne pas de tels aliments interdits.

Le musulman ne doit pas demander le contenu de la nourriture s'il l'ignore, à moins que cela ne soit de la viande. Il ne peut en effet manger de la viande que si elle a été égorgée selon les règles islamiques... Il peut par contre manger tout autre aliment sans poser de question, même si un tel aliment a été cuit avec la graisse de porc ou du vin. Mais il serait préférable de poser des questions et d'enquêter pour éviter les dangers de ces aliments pour l'esprit et le corps alors que l'apparence inspire qu'il s'agit d'aliments licites.

Si le musulman apprend que la viande n'a pas été égorgée selon les normes islamiques, il doit la considérer comme impure (*najs*) et illicite, et tout ce qui est cuit avec cette viande devient aussi illicite. En cas de doute sur la viande, on peut l'écarter et manger le reste de la nourriture<sup>2</sup>.

#### **d) Respect des interdits**

Les interdits alimentaires ne sont pas toujours traités avec la même rigueur. Bien que l'interdiction de l'alcool semble claire, Ayshah rapporte que Mahomet buvait du *nabith* (vin légèrement fermenté) fait de dattes, orge ou autres grains macérés dans l'eau jusqu'à la fermentation<sup>3</sup>. Le Calife Umar aurait aussi permis de couper le vin par l'eau et de le boire<sup>4</sup>. Certains légistes classiques, dont Abu-Hanifah, ont dit que le vin provenant d'autres fruits que le raisin et la datte, comme l'orge et le maïs, est interdit seulement dans la quantité qui enivre. Et selon Abou-Yusuf on ne punit le musulman que s'il est pris en flagrant délit. Des musulmans au premier siècle ont cru que le vin était permis à ceux qui faisaient des œuvres pies, en vertu du verset 5:93 qui stipule: "Il n'est pas de grief à faire à ceux qui croient et qui accomplissent des œuvres pies pour ce qui touche ce qu'ils mangent, quand ils sont pieux, croient et accomplissent des œuvres pies". Cette position est restée minoritaire<sup>5</sup> et celui qui consomme du vin est punissable (mais pas nécessairement puni). Et aujourd'hui certains pays musulmans ne prévoient pas de sanction pénale contre la violation d'un tel interdit. La plupart du temps, dans ces pays, la fabrication et la vente du vin sont confiées à des chrétiens, mais les musulmans sont ceux qui en consomment le plus. Il arrive cependant que des groupes musulmans interviennent pour châtier ceux qui consomment du vin et pour attaquer les magasins et les hôtels qui en vendent.

Si un musulman consomme de la viande de porc, de chien ou d'âne, il viole un interdit religieux, mais les légistes classiques ne prévoient aucune sanction pénale

---

<sup>1</sup> Abd-al-Hadi: *Ahkam al-at'imah*, p. 206-235.

<sup>2</sup> Dalil al-muslim, p. 70-71.

<sup>3</sup> Abu-Da'ud, récit 3511 et Ibn-Majah, récit 3398. Voir aussi Ahmad, récit 3315.

<sup>4</sup> Al-Nisa'i, récit 5609.

<sup>5</sup> Abd-al-Hadi: *Ahkam al-at'imah*, p. 112-130.

contre lui<sup>1</sup>. Bien que l'interdiction de consommer de la viande de porc ne soit pas sanctionnée sur le plan pénal, contrairement au cas du vin, on peut dire que les musulmans sont plus respectueux de l'interdiction de consommer du porc que de l'interdiction de consommer du vin. Le porc est en fait considéré comme un animal impur et répugnant. On m'a cependant signalé que, dans certains quartiers du Caire, des musulmans élèvent le porc et le vendent aux chrétiens. Indiquons enfin que les Qarmates (9<sup>ème</sup> – 11<sup>ème</sup> siècles), groupe musulman dissident aujourd'hui disparu, permettaient aux bouchers d'exposer de la viande de toutes sortes d'animaux, dont des porcs et des chiens, à condition d'y laisser la tête pour que les gens puissent en consommer en connaissance de cause, en toute liberté, chacun selon sa propre conscience<sup>2</sup>.

En ce qui concerne le respect du jeûne de Ramadan, nous renvoyons le lecteur à ce que nous avons dit dans la partie III, chapitre II.4.A.

### **e) Comparaison des interdits juifs et musulmans**

Les juifs et les musulmans ont des interdits alimentaires communs, comme c'est le cas pour le porc, la charogne, le sang et les aliments sacrificiels offerts aux idoles. Le Coran ne connaît pas la distinction juive entre mammifères ruminants à sabots fourchus, considérés purs, et les autres mammifères jugés impurs<sup>3</sup>. Certains aliments sont interdits aux juifs, alors qu'ils sont permis aux musulmans, comme c'est le cas du lapin et du chameau. Le contraire est aussi vrai, comme pour le vin, permis aux juifs et interdit aux musulmans. D'autre part, les musulmans ne connaissent pas l'interdiction de mélanger la viande au lait. Enfin, les juifs n'admettent pas de manger de la viande d'un animal égorgé par un non-juif, alors que les musulmans, du moins les sunnites, permettent de manger de la viande d'un animal égorgé par un non-musulman à condition qu'il appartienne aux *Gens du Livre*.

Ces divergences entre les juifs et les musulmans visent probablement à ne pas heurter des coutumes culinaires arabes. On peut en effet mal imaginer le Coran interdire la consommation de la viande du chameau. La volonté de se démarquer des juifs après l'échec de la tentative de s'en rapprocher pourrait aussi avoir joué un rôle. On signalera à cet égard l'interdiction faite au musulman de ressembler au non-musulman (6:153; 59:19). Mahomet aurait aussi affirmé: "Celui qui ressemble à un groupe en fait partie"<sup>4</sup>. Comme il a déjà été souligné, certains juristes classiques vont jusqu'à prévoir la peine de mort pour ceux qui ressemblent aux

---

<sup>1</sup> Signalons cependant qu'en Irak la résolution 146 du 30.8.1998 prévoit entre sept et dix ans de prison pour celui qui vend la viande de chien, d'âne ou d'autres animaux qui ne conviennent pas à la consommation humaine. La vente d'une telle viande en situation de guerre est considérée comme circonstance aggravante.

<sup>2</sup> Zakkar, vol. 1, p. 334-335.

<sup>3</sup> Le Coran dit: "À ceux qui pratiquent le Judaïsme, Nous avons déclaré illicite toute bête à ongles. Des bovins et des ovins, Nous avons pour eux, déclaré illicites les graisses, sauf celle que porte leur dos et leurs entrailles ou ce qui est mêlé aux os. Cette interdiction est la récompense de leur rébellion" (6:146).

<sup>4</sup> Ahmad, récit 5114.



mécréants et refusent de se rétracter<sup>1</sup>. Le système des interdits alimentaires coraniques pose les juifs comme de mauvais fidèles, contrairement aux musulmans qui se rattachent à la religion authentique<sup>2</sup>.

## **2) Normes suisses**

La différence entre les normes des trois communautés pose des problèmes sur le plan de l'abattage rituel, du respect des interdits alimentaires dans la restauration collective, de la disponibilité des produits et de la sanction sociale.

### **A) Abattage rituel**

Les interdits alimentaires portent surtout sur la viande. Un juif ou un musulman demandent souvent si la viande servie est du porc, rarement si le pain est conforme aux normes religieuses. Après l'identification de l'animal, ils demandent, mais plus rarement, s'il a été abattu en conformité avec les normes religieuses. Nous étudierons dans les points suivants les normes suisses relatives à l'abattage et les griefs formulés par des juifs et des musulmans à l'encontre de ces normes.

#### **a) Normes suisses relatives à l'abattage rituel**

Les juifs et les musulmans égorgent les animaux sans les étourdir préalablement. Cette méthode est appelée généralement *abattage rituel*. Au surplus, pour le juif, le boucher doit être juif, pour le musulman chiite, il doit être musulman, et pour le musulman sunnite, il doit être de préférence musulman, à tout le moins un des *Gens du Livre*.

L'appartenance religieuse du boucher va à l'encontre du principe de la non-discrimination religieuse affirmée en droit national et international. Mais ce qui pose problème et soulève des débats est l'interdiction en Suisse de l'abattage rituel, interdiction inscrite en 1893 à l'article 25bis aCst qui stipule:

Il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement; cette disposition s'applique à tout mode d'abattage et à toute espèce de bétail.

Cet article a fait l'objet d'une initiative populaire proposée par les associations protectrices des animaux à la suite de l'abolition de lois cantonales imposant l'étourdissement, sur le recours d'israélites. Contre l'avis du Conseil fédéral et des deux chambres, le peuple l'a acceptée le 20 août 1893 par 191'527 voix contre 127'101. De même, dix cantons et trois demi-cantons l'acceptèrent, tandis que neuf cantons et trois demi-cantons la rejetèrent.

Tel que rédigé, du moins dans les textes allemand et français, cet article ne s'appliquait pas à la volaille. Et le Tribunal fédéral a statué le 24 octobre 1907 qu'en tant que disposition d'exception et entrave à la liberté du culte, l'interdiction devait être interprétée de façon restrictive et que l'abattage des volailles ne tombait

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Al-Luwayhiq, p. 126-127.

<sup>2</sup> Benkheira, p. 51.

pas sous le coup de cette interdiction<sup>1</sup>. D'autre part, il n'était pas interdit d'importer de l'étranger de la viande abattue rituellement<sup>2</sup>.

Signalons à cet égard que la Suisse n'a pas le monopole de l'interdiction de l'abattage rituel, même si elle a été le premier État à l'avoir légalement interdit en Occident. On citera ici à titre d'exemples la Suède (en 1929) et la Norvège (en 1937). Il en est de même de quelques Länder allemands et autrichiens<sup>3</sup>.

L'article 25bis a été remplacé, le 2 décembre 1973, par un nouveau texte, qui donne à la Confédération la compétence générale de légiférer sur la protection des animaux. Mais l'interdiction de l'abattage rituel n'a pas été abolie pour autant. Elle a été maintenue, provisoirement, par l'article 12 des dispositions transitoires de la Constitution. Le Message du Conseil fédéral de 1972 relatif à la modification de l'article 25bis explique les divergences apparues lors des débats concernant cette question:

Les organisations protectrices des animaux et, avec elles, de larges milieux de la population exigent l'interdiction de saigner les animaux de toutes espèces sans qu'ils aient été préalablement étourdis. On veut ainsi épargner aux animaux, dont l'abattage est nécessaire à l'alimentation de la population, des souffrances pour le moins inutiles. En revanche, les prescriptions de la religion juive (d'ailleurs aussi celles de la religion islamique) interdisent d'étourdir les animaux avant la saignée, qui s'opère par incision des parties molles du cou de l'animal. Dans les milieux qui s'occupent de la protection des animaux, cette manière d'abattre a de tout temps été ressentie comme particulièrement cruelle<sup>4</sup>.

Ce message ajoute que la population juive a toujours considéré l'article 25bis aCst comme discriminatoire. "Étant donné que, d'après la loi judaïque, l'égorgeage est considéré comme un acte de culte, (les juifs) y voient en outre une violation de la liberté de croyance, d'opinion et de culte garanties par les articles 49 et 50 de la Constitution". De ce fait, la Fédération suisse des communautés israélites s'est prononcée contre l'inclusion de l'article 12 dans les dispositions transitoires de la Constitution, craignant que la question de l'abattage rituel ne soit préjugée par là, alors qu'il s'agira d'élaborer la législation sur la protection des animaux. Face à cette opposition, il y avait l'Association suisse pour la protection des animaux et l'Alliance des indépendants qui voulaient étendre l'interdiction aux abattages de volailles<sup>5</sup>. Mais ni l'une ni l'autre des propositions n'a été retenue.

Le débat sur l'abattage rituel a surgi lorsqu'il a fallu rédiger la loi sur la protection des animaux du 9 mars 1978. Le Message de 1977 concernant cette loi rappelle, sans citer de sources, que cette interdiction se heurte aux normes tant juives que musulmanes, mais en même temps, il y a les organisations de la protection des animaux et, avec elles, de larges milieux de la population qui estiment que l'abattage rituel est particulièrement cruel. "Compte tenu des débats qui ont eu lieu

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 33.I.723, Fröhlich, du 24.10.1907.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1898.III.165. Voir toutefois JAAC, 1932, n° 19.

<sup>3</sup> Steiner: Einige notwendige Betrachtungen, p. 12-13.

<sup>4</sup> Feuille fédérale 1972 II 1479.

<sup>5</sup> Feuille fédérale 1972 II 1482.

aux Chambres fédérales et du résultat sans équivoque de la votation populaire concernant le nouvel article 25bis aCst (article sur la protection des animaux), le Conseil fédéral a maintenu la stricte interdiction d'abattre les mammifères sans étourdissement préalable". Répondant à l'argument de la liberté religieuse, le Message précise:

Nous convenons que cette interdiction comporte une certaine restriction à la liberté de croyance, d'opinion et de culte d'une minorité religieuse. Or, tout droit à la liberté est soumis aux limites imposées par la Constitution et la loi et il en va ainsi de la liberté de croyance, d'opinion et de culte... Les débats au Parlement et l'issue du vote populaire concernant l'article constitutionnel sur la protection des animaux ne laissent subsister aucun doute quant au fait que les méthodes pour les abattages rituels utilisées jusqu'à présent constituent, pour le moins aux yeux de larges milieux de la population, une atteinte aux principes régissant la protection des animaux. Elles doivent donc être interdites<sup>1</sup>.

Le Message signale qu'une délégation de la commission d'experts a examiné un appareil développé par la Fédération américaine pour la protection des animaux avec la collaboration de rabbins. Cet appareil permet de saigner les animaux debout, supprimant ainsi le renversement ou la projection au sol. Mais il s'est avéré que l'emploi de cet appareil ne résout pas non plus de façon satisfaisante le problème de la protection des animaux. De ce fait, l'interdiction de l'abattage rituel fut maintenue et s'applique aux animaux des espèces équines, bovines, ovines, caprines, porcines ainsi qu'aux lapins (que les juifs ne mangent pas). Concernant les volailles, le Message dit que l'étourdissement par électricité est considéré comme inadéquat. Ce qui signifie que les volailles pourront être abattues sans être étourdies en attendant que d'autres méthodes soient développées<sup>2</sup>.

La Loi sur la protection des animaux de 1977 affirme dans son article 2 al. 3: "Personne ne doit de façon injustifiée imposer aux animaux des douleurs, des maux ou des dommages ni les mettre en état d'anxiété". L'article 20 ajoute:

L'abattage de mammifères sans étourdissement précédant la saignée est interdit.

Le Conseil fédéral peut également prescrire, pour de grandes exploitations, l'étourdissement des volailles avant leur abattage.

L'article 22 interdit des pratiques qui font souffrir l'animal inutilement, et l'article 27 prévoit en cas de maltraitement des animaux des amendes allant jusqu'à 40'000.- Sfr., ou/et l'emprisonnement jusqu'à trois ans. Si le contrevenant agit par goût du lucre, le juge peut prononcer des peines plus lourdes. L'article 28 prévoit en cas de contravention aux dispositions concernant l'abattage des arrêts ou une amende de 20'000.- Sfr. au plus, à moins que l'article 27 de la présente loi ne soit applicable. L'interdiction de l'abattage rituel a été confirmée dans l'ordonnance du 27 mai 1981, modifiée le 14 mai 1997. Les procédés d'étourdissement sont précisés par l'article 64f. L'article 64g al. 3 fait une exception pour la volaille. Il

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1977 I 1108-1109.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1977 I 1109-1110.

précise: "La volaille doit être étourdie avant la saignée, sauf en cas de décapitation et d'abattage rituel".

Signalons ici que la *Convention européenne sur la protection des animaux d'abattage* de 1979, entrée en vigueur pour la Suisse le 4 mai 1994, se préoccupe aussi de la souffrance des animaux. Elle n'a pas pu interdire l'abattage sans étourdissement dans tous les pays signataires mais essaie de réduire la souffrance des animaux ainsi abattus. L'article 17 stipule à cet égard:

- 1) Chaque partie contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions relatives à l'étourdissement préalable dans les cas suivants:
  - abattages selon des rites religieux;
  - abattages d'extrême urgence lorsque l'étourdissement n'est pas possible;
  - abattages de volailles et de lapins selon des procédés agréés provoquant une mort instantanée des animaux;
  - mise à mort d'animaux pour des raisons de police sanitaire, si des raisons particulières l'exigent.
- 2) Toute partie contractante qui fera usage des dérogations prévues au paragraphe 1 du présent article devra toutefois veiller à ce que lors de tels abattages ou mises à mort, toute douleur ou souffrance évitable soit épargnée aux animaux.

Le Message fédéral de 1992 concernant cette convention précise qu'elle ne supprime pas l'interdiction de l'abattage rituel prévue par le droit suisse<sup>1</sup>.

L'abattage rituel suscite toujours un débat sur le plan fédéral. Ainsi, un parlementaire a posé le 25 septembre 1996 au Conseil fédéral une question concernant la crainte de voir l'abattage des volailles sans étourdissement interdit sur le territoire suisse. Le pétitionnaire estimait qu'une telle interdiction frapperait "de plein fouet la communauté juive, qui ne pourra plus pratiquer cette forme d'abattage" et constituerait une atteinte à la liberté de croyance. Dans sa réponse du 20 novembre 1996, le Conseil fédéral précise que l'interdiction de l'abattage rituel "comporte une certaine restriction à la liberté de croyance, d'opinion et de culte d'une minorité religieuse. Or, tout droit à la liberté est soumis aux limites imposées par la Constitution et la loi et il en va ainsi de la liberté de croyance, d'opinion et de culte"<sup>2</sup>. Par conséquent, l'abattage rituel reste interdit, exception faite de l'abattage des volailles. Le but de cette exception est "de permettre l'approvisionnement des communautés religieuses juives et musulmanes de notre pays en volaille indigène et, partant, de réduire la dépendance en matière d'importations". Il ajouta: "Eu égard à l'importance particulière de l'abattage rituel [sans étourdissement] pour certaines communautés religieuses, le Conseil fédéral n'a pas l'intention aujourd'hui, comme naguère d'ailleurs, d'interdire l'abattage rituel de volailles"<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1992 V 959.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1977 I 1108-1109.

<sup>3</sup> [http://www.parlament.ch/afs/data/f/gesch/1996/f\\_gesch\\_19963429.htm](http://www.parlament.ch/afs/data/f/gesch/1996/f_gesch_19963429.htm)

Dans sa réponse du même jour à une question similaire déposée le 6 septembre 1996, le Conseil fédéral, tout en réitérant qu'"à l'heure actuelle, le Conseil fédéral n'a pas l'intention d'interdire l'abattage rituel des volailles", a ajouté:

Le respect des droits des minorités, qu'elles soient linguistiques, ethniques, religieuses ou d'une autre nature, est une des maximes fondamentales de notre État fédéral. En adhérant à la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, la Suisse s'est elle aussi engagée sur le plan international à les éliminer. Les liens entre ces points ont été signalés aux différents services compétents. Les aspects constitutionnels de l'interdiction de l'abattage rituel ont été discutés de manière détaillée lors des débats parlementaires concernant la loi et l'article constitutionnel sur la protection des animaux. Ces débats ont débouché sur le maintien de l'interdiction de l'abattage rituel sauf pour certaines communautés religieuses et la possibilité pour le Conseil fédéral d'introduire, pour les grandes exploitations, l'étourdissement obligatoire des volailles<sup>1</sup>.

D'après le contenu des deux questions, il est évident que les deux pétitionnaires voulaient, par le biais de l'abattage des volailles, rouvrir le débat sur l'abattage rituel en général pour tous les animaux. Mais le Conseil fédéral n'a pas voulu accéder à cette demande. Bien plus, il s'est gardé le droit d'imposer l'étourdissement des volailles dans les grandes exploitations, sans pour autant toucher à l'abattage des volailles en dehors des grandes exploitations pour ménager la liberté de croyance des juifs et des musulmans.

Le 8 décembre 1996, un parlementaire a soumis au Conseil fédéral et au Parlement une pétition allant plus loin dans l'interdiction de l'abattage rituel, demandant "que ne soient plus importés dans ce pays civilisé qu'est la Suisse des produits provenant d'animaux torturés (c'est-à-dire: d'animaux abattus sans étourdissement)". Cette pétition faisait suite à une pétition similaire de 1995 de *l'Association contre les fabriques d'animaux* (95.2024, BO 1995 N 2163) qui visait, elle aussi, à interdire l'importation en Suisse de viande d'animaux abattus sans étourdissement. Cette demande a cependant été rejetée par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) qui a présenté les arguments suivants:

- Le Parlement a rejeté une telle interdiction en 1977 au moment des délibérations relatives à la loi fédérale sur la protection des animaux. Il avait considéré à l'époque que les communautés israélite et musulmane auraient difficilement accepté une telle disposition, que d'aucuns n'auraient d'ailleurs pas manqué de taxer d'atteinte à la liberté religieuse, voire d'acte antisémite.
- Les accords du GATT n'autorisent les pays membres à frapper une denrée alimentaire d'une d'interdiction d'importation qu'à la condition que la preuve a été apportée que cette denrée constitue un danger pour la santé des personnes et des animaux - une condition qui, s'agissant de la viande d'animaux abattus rituellement, n'est évidemment pas remplie. Une prohibition d'entrée serait donc

---

<sup>1</sup> [http://www.parlament.ch/afs/data/f/gesch/1996/f\\_gesch\\_19961083.htm](http://www.parlament.ch/afs/data/f/gesch/1996/f_gesch_19961083.htm)

interprétée comme une mesure protectionniste incompatible avec les objectifs de libéralisation des marchés agricoles poursuivis par le GATT<sup>1</sup>.

Telle est donc la situation législative en Suisse en matière d'abattage rituel. Cette solution reflète l'opinion de la majorité de la population suisse. Mais le Conseil fédéral a soumis à la consultation le 21 septembre 2001 un avant-projet de loi sur la protection des animaux dont l'article 19 remet en question l'interdiction de l'abattage rituel. Cet article stipule:

- 1) Les mammifères ne peuvent être abattus que s'ils sont étourdis avant d'être saignés.
- 2) Le Conseil fédéral peut prescrire l'étourdissement pour l'abattage d'autres animaux.
- 3) Le Conseil fédéral désigne les méthodes d'étourdissement autorisées.
- 4) L'abattage de mammifères sans étourdissement avant la saignée ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente et dans des abattoirs autorisés, titulaires de l'autorisation prescrite à l'article 16 de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels. Cet abattage est autorisé pour répondre aux besoins des communautés religieuses dont les règles contraignantes prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée.
- 5) Il peut fixer les exigences auxquelles doit satisfaire la formation du personnel des abattoirs.

Ce projet de loi risque de provoquer des remous en Suisse. La *Protection suisse des animaux* annonce déjà le lancement d'une initiative populaire constitutionnelle pour réintroduire dans la Constitution fédérale l'obligation d'étourdir les animaux de boucherie avant leur saignée. Et si le projet du Conseil fédéral est adopté, un référendum sera lancé<sup>2</sup>.

Ceux qui veulent abolir l'interdiction de l'abattage rituel invoquent la liberté religieuse et accusent leurs adversaires d'antisémitisme et d'anti-islamisme. Quant aux opposants de l'abattage rituel, ils invoquent la souffrance de l'animal et estiment que cet abattage constitue un traitement cruel. Il faudrait donc dire un mot de ces trois questions de fond.

#### **b) Abattage rituel et liberté religieuse**

Les milieux religieux juifs et musulmans estiment que l'interdiction de l'abattage rituel porte atteinte à la liberté religieuse. Fawzia Al-Ashmawi écrit à propos des musulmans:

La question de l'accès à la viande *halal* reste un de leurs problèmes majeurs, puisque la loi suisse interdit l'abattage des animaux selon le rite islamique et prévoit que les animaux soient assommés avant d'être abattus. De ce fait, les

---

<sup>1</sup> [http://www.parlament.ch/Poly/Suchen\\_amtl\\_Bulletin/cn97/ete/1236.HTM](http://www.parlament.ch/Poly/Suchen_amtl_Bulletin/cn97/ete/1236.HTM)

<sup>2</sup> Courrier des bêtes, n° 383, octobre 2001, p. 1.

musulmans continuent d'importer de la viande *halal* de la France voisine ou de Belgique<sup>1</sup>.

Faisant écho à ce reproche, le Message du Conseil fédéral de 1972 précise que "les prescriptions de la religion juive (d'ailleurs aussi celles de la religion islamique) interdisent d'étourdir les animaux avant la saignée"<sup>2</sup>. Dans son Message de 1977, le Conseil fédéral dit: "Nous convenons que cette interdiction comporte une certaine restriction à la liberté de croyance, d'opinion et de culte d'une minorité religieuse. Or, tout droit à la liberté est soumis aux limites imposées par la Constitution et la loi et il en va ainsi de la liberté de croyance, d'opinion et de culte"<sup>3</sup>. L'article 50 al. 1 aCst indique à cet égard: "Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs". Et si la nouvelle Constitution de 1998 se limite à affirmer à son article 15 al. 1 que "La liberté de conscience et de croyance est garantie", cela ne signifie nullement que cette liberté est absolue. Haller et Schraner signalent à cet égard que les normes islamiques permettent la polygamie, mais que cette institution est interdite par la loi suisse. Il en est de même de l'abattage rituel<sup>4</sup>.

La réponse du Conseil fédéral ne satisfait ni les milieux religieux, ni les professeurs de droit. Le professeur Antoine Favre écrit à propos de l'article 25bis:

L'article 25bis aCst interdit de saigner les animaux de boucherie (non des volailles!) sans les avoir étourdis préalablement. Cette disposition apporte une restriction à la liberté de culte. Il suffit que l'abattage du bétail ne revête pas le caractère de mauvais traitements envers les animaux (article 264 du Code pénal). L'article 25bis aCst doit être abrogé<sup>5</sup>.

Commentant l'interdiction de l'abattage rituel, le professeur Fleiner écrit: "Selon les religions judaïque et islamique, lors de l'abattage les animaux ne doivent pas être étourdis avant d'être saignés"<sup>6</sup>. Il ajoute:

Le législateur ne peut... restreindre la liberté de conscience et de croyance en interdisant l'abattage rituel que dans la mesure où l'intérêt public le rend nécessaire et où la proportionnalité est respectée. L'interdiction de l'abattage rituel n'est donc compatible avec la liberté de conscience et de croyance que lorsqu'elle peut se justifier par des motifs de police ou par des motifs de protection des animaux...

À notre avis, la nécessité d'une restriction absolue du droit fondamental n'existe pas; il n'y a en effet pas de rapport raisonnable entre le but visé (protection raisonnable des animaux!) et le moyen utilisé (interdiction totale de l'abattage rituel). ... Pour ces motifs, l'interdiction générale d'abattage rituel devrait à

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 33.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1972 II 1479.

<sup>3</sup> Feuille fédérale 1977 I 1108-1109.

<sup>4</sup> Haller et Schraner, p. 22.

<sup>5</sup> Favre: Droit constitutionnel suisse, p. 284.

<sup>6</sup> Fleiner: Article 25bis, par. 16.

notre avis être remplacée par une réglementation différente, préservant les droits constitutionnels des minorités religieuses juive et musulmane<sup>1</sup>.

Ce point de vue de la doctrine semble être partagé actuellement par le Conseil fédéral qui, comme nous l'avons vu plus haut, a soumis à la consultation le 21 septembre 2001 un avant-projet de loi sur la protection des animaux autorisant l'abattage rituel. Dans le Rapport explicatif, il est précisé que l'interdiction de l'abattage rituel "est considérée par certains comme une limitation disproportionnée de la liberté de conscience et de croyance garantie à l'article 15 de la Constitution. Le Conseil fédéral partage ce point de vue. Il estime que l'intérêt public consistant à protéger les animaux de boucherie des douleurs et des maux n'est pas suffisant pour maintenir l'interdiction en vigueur en Suisse depuis 1893"<sup>2</sup>. Il ajoute:

L'article 15 nCst garantit la liberté de conscience et de croyance. Cette liberté peut certes être restreinte par une loi, mais il ne suffit pas d'une base légale pour la restreindre. Il faut encore que la restriction puisse être justifiée par un intérêt public et qu'elle soit proportionnée au but visé (article 36 nCst). La protection des animaux est un intérêt public reconnu par la Constitution qui permettrait de justifier la restriction. Cependant le Conseil fédéral estime que la condition de la proportionnalité n'est pas remplie dans le cas de l'interdiction de l'abattage rituel. L'abattage sans étourdissement est un acte rituel important pour les juifs et les musulmans.

Il est prévu de n'autoriser l'abattage rituel que pour répondre aux besoins des communautés religieuses dont les règles religieuses contraignantes prescrivent ce type d'abattage. Il ne pourrait être pratiqué que sur autorisation cantonale et uniquement dans des abattoirs autorisés au sens du droit sur les denrées alimentaires.

L'autorisation des méthodes d'abattage rituel rendrait caduque la dérogation actuelle qui autorise à importer de la viande *casher* et de la viande *halal*<sup>3</sup>.

L'argument selon lequel l'interdiction de l'abattage rituel viole la liberté religieuse manque de consistance. Les textes sacrés juifs et musulmans recommandent de faire souffrir l'animal le moins possible. D'autre part, ces textes n'abordent pas la question de l'étourdissement de l'animal, et nulle part il n'est indiqué qu'il est interdit d'étourdir l'animal avant de l'abattre<sup>4</sup>. Tout ce qu'ils demandent est de ne pas manger de la chair d'une charogne (pour les juifs et les musulmans) ou blessé (pour les juifs), et de ne pas consommer du sang. Or, il est possible d'étourdir l'animal sans violer ces normes.

L'étourdissement de l'animal ne provoque pas nécessairement la mort de l'animal ou sa blessure. La Nouvelle-Zélande<sup>5</sup> et l'Australie<sup>1</sup> recourent à l'électronarcose,

---

<sup>1</sup> Ibid., par. 19 et 21.

<sup>2</sup> Révision de la loi sur la protection des animaux: rapport explicatif de l'avant-projet, 21.9.2001, p. 7.

<sup>3</sup> Ibid., p. 16-17.

<sup>4</sup> Steiner: Einige notwendige Betrachtungen, p. 14; Haller et Schraner, p. 22.

<sup>5</sup> Discussion paper on the animal welfare standards, p. 13, par. 7.2.



méthode acceptée par les musulmans de ces deux pays. La *Commission égyptienne de fatwa* a décidé déjà en 1978 qu'il est licite de manger la viande d'animaux étourdis avant d'être saignés, à condition que l'animal ne meure pas avant la saignée. Elle a considéré l'étourdissement comme conforme à l'injonction de Mahomet: "Dieu a prescrit la bonté en toute chose. Si vous tuez, faites-le avec bonté, et si vous saignez un animal, faites-le avec bonté"<sup>2</sup>. Un auteur égyptien invoque le Coran en faveur de l'étourdissement. Le verset 7:143 dit: "Quand le Seigneur se manifesta à la Montagne, Il la mit en miettes et Moïse tomba foudroyé". Or, note cet auteur, Moïse est tombé évanoui sous le choc, sans pour autant perdre la vie<sup>3</sup>.

En ce qui concerne l'interdiction de consommer du sang, l'étourdissement de l'animal n'empêche pas qu'il soit vidé de son sang. La *Fondation Brigitte Bardot* dit à ce propos que "la viande d'un animal vidé de son sang et préalablement anesthésié contient autant de sang que celle d'un animal égorgé sans anesthésie"<sup>4</sup>. Le D<sup>r</sup> Samuel Debrot écrit dans le même sens:

Le sang (de la bête abattue rituellement) sort rouge, bien oxygéné, car la bête respire après le coup de couteau; mais ses mouvements désordonnés referment souvent la plaie; il est surprenant de constater combien la bête égorgée sans étourdissement saigne mal... Je défie les partisans de l'abattage rituel de sortir davantage de sang de la bête par leur méthode. De plus, il est impossible de saigner une bête en éliminant la totalité de son sang. Si Moïse interdit toute consommation de sang, alors donnez-nous de la viande qui ne contient aucune trace de sang! C'est impossible... alors pourquoi ne pas utiliser de la viande provenant d'un animal étourdi convenablement plutôt que la viande d'un animal brutalisé, agonisant dans la souffrance et dont la viande doit être quoi qu'il en soit dégorgée dans de l'eau pour éliminer toute trace de sang<sup>5</sup>.

On peut donc dire qu'on est en face d'un faux problème et d'une mauvaise interprétation des textes religieux, et que la véritable raison derrière la revendication des juifs est d'ordre économique. Un auteur signale que *l'Association consistoriale israélite* de Paris a un budget annuel de l'ordre de 150 millions francs français. Environ la moitié provient du "droit de couteau"<sup>6</sup>. On multiplie les normes pour multiplier les leviers de commande et les taxes. Peut-être faut-il y ajouter l'incapacité de certains de se remettre en question. On peut en conclure qu'il

---

<sup>1</sup> Grandin and Regenstein: Religious slaughter and animal welfare, p. 115-123.

<sup>2</sup> Al-fatawi al-islamiyyah, vol. 10, *fatwa* n° 1295, p. 3548-3549. Voir aussi Jad-al-Haq: Buhuth wa-fatawi islamiyyah, vol. 4, p. 227-254 et la *fatwa* of Ibn-Baz in: Ahkam al-dhabh wal-luhum al-mustawradah, p. 59-61. Le lecteur intéressé peut consulter deux autres *fatwas* in: Hartinger: Das betäubungslose Schächten der Tiere im 20. Jahrhundert. Pour plus de détails, voir mon article: Aldeeb Abu-Sahlieh: Faux débat sur l'abattage rituel

<sup>3</sup> Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah, p. 216-217.

<sup>4</sup> [http://www.fondationbrigittebardot.fr/fr/journal/10\\_98/10\\_3.html](http://www.fondationbrigittebardot.fr/fr/journal/10_98/10_3.html)

<sup>5</sup> Debrot: L'opinion d'un directeur d'abattoir, p. 20-21.

<sup>6</sup> Voir sur les aspects économiques Bauer: La nourriture cachée, p. 50-68. Ainsi que la décision de la Cour européenne des droits de l'homme, 27 juin 2000, Cha'are Salom ve Tsedek c. France (requête n° 27417/95).

est faux de dire que l'étourdissement de l'animal avant saignement est contraire aux normes religieuses juives et musulmanes.

Dans tous les cas, la liberté de religion et de culte ne signifie nullement l'acceptation de toutes les normes religieuses. On signalera ici que les normes religieuses elles-mêmes ont changé à travers les siècles, même chez les traditionalistes. Ainsi, la Bible prévoit la peine de mort en cas d'adultère (Lévitique 20:10; Deutéronome 22:21), de rapports sexuels anormaux (Lévitique 20:13), de blasphème (Exode 21:17), de désobéissance aux parents (Deutéronome 21:18-21) et de violation du repos du sabbat (Exode 31:14). D'autre part, elle ne permet le divorce qu'au mari (Deutéronome 24:1) et n'octroie de part à la succession qu'aux garçons (Deutéronome 21:15-17). Or, toutes ces normes ont été abandonnées par les juifs. Les juifs et les musulmans devraient donc pouvoir changer leurs pratiques sur l'abattage dans la mesure où cela contribue à minimiser la douleur de l'animal, considération éminente selon le droit juif et musulman, comme on le verra plus loin.

### **c) Respect des convictions des uns et des autres**

Les professeurs de droit et le Conseil fédéral invoquent le respect de la liberté religieuse des minorités juive et musulmane en faveur de la levée de l'interdiction de l'abattage sans étourdissement malgré l'absence de normes religieuses contraignantes qui s'opposent à un tel étourdissement. Il est cependant un aspect dont il faut tenir compte également, celui de la liberté de conviction des adversaires de l'abattage sans étourdissement.

Il faut en effet savoir que les juifs abattent plus d'animaux qu'ils ne consomment de viande. Ceci pour deux raisons: d'une part, les animaux saignés peuvent être déclarés comme non *casher* après avoir été abattus; d'autre part, les juifs ne mangent pas la partie inférieure, en raison de l'interdiction de consommer le nerf sciatique (Genèse 32:33), qui est difficile et coûteux à enlever entièrement<sup>1</sup>. La viande des animaux abattus sans étourdissement, et classifiée comme inconsommable par les juifs, est vendue sur le marché, généralement sans indication. Le document intitulé *Informations de base sur l'abattage rituel* de l'Office vétérinaire fédéral du 20 septembre 2001 dit à cet égard:

L'incision qui met l'animal à mort n'est pas la seule condition qui doit être remplie. C'est pour cette raison que seuls environ 10% des veaux ayant fait l'objet d'un abattage rituel sont mis dans le commerce en tant que viande *casher*; pour le gros bétail ce taux s'élève à 30% environ. De plus, seul le quartier avant de l'animal admis comme viande *casher* est consommé; le reste est commercialisé sur le marché de la viande normal<sup>2</sup>.

Cet élément important est passé sous silence par les professeurs de droit et par le Rapport explicatif du Conseil fédéral accompagnant l'avant-projet de loi sur la protection des animaux soumis à la consultation le 21 septembre 2001. De plus, l'avant-projet de loi n'exige pas de mentionner sur l'emballage que cette viande

---

<sup>1</sup> Discussion paper on the animal welfare standards, p. 13, par. 7.1.

<sup>2</sup> Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 5.

provient d'un abattage sans étourdissement, afin que les gens puissent la consommer en connaissance de cause.

Or, si les professeurs de droit et le Conseil fédéral ont le souci de respecter les convictions religieuses des minorités juive ou musulmane (malgré l'absence de normes religieuses contraignantes), il est tout aussi important de respecter les convictions de ceux qui refusent l'abattage sans étourdissement et qui réclament que les emballages indiquent la manière dont l'animal a été abattu. Il faudrait en outre mentionner qu'il s'agit de viande que les juifs refusent de consommer<sup>1</sup>. Évidemment, une telle mention aurait des répercussions sur le prix de la viande *casher*, si le public refuse de consommer la viande écartée par les juifs. C'est la raison pour laquelle des juifs s'opposent à une telle mention sur l'emballage par le Parlement européen<sup>2</sup>. Mais une telle répercussion sur le prix n'est pas une raison suffisante pour violer les convictions morales de ceux qui sont opposés à l'abattage sans étourdissement.

#### **d) Abattage rituel et accusation de racisme**

Nous avons vu que le Conseil fédéral refuse d'interdire l'abattage des volailles sans étourdissement et l'importation d'animaux abattus rituellement par peur de se voir accuser d'antisémitisme<sup>3</sup>.

L'idée que l'interdiction de l'abattage rituel est inspirée par l'antisémitisme est colportée par le professeur Jean-François Aubert qui dit que "la révision de 1893 ne fut rien d'autre qu'une petite éruption d'antisémitisme, une imitation de ce qui se proposait alors dans certaines parties de l'Allemagne"<sup>4</sup>. Une récente thèse de doctorat en droit présentée par un juif suisse à l'Université de Zurich est construite entièrement sur l'hypothèse que l'interdiction de l'abattage rituel en Suisse est motivée par le racisme du peuple suisse et sa xénophobie à l'égard des juifs et des musulmans<sup>5</sup>. Il affirme: "Encore aujourd'hui, les composantes antisémites dominant le mouvement opposé à l'abattage rituel"<sup>6</sup>. M. Claude Nordmann, Président de la Communauté israélite du Canton de Fribourg, s'exprime aussi dans ce sens<sup>7</sup>. Sans nier l'existence d'un courant antisémite, il nous semble qu'une telle accusation pêche par trop de généralisation. On peut être contre la corrida ou la chasse à la baleine sans être pour autant anti-espagnol ou anti-japonais.

Accuser d'antisémitisme les opposants de l'abattage rituel est une tentative d'intimidation et une manœuvre de diversion<sup>8</sup>. Évidemment, ces opposants rejettent

---

<sup>1</sup> Gellatley: Going for the kill; voir aussi Hartinger: Das betäubungslose Schächten der Tiere in unserer Zeit.

<sup>2</sup> Decision by European Parliament could raise cost of kosher food, The Midwest Jewish Week, 17.7.1992, p. 4, in: <http://www.ukar.org/ronen02.shtml>

<sup>3</sup> [http://www.parlament.ch/Poly/Suchen\\_aml\\_Bulletin/cn97/ete/1236.HTM](http://www.parlament.ch/Poly/Suchen_aml_Bulletin/cn97/ete/1236.HTM)

<sup>4</sup> Aubert: Traité de droit constitutionnel suisse, vol. 2, par. 2067.

<sup>5</sup> Krauthammer: Das Schächtverbot in der Schweiz 1854-2000.

<sup>6</sup> Ibid., p. 274.

<sup>7</sup> Voir la lettre de lecteur de Claude Nordmann: À propos d'abattage rituel, in: La Liberté, 24.10.2001, p. 2.

<sup>8</sup> Voir la réponse d'Acusa à la lettre de Claude Nordmann, in: <http://www.acusa.ch/news-of-the-day/011025.htm>

cette accusation d'antisémitisme et rappellent que des juifs font partie des associations de protection des animaux<sup>1</sup>. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la loi sur la protection des animaux interdisant l'abattage sans étourdissement a été acceptée par la majorité des Suisses le 3 décembre 1978, et l'on ne saurait dire que la majorité des Suisses sont des antisémites. Une telle prétention relèverait de la paranoïa.

Si des milieux juifs et musulmans perçoivent, à tort, l'interdiction de l'abattage rituel comme une mesure discriminatoire et qu'ils ne manquent pas une occasion pour dénoncer cette discrimination, nous ne devons pas perdre de vue que les interdits alimentaires juifs et musulmans incluent des normes discriminatoires qui tombent sous le coup de la loi contre le racisme. Cette discrimination est rarement dénoncée par les défenseurs des droits de l'homme et les organisations qui luttent contre le racisme et la discrimination. La dénonciation des normes suisses et le silence devant les normes juives et musulmanes ne constituent pas une attitude propice pour résoudre les problèmes qui se posent entre les communautés religieuses. D'autre part, il y a des juifs et des musulmans qui rejettent l'abattage sans étourdissement et le considèrent comme cruel<sup>2</sup>. Laissons donc de côté les intérêts économiques et les motivations politiques et voyons ce qu'il en est de la souffrance des animaux puisque c'est de cela qu'il s'agit en premier lieu.

#### **e) Abattage rituel et souffrance des animaux**

Nous avons vu que l'*Association de protection des animaux* faisait partie de ceux qui militent en faveur de l'interdiction de l'abattage rituel. Se penchant sur cette interdiction, Jean-François Aubert écrit à propos de la souffrance de l'animal:

Il est difficile à des hommes de dire si l'incision d'une artère est plus douloureuse pour les victimes qu'un coup de maillet sur le front. Certaines personnes en étaient toutefois intimement convaincues, et elles surent communiquer leur sentiment à la majorité du corps électoral. En réalité, la fourniture des viandes n'ira jamais sans cruauté, de quelque façon qu'on l'opère, et il n'est nullement établi que la manière israélite soit la pire. La révision de 1893 ne fut rien d'autre qu'une petite éruption d'antisémitisme, une imitation de ce qui se proposait alors dans certaines parties de l'Allemagne<sup>3</sup>.

Ce professeur constitutionnaliste suisse renommé balaie ainsi d'un trait l'argument de la souffrance des animaux et préfère voir derrière l'interdiction de l'abattage rituel une manifestation de l'antisémitisme. Mais ses propos sont contradictoires puisqu'il reconnaît qu'il y avait certaines personnes qui étaient intimement convaincues que l'étourdissement de l'animal avant de le saigner lui cause moins de souffrance, et que ces personnes "surent communiquer leur sentiment à la majorité du corps électoral".

Alors que le Conseil fédéral était opposé en 1893 à l'article constitutionnel 25bis, il s'est rallié à l'opinion majoritaire dans son Message de la loi sur la protection des

---

<sup>1</sup> Steiner: Einige notwendige Betrachtungen, p. 7-9.

<sup>2</sup> Ibid., p. 7-9 et 13.

<sup>3</sup> Aubert: Traité de droit constitutionnel suisse, vol. 2, par. 2067.

animaux, entrée en vigueur en 1981 et dont le but est de réduire leur souffrance au minimum. Ce souci a conduit à l'examen par une délégation de la commission d'experts d'un appareil développé par la *Fédération américaine pour la protection des animaux* avec la collaboration de rabbins. Mais la commission était d'avis que "l'emploi de cet appareil ne résout pas non plus de façon satisfaisante le problème de la protection des animaux"<sup>1</sup>. La loi a même étendu l'interdiction de l'abattage sans étourdissement aux lapins, que les juifs ne mangent d'ailleurs pas.

Invoquer l'argument de la souffrance des animaux pose en soi un problème de fond pour les milieux religieux. Selon ces milieux, leurs normes religieuses relatives à l'abattage des animaux sont d'origine divine. Ils ne peuvent reconnaître que leurs "normes divines" sont moins respectueuses des animaux que les "normes humaines", car cela constituerait une remise en question de leur foi en un Dieu parfait. Aussi, ces milieux tentent de prouver que leur système d'abattage fait moins souffrir que le système proposé par les adversaires de l'abattage rituel.

Un rabbin écrit sur Internet que l'abattage pratiqué par les juifs "cause une saignée immédiate, une mort cérébrale instantanée. Elle est sans doute la méthode d'abattage la moins douloureuse". Il ajoute que le scanner démontre que "les cervelles d'animaux abattus par des rabbins étaient en parfait état, alors que celles des animaux préalablement étourdis étaient fort délabrées... Un bref regard sur les littératures, ou une promenade dans les campagnes rappellera à certains les conditions d'abattage, pour ne pas dire d'exécution des lapins, porcs et autres animaux domestiques, et, à défaut, les scènes de chasse: nos conditions d'abattage sont infiniment plus rapides et moins traumatisantes que l'usage des Nations"<sup>2</sup>.

Ce point de vue juif est loin d'être partagé par les différentes sociétés de protection des animaux<sup>3</sup>, la Société des vétérinaires suisses<sup>4</sup>, l'Union suisse des maîtres-bouchers<sup>5</sup>, le Conseil fédéral, l'Office fédéral vétérinaire et les législateurs des pays occidentaux qui imposent l'étourdissement des animaux avant la saignée pour réduire la souffrance de l'animal. L'Office fédéral vétérinaire signale à cet égard qu'il a visité le 24 juillet 2001 l'abattoir de Besançon où les animaux font l'objet d'un abattage rituel pour le marché suisse. Après cette visite, "la délégation n'est pas en mesure de confirmer que l'abattage rituel ne cause pas de douleurs aux animaux. De nombreux animaux abattus correctement selon le rituel présentaient, après l'incision, de fortes réactions de défense; le réflexe cornéen, qui sert de

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1977 I 1109-1110.

<sup>2</sup> Les lois alimentaires, [www.alliancefr.com/users/kacher/Kcacher1-genr.htm](http://www.alliancefr.com/users/kacher/Kcacher1-genr.htm), mis à jour novembre 2000, p. 4.

<sup>3</sup> Voir par exemple la lettre de Bernard Lavrie, secrétaire de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation, qui cite le rabbin Levinger et la réponse à cette lettre in *Acusa*, 1998, 1: [www.acusa.ch/an1998-1/01-lutte.html](http://www.acusa.ch/an1998-1/01-lutte.html). Voir aussi *Massacres sans anesthésie*, in: <http://www.ragecoeur.itgo.com/rituel3.html>; *Abattages rituels autorisés*, in: <http://www.svpa.ch/evenements.html>

<sup>4</sup> La Société des vétérinaires suisses ne veut pas d'une autorisation de l'abattage rituel, in: [http://www.gstsvs.ch/cug/gst\\_vet/index.nsf?Open](http://www.gstsvs.ch/cug/gst_vet/index.nsf?Open)

<sup>5</sup> Union suisse des maîtres-bouchers, 28.9.2001, in: <http://www.qualiteduboucher.ch/pages/francais/polit.htm#p151>

critère pour la perte de conscience, était encore nettement observable parfois jusqu'à 30 secondes après l'incision provoquant la saignée"<sup>1</sup>.

On citera à cet égard parmi les opposants à l'abattage rituel la *Fondation Brigitte Bardot* qui fait campagne contre les abattages rituels juif et musulman. Dans un texte diffusé sur Internet, cette Fondation explique que "des millions de bovins, d'ovins et de volailles sont chaque jour abattus de façon cruelle dans des abattoirs pour observer des rites religieux. Que ce soit pour la viande *halal*, ou pour la viande *casher*, les souffrances endurées lors de l'égorgeage sont inacceptables à la fin du XX<sup>e</sup> siècle". Le but de cette Fondation est l'adoption d'une législation imposant "l'anesthésie des animaux de consommation avant tout abattage". Elle estime à cet égard que "ni dans la Torah ni dans le Talmud les textes relatifs à la consommation des animaux ne précisent qu'il est obligatoire de tuer par égorgeage, ni que tout animal tué par une autre méthode est impropre à la consommation, et il n'est pas non plus mentionné que l'animal ne doit en aucun cas être endormi avant sa mort". "En revanche, il est bien précisé dans les deux livres de référence que l'homme se doit de respecter tout animal". La Fondation explique, photos à l'appui, comment les bœufs et les moutons sont égorgés et les souffrances atroces auxquelles ils sont exposés, et cela sous le regard d'autres animaux qui attendent leur tour. À la suite de l'entaille du nerf diaphragmatique, l'animal est pendu par un membre postérieur pour se vider de son sang. La lutte contre la mort peut durer jusqu'à treize minutes. Elle signale en outre que "dans le cadre de la fête de l'Aïd El-Kébir des milliers de moutons sont égorgés en dehors des abattoirs et parfois clandestinement par des personnes non habilitées à pratiquer l'égorgeage". Elle propose aux lecteurs d'envoyer au Ministère de l'intérieur et au Ministère de l'agriculture une pétition demandant "que l'étourdissement soit employé sans exception sur le territoire national. Des enjeux économiques, politiques, et la mauvaise interprétation des textes religieux ne doivent pas être une cause de souffrance supplémentaire pour les animaux"<sup>2</sup>.

Répondant à Monsieur Claude Schwab qui souhaitait, dans une émission télévisée, au nom de l'ouverture de la Suisse vers l'Europe, supprimer l'interdiction de l'abattage rituel, interdiction qu'il qualifie de verrue, Samuel Debrot, président de la *Société vaudoise pour la protection des animaux*, dit que la mise à mort des mammifères sans étourdissement est considérée par la loi suisse comme une mise à mort cruelle. Il ajoute:

Lorsqu'on assiste à un abattage normal, puis à un abattage rituel à l'étranger, on est facilement persuadé que l'abattage rituel est une cruauté et contrevient aux principes les plus élémentaires de la protection des animaux. Cela ne se discute plus. Éleveurs, bouchers, consommateurs veulent un abattage sans souffrance des animaux de boucherie et non des jugulations intolérables datant de 4000 ans, qu'elles soient selon le rite juif ou selon le rite musulman. M. R. Bloch, président de la Fédération des communautés israélites de Suisse nous a déclaré que les juifs de Suisse ne demanderaient pas la réintroduction en Suisse des

---

<sup>1</sup> Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 5.

<sup>2</sup> [http://www.fondationbrigittebardot.fr/fr/journal/10\\_98/10\\_3.html](http://www.fondationbrigittebardot.fr/fr/journal/10_98/10_3.html)

abattages rituels; les juifs strictement pratiquants se contentent de l'abattage rituel des volailles, qui a été légalisé en 1981<sup>1</sup>.

Un téléspectateur répond au pasteur Schwab:

Chacun sait que la plupart des religions, institutions basées sur des actes rituels créés par les hommes pour les hommes, ne se sont jamais préoccupées de la condition animale, et *a fortiori* de la souffrance de ces êtres "inférieurs". Mais un homme qui se dit représentant de Dieu et se battant pour réintroduire la torture envers les créatures de ce même Dieu paraît quelque peu paradoxal!... Non, M. le pasteur..., les animaux n'ont pas été conçus par votre propre Créateur pour servir d'exutoire à la bêtise humaine... L'Amour des humains commence par le respect de l'ensemble de la Création<sup>2</sup>.

L'idée que l'étourdissement de l'animal avant son abattage réduit sa souffrance est admise par les autorités religieuses musulmanes, lesquelles estiment qu'un tel étourdissement répond à l'injonction de Mahomet: "Dieu a prescrit la bonté en toute chose. Si vous tuez, faites-le avec bonté, et si vous saignez un animal, faites-le avec bonté". De ce fait, ces autorités ne s'opposent pas à l'étourdissement de l'animal à condition qu'il ne provoque pas sa mort avant d'être saigné.

#### **f) Considérations économiques**

La remise en question par le Conseil fédéral de l'interdiction de l'abattage rituel dans l'avant-projet de loi sur la protection des animaux obéit non seulement à des considérations morales (le respect de la liberté religieuse des juifs et des musulmans), mais aussi à des considérations économiques.

Le document intitulé *Informations de base sur l'abattage rituel* de l'Office vétérinaire fédéral du 20 septembre 2001 signale que "pour assurer l'approvisionnement des communautés religieuses qui consomment de la viande issue d'animaux abattus selon un rituel religieux, les autorités compétentes admettent l'importation de cette viande". On en conclut que si l'interdiction de l'abattage rituel est levée, la Suisse ne sera plus obligée d'importer de la viande *casher* ou *halal*, et pourra même exporter une telle viande, notamment vers les pays musulmans<sup>3</sup>.

L'argument économique part du postulat que les juifs et les musulmans exigent que les animaux soient abattus sans étourdissement. Or, nous avons vu plus haut que ce postulat est faux, tout au moins en ce qui concerne les musulmans. La Nouvelle-Zélande et l'Australie, deux grands pays exportateurs de viande *halal* pour les pays musulmans avoisinants, pratiquent depuis des années l'étourdissement des animaux en recourant à l'électronarcose. La Suisse peut donc, sans problème, maintenir l'interdiction de l'abattage sans étourdissement et exporter de la viande *halal* vers les pays musulmans.

---

<sup>1</sup> Courrier des bêtes, février 2001, n° 379, p. 5.

<sup>2</sup> Ibid., p. 5.

<sup>3</sup> Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 4.

## **B) Restauration collective**

Au nom de sa neutralité, l'État doit éviter de discriminer les personnes en raison de leur religion, surtout dans le cadre de ses services publics. Les interdictions alimentaires constituant un élément de la liberté religieuse, il doit veiller à leur respect dans la mesure du possible dans la restauration collective des écoles, de l'armée, de l'hôpital ou de la prison. Une telle obligation s'impose également aux entreprises qui fournissent des services collectifs à leurs employés. Mais ceci ne va pas sans poser des problèmes d'organisation et de faisabilité, car cette restauration n'est pas une restauration à la carte. Cette question n'ayant pas fait l'objet d'étude en Suisse, nous proposerons ici quelques pistes de réflexions.

### **a) Écoles publiques et universités**

En raison des diversités religieuses et des exigences alimentaires inconciliables, un restaurant universitaire ne peut satisfaire toutes les demandes tout comme il ne peut préparer des plats qui répondent à toutes les allergies.

Sur le site universitaire de Lausanne où nous nous trouvons, il n'existe aucun point de restauration collective qui assure une nourriture conforme aux normes religieuses juives ou musulmanes. Mais, à part la restauration à la carte, les usagers de l'université se voient offrir différents choix qui répondent à certaines de ces normes: un plat de salade librement composé, un plat principal, un plat végétarien et un repas complet avec un menu préétabli. Le personnel indique si la viande servie est du porc. L'utilisateur peut alors demander une autre viande dans le cadre du repas complet. D'autre part, l'aumônerie permet aux étudiants qui le veulent de se réunir le lundi et de préparer un repas convivial appelé *À la fortune du pot*. Les cuisiniers sont deux ou plusieurs étudiants volontaires qui préparent le repas pour tout le groupe, environ une quarantaine. Certains évitent d'utiliser du porc. Ayant fréquenté cette aumônerie pendant une dizaine d'années, j'ai remarqué que peu d'étudiants musulmans y viennent. Quant aux étudiants juifs, ils se réunissent un autre jour de la semaine et préparent leurs propres repas *casher*. Rien n'empêche que les étudiants musulmans fassent de même, mais il n'y a pas eu de demande de leur part.

À défaut d'information sur la situation des écoles en Suisse, nous indiquons ici ce qu'en dit le rapport du Haut conseil à l'intégration en France:

La restauration collective pose la question du respect des rituels alimentaires en collectivité. En règle générale, l'interdit de consommation du porc est respecté à la cantine, à la demande des parents, y compris dans les classes de nature et les séjours linguistiques. Dans la plupart des établissements, pour les "repas sans porc" la viande est remplacée par un autre apport en protéines.

Mais aucune position générale n'a été dégagée. Le témoignage du chargé des affaires scolaires à Bobigny est particulièrement éclairant: "Les demandes arrivent par les délégués de parents d'élèves. Ce sont des demandes ponctuelles qui posent débat. On répond à l'une pas à l'autre. Nous servons des repas substitutifs quand il y a du porc. Les demandes sans porc représentent à peu près 30 % des repas sachant que dans certains quartiers, elles dépassent 50 %. Dans certaines écoles, on demande de la viande *casher* ou des repas



végétariens. On n'a pas de position systématique. Trois écoles ont décidé qu'elles cesseraient de proposer des repas de substitution. Cela posait des problèmes à l'école laïque qui pour des raisons de commodité regroupait les enfants musulmans autour d'une même table. Dans ces écoles, les enfants ne mangent pas le plat principal mais compensent par des légumes. Des parents ont protesté".

On observe que s'ajoute, de plus en plus fréquemment, à l'interdit du porc l'exigence de viande *halal*. Cette demande, formulée par un nombre croissant de parents au moment de l'inscription à la cantine et reprise à leur compte par certaines associations, n'a pas encore reçu de réponse de la part de l'institution scolaire<sup>1</sup>.

Ce Conseil recommande à ce sujet "la mise en place, à la demande, dans les cantines de repas sans porc avec garantie d'un substitut en protéines". Par contre, il estime inacceptable "l'introduction de repas *halal* dans la restauration collective, d'avantage pour des questions de principe qu'en raison des difficultés de gestion des cantines que cela entraînerait"<sup>2</sup>.

#### **b) Armée**

L'armée suisse ne prépare de repas particulier ni pour les juifs ni pour les musulmans. Mais dans le Règlement relatif à l'organisation des cours de l'armée suisse<sup>3</sup>, il est écrit au chiffre 182:

Sur demande, et pour autant que la marche du service ne soit pas considérablement perturbée, des militaires peuvent être autorisés par les commandants de troupes à prendre leurs repas, pour des motifs religieux, séparément ou hors des locaux militaires. À titre de compensation pour les repas de service manqués et avec l'assentiment du commandant, les militaires au bénéfice d'une telle mesure reçoivent une partie ou la totalité de l'indemnité de subsistance en pension payée au comptant.

Le rabbin de Lausanne m'a informé que sa communauté peut fournir des repas *casher* aux intéressés. Certains militaires juifs se font envoyer de la nourriture par leurs familles.

En France, le Commissariat de l'armée de terre produit, dans le cadre de l'alimentation opérationnelle, des rations de combat individuelles réchauffables, dont sept menus sur quatorze proposés ne comportent aucun produit à base de porc. Les organismes de restauration des armées doivent proposer des repas spécifiques aux militaires souhaitant se conformer aux prescriptions de leur religion: repas à base de plats cuisinés *casher* pour les israélites, repas maigres à l'occasion des fêtes religieuses catholiques, repas sans alcool ni porc composés de plats cuisinés *halal* pour les musulmans<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Haut conseil de l'intégration, 3.3.1, p. 38.

<sup>2</sup> Ibid., 4.4.2-3, p. 59 et 60.

<sup>3</sup> Règlement 51.23f, valable dès le 1.1.1999.

<sup>4</sup> Branlard, p. 233.

### c) Hôpital

Fawzia Al-Ashmawi écrit que les organisations musulmanes ont pris l'initiative de demander officiellement que les autorités suisses fournissent de la nourriture *halal* dans les institutions publiques, en particulier dans les prisons et les hôpitaux; quelques établissements ont respecté ces revendications et les ont appliquées<sup>1</sup>.

En France, Branlard indique que dans les hôpitaux, surtout privés, il n'est pas facile d'organiser des repas qui répondent aux normes religieuses des uns et des autres. Un israélite de stricte obédience, ou un musulman, ne pouvant suivre dans les hôpitaux français un régime alimentaire conforme à ses convictions, va chercher à l'étranger les soins appropriés, puis prétend, en France, à leur remboursement. Un arrêt de la Cour de Colmar a refusé cette prise en charge à un israélite. La sécurité sociale objectait que devant la multiplicité des religions à nourriture rituelle, elle perdrait le contrôle sur un nombre considérable de dépenses, et que par ailleurs un motif d'ordre religieux est personnel et ne constitue pas une raison médicale<sup>2</sup>.

### d) Prison

Les établissements pénitentiaires offrent tous des repas à choix lorsque le repas principal comporte du porc. Toutefois, certaines revendications plus poussées peuvent apparaître, comme ce fut le cas l'été 1999 à Champ-Dollon (Genève), où des détenus musulmans ont réclamé à la Direction des repas *halal*; ce qui n'a pas été accordé par l'administration, l'abattage rituel étant interdit en Suisse. À cette revendication alimentaire s'ajoutait par la même occasion une demande d'installation de chaînes TV câblées dans les cellules, afin de recevoir les émissions islamiques<sup>3</sup>.

### C) Disponibilité et contrôle des aliments

Pour pouvoir respecter les interdits alimentaires, il faudrait pouvoir s'approvisionner sur le marché d'aliments conformes aux normes religieuses et s'assurer que ces normes sont respectées. L'article 19 de la *Convention européenne sur la protection des animaux d'abattage* de 1979, entrée en vigueur pour la Suisse le 4 mai 1994 stipule à cet égard:

Chaque partie contractante qui autorise les abattages selon des rites religieux doit s'assurer de l'habilitation des sacrificateurs par des organismes religieux dans la mesure où elle ne délivre pas elle-même les autorisations nécessaires.

La Suisse, comme nous l'avons vu plus haut, n'admet pas l'abattage rituel des animaux, exception faite des volailles. Pour les autres viandes, les juifs et les musulmans s'en procurent en France. Dans ce pays, le caractère *casher* de la viande implique le choix, l'agrément, la surveillance des bouchers, le traitement et le contrôle de la viande depuis l'abattage jusqu'à la vente aux particuliers par la *Commission rabbinique intercommunautaire de l'abattage rituel*. Ainsi un tribunal a rejeté l'autorisation délivrée par le Grand rabbin de Tunisie puisqu'il n'a aucune

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 33.

<sup>2</sup> Branlard, p. 233-234, citant 6.4.1967, Cahn, JCP 1968, II, 15508, obs. P.L.

<sup>3</sup> Arbez: Détenus musulmans dans les prisons suisses, p. 6.

autorité en France<sup>1</sup>. La Cour européenne des droits de l'homme a considéré le fait de réserver la pratique de l'abattage rituel en France aux seuls sacrificateurs habilités par des organismes religieux agréés, comme compatible avec la liberté de manifester sa religion<sup>2</sup>. En ce qui concerne la viande *halal*, elle est soumise au contrôle de la mosquée de Paris et d'autres mosquées agréées par l'État, qui appliquent un tampon. Ces mosquées sont compétentes pour habilitier des sacrificateurs autorisés à pratiquer l'égorgeage rituel. Les autorités religieuses juives et musulmanes perçoivent des taxes sur la viande *casher* et *halal* pour alimenter leurs caisses. Dans les villes où il n'existe pas de viande *halal*, les musulmans de Suisse s'adressent souvent à des boucheries juives qui vendent de la viande *casher*. Des juifs suisses m'ont affirmé que le prix de la viande *casher* est presque le double de celui de la viande non *casher*. Mais le rabbin de Lausanne m'a assuré qu'il ne perçoit pas de taxe sur cette viande et que le prix élevé est dû à son importation depuis la France.

En raison de la petite communauté juive et du manque d'organisation de la communauté musulmane, la Suisse ne connaît pas encore de système d'étiquetage de la nourriture *casher* ou *halal* dans les grandes surfaces comme c'est le cas aux États-Unis. Dans ce pays, environ 23'000 produits portent l'étiquette *casher*, et environ 300 agences juives sont chargées de la certification. Des organismes musulmans de certification ont aussi vu le jour dans ce pays. Ces organismes juifs et musulmans ne travaillent pas seulement pour gagner leur paradis! La communauté israélite de Lausanne dispose d'une liste des produits *casher* sur Internet:

<http://home.urbanet.ch/urba9410/>

. Mais cette communauté a commandé une étude sur la faisabilité économique du marché *casher*.

Il ne faut cependant pas sous-estimer les difficultés de l'entreprise. La certification d'une nourriture *casher* ou *halal* nécessite beaucoup de moyens techniques afin de découvrir les ingrédients entrant dans la composition des denrées alimentaires et un contrôle permanent de ces ingrédients qui changent constamment. Hormis la difficulté technique, des certificateurs donnent des certificats de conformité à distance, sans jamais examiner les produits. Et même si un produit vient des pays musulmans ou d'Israël, ceci ne constitue pas en soi une garantie que le produit respecte les normes religieuses. On signale que des vendeurs de viande *halal* achètent une partie de leur viande chez un boucher *halal*, et s'approvisionnent pour le reste au marché de gros. Ensuite ils mélangent les deux viandes et les vendent comme *halal* en montrant la facture livrée par le boucher *halal*. À vouloir trop compliquer, on ouvre la voie à toutes sortes d'abus. On peut dès lors se demander si l'État peut, dans ces conditions, se porter garant du respect des normes des différentes communautés religieuses se trouvant sur son sol et dont les exigences sont aussi variées qu'inconciliables.

---

<sup>1</sup> Trib. Correct. Seine 6.1.1964, Abraham et Isaac Y., Gaz. Pal. 1964, 1, 447.

<sup>2</sup> CEDH 27.6.2000 Cha'are Shalom ve Tsedek c/France.

## **D) Sanction sociale**

La loi n'est pas censée régler tous les rapports humains et les juges ne peuvent pas être appelés à statuer sur chaque problème social. Certains de ces rapports humains relèvent de normes culturelles et sont sanctionnées par des mécanismes sociaux. Ainsi personne ne peut s'adresser à un juge pour condamner un voisin qui ne dit pas bonjour. Mais le refus de dire bonjour sera jugé par la société comme asocial et aura des implications qui affecteront la vie en communauté, débouchant sur l'ostracisme, voire la xénophobie. Les interdits alimentaires religieux peuvent avoir de tels effets dans certaines circonstances. Je commencerai par une expérience vécue.

Chaque étranger qui demande la nationalité suisse doit obtenir l'accord de la Confédération, d'un canton et d'une commune. Chaque étape est accompagnée d'un examen qui peut varier d'une région à l'autre. Dans l'étape communale, j'avais demandé la bourgeoisie de la commune de Vuissens, environ 150 habitants, dans le canton de Fribourg. Il fallait le vote de la population mais aussi une rencontre avec le Conseil communal, composé surtout de paysans. La rencontre s'est bien déroulée et les conseillers communaux étaient favorables à ma demande. Il fallait cependant passer au restaurant du village pour boire le verre de l'amitié, un excellent vin blanc de la région. C'est une condition, m'a-t-on précisé en rigolant: "Si vous ne buvez pas du vin, nous voyons mal comment nous pouvons vous accueillir parmi nous". Mais n'étant pas habitué au vin et étant à jeun, j'avais de la peine à finir le verre. À peine le verre terminé, on m'en versait un autre. La sortie du restaurant fut un soulagement pour moi; il me fallait m'appuyer sur le garde-fou pour ne pas tomber dans les escaliers. Voilà une rencontre qui aurait pu mal se passer si j'avais été musulman ne buvant pas de vin. Et comme la loi n'oblige aucune commune à octroyer sa bourgeoisie, les conseillers communaux auraient pu me la refuser, sans possibilité de recours. Boire du vin fait partie de la culture sociale de cette commune.

Un diplomate suisse m'a avoué qu'il ne s'oppose pas à la naturalisation des musulmans dans la ville de Zurich, mais qu'il n'apprécie guère de tels nouveaux bourgeois dans sa petite commune campagnarde. Dans sa commune, lors des manifestations publiques et sociales, on sert généralement un petit verre de vin et des gâteaux contenant, parmi leurs ingrédients, du porc et de l'alcool. Un musulman pratiquant ne se sentira pas à l'aise dans une telle commune, et les habitants de la commune se sentiront gênés face à un nouveau-venu qui se met à l'écart. Ce diplomate m'expliquait que chaque fois qu'il invite des musulmans, il ne sait pas comment s'y prendre pour ne pas heurter leurs sensibilités religieuses en matière d'aliments. Et que lorsqu'il était invité chez ces musulmans, il informait ses hôtes qu'il ne mangeait pas de mouton, viande souvent servie aux invités de marque. Les musulmans étaient alors très surpris et gênés, ne sachant pas quelle viande lui offrir.

Les interdits alimentaires peuvent avoir des implications dans la recherche d'un travail, notamment dans les branches touchant à l'alimentation. Une fille au pair musulmane venant d'ex-Yougoslavie trouve du travail dans une famille suisse.

Cette fille refuse de préparer une nourriture à base de porc ou même de ranger la vaisselle utilisée pour la viande de porc ou le vin dans le lave-vaisselle. La famille chrétienne, peu habituée à ces coutumes, l'a aussitôt licenciée. La fille au pair ne pourra pas recourir au tribunal pour qu'il impose à la famille chrétienne de s'adapter aux normes musulmanes. Et il n'est pas exclu que cette fille et sa famille musulmane interpréteront le renvoi comme une mesure discriminatoire à l'égard des musulmans. Ce qui se dit de cette jeune fille peut être dit d'une femme de ménage, d'un cuisinier ou d'un boucher. Fawzia Al-Ashmawi rapporte le cas de deux femmes musulmanes pratiquantes qui avaient refusé de travailler comme serveuses pour ne pas toucher ni servir d'alcool<sup>1</sup>.

Un livre chiite adressé aux musulmans à l'étranger s'attarde sur ces problèmes. Il estime que si le musulman peut cueillir du raisin même en sachant qu'il servira à faire du vin, il n'a pas le droit de travailler dans le secteur de la production de vin. Le musulman peut travailler dans le supermarché où l'on vend du vin et de la viande de porc, à condition de ne pas procéder lui-même à la manutention ou à la vente de ces aliments<sup>2</sup>. Il peut prendre un repas dans les restaurants où l'on sert du vin, à condition de ne pas s'asseoir à une table où l'on boit du vin, et que cela ne favorise pas le développement des activités de ce restaurant dans ce qui est illicite<sup>3</sup>.

Le problème se pose de façon encore plus aiguë dans le cadre des couples mixtes. La loi ne peut pas intervenir pour dire ce que l'on peut manger. Ceci reste du domaine privé. Certes, la femme chrétienne ne peut pas imposer à son mari musulman de manger du porc ou de boire du vin. Mais ce musulman peut-il imposer à sa femme de ne pas faire entrer de porc ou de vin dans sa maison ou d'en boire ou d'en manger dans ou hors de la maison? Faut-il faire table séparée? Et qu'en est-il des enfants? Je connais des maris musulmans qui interdisent à leurs femmes chrétiennes de manger du porc ou de boire du vin pendant la grossesse et la période d'allaitement pour qu'elles ne les transmettent pas aux enfants. Qu'en est-il d'un mari musulman qui observe le jeûne du Ramadan? Peut-il imposer à sa femme chrétienne et à ses enfants de jeûner avec lui? Dans la brochure sur le mariage mixte, il est recommandé aux deux conjoints de discuter de ces problèmes avant le mariage et de mettre leur accord dans un contrat de mariage devant notaire.

Le problème peut avoir une répercussion aussi en dehors de la famille. Les musulmans venus en Suisse sont habitués à une société qui interdit la consommation en public pendant le mois de Ramadan. Certes la Suisse ne pourra pas interdire une telle consommation pour respecter le jeûne des musulmans, mais il y a le risque que des musulmans cherchent à imposer une telle abstinence à leurs coreligionnaires. Dans un colloque tenu à Turku (Finlande) en 1996, un des participants a signalé que des islamistes réfugiés dans ce pays menaient des opérations punitives contre les musulmans qui fréquentaient les bars de cette ville au mois de Ramadan. Des Finnois me disaient leur indignation: "Ces musulmans

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 112.

<sup>2</sup> Dalil al-muslim, p. 78.

<sup>3</sup> Ibid., p. 73.

viennent faire la police chez nous!" Dans le rapport français du Haut conseil de l'intégration *L'islam dans la République*, il est dit:

Dans le collège Edgar Quinet, dans le centre-ville (de Marseille), les élèves, qui sont tous musulmans, suivent dans leur quasi-totalité le Ramadan et si un enfant mange dans son coin, le principal adjoint rapporte "qu'il se trouve toujours un camarade pour lui faire le signe de l'égorgement". De tels comportements révèlent le risque que se développe entre élèves une surenchère en matière de religiosité<sup>1</sup>.

Si ce dernier comportement d'intimidation est répréhensible et punissable par la loi, il faudrait encore qu'il y ait la possibilité de le poursuivre en pratique. Ce qui n'est pas chose simple pour l'enfant en question qui risque d'avoir encore plus de problèmes avec ses camarades. Si l'on souhaite mettre fin à de tels comportements, il faudra faire évoluer la mentalité de ceux qui s'y adonnent, par une éducation respectueuse de la liberté individuelle, évolution qui exige, en fin de compte, la mise en question des normes religieuses qui les fondent.

## **Chapitre VI.**

### **Cimetières religieux**

Le droit musulman prescrit d'enterrer le mort là où il meurt. On doit accepter le destin que Dieu lui réserve. Selon Mahomet, chaque personne, lors de sa création, est mêlée avec de la terre qui lui est prédestinée comme tombe<sup>2</sup>. Les légistes classiques ont cependant permis, avec réticence, le transfert du mort dans les villes saintes - la Mecque, Médine, Jérusalem, etc., - pour bénéficier de leur bénédiction<sup>3</sup>.

On estime qu'entre 90 et 95% des morts musulmans sont rapatriés dans leurs pays d'origine, et ce rapatriement peut coûter jusqu'à 15'000.- Sfr.<sup>4</sup>. Pourquoi un tel rapatriement? Des musulmans répondent que la Suisse ne leur accorde pas le droit de s'y faire enterrer selon leurs normes. C'est ce que nous verrons ici sommairement, renvoyant le lecteur à un ouvrage consacré à la question des cimetières musulmans en Occident<sup>5</sup>.

#### **1) Séparation des tombes**

##### **A) Normes musulmanes**

Le droit musulman prescrit entre les morts la division qui existe entre les vivants. Les musulmans doivent être enterrés dans un cimetière qui leur est propre, et il est interdit d'enterrer un mécréant avec eux. Selon Mahomet, le mort subit le châtiment ou jouit de la félicité déjà dans la tombe. De ce fait, il faut éviter de mettre un croyant près d'un mécréant pour qu'il ne souffre pas de son voisinage.

---

<sup>1</sup> Haut conseil de l'intégration, 3.3.5, p. 42.

<sup>2</sup> Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 88-89.

<sup>3</sup> Al-Nawawi: Al-majmu, vol. 5, p. 303. Voir Al-Zuhayli: Al-fiqh al-islami, vol. 2, p. 509-510.

<sup>4</sup> Tages-Anzeiger: Toleranz gegenüber Muslimen, 22.8.96, p. 19; Der Bund, 11.8.98: Bundesstadt öffnet Friedhöfe für Andersgläubige.

<sup>5</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh: Cimetière musulman.

Mahomet aurait dit aussi: "Je suis quitte de tout musulman qui est avec un polythéiste"<sup>1</sup>. Si une chrétienne meurt enceinte des œuvres d'un musulman, elle doit être enterrée dans un lieu à part, ni dans le cimetière des musulmans (pour que ces derniers ne subissent pas un préjudice par sa présence), ni dans celui des chrétiens (pour que l'enfant, supposé musulman, ne subisse pas un préjudice par leur présence)<sup>2</sup>.

L'apostat est jeté dans une fosse "comme on jette un chien". Et s'il a un parent musulman, il serait préférable de le lui laisser pour le laver comme on lave une robe impure et l'enrouler dans un habit usé<sup>3</sup>. Quant aux suicidés et condamnés à mort pour une autre raison que l'apostasie, ils sont enterrés dans le cimetière musulman, mais l'imam en personne ne priera pas pour eux en signe de désapprobation de leurs délits<sup>4</sup>.

Le mécréant est enterré dans le cimetière des mécréants. Un musulman ne s'occupera de son père mécréant que s'il n'y a personne d'autre. Il ne priera pas pour lui. Le Coran ordonne: "Ne prie jamais pour l'un d'entre eux quand il est mort, ne t'arrête pas devant sa tombe. Ils ont été incrédules envers Dieu et son Prophète et ils sont morts pervers" (9:84)<sup>5</sup>.

Il est interdit d'enterrer un mécréant en Arabie. Et si on l'y enterre, on doit l'exhumer et le rapatrier parce que, selon Mawerdi, "l'inhumation équivaut à un séjour à demeure"<sup>6</sup>. Une *fatwa* saoudienne précise que si on ne peut pas remettre le corps du mécréant à l'ayant droit ou le membre amputé à son propriétaire pour qu'ils les sortent hors du pays, ils seront enterrés dans un terrain anonyme sans propriétaire<sup>7</sup>.

Le droit musulman ne permet pas au musulman de séjourner en *Terre de mécréance*, sauf en cas de nécessité. Certains considèrent un tel musulman comme apostat et lui refusent un enterrement dans un cimetière musulman<sup>8</sup>. Ne pouvant pas empêcher les musulmans d'aller en *Terre de mécréance*, il fallait empêcher qu'ils soient enterrés dans un cimetière des mécréants. *Le Guide du musulman à l'étranger* indique:

Il n'est permis d'enterrer un musulman dans un cimetière des mécréants que s'il n'y a pas de cimetière propre aux musulmans et qu'il n'est pas possible de le transférer dans un pays musulman proche. Et si par la suite il devient possible

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah: Ahkam ahl al-dhimmah, vol. 2, p. 725-727; Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 100-101; Ibn-Rushd: Al-bayan wal-tahsil, vol. 2, p. 255-256; Khalid: Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat, p. 123-124.

<sup>2</sup> Ibn-Hazm: Al-muhalla, vol. 5, p. 142-143; Ibn-Qudamah: Al-mughni, vol. 2, p. 423; Al-Nawawi: Al-majmu, vol. 5, p. 285; Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 134, 143.

<sup>3</sup> Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 230-231.

<sup>4</sup> Voir article Intihar, in: Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah, vol. 6, p. 281-295; Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 394, 395.

<sup>5</sup> Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 118; 134 et 143; Al-Nawawi: Al-majmu, vol. 5, p. 285; Al-Bahuti: Kashshaf al-qina, vol. 2, p. 124-125; Ibn-Rushd: Al-bayan wal-tahsil, vol. 2, p. 277 et 284; Al-Qalyubi et Umayra: Hashiyah, vol. 1, p. 337.

<sup>6</sup> Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, p. 357.

<sup>7</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 9, p. 8-9.

<sup>8</sup> Al-Jaza'iri: Tabdil, p. 25-27.

d'exhumer le musulman pour le transférer dans un cimetière musulman, cela devient une obligation<sup>1</sup>.

Après un long débat, l'*Académie du droit musulman* qui dépend de l'*Organisation de la conférence islamique* a décidé que l'enterrement dans le cimetière des mécréants n'est possible qu'en cas de nécessité<sup>2</sup>. La *Commission de fatwa saoudienne* permet de se faire enterrer dans un cimetière musulman dans un pays mécréant mais rappelle au passage que les musulmans doivent en principe quitter la *Terre de mécréance* pour la *Terre d'islam*. Ne peut y rester que le musulman qui connaît les normes de l'islam, se sent en sécurité pour lui et pour sa religion et œuvre à la propagation de l'islam<sup>3</sup>. Concernant un cas survenu en France, la Commission dit que s'il n'y a pas de cimetière musulman et qu'il n'est pas possible de transférer le mort, il faut lui chercher un lieu dans le désert (*sic*) pour l'y enterrer; sa tombe sera nivelée afin que le mort ne soit pas exhumé<sup>4</sup>.

## B) Normes suisses

La *Fondation des cimetières islamiques suisses*, créée en 1987 par des Suisses convertis, a envoyé en 1993 quelque 900 lettres aux communes romandes en vue de l'obtention de cimetières ou de carrés réservés exclusivement aux musulmans<sup>5</sup>. Ces démarches sont restées sans résultat. La lettre circulaire était accompagnée d'un aide-mémoire qui précise: "Les tombes des musulmans doivent occuper un emplacement spécifique dans le cimetière, à l'écart des tombes des morts d'autres religions". Dans une feuille de la *Fondation culturelle islamique*, il est indiqué:

La Tradition islamique recommande que le mort soit enterré près du lieu de sa mort: "Enterrez les morts où leurs âmes les ont quittés" (*récit de Mahomet*). Le transfert sans aucune raison valable n'est pas recommandé (sauf par exemple si le musulman est décédé dans une ville où il n'existe pas de cimetière islamique)

...

Le meilleur endroit est un cimetière pour pouvoir y bénéficier des prières des visiteurs. Il est strictement interdit d'enterrer un non-musulman avec des musulmans, comme le contraire. Toutes les écoles sont d'accord sur ce point. Cette obligation religieuse exige l'exclusivité dans la mesure du possible. Il ne s'agit en aucun cas de ségrégation comme certains se plaisent à le déclarer. En islam, il y a d'autres obligations religieuses où il est possible à un non-musulman de participer ou d'en bénéficier (par exemple lors de réjouissances) ainsi que dans certaines pratiques religieuses recommandées telles que la charité (*sadaqah*)<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Dalil al-muslim, p. 89.

<sup>2</sup> Majallat majma al-fiqh al-islami, n° 3, partie 2, 1987, p. 1339-1341.

<sup>3</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 451-452.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 8, p. 454-455.

<sup>5</sup> Journal la Suisse, 13.10.1993: À quand un cimetière musulman?

<sup>6</sup> Voir aussi l'interview de Hafid Ouadiri, porte-parole de la Fondation culturelle islamique, en mars 1999 par la Commission sociale et de la jeunesse in: Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 12.10.1999, p. 1440.



Au lieu de donner la véritable raison pour laquelle le musulman ne doit pas être enterré près d'un mécréant, la *Fondation culturelle islamique* avance l'argument de la prière afin qu'on n'interprète pas l'attitude des musulmans comme une "ségrégation".

Les musulmans accusent la Suisse de les discriminer en leur refusant un enterrement décent et en les obligeant à transférer leurs morts à l'étranger à grands frais<sup>1</sup>. En fait, toute personne qui meurt en Suisse a le droit de s'y faire enterrer, même si elle est de passage. Le problème des musulmans est qu'ils refusent de se faire enterrer à la ligne, dans les cimetières publics, près d'un mécréant. Ils exigent un cimetière ou un carré séparé réservé exclusivement à leur usage. Ce faisant, ils voudraient obliger les cantons à faire marche arrière et à renoncer à une laïcité chèrement acquise des cimetières.

Avant 1874 en effet, les cantons avaient des cimetières catholiques, protestants et juifs, les uns refusant de se faire enterrer chez les autres. Les catholiques, surtout, refusaient d'enterrer dans leurs cimetières les non-baptisés, les apostats, les suicidés, les excommuniés, etc. On retrouve ces normes discriminatoires dans le Code de droit canon de 1917<sup>2</sup> et de 1983<sup>3</sup>. Les juifs aussi refusaient, et refusent toujours - avec des exceptions -, de se faire enterrer avec les autres. Et si certains permettent d'enterrer un non-juif près de son conjoint juif, ils lui interdisent tout signe ou cérémonie non-juifs<sup>4</sup>. Ils refusent aussi d'y enterrer un juif non circoncis, sauf si on le circonçoit après sa mort<sup>5</sup>.

Pour mettre fin au conflit entre catholiques et protestants, l'article 53 al. 2 aCst stipule: "Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment".

En vertu de cet article, tout décédé, y compris le suicidé et le non-baptisé, a le droit de se faire enterrer décemment, indépendamment de sa religion. Le Conseil fédéral était chargé de veiller au respect de cette décence par les cantons. Il a été appelé à trancher de nombreux cas litigieux entre catholiques et protestants, notamment concernant les non-baptisés, les suicidés et ... les sonneries des cloches lors des funérailles. Dans ses décisions, il n'a pas exclu la présence de cimetières privés à caractère confessionnel, cimetières que les cantons pouvaient accepter ou refuser de créer. Mais il aspirait à parvenir progressivement à une unification des cimetières, sans barrière religieuse, estimant "qu'un cimetière commun, sans distinction de confession, était certainement le système le plus conforme à l'égalité des citoyens et le meilleur de tous pour tempérer les contrastes religieux dans la

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 46; Burkhalter: La question du cimetière, p. 93-94.

<sup>2</sup> Voir les canons 1212, 1239 et 1240.

<sup>3</sup> Voir les canons 1183-1185 et 1240-1241.

<sup>4</sup> Burial of non-Jewish wives in Jewish cemeteries, 1916, in: <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=98&year=arr>; Non-Jewish burial in a Jewish cemetery, in: <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=99&year=arr>.

<sup>5</sup> Voir sur cette question Aldeeb Abu-Sahlieh: Circoncision masculine, p. 52-53.

vie"<sup>1</sup>. Cette volonté d'unifier les cimetières est présente dans un projet de loi préparé en 1880 qui allait dans ce sens. Mais le Conseil fédéral y renonça pour éviter de froisser la population, lui préférant des interventions ponctuelles, tout en comptant sur le facteur temps<sup>2</sup>. Aujourd'hui, ni les catholiques ni les protestants ne disposent de leurs cimetières propres. Les seuls qui en ont encore sont les juifs, certains obtenus après 1874. À notre connaissance aucun cimetière juif n'est devenu un cimetière commun. Les non-juifs ne peuvent pas s'y faire enterrer alors que des juifs peuvent se faire enterrer dans des cimetières qui relevaient jadis des paroisses catholiques ou protestantes.

Invoquant l'exception faite aux juifs dans certaines communes, les musulmans exigent aujourd'hui des cimetières propres en vertu de la liberté religieuse et du droit à un enterrement décent, mais ils évitent soigneusement d'indiquer les raisons profondes, discriminatoires, qui motivent une telle demande. Quatre cantons ont déjà été confrontés à ce problème, à savoir: Genève, Berne, Bâle-Ville et Zurich.

### **Genève**

À Genève, il y avait au 19<sup>ème</sup> siècle des cimetières pour les protestants et pour les catholiques et un cimetière pour les juifs à Carouge. En 1876, Genève a adopté une loi qui considère que les "cimetières sont des propriétés communales" (article 1 al. 1) et prévoit que "les inhumations doivent avoir lieu dans des fosses établies à la suite les unes des autres, dans un ordre régulier et déterminé d'avance, sans aucune distinction de culte ou autre" (article 8 al. 1). En ce qui concerne le cimetière juif, le Grand Conseil a décidé qu'on allait attendre qu'il soit saturé et que, quand il le serait, les juifs feraient comme tout le monde. Et comme les autorités ont refusé d'agrandir ce cimetière, la communauté israélite a décidé de construire un cimetière sur le territoire français, à Veyrier-Étremblières, dont l'entrée se trouve sur le territoire suisse et les tombes sur le territoire français.

Cédant à "des pressions politiques"<sup>3</sup>, la ville de Genève a créé en 1979, en violation de la loi de 1876, un carré séparé réservé exclusivement aux musulmans dans le cimetière du Petit-Saconnex<sup>4</sup>. La nouvelle s'étant rapidement répandue, ce carré s'est aussitôt transformé de fait en cimetière islamique cantonal. Au début de l'année 1992, Michel Rossetti, Conseiller administratif chargé du Département des affaires sociales, a décidé d'interdire l'inhumation de tout musulman qui n'était pas domicilié sur le territoire de la ville de Genève<sup>5</sup>, et que, lorsque le carré musulman serait saturé, "la loi de 1876 s'appliquerait indistinctement à toutes les communautés, y compris à la communauté musulmane"<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1895 I 61-63; voir aussi 1886 I 811 et 1886 II 395.

<sup>2</sup> Voir sur ces tentatives Feuille fédérale 1875 III 283 et 541; 1881 II 230, 541-542 et 817.

<sup>3</sup> Réponse de Michel Rossetti à une question le 15.10.1996: Mémorial, séance du 15.10.1996, p. 1705-1705.

<sup>4</sup> Lettre de Guy-Olivier Segond, Conseiller administratif de la ville de Genève à Me Henri Schmitt du 22.8.1979.

<sup>5</sup> Lettre à l'auteur du Conseiller d'État Gérard Ramseyer du 10.6.1996.

<sup>6</sup> Réponse de Michel Rossetti à une question le 15.10.1996: Mémorial, séance du 15.10.1996, p. 1705-1706.

Ce faux pas de Genève, qui a consisté à créer un carré séparé réservé exclusivement aux musulmans en violation de la loi, continue à provoquer un débat acerbe dans les instances cantonales et municipales à Genève<sup>1</sup>, ainsi que dans d'autres cantons, entre partisans et opposants du cimetière laïque. Et maintenant, non seulement les musulmans réclament des cimetières propres, mais également les juifs libéraux, les arméniens et les anglicans. Pour tenter d'y mettre fin, on ajouta le 19 juin 1997 un al. 3 à l'article 4 de la Loi de 1876 selon lequel "les emplacements sont attribués sans distinction d'origine ou de religion". Ce nouvel article renforce l'article 8 al. 1 susmentionné. Cette modification n'a pas pour autant calmé les esprits, surtout avec l'arrivée de Manuel Tornare, un athée qui est favorable aux cimetières confessionnels, en remplacement de Michel Rossetti.

### **Berne**

La municipalité de Berne a adopté en septembre 1997 un nouveau Règlement sur les cimetières permettant de créer des carrés séparés pour les minorités religieuses ou ethniques (article 3)<sup>2</sup>. En application de cette nouvelle disposition, le parlement communal de la ville de Berne a accepté en août 1998 le principe de la création d'un carré séparé réservé exclusivement aux musulmans de quelque confession qu'ils soient, à condition d'être domiciliés dans la ville de Berne ou Ostermundigen ou qu'ils soient décédés dans un hôpital de la ville de Berne<sup>3</sup>.

Le 9 novembre 1999, il a été décidé d'attribuer un crédit de 45'000.- Sfr. à la création d'un carré séparé musulman pour 250 tombes au cimetière de Bremgarten<sup>4</sup>. Les musulmans ont accepté que les tombes soient réutilisées (seulement par des musulmans), sans évacuer les ossements (ainsi le repos des morts est assuré), au bout de vingt ans, comme les autres tombes du cimetière. D'autre part, la commune garantit qu'il n'y aura pas de cendres (de crémation) ni d'urnes pour les cendres dans ce terrain. Le carré musulman bernois a été inauguré en grande pompe en janvier 2000 en présence des responsables cantonaux et communaux de Berne ainsi que des ambassadeurs de pays musulmans et de représentants d'organisations socio-culturelles musulmanes<sup>5</sup>.

### **Bâle-Ville**

Bâle-Ville a modifié en 1996 sa loi de 1931 relative aux cimetières pour permettre la création d'un lieu gratuit pour une communauté (article 7 al. 1 litt. c). Ainsi, un carré séparé fut accordé aux musulmans, et il est prévu de leur en accorder un autre ultérieurement. Comme à Berne, les tombes peuvent être réutilisées (seulement par des musulmans) après la durée légale, sans que les ossements soient enlevés.

J'ai contacté Emanuel Trueb, responsable des cimetières dans ce canton, et je lui ai demandé pourquoi il cédait aux exigences discriminatoires des musulmans. Il m'a

---

<sup>1</sup> Voir Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 15.9.1993, p. 977-990, et 12.1.1999, p. 2943-2958. Voir aussi 12.10.1999, p. 1432-1457.

<sup>2</sup> Der Bund, 19.9.1997.

<sup>3</sup> Der Bund, 14.8.1998.

<sup>4</sup> Der Bund, 12.11.1999.

<sup>5</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans en Suisse, p. 34-35.

répondu qu'en tant que chrétien il est miséricordieux. Il estime qu'il faut laisser le temps aux musulmans pour s'adapter. Progressivement, estime-t-il, ils s'intégreront et il n'y aura pas de séparation dans les cimetières entre musulmans et non-musulmans. Il faut être croyant pour croire aux miracles sans un coup de pouce de la part de l'État.

## **Zurich**

Dans la ville de Zurich deux solutions se présentaient. Les musulmans pouvaient acheter un terrain pour un cimetière privé, mais ce projet a échoué en 1997 en raison de son prix. L'autre solution était d'obtenir un carré séparé de 8000m<sup>2</sup> dans le cimetière public existant de Eichbuehl-Altstätten. Cette dernière solution se heurtait cependant à l'article 35 de l'Ordonnance cantonale de 1963 qui interdit de créer des carrés séparés dans les cimetières publics. Il fallait donc préalablement changer cette ordonnance. La majorité des communes ont rejeté l'idée d'une séparation à l'intérieur des cimetières sur la base de la religion, certaines laissant la porte ouverte pour une clause d'exception dans des cas particuliers ou pour la délégation de compétence à une commune qui serait libre de décider en la matière.

Ce changement est intervenu le 27 juin 2001, notamment grâce au soutien des Églises catholique et réformée, ouvrant ainsi la voie pour l'octroi d'un carré réservé exclusivement aux musulmans. On signalera ici que le pasteur Leonhard Suter a rédigé en octobre 1997 un rapport<sup>1</sup> à l'intention de son église réformée, basé notamment sur un article du juge fédéral Niccolò Raselli<sup>2</sup>. Quant aux autorités catholiques, elles ont sollicité un avis juridique du professeur Walter Kälin<sup>3</sup>. Tous les trois se sont prononcés en faveur d'un cimetière confessionnel. Se basant sur une documentation musulmane minimale, ils n'ont fait que reprendre les arguments des milieux intégristes musulmans suisses sans se poser des questions sur leurs réelles motivations.

J'ai demandé le 27 mai 2001 à un responsable d'un Centre islamique à Zurich pour quelle raison il revendiquait un cimetière ou un carré réservé exclusivement aux musulmans. Sa réponse fut: "Je ne veux pas être enterré près de la tombe d'un mécréant portant une croix". Ismail Amin, président de l'*Union des organisations islamiques* de Zurich, affirme qu'un des objectifs de son organisation est "l'établissement d'un cimetière où les musulmans pourraient être enterrés selon la tradition musulmane". Il précise qu'il n'acceptera jamais qu'un membre du groupe dissident Ahmadite soit enterré dans ce cimetière musulman<sup>4</sup>.

## **2) Direction de la tombe**

### **A) Normes musulmanes**

Au début, Mahomet se tournait dans sa prière vers Jérusalem comme le font les juifs. Mais seize mois après son arrivée à Médine, il décida de remplacer la direction de Jérusalem par celle de la Kaaba, à la Mecque, pour se démarquer des

---

<sup>1</sup> Suter: Muslimische Gräber.

<sup>2</sup> Raselli: Schickliche Beerdigung für Andersgläubige.

<sup>3</sup> Kälin; Rieder: Bestattung von Muslimen auf öffentlichen Friedhöfen im Kanton Zürich.

<sup>4</sup> Interview donnée à Fawzia Al-Ashmawi (Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 116).

juifs<sup>1</sup>. Les musulmans croient que la Kaaba fut construite par Abraham comme sanctuaire pour le culte de Dieu. Elle constitue l'objet le plus sacré chez les musulmans après le Coran, et fait l'objet de différentes normes: le musulman doit tourner sept fois autour d'elle dans son pèlerinage, se diriger vers elle dans sa prière, et éviter d'avoir le séant ou le visage orientés dans sa direction lorsqu'il fait ses besoins<sup>2</sup>. Cette conception anthropomorphique de la divinité, héritée des juifs et des polythéistes arabes, se heurte à une autre conception coranique selon laquelle Dieu est omniprésent (2:115) et que la religiosité ne dépend pas de la direction mais de la foi et des bonnes œuvres (2:177).

Les légistes musulmans classiques estiment que le mort doit être enterré sur son flanc face à la Kaaba, c'est-à-dire que l'axe de sa tombe doit être perpendiculaire à la Kaaba. Cette dernière règle se base sur une parole de Mahomet qui aurait dit que la Kaaba est la direction des musulmans tant vivants que morts<sup>3</sup>. Mais les légistes classiques sont divisés sur le point de savoir s'il faut mettre le mourant vers la Kaaba et faire de même pendant qu'on le lave après sa mort, ou s'il faut se limiter à le diriger dans sa tombe vers elle. Invoquant le verset 2:115, Ibn-Hazm n'exige l'orientation vers la Kaaba que dans la tombe<sup>4</sup>. On signalera ici que les juifs enterrent les morts avec les pieds tournés vers Jérusalem pour qu'ils puissent s'y rendre directement le jour de la résurrection<sup>5</sup>. Certains rabbins ont suggéré que si l'on n'arrive pas à aligner les tombes vers Jérusalem, on devait entourer le cimetière d'une enceinte avec une porte vers Jérusalem, les pieds étant alors dirigés vers la porte<sup>6</sup>.

## **B) Normes suisses**

Dans l'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses*, il est noté que les tombes doivent être orientées selon l'axe 40°-220°, et que le corps doit être étendu sur le côté droit de telle sorte que le visage soit orienté à 130° (direction de la Mecque). Une feuille de la *Fondation culturelle islamique* indique: "Il faut diriger le mort vers la *Kibla* (Kaaba) (obligatoire!). Le Prophète a dit: C'est votre *Kibla*, morts ou vivants".

Dans l'interview avec une commission genevoise en mars 1999, Hafid Ouardiri, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique*, précise: "Pour les musulmans, l'élément principal est que l'ensevelissement se fasse dans une tombe dirigée vers la Mecque, car c'est de là que la résurrection se fera"<sup>7</sup>. Cette référence à la résurrection en rapport avec la direction de la tombe ne se trouve, à notre connaissance, chez aucun légiste musulman classique. Probablement Hafid Ouardiri l'emprunte-t-il aux juifs.

---

<sup>1</sup> Coran 2:144-145 et 150. Voir sur le changement de direction, Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah: *Zad al-ma'ad*, p. 391-392.

<sup>2</sup> Al-Bukhari, récits 141 et 380.

<sup>3</sup> Abu-Da'ud, récit 2490.

<sup>4</sup> Ibn-Hazm: *Al-muhalla*, vol. 5, p. 173-174.

<sup>5</sup> E-mail de David Lilienthal [ravdav@ljg.nl](mailto:ravdav@ljg.nl) du 14.5.2001.

<sup>6</sup> Direction of graves in a cemetery, 1980, in: <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/resp-disp.pl?file=104&year=arr>

<sup>7</sup> Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 12.10.1999, p. 1440.

Lorsque les fosses sont creusées les unes à la suite des autres, selon un ordre préétabli, la norme islamique pose problème quant à l'ordre à respecter dans les cimetières. Les cantons et les communes ont le droit, voire le devoir, de prescrire un tel ordre. Il en va de la décence de la sépulture. D'autre part, comme les morts sont enterrés sans distinction de religion, modifier l'orientation de la tombe d'un musulman dans une ligne, outre la disharmonie engendrée dans le cimetière, constitue une distinction entre les morts sur la base de la religion. Rappelons à cet égard que le droit musulman prescrit que les musulmans se mettent en rangées harmonieuses dans leurs prières.

Signalons que la détermination de la direction de la Kaaba n'est pas toujours aisée. Les architectes musulmans de la Mosquée de Genève se sont trompés dans l'emplacement de la niche supposée indiquer la direction de la Kaaba, et l'on ne s'en est rendu compte que plusieurs années plus tard. D'autre part, la direction de la Kaaba pouvait correspondre à la conception selon laquelle la Terre est plate, mais ne fonctionne pas avec une Terre ronde. Un mort dirigé vers la Kaaba en Suisse fixe son regard vers une étoile. Pour avoir le visage tourné vers la Kaaba, il faudrait pratiquement mettre le mort visage contre terre. Et si on accepte l'idée qu'il suffit de se trouver dans l'axe de la Kaaba, alors quelle que soit la position dans laquelle on mettra le mort il aura son visage et son dos dirigés vers la Kaaba. Si le but est de fixer la Kaaba, on pourrait installer un miroir rétroviseur, voire une télévision ou une installation Internet, pour être moderne.

Même si une commune déroge à l'ordre dans le cimetière pour avoir des tombes dirigées vers la Kaaba, comme souhaité par les musulmans, ceux-ci n'acceptent pas pour autant de se faire enterrer près d'un "mécréant". Ainsi, la commune de Zollikon avait changé son Règlement pour permettre d'enterrer les musulmans dans la direction de la Kaaba, mais sans octroyer aux musulmans une parcelle à part. Les musulmans n'ont pas profité de cette opportunité, préférant rapatrier leurs morts à grands frais pour ne pas les ensevelir près d'un mécréant<sup>1</sup>.

### **3) Linceul, cercueil et tombe**

#### **A) Normes musulmanes**

Le Coran ne dit rien sur les modalités de l'enterrement. Les légistes classiques ont cependant déduit des dires de Mahomet, de la manière dont il enterra les siens et fut lui-même enterré que le musulman doit se faire enterrer dans un linceul, blanc de préférence. L'idéal selon certains est que l'homme soit enroulé dans trois pièces, et la femme dans cinq pièces. Mais les opinions des légistes classiques diffèrent sur ce point<sup>2</sup>. Le pèlerin sacralisé est enveloppé seulement de son habit de pèlerin, la tête découverte. Quant au martyr, il est enterré avec ses habits dans lesquels il a été tué, sans le laver, contrairement aux autres morts. Mahomet aurait dit que le martyr est lavé par les anges<sup>3</sup>, et selon un autre récit: "Ne lavez pas les martyrs, parce que

---

<sup>1</sup> Der Bund, 11.8.98: Bundesstadt öffnet Friedhöfe für Andersgläubige; Der Bund, 12.11.1999: Muslime erhalten ein separates Gräberfeld.

<sup>2</sup> Voir pour les écoles sunnites, Al-Zuhayli: Al-fiqh al-islami, vol. 2, p. 472-478.

<sup>3</sup> Al-Shawkani: Nayl al-awtar, vol. 4, p. 59-62 et 74-75.

chaque blessure a la couleur du sang et son odeur est celui du musc le jour de la résurrection"<sup>1</sup>.

Les légistes classiques répugnent généralement à l'utilisation du cercueil. Ils estiment que le cercueil est une perte d'argent sans raison légale et une manière de glorifier le mort. Toutefois, ils permettent l'utilisation du cercueil si la terre s'effrite ou si elle est humide parce qu'il est préférable que le mort reste le plus longtemps possible non décomposé dans sa tombe<sup>2</sup>. Ils recommandent, voire imposent l'utilisation du cercueil lorsque l'on enterre une femme, pour éviter que des mains étrangères touchent directement son corps. L'utilisation du cercueil s'impose aussi si le corps est brûlé, déchiqueté ou ne peut pas être contenu ni porté dans le simple linceul, ou si l'on craint que les animaux ne le déterrent<sup>3</sup>. En cas d'utilisation d'un cercueil, Ibn-Abidin préconise de recouvrir son fond avec de la terre, ainsi il devient comme une niche<sup>4</sup>. En ce qui concerne la tombe, deux formes sont préconisées:

- La fosse avec une niche (*lahd*). Après avoir creusé une fosse, on pratique une niche du côté de la Kaaba dans laquelle l'homme est placé, visage tourné vers la Kaaba. On ferme ensuite cette niche avec des lattes de pierre et on déverse la terre dans la tombe.
- La fosse simple (*shaq*) dans laquelle on dépose le mort entouré de deux rangées de pierres et couvert par des lattes de pierres qui ne le touchent pas afin que la terre déversée n'abîme pas le corps.

Mahomet aurait dit que la fosse avec une niche échoit aux musulmans, et la fosse simple aux autres<sup>5</sup>. Mais les légistes classiques ont constaté que la niche ne peut pas être pratiquée partout, notamment lorsque la terre est sablonneuse et s'effrite. De ce fait, ils ont permis le recours à la fosse en préconisant l'utilisation des pierres autour et au-dessus du mort, créant ainsi une niche artificielle qui le protège. Et si les pierres font défaut, ils permettent d'utiliser des lattes en bois, des roseaux, voire de l'herbe. On permet aussi aujourd'hui des lattes en béton. La préférence reste cependant la pierre, si elle est facile à trouver<sup>6</sup>.

Signalons aussi que les légistes classiques sont favorables aux tombes simples, sans construction par-dessus, avec un petit tas de terre surélevé pour signaler sa présence et empêcher que les gens la piétinent. Mais cette simplicité n'est suivie que dans certains pays musulmans, notamment en Arabie saoudite.

## **B) Normes suisses**

L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* indique les éléments suivants pour une tombe musulmane:

---

<sup>1</sup> Ahmad, récit 10241.

<sup>2</sup> Al-Ansari: Sharh al-manhaj, vol. 2, p. 200; voir aussi Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 234.

<sup>3</sup> Al-Ansari: Sharh al-manhaj, vol. 2, p. 200; voir aussi Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 234, et Al-Zuhayli: Al-fiqh al-islami, vol. 2, p. 538-539.

<sup>4</sup> Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 235.

<sup>5</sup> Abu-Da'ud, récit 2993.

<sup>6</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 422-426.

- La profondeur (de la tombe) ... doit correspondre à 1.5 m, au minimum (soit au moins les  $\frac{3}{4}$  de la hauteur d'un homme).
- Il est souhaitable que le corps du défunt puisse reposer dans une niche, creusée parallèlement au fond de la tombe.
- Pierres tombales coûteuses et sophistiquées, monuments funéraires, mausolées, statues, et autres pratiques du même type ne sont pas autorisés.
- La pierre tombale doit être la plus simple possible; sur demande de la famille du défunt, il doit être possible d'y renoncer.
- Le corps devrait être enveloppé dans un linceul.
- Au cas où un cercueil est légalement prescrit, celui-ci doit être le plus simple et léger possible.

On trouve des indications similaires dans une feuille de la *Fondation culturelle islamique*.

Si nous prenons les lois cantonales, nous nous rendons compte que ces revendications ne présentent aucun problème particulier et ne justifient pas un cimetière musulman séparé. En effet, aucune loi cantonale n'interdit l'utilisation du linceul. Toutes ces lois imposent l'utilisation du cercueil pour des raisons de salubrité, afin de ne pas contaminer les nappes phréatiques. Les musulmans à Berne et à Bâle ont d'ailleurs accepté de se faire enterrer dans un cercueil. Les lois cantonales n'empêchent pas que le cercueil soit simple et que l'apparence extérieure de la tombe soit modeste. On constate à cet égard que la modestie de la tombe n'est pas toujours respectée par les musulmans dans leur cimetière à Genève.

En Suisse, les morts sont enterrés dans une fosse; on ne pratique pas la niche comme le recommande le droit musulman, mais ce droit admet que l'on puisse y renoncer en cas d'effritement et d'humidité du sol, ce qui est le cas en Suisse.

#### **4) Temps de l'enterrement**

##### **A) Normes musulmanes**

Le Coran ne dit rien concernant le temps de l'enterrement, mais plusieurs récits de Mahomet sont rapportés à ce sujet dont:

- Trois choses ne doivent pas être retardées: la prière lorsqu'elle vient; les funérailles lorsqu'elles se présentent et la femme non-mariée lorsqu'elle trouve un mari qui lui est digne<sup>1</sup>.
- Hâtez-vous d'enterrer les morts. S'ils étaient bons, c'est vers le bien que vous les emmenez, et s'ils étaient mauvais, c'est d'un mal que vous vous débarrassez<sup>2</sup>.

On a déduit de ces récits que les funérailles doivent intervenir le plus rapidement possible après la mort et que ceux qui amènent le mort vers la tombe doivent se hâter dans leur marche.

---

<sup>1</sup> Al-Tirmidhi, récit 156.

<sup>2</sup> Al-Bukhari, récit 1231.



Il est permis d'enterrer le mort de jour comme de nuit<sup>1</sup>. Toutefois, Mahomet a interdit d'enterrer le mort à trois moments de la journée: dans le quart d'heure qui suit le lever du soleil, celui qui suit sa position zénithale et dans les sept minutes qui précèdent le coucher du soleil<sup>2</sup>. On ne connaît pas la raison de cette interdiction.

Tout en insistant sur le devoir d'enterrer rapidement le défunt, les légistes classiques exigent que la mort soit effective et vérifiée. Ainsi, on retardera l'enterrement du noyé de peur qu'il ne soit simplement suffoqué. Averroès (d. 1198) en déduit qu'il faut aussi retarder l'enterrement lorsque le mort est dans le coma ou victime d'autres maladies. En tant que médecin, il dit que dans ces cas il ne faudrait pas enterrer le mort avant trois jours<sup>3</sup>. Ibn-Hazm écrit qu'il est préférable de retarder l'enterrement ne fût-ce que d'un jour et d'une nuit, notamment pour ceux qui sont dans le coma, à moins que le corps ne se détériore. Il fait état d'une opinion selon laquelle les foudroyés ne doivent pas être enterrés avant trois jours, et que Mahomet, mort un lundi à midi, fut enterré au milieu de la nuit du mercredi<sup>4</sup>.

## **B) Normes suisses**

L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* indique: "L'enterrement devrait avoir lieu le jour du décès, ou le lendemain au plus tard". Une feuille de la *Fondation culturelle islamique* précise: "Il est recommandé d'activer les préparatifs de l'enterrement, sauf raisons valables (par exemple autopsie)".

Outre le fait que l'exigence des musulmans en Suisse ne tient pas compte de la souplesse des légistes musulmans classiques cités plus haut, cette exigence se heurte à des normes cantonales. Ainsi, en réponse à la *Fondation culturelle islamique*, la ville de Fribourg écrit dans sa lettre du 6 octobre 1993: "Le fait que l'inhumation d'un corps doit se faire le jour même du décès, à la rigueur le lendemain, nécessite une disponibilité excessive (y compris le week-end) du personnel affecté au service des inhumations". Il y a donc la question de la disponibilité du personnel, mais aussi le respect de la procédure et d'un délai minimal avant d'enterrer le mort. Ce délai a pour but d'assurer les proches en particulier et toute la population en général que la personne qui sera inhumée est effectivement morte. Ce délai est aussi dicté par le souci de prévenir des exhumations inutiles. En effet on peut raisonnablement supposer qu'en cas de contestations quant à la cause ou aux circonstances du décès, un délai de 48 heures est suffisant pour que les arguments soient présentés aux autorités judiciaires et qu'une enquête puisse déterminer ce qui s'est réellement passé<sup>5</sup>. L'esprit de ces normes cantonales est en parfaite concordance avec l'esprit des normes musulmanes. Par conséquent, rien ne justifie un traitement spécial pour les

---

<sup>1</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 397-398.

<sup>2</sup> Al-Bukhari, récit 1373; Ibn-Salamah: Al-mawt wa-tuqusuh, p. 104.

<sup>3</sup> Ibn-Rushd: Bidayat al-mujtahid, vol. 3, p. 54-55.

<sup>4</sup> Ibn-Hazm: Al-muhalla, vol. 5, p. 173.

<sup>5</sup> La Harpe; Fryc: La mort et la loi, p. 3.

musulmans, contrairement à ce que pourraient faire croire les deux documents cités plus haut.

### 5) Permanence des tombes

Les morts ne doivent pas encombrer les vivants. Pour résoudre le problème de l'espace, on procède à la désinfection périodique des cimetières et à l'exhumation des restes humains pour les incinérer ou les déposer dans des ossuaires. Un troisième système consiste à réduire les corps en cendres immédiatement après la mort, cendres que l'on conserve dans de petites urnes ou que l'on disperse dans la nature. Ainsi on est passé des pyramides éternelles des pharaons aux tombes provisoires, et des tombes provisoires aux cendres que les eaux ou les vents transportent. Mais ce passage ne s'est pas effectué sans résistance.

#### A) Normes musulmanes

Le Coran ne dit rien concernant la permanence et la désaffectation des tombes. On rapporte cependant que Mahomet avait désaffecté des tombes de polythéistes pour y construire sa propre mosquée à Médine. Certains récits de Mahomet incitent au respect des tombes. Ainsi il aurait interdit de marcher avec des souliers de cuir parmi les tombes<sup>1</sup>. Il aurait aussi dit: "Casser les os d'un mort est comme casser les os d'un vivant"<sup>2</sup>; "Celui qui s'assoit sur une tombe, c'est comme celui qui s'assoit sur un brasier"<sup>3</sup>. Ces interdictions partent du respect que les humains doivent aux morts, mais aussi de la croyance selon laquelle les morts entendent les vivants parler, et sentent les pas de ceux qui marchent près de leur tombe.

À partir de ces récits, les légistes classiques se sont demandé s'il était possible d'exhumer le mort, de réutiliser la tombe pour y enterrer une autre personne, et de construire ou planter sur un terrain contenant une tombe après ou sans exhumation des ossements. Ibn-Abidin écrit qu'il est préférable d'enterrer chacun dans une tombe, sauf en cas de nécessité. On n'ouvre une tombe pour la réutiliser que si le premier enterré est redevenu terre, n'y laissant pas d'ossements. Mais si l'on trouve des ossements, on les met de côté et on les sépare du nouveau mort par de la terre. Il rejette la position rigoriste qui interdit la réutilisation de la tombe, parce qu'il n'est pas possible de préparer une tombe exclusive pour chaque personne dans les régions peuplées sans que les tombes envahissent les plaines fertiles et les régions en friche. Il indique que certains légistes classiques ont permis de construire sur les tombes et d'utiliser la terre des cimetières pour l'agriculture si les corps ont péri<sup>4</sup>.

Avec l'expansion de l'urbanisation, les pays musulmans se sont demandé s'il était possible de désaffecter les tombes. Plusieurs *fatwas* ont été émises à ce sujet. Certaines de ces *fatwas* étaient au début opposées à la désaffectation des cimetières, tout en permettant d'enterrer les morts les uns sur les autres. Mais elles ont fini par accepter aussi bien la réutilisation des tombes que la désaffectation

---

<sup>1</sup> Abu-Da'ud, récit 2811; Al-Nisa'i, récit 2021.

<sup>2</sup> Abu-Da'ud, récit 2792; Ibn-Majah, récit 1605.

<sup>3</sup> Al-Nisa'i, récit 2017; Muslim, récit 1612; Abu-Da'ud, récit 2809.

<sup>4</sup> Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 234. Voir aussi Al-Nawawi: Al-majmu, vol. 5, p. 284-285 et 298-300; Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 14.

totale des cimetières pour en faire un terrain agricole, pour y construire des bâtiments ou pour y faire passer des routes<sup>1</sup>.

## **B) Normes suisses**

Une feuille de la *Fondation culturelle islamique* indique: "Il est strictement interdit de déterrer un mort sans une raison impérieuse, comme par exemple si la toilette du défunt n'a pas été faite ou s'il n'a pas de linceul". L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* dit: "L'exhumation est exclue; de telle sorte qu'il est nécessaire d'acquérir une concession perpétuelle".

Invoquant les articles constitutionnels relatifs à la liberté de conscience et de culte et au droit à un enterrement décent ainsi que des articles des documents internationaux, le Président de la *Fondation des cimetières islamiques suisses*, Abd-Allah Lucien Meyers, un converti, demanda en 1995 à sa commune la garantie d'une durée perpétuelle de la sépulture et le regroupement de toutes les tombes islamiques en un même endroit du cimetière public. La commune accepta de lui accorder une concession de 50 ans avec possibilité de renouvellement pour 20 ans mais refusa de regrouper les tombes islamiques. Il recourut au Conseil d'État zurichois, mais sans succès. Il s'adressa alors au Tribunal fédéral qui, lui aussi, rejeta sa demande le 5 juin 1999, estimant qu' "une telle obligation mettrait en question l'aménagement même et l'exploitation des cimetières publics et constituerait un usage privatif durable du domaine public. Or, même la liberté religieuse et des cultes n'impose pas à la collectivité une telle exigence qui limiterait de manière inacceptable sa marge de manœuvre face aux développements ultérieurs. De plus, en vertu du principe d'égalité, des sépultures perpétuelles devraient être offertes à tous les citoyens, ce qui entraînerait d'importants problèmes"<sup>2</sup>.

Conscient sans doute du problème, Hafid Ouairi, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique*, a accepté de mettre de l'eau dans son vin en permettant d'enterrer un défunt par-dessus un autre après la décomposition du corps. Il a affirmé devant une commission genevoise en mars 1999: "Pour les musulmans, il n'est pas nécessaire que la tombe soit éternelle. On peut enterrer un défunt par-dessus un autre après la décomposition du corps.... Ils sont ouverts à discuter à combien devrait se monter le laps de temps avant d'enterrer un nouveau défunt dans la même tombe, car ils sont bien conscients de la question de l'espace"<sup>3</sup>.

Les musulmans ont fini par céder sur la condition de la concession perpétuelle à Berne et à Bâle-Ville. Les tombes musulmanes, comme toutes les tombes à la ligne, peuvent être réutilisées après vingt ans, sans évacuation des ossements. Mais cette réutilisation est limitée à des musulmans puisque les tombes se trouvent dans un carré réservé exclusivement aux musulmans. En aucun cas les musulmans

---

<sup>1</sup> Al-Fatawi al-islamiyyah, vol. 4, p. 1169-1170, n° 573; Ibid., vol. 4, p. 1173-1174, n° 575. Voir aussi Al-Qaradawi: Min huda al-islam, vol. 1, p. 729-733; Bukhal, p. 58.

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 125 I 300. Trad. française in: la Revue de droit administratif et de droit fiscal, vol. 56.6.2000, p. 636.

<sup>3</sup> Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 12.10.1999, p. 1440.

n'acceptent qu'un musulman soit mis sur un "mécréant", ni un "mécréant" sur un musulman.

## 6) Incinération

Réprouvée à travers les siècles par les trois communautés juive, chrétienne et musulmane, l'incinération revient aujourd'hui en force en Occident parmi les chrétiens pour des raisons philosophiques, économiques, écologiques, hygiéniques, juridiques (respect des vœux du défunt), pratiques, etc. Condamnée par le pape Léon XIII en 1886 et le Code de droit canon de 1917, elle fut admise par l'Église catholique en 1963<sup>1</sup>. Mais l'évolution de la crémation diffère d'un pays à l'autre. Ainsi le taux d'incinération en 1998 est de 4.09% en Italie, 14.90% en France, 67.9% en Suisse, 71.42% en Angleterre et 98.42% au Japon<sup>2</sup>. Des juifs libéraux et des musulmans y recourent, mais on n'en connaît pas le pourcentage, probablement infime.

### A) Normes musulmanes

Le Coran mentionne l'enterrement des morts. Il raconte qu'après l'assassinat d'Abel par Caïn, Dieu envoya à ce dernier un corbeau qui gratta la terre pour lui indiquer comment faire disparaître la dépouille de son frère (5:31). Ailleurs il est dit: "De la terre, nous vous créâmes. En elle, nous vous ramènerons. D'elle, nous vous ferons surgir une autre fois" (20:55).

On trouve des récits selon lesquels Mahomet aurait interdit de mettre à mort par le feu. Ainsi, après qu'Ali eut brûlé vifs des apostats, Ibn-Abbas objecta en disant qu'il ne les aurait pas brûlés mais exécutés selon la parole de Mahomet: "Celui qui change sa religion, tuez-le". Il invoque contre l'usage du feu une parole de Mahomet qui dit: "Ne punissez pas avec la sanction de Dieu"<sup>3</sup>. Dans un autre récit, Mahomet aurait ordonné à Hamzah Al-Aslami: "Si vous prenez un tel, brûlez-le", ensuite il le rappela et lui dit: "Si vous prenez un tel, tuez-le et ne le brûlez pas parce que personne ne peut châtier par le feu autre que le maître du feu"<sup>4</sup>. Mahomet aurait aussi interdit de détruire une fourmilière par le feu<sup>5</sup>. L'interdiction de faire usage de l'incinération dans ces récits se rapporte donc à l'incinération en tant que sanction du vivant de la personne.

D'après un autre récit de Mahomet, un homme réunit ses enfants autour de lui au moment de sa mort et leur demanda ce qu'ils pensaient de lui. Ses enfants lui répondirent qu'il était le meilleur des pères. Il leur dit, par humilité, qu'il n'avait fait auprès de Dieu aucun bien et que si Dieu pouvait le saisir, il le punirait comme personne n'a été puni. Il fit alors jurer ses enfants de le brûler après sa mort jusqu'à

---

<sup>1</sup> Louveau: L'incinération, p. 1-2.

<sup>2</sup> <http://members.aol.com/CremSoc/LegalEtc/Stats/Interntl/1998/StatsIF.html>.

<sup>3</sup> Al-Bukhari, récit 2794. Voir aussi Al-Bukhari, récits 1378 et 6411; Ahmad, récits 1775, 1802, 2420 et 2421; Al-Tirmidhi, récit 1378; Al-Nisa'i, récit 3992; Abu-Da'ud, récit 3787. Mais on signale que Mahomet aurait ordonné de brûler un village nommé Abna (Ibn-Majah, récit 2833; Ahmad, récit 20786).

<sup>4</sup> Abu-Da'ud, récit 2299. Les légistes classiques permettent pourtant de mettre à mort par le feu un coupable en vertu de la loi du talion (Coran 16:126, 2:174) ou qui commet un acte homosexuel (voir article Ihraq, in: Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah, vol. 2, p. 120 et 124-125).

<sup>5</sup> Abu-Da'ud, récit 2300; Ahmad, récit 3814.

ce qu'il devienne du charbon, de le réduire en cendres et de les disperser un jour de vent, moitié dans la terre et moitié dans la mer, pensant ainsi échapper à Dieu. Après la mort, les fils exécutèrent la volonté de leur père. Dieu donna l'ordre à la terre et à la mer de rendre les parts du décédé et voilà l'homme debout en présence de Dieu. Dieu lui demanda: "Qu'est-ce qui te poussa à donner un tel ordre?", et le défunt répondit: "Ma crainte de toi, Seigneur". Dieu le combla alors de sa miséricorde<sup>1</sup>. Ce récit vise à démontrer que Dieu est capable de ressusciter l'homme même s'il est incinéré et ses cendres dispersées par le vent. Il ne comporte aucune désapprobation de l'incinération.

Dans certains pays arabes, il existe des crématoires pour ceux dont les normes religieuses permettent l'incinération. C'est le cas en Égypte<sup>2</sup>. Les ouvrages en arabe ne traitent pas de l'incinération puisqu'elle n'est pas d'usage chez les musulmans, mais la *Commission de fatwa égyptienne* se prononça concernant cette pratique le 29 juillet 1953:

Tous les musulmans s'accordent sur le fait que l'être humain a une immunité et une dignité tant vivant que mort, comme l'indique la parole de Dieu: "Nous avons honoré les fils d'Adam" (17:70). Selon les récits authentiques du Prophète, suivis par ses compagnons, leurs successeurs et tous les musulmans jusqu'à aujourd'hui, l'enterrement dans une niche ou une fosse fait partie de la dignité d'un être humain après sa mort. De ce fait, il n'est pas permis d'incinérer les cadavres des musulmans. Et si le défunt avait demandé cela par testament, son testament serait nul et non exécutable. L'incinération des cadavres n'a été connue que dans les traditions des zoroastriens, et on nous a commandé de faire différemment de ce qu'ils font et de ce qui ne correspond pas à notre loi noble<sup>3</sup>.

On trouve d'autres *fatwas* sur Internet, sollicitées par des musulmans vivant en Occident<sup>4</sup>. En réponse à ma demande du 10 mai 2001, le service de *fatwa d'islam-online* écrit:

L'islam interdit strictement de châtier un vivant par le feu. Pour cela, lorsque le Prophète a vu que ses compagnons avaient brûlé une fourmilière, il leur dit: "Ne peut châtier par le feu que le maître du feu". De même il est interdit de brûler les morts en raison du récit de Mahomet: "Ce qui fait souffrir le vivant fait souffrir le mort". L'islam insiste sur le fait que l'eau servant à laver le défunt doit être chauffée à un degré moyen supportable et ne le faisant pas souffrir. On doit imaginer que le mort est vivant, ce dont on doit tenir compte pour ce qui pourrait lui faire du mal et ce qui lui serait utile. Ainsi l'eau ne sera pas chauffée à ébullition pour que sa peau ne soit pas pelée. À plus forte raison, il est interdit de brûler le mort.

---

<sup>1</sup> Voir ce récit sous différentes formes in: Al-Bukhari récits 3219, 6000 et 6954; Muslim, récits 4950 et 4952; Al-Nisa'i, récit 2052; Ibn-Majah, récit 4245; Ahmad, récits 7327, 10674, 10704, 11237, 11312 et 19184.

<sup>2</sup> La loi 5/1966 (article 6) et le décret d'exécution 418/1970 (article 19).

<sup>3</sup> Al-Fatawi al-islamiyyah, vol. 7, p. 2517, n° 1074.

<sup>4</sup> Voir [www.sunnah.org/msaec/articles/cremation.htm](http://www.sunnah.org/msaec/articles/cremation.htm); [www.isna.net/iq/cremtn.htm](http://www.isna.net/iq/cremtn.htm); [www.understanding-islam.com/ri/mi-072.htm](http://www.understanding-islam.com/ri/mi-072.htm); [www.islam-online.net/completesea-rch/english/fatwaDisplay.asp?hFatwaID=233.65.10.05.2001](http://www.islam-online.net/completesea-rch/english/fatwaDisplay.asp?hFatwaID=233.65.10.05.2001)

Il n'existe pas de pratique d'incinération des morts musulmans dans les pays arabes parce que ce rituel se rattache à des religions et des groupes religieux non célestes. Une telle pratique ne se trouve ni chez les musulmans, ni chez les juifs, ni chez les chrétiens. Et je ne connais aucun musulman dans un pays occidental qui ait demandé à se faire incinérer, à moins d'avoir suivi avant sa mort d'autres enseignements que ceux de l'islam ou d'avoir changé sa religion. Et dans ce cas nous ne pouvons pas le compter parmi les musulmans ni en tenir compte dans notre *fatwa*<sup>1</sup>.

On remarque dans cette *fatwa* la référence au récit de Mahomet: "Ce qui fait souffrir le vivant fait souffrir le mort". Or si on veut suivre ce récit, on ne devrait ni mettre le mort sous terre, ni le jeter dans la mer au cas où il mourrait sur un bateau puisque ces deux mesures, si appliquées à un vivant, le font souffrir. Certes, l'incinération n'est pas d'usage chez les musulmans. Mais le Coran permet un changement dans ce domaine puisqu'il interdit de gaspiller inutilement de l'argent (17:26) et d'endommager la nature (2:60). D'ailleurs, certains musulmans recourent déjà à l'incinération en Occident, notamment parmi ceux qui sont mariés à des non-musulmanes<sup>2</sup>. Si aujourd'hui les autorités religieuses juives, chrétiennes ou musulmanes restent hostiles à l'incinération, c'est probablement parce que l'ensevelissement leur rapporte plus sur le plan financier et sur le plan du pouvoir.

## **B) Normes suisses**

L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* indique: "L'incinération est absolument interdite". Une feuille de la *Fondation culturelle islamique* précise:

Toutes les écoles coraniques sont unanimes quant au fait que la terre est le lieu final de chaque dépouille. Le Coran dit: "N'avons-nous pas fait de la terre un endroit les contenant tous, les vivants ainsi que les morts" (77:25). Il dit aussi: "C'est d'une goutte de sperme qu'il l'a créé. Puis il lui donna ses proportions exactes. Ensuite, il lui rendit la voie facile. Puis il l'a fait mourir et inhumer" (80:19-21). Nous en déduisons donc que l'incinération est totalement interdite.

La Suisse a connu le même débat sur l'incinération que le reste de l'Europe. Lors de la rédaction de la Constitution de 1874, la question de l'incinération n'a pas été évoquée. De ce fait, l'article 53 al. 2 aCst ne parle que du droit d'être "enterré décentement". En 1884, un avocat de la Chaux-de-Fonds a remis une pétition au Conseil fédéral demandant que l'incinération soit considérée comme "mode de sépulture décent, par conséquent autorisée dans le sens de la Constitution fédérale, dans tous les cantons et municipalités qui voudront l'introduire". Le Conseil fédéral décida qu'il n'était pas nécessaire de légiférer en la matière, et d'en laisser la compétence aux cantons. Il ajouta:

Il n'a pas paru nécessaire aux partisans de la crémation à Zurich et aux autorités zurichoises de consulter l'autorité fédérale législative ou exécutive sur la question de savoir si ce mode de sépulture est décent; on ne peut que les

---

<sup>1</sup> WebmasterE@islam.online.net, réponse à ma demande du 10.5.2001.

<sup>2</sup> Voir le cas d'un Tunisien vivant au Canada, Chaïb: L'émigré et la mort, p. 140 et 147.

approuver. C'est à bon droit qu'ils ont pensé aussi que l'incinération ou la crémation des dépouilles humaines, préconisée par les hommes de la science, déclarée compatible avec la religion chrétienne par les ecclésiastiques et chantée même par les poètes de l'antiquité et des temps modernes, ne pourrait jamais être conspuée par vous ou nous comme quelque chose d'indécent! Une pareille objection n'a en effet été présentée, que nous sachions, par aucune autorité ayant eu à s'occuper de la chose<sup>1</sup>.

Il existe aujourd'hui en Suisse 59 crématoires, selon le rapport annuel de l'*Union suisse de crémation* 1997/1998. 67.97% des décédés en Suisse en 1998 ont été incinérés, ce qui met la Suisse en tête des pays occidentaux après l'Angleterre. La crémation est autorisée par toutes les lois cantonales même si certains cantons ne disposent toujours pas d'installations de crémation pour des considérations religieuses. C'est le cas notamment du canton catholique de Fribourg qui, pourtant, autorise l'incinération (Arrêté du 5 décembre 2000, article 4 al. 4 ). Celui qui veut se faire incinérer à Fribourg doit passer par un autre canton.

Aucun canton n'impose la crémation. L'article 1<sup>er</sup> du Décret jurassien du 6 décembre 1978 relatif à la crémation stipule: "Ce genre de sépulture ne peut pas être rendu obligatoire". Mais cela n'exclut pas l'imposition de la crémation en cas d'épidémie<sup>2</sup>. D'autre part, certains cantons procèdent parfois à l'incinération des ossements après la désaffectation des tombes selon les délais légaux<sup>3</sup>.

L'incinération est pratiquée soit à la demande du défunt, soit à la demande de ses proches, la volonté du défunt primant sur celle des proches. Dans le canton du Jura, l'article 1<sup>er</sup> du Décret du 6 décembre 1978 relatif à la crémation autorise celle-ci:

lorsque le défunt a manifesté, par écrit, son désir d'être incinéré, ou bien lorsque ses proches demandent sa crémation, pourvu qu'il ne s'élève pas à cet égard d'opposition parmi eux, ou encore lorsque les personnes chargées du soin de la sépulture du défunt réclament l'incinération, à moins toutefois qu'il n'existe de dernière volonté contraire.

Ce décret ne définit pas le terme *proche*. Si les proches sont de même degré, cela ne pose pas de problème. Mais qu'en est-il s'il y a plusieurs proches à des degrés différents? On peut présumer dans ce cas que l'avis du plus proche parent prime sur celui du plus lointain parent. Le Tribunal fédéral a confirmé que les personnes en droit de disposer du cadavre étaient celles qui avaient des rapports étroits avec le défunt et qui étaient les plus sensibilisées par sa disparition<sup>4</sup>.

La communauté religieuse du défunt n'a pas le droit d'intervenir pour interdire une incinération. Mais peut-elle refuser le dépôt de l'urne dans le cimetière confessionnel? Cette question a reçu une réponse négative de la part des autorités bâloises dans un cas concernant la communauté israélite. Cette décision fut critiquée par Wyler, qui estime que les autorités civiles ne peuvent accorder à une

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1884 IV 225-231.

<sup>2</sup> Spöndlin, p. 91.

<sup>3</sup> Article 51 du Règlement vaudois du 5.12.1986.

<sup>4</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 111 Ia 234.

communauté religieuse un cimetière privé et en même temps contraindre cette communauté à agir contre ses convictions<sup>1</sup>. Mais cette critique n'est pas fondée, du fait que la crémation ne peut pas être considérée comme indécente par la communauté juive. Si cette communauté refuse à un incinéré le droit de se faire enterrer dans le cimetière juif, cela signifie un retour à la pratique de l'Église catholique qui mettait les suicidés hors du cimetière, pratique condamnée par le Conseil fédéral. Bien plus grave est la concession faite par la ville de Berne qui, en octroyant à la communauté musulmane un carré séparé dans le cimetière public, lui a fait la promesse qu'on ne placera pas à l'avenir dans ce carré de cendres ou d'urnes contenant des cendres<sup>2</sup>. Cela signifie que l'incinération est considérée comme une sépulture indécente et que la commune donne aux responsables de la communauté musulmane la possibilité de contraindre les musulmans à renoncer à l'incinération sous peine d'être interdits d'enterrement dans le carré musulman. Il s'agit là d'une atteinte à la liberté religieuse contraire à la Constitution.

Le problème de l'incinération des musulmans s'est posé à Lausanne en mars 2001<sup>3</sup>. Ben Younes Dhif, un Marocain musulman marié à une Vaudoise chrétienne a exprimé le souhait d'être incinéré, et sa femme voulait respecter ses vœux. Deux neveux de Ben Younes, venus de France, s'y sont opposés et ont alerté la presse, l'Ambassade du Maroc, les mosquées et les centres islamiques. Une pétition a même été lancée. Hani Ramadan, directeur du *Centre islamique* de Genève, s'est jeté dans la bataille, déclarant:

C'est la première fois qu'un tel cas de figure se présente. En Suisse, il y a de plus en plus de couples mixtes musulmans-chrétiens, mais jusqu'à présent, à ma connaissance, les convictions religieuses des défunts ont toujours été respectées. L'incinération est tout simplement illicite dans l'islam. Le Prophète Mahomet l'a écrit: casser les os d'un cadavre musulman revient à le briser comme s'il était vivant; la dépouille doit être respectée. Il est même exigé de procéder à l'ensevelissement très rapidement pour préserver son intimité et éviter toute déchéance.

Quant à Hafid Ouardiri, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique* de Genève, il déclara: "Cette situation est étonnante. Je ne comprends pas que la veuve de ce Marocain et sa famille s'opposent à un rituel musulman. Peut-être faut-il mieux expliquer à la veuve pourquoi l'incinération est interdite dans le Coran". Et de conclure: "Quoi qu'il en soit, je suis formel: il est impératif de respecter la foi du mari!" Pour empêcher l'incinération, les neveux de Ben Younes ont mandaté un avocat, Me Jean-Pierre Moser, qui est immédiatement intervenu auprès du Tribunal de district de Lausanne. Face aux pressions exercées sur elle, la veuve a fini par céder au tribunal, renonçant à ce que la justice se décide sur ce cas. Elle n'a pas voulu se battre autour de la dépouille de son mari:

---

<sup>1</sup> Wyler: Die staatsrechtliche Stellung, p. 143.

<sup>2</sup> Séance du 9.11.1999, GRB o 2052.

<sup>3</sup> Un cas similaire se serait présenté à Genève. Un Tunisien travaillant à l'ONU, marié à une chrétienne, avait exprimé le souhait de se faire incinérer, mais ses parents musulmans se sont opposés à la réalisation de son vœu malgré l'avis favorable de sa femme. Il fut alors enterré dans le cimetière musulman de Genève.



J'essaie de comprendre leurs motivations. Mais ce qu'ils ont fait est odieux. Ils ne respectent tout simplement pas les dernières volontés de mon époux. Quand nous les avons appelés pour leur dire que son état de santé était gravissime, trois mois avant son décès, ils ont promis de venir. Ce n'est qu'après sa mort qu'ils se sont manifestés<sup>1</sup>.

Les centres islamiques auraient pu profiter de ce cas pour éduquer leurs coreligionnaires au lieu de les maintenir dans l'ignorance et de les pousser à enfreindre la dernière volonté du défunt. Ce cas a laissé un goût d'amertume parmi plusieurs chrétiens qui ont été ainsi confirmés dans leur idée que les musulmans sont incapables ou refusent de s'intégrer. Mais nous pensons que les musulmans vivant en Suisse ne pourront pas échapper à ce débat et finiront par adopter l'incinération comme la majorité de la population suisse.

Pour conclure la question des cimetières, on peut dire que seul le premier argument (refus d'être enterré près d'un mécréant) pourrait justifier l'octroi d'un cimetière ou d'un carré séparé réservé exclusivement aux musulmans. Mais cet argument pose problème car il est discriminatoire. Et l'État n'a pas à se porter garant de la discrimination. Si je refuse de m'asseoir à côté d'un juif ou d'un musulman, je serai traité de raciste. Pourquoi ce qui est interdit pendant la vie serait-il permis après la mort? Pour cette raison, nous sommes pour la suppression en Suisse de tous les cimetières religieux existants, y compris les cimetières juifs. Toute solution ou demande contraire devrait tomber sous le coup de la loi contre le racisme.

---

<sup>1</sup> Le Matin, 7 et 10.3.2001, articles de Jean-A. Luque.

## **Conclusion**

### **1) Responsabilité partagée**

Dans leurs écrits en arabe ou en langues occidentales, les musulmans se présentent souvent comme victimes de l'Occident. Chez les Occidentaux, on constate trois courants. Il y a ceux qui estiment que les musulmans constituent un danger pour la société occidentale. D'autres, au contraire, partagent les soucis des musulmans et cherchent à leur donner raison à tort et à travers. D'autres, enfin, estiment que les Occidentaux et les musulmans portent ensemble la responsabilité de la situation actuelle et qu'un effort doit être entrepris de part et d'autre. Nous nous rangeons parmi ces derniers.

Nous reprochons à l'Occident des positions politiques déséquilibrées, immorales. Tout en se targuant de défendre les droits de l'homme, l'Occident contribue à la violation de ces droits. En tant que Palestinien, je peux citer à titre d'exemple l'attitude occidentale à l'égard de mon peuple. L'injustice commise contre le peuple palestinien n'est pas sans susciter des rancunes de la part des musulmans, mais aussi de la part des chrétiens d'Orient. Il ne faut pas que l'Occident, au nom d'un sentiment de culpabilité envers les juifs, accepte et contribue à ce que ces derniers deviennent les bourreaux des autres et se comportent comme des enfants capricieux qui se croient au-dessus des lois et de la morale (concernant la Palestine, voir l'annexe 3 à la fin de l'ouvrage).

Nous reprochons à l'Occident d'avoir transformé l'ONU en une organisation mafieuse, non démocratique et non représentative, au service des grandes puissances et du sionisme au détriment de la justice. Chargée initialement du respect des droits de l'homme et du maintien de la paix, l'ONU est devenue un instrument de légitimation des crimes occidentaux contre la population arabo-musulmane. Cette organisation est notamment responsable de la tragédie palestinienne et du maintien de 61 camps de concentration au Proche-Orient où sont entassés comme du bétail des centaines de milliers de réfugiés palestiniens dont le seul crime est de ne pas être juifs.

Nous reprochons à l'Occident de soutenir des dictateurs arabes corrompus, souvent maintenus au pouvoir grâce à ce soutien. Pour des raisons matérielles, l'Occident sacrifie les principes moraux. L'effet boomerang est inévitable dans ce domaine. Et lorsque l'Occident prétend punir les dictateurs, il se trompe de cible, comme c'est le cas en Irak, provoquant la mort de centaines de milliers d'enfants irakiens innocents. D'autre part, l'Occident sème ses bases militaires dans les pays arabo-musulmans, accentuant l'impression de la population qu'elle subit une nouvelle phase de colonisation et de domination.

Nous reprochons à l'Occident son manque de soutien aux libres penseurs et aux mouvements qui défendent les droits de l'homme. Ce soutien est de l'intérêt même de l'Occident. Nous vivons dans un système de vases communicants. Ce qui se passe dans les pays musulmans finira par arriver en Occident, d'une façon ou d'une

autre. Si vous laissez la maison de votre voisin brûler l'incendie finira par détruire votre propre maison.

Nous reprochons à l'Occident une attitude de rejet à l'égard des étrangers, dont les musulmans. Je cite à titre d'exemple: les Algériens qui avaient choisi la France (les Harkis) et qui vivent aujourd'hui dans une situation tragique dans ce pays; les victimes des salons de massage et autres activités liées à l'exploitation du sexe; les employés de maison au service des missions diplomatiques, traités comme des esclaves sur le propre sol occidental; les étrangers qui sont amenés à travailler en Occident pour des salaires nettement inférieurs à ceux des citoyens de leurs pays d'accueil.

Nous reprochons à l'Occident son manque de fermeté envers ceux qui violent ses lois. Je pense au développement des mafias de la drogue, du blanchiment d'argent et des groupes terroristes, dont certains viennent de pays musulmans. Non moins grave est le manque de fermeté face aux violations des droits de l'homme, notamment sur le plan du droit de famille. Les pays occidentaux souffrent d'une déficience démographique qui les pousse à ouvrir les frontières à des flux migratoires afin d'y remédier. Pour éviter l'entrée des personnes dont la culture risque de poser des problèmes, la Suisse a eu recours à la politique des trois cercles dans la sélection des étrangers candidats à l'immigration. Cette politique est condamnée par la *Commission fédérale contre le racisme*, à tort. Chaque personne humaine mérite du respect, mais il faut aussi se rendre compte que l'acceptation de l'autre comporte des risques qu'il faut jauger: risques pour la personne en question qui aura des difficultés à s'adapter en Suisse, et risques pour les citoyens de la Suisse et ceux qui y habitent. La Suisse possède un système juridique décidé par la majorité de la population. On ne peut à cet égard, au nom du profit matériel et de l'intérêt des entreprises désireuses de fonctionner avec des salariés sous-payés, laisser venir n'importe qui sans envisager à long terme l'effet de la présence de cette personne sur le système juridique suisse. Accepter l'autre, oui. Mais pas à n'importe quel prix. Et si un certain contrôle doit être exercé sur l'entrée de la main-d'œuvre temporaire ou à long terme, un tel contrôle doit être d'autant plus conséquent sur ceux qui se font naturaliser ou demandent l'asile politique en Suisse.

On peut à cet égard faire les reproches qu'on veut au système d'examens qui précèdent la naturalisation, système caricaturé par le film "Les faiseurs de Suisses", mais le principe en soi reste valable même si ses modalités doivent être améliorées. Ainsi, la naturalisation doit être refusée à quelqu'un qui refuse de se soumettre au droit suisse. Celui-ci doit être testé par une série de questions et de comportements sociaux. Certes, on ne peut exiger d'un musulman de manger du porc ou de boire du vin pour pouvoir bénéficier de la naturalisation. Mais on est en droit de lui demander le respect des principes fondamentaux comme la liberté de religion et des normes qui en découlent. Ainsi, à titre d'exemple, un musulman qui refuse que son fils ait la liberté de changer de religion à l'âge de 16 ans, ou que sa fille épouse un chrétien ne devrait pas être naturalisé. Un imam qui marierait des couples avant de passer devant l'état civil doit être non seulement interdit de naturalisation, mais aussi de séjour sur le territoire suisse. Il faudrait donc

déterminer les normes de l'étranger qui entrent en conflit avec les normes suisses et voir lesquelles de ces dernières l'étranger doit respecter.

Cette rigueur doit être aussi observée en ce qui concerne les demandeurs d'asile politique. La *Convention relative aux réfugiés* dit à son article 2: "Tout réfugié a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public". Certains pays occidentaux souhaitent même exiger des immigrants qu'ils ne pratiquent pas l'excision de leurs filles.

Le mariage mixte étant en soi un domaine des plus sensibles, il nous semble nécessaire de prendre les mesures adéquates pour empêcher l'abus de droit. On entend parfois que des musulmans cherchent actuellement à épouser des femmes occidentales pour accélérer l'islamisation de l'Occident. Certains de ces musulmans exigent d'ailleurs que leurs épouses se convertissent à l'islam, et que leurs enfants soient musulmans. Lorsque leurs filles veulent épouser des chrétiens, ils exigent de ces derniers qu'ils se convertissent à l'islam. Or ceci est contraire aux principes fondamentaux des droits de l'homme. Il y a un devoir d'information et de précaution de la part des autorités civiles. Aujourd'hui on se marie aussi facilement qu'on achète une boîte de chocolat. L'état civil procède à des mariages sans se rendre compte des motifs et des enjeux de ces mariages. Signalons ici que les évêques italiens commencent à refuser d'accorder la dispense religieuse à des Italiennes qui épousent des musulmans. Ils estiment en effet que ces mariages finissent souvent par un échec. Certes, l'Italienne peut toujours se marier devant l'état civil. Mais la position des évêques peut amener cette Italienne à une prise de conscience et à une plus grande prudence. Ils demandent que l'État italien puisse s'assurer que les valeurs de la Constitution, notamment en matière de droit de famille, sont respectées avant de signer un accord avec la communauté musulmane<sup>1</sup>.

La brochure *Mariages entre partenaires suisses et musulmans* (publiée par l'Institut suisse de droit comparé, et dont je suis l'auteur) suggère que les couples signent un contrat de mariage qui règle toutes les questions jusqu'à la tombe. Le lecteur intéressé trouvera dans l'annexe 4 à la fin de ce livre un *Modèle de contrat de mariage mixte entre musulmans et non-musulmans*. Ce contrat doit être signé devant notaire pour qu'il ait un effet juridique et un impact psychologique sur les conjoints. Les différentes communautés religieuses ont aussi leurs propres brochures et il existe des séances de préparation au mariage par les communautés religieuses dont le but est d'éclairer les conjoints et d'aplanir les difficultés. Mais nous estimons qu'il faudrait passer à une procédure plus efficace d'information. Aucun État ne permet à personne de conduire une voiture sans examen préalable. Or le mariage est bien plus difficile à mener à bien qu'une voiture. De ce fait, nous estimons que le mariage, surtout le mariage mixte, doit être précédé par un examen. Certains États exigent un examen médical des deux conjoints, mais il nous semble que cela est insuffisant. Cet examen doit porter sur les questions les plus importantes. D'autre part, il faudrait exiger que les deux conjoints signent un

---

<sup>1</sup> Corriere della Sera, 2.2.2000.

contrat de mariage détaillé, et non simplement se satisfaire de normes générales. Sur ce plan, l'adage en vigueur ne devrait pas être "Nul n'est censé ignorer la loi", mais "Nul n'est censé connaître la loi". Faire des examens suppose aussi subir les conséquences de l'échec. Si par exemple un musulman insiste sur le fait que ses enfants soient élevés comme musulmans sans tenir compte de l'avis de son épouse chrétienne, ou que ses filles épousent seulement des musulmans, nous estimons que l'état civil doit refuser de célébrer son mariage au même titre qu'il refuse de célébrer un mariage qui est de toute évidence un mariage de complaisance (mariage blanc) dont le but est d'obtenir le permis de séjour. Nous ne nions pas que chaque mariage peut potentiellement échouer, même entre des Suisses, mais l'échec du mariage mixte a des implications plus graves parce qu'il pousse à la généralisation et sème la discorde et la xénophobie entre les communautés. De ce fait, il faut prendre toutes les précautions pour qu'un tel mariage réussisse.

Il ne suffit cependant pas que les autorités suisses informent le musulman étranger de ses droits et de ses devoirs, il faudrait encore que les responsables religieux de la communauté musulmane n'aillent pas dans le sens contraire de celui prôné par les autorités suisses. Un musulman qui viendrait en Suisse et chercherait à se marier devant l'imam d'une mosquée avant de passer devant les autorités civiles ne pourra pas le faire que s'il trouve un imam qui accepte de collaborer avec lui. Or si l'imam est ignorant des normes suisses, ou s'il prend un malin plaisir à les violer en les considérant comme normes mécréantes, les autorités suisses doivent se montrer particulièrement vigilantes face à cet imam, l'informer et le mettre en garde contre la violation des normes suisses, le renvoyer dans son pays ou le mettre en prison.

L'Occident doit bien réfléchir à la croissance de la communauté musulmane dans ses frontières et bien préparer son intégration pour ne pas être confronté un jour à une situation d'implosion comme en URSS ou en Yougoslavie. Ceci est d'autant plus important face aux flux migratoires.

## **2) Flux migratoires musulmans**

Aujourd'hui, dans les pays occidentaux on assiste à des flux migratoires incontrôlés. Ceci obéit au principe des vases communicants: les pauvres se dirigent vers les pays occidentaux riches, prêts à travailler à bas prix. D'autre part, les pays occidentaux souffrent d'un déficit démographique important et d'un manque de main-d'œuvre pour faire marcher ses usines et garantir l'assurance vieillesse. Cette situation aura des conséquences terribles sur le système juridique des pays occidentaux et risque de créer des tensions insurmontables à l'intérieur de ces pays, non seulement en raison de la concurrence économique, mais aussi en raison de la différence des conceptions juridiques: les uns croyant en un système démocratique librement décidé, et les autres en un système juridique descendu du ciel et indiscutable.

Il est peu probable que l'Occident puisse contenir les flux migratoires sans une vision politique claire et juste. On ne peut à cet égard dire: "Chacun pour soi et Dieu pour tous". Un homme qui ne vient pas au secours de son voisin dont la maison brûle, risque tôt ou tard de voir l'incendie s'étendre à sa maison. Il faudrait

donc revoir en profondeur les rapports entre les pays riches et les pays pauvres sur la base de la justice et de la solidarité.

Certes, on peut dire que l'Occident ne peut se plaindre des immigrants si on sait que les pays du Sud en accueillent le plus grand nombre (83%). Sur les 100 millions, près des trois quarts migrent en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient. Les flux migratoires sont ainsi surtout internes au tiers-monde. Mais vu les problèmes susmentionnés, l'Occident ne peut ni ouvrir les portes ni les fermer totalement<sup>1</sup>. Que faire alors? Un auteur français d'origine algérienne fait la proposition suivante:

Que la France ne puisse plus accueillir d'immigrés de manière durable peut ... être transformé en *atout*. Pourquoi ne pas substituer à la politique de la porte blindée celle de la coopération? ... Ce qui fait surtout défaut aux pays du Sud, ce sont les cadres formés aux nouvelles technologies, aux soins, à l'hygiène, à l'éducation. Pourquoi, au lieu d'arc-bouter dogmatiquement sur le diptyque intégration-expulsion, ne pas penser à une situation plus fluide, où l'on s'engagerait par exemple à employer et former ici des travailleurs qui seraient payés pour une proportion définie de leur salaire en devises placées automatiquement dans leur pays d'origine et qui ne pourraient demeurer en France au-delà d'une période contractuelle définie? Ce serait de la vraie coopération: elle apporterait des devises à des pays qui en ont besoin, elle élèverait le niveau technique de ces pays et, en ne recevant ces "coopérants" que durant un laps de temps déterminé, elle favoriserait les retours, elle dédramatiserait le déracinement migratoire<sup>2</sup>.

Ce problème de l'immigration mérite que d'autres chercheurs s'y intéressent. Nous espérons que notre modeste contribution leur sera utile pour progresser.

### **3) Rôle des philosophes**

Les mesures décrites plus haut doivent être accompagnées d'un renouveau de la pensée philosophique et d'un débat sur le fond en Occident et dans les pays musulmans.

La confrontation entre les normes religieuses et le droit laïque provient du fait que les premières, d'origine révélée, refusent le compromis et le recours à la raison, deux conditions indispensables dans tout dialogue et cohabitation pacifique.

Certains penseurs arabes n'hésitent pas à prôner ouvertement l'abandon du concept de la révélation et la désacralisation des livres sacrés. Ainsi le philosophe égyptien Zaki Najib Mahmud (d. 1993), adepte du positivisme scientifique, estime qu'il ne faut prendre du passé arabe, comme du présent occidental, que ce qui est utile pour la société arabe<sup>3</sup>. Pour juger ce qui est utile et ce qui ne l'est pas, il faut recourir à la raison, quelle que soit la source examinée: révélation ou non-révélation<sup>4</sup>. Ceci

---

<sup>1</sup> Naïr: Lettre à Charles Pasqua, p. 87.

<sup>2</sup> Ibid., p. 97.

<sup>3</sup> Mahmud: Tajdid al-fikr al-arabi, p. 18-20; Mahmud: Al-ma'qul wal-la ma'qul, p. 34.

<sup>4</sup> Mahmud: Tajdid al-fikr al-arabi, p. 21; Mahmud: Thaqafatuna fi muwajahat al-asr, p. 96.

suppose le rejet de toute sainteté dont serait couvert le passé<sup>1</sup>. Les choses doivent être appréciées en pratique, sans falsifier les données historiques ni tomber dans les généralisations<sup>2</sup>. "La clé du vrai aujourd'hui, écrit-il, est de bien digérer cette idée que nous sommes en transformation, donc en mutation; ainsi, le passé ne saurait régir l'avenir"<sup>3</sup>. Il ajoute que pour pouvoir construire une société moderne, les pays arabes doivent extirper de leur esprit l'idée que se fait l'Arabe de la relation entre le ciel et la terre, selon laquelle "le ciel a commandé et la terre doit obéir; le créateur a tracé et planifié, et la créature doit se satisfaire de son destin et de son sort"<sup>4</sup>.

Husayn Fawzi (d. 1988), libre penseur égyptien, tient un discours similaire. Dans la rencontre des intellectuels égyptiens avec Kadhafi le 6 avril 1972, il lui dit que les sociétés modernes ne peuvent être dirigées par la religion. "Que la conviction personnelle y intervienne dans le domaine des rapports humains, cela ne pose pas de problème. Mais que la religion soit l'élément qui dirige la société moderne, cela est exclu. Chacun garde pour soi son rapport avec son Dieu et ses apôtres. Mais cela ne peut signifier qu'un peuple qui va vers la civilisation soit obligé par des principes ou des normes de conduite établis dans des époques autres que celle-ci. Ce que ma raison n'admet pas, je ne peux l'admettre, quelle que soit la pression qu'exerce le gouvernement contre moi. Ma raison est le dirigeant et le maître, au fond du cœur"<sup>5</sup>. En fait, ce penseur rejette toute révélation. Lors de ma rencontre avec lui le 8 septembre 1977, il m'a dit que Dieu avait créé le monde en six jours et qu'il s'était reposé le 7<sup>ème</sup> jour, et continue désormais de se reposer. Par conséquent, tous les prophètes venus après le 6<sup>ème</sup> jour ne peuvent avoir été envoyés par Dieu.

Cette méfiance à l'égard de la révélation fut déjà exprimée par le philosophe-médecin Muhammad Ibn Zakariyya Al-Razi (en latin: Rhazes; d. 935). Il affirme:

Dieu nous pourvoit de ce que nous avons besoin de savoir, non pas sous forme de l'octroi arbitraire et semeur de discorde d'une révélation particulière, porteuse de sang et de disputes, mais sous la forme de la raison, laquelle appartient également à tous. Les prophètes sont au mieux des imposteurs, hantés par l'ombre démoniaque d'esprits agités et envieux. Or l'homme ordinaire est parfaitement capable de penser par lui-même, et n'a besoin d'aucune guidance de qui que ce soit.

Comme on lui demande si un philosophe peut suivre une religion révélée, Al-Razi réplique:

Comment quelqu'un peut-il penser sur le mode philosophique s'il s'en remet à ces histoires de vieilles femmes fondées sur des contradictions, une ignorance endurcie et le dogmatisme?<sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 51-53.

<sup>2</sup> Ibid., p. 65, 79 et 80.

<sup>3</sup> Ibid., p. 228.

<sup>4</sup> Ibid., p. 294-295. Pour plus de détails sur la position de ce philosophe, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: L'impact de la religion, p. 132-134.

<sup>5</sup> Al-Ahram, 7.4.1972, p. 6.

<sup>6</sup> Encyclopédie de l'islam, nouvelle édition, vol. 8, 1995, p. 492.

Les musulmans, où qu'ils vivent, doivent faire un effort réel pour séparer totalement la religion du droit et donner à la raison la prééminence sur la foi. Il faudrait cependant que l'Occident fasse aussi un effort de son côté. L'Occident - qui a ou prétend avoir la liberté de pensée - doit commencer à enseigner dans ses facultés de théologie et dans ses écoles que la révélation en tant que texte définitif et clos à jamais est un concept faux et dangereux pour l'humanité, que chaque humain a une mission à remplir sur cette terre, que l'Esprit n'arrête pas de souffler, et que Dieu n'est pas à la ménopause incapable de produire d'autres prophètes. Le Prophète Joël dit à cet égard:

Je répandrai mon Esprit sur toute chair. Vos fils et vos filles prophétiseront, vos anciens auront des songes, vos jeunes gens, des visions. Même sur les esclaves, hommes et femmes, en ces jours-là, je répandrai mon Esprit (Joël 3:1-2).

Cette idée est confirmée par Paul qui écrit aux Corinthiens: "Vous pouvez tous prophétiser à tour de rôle, pour que tous soient instruits et tous exhortés" (I Corinthiens 14:31). Consulter la Bible, l'Évangile et le Coran c'est avoir un regard dans l'héritage de l'humanité. Mais cela doit servir pour mieux regarder devant nous, dans notre temps. Il n'est pas possible de vivre le présent exclusivement avec les normes du passé. Ce serait condamner l'être humain à l'immobilisme, et donc à la stagnation. L'Imam Mahmud Shaltut (d. 1964) écrit à ce propos:

Celui qui s'immobilise sur les opinions des prédécesseurs et se satisfait de leur savoir, de leurs connaissances et de leur système de recherche et d'enquête, commet un crime contre la nature humaine et prive l'homme du don de la raison qui le caractérise<sup>1</sup>.

Si une telle idée est enseignée en Occident, elle peut progressivement faire par la suite son chemin chez les musulmans comme chez les juifs. Sans cela, le 21<sup>ème</sup> siècle sera ravagé par des guerres de religion, attisées par des hallucinés juifs, chrétiens ou musulmans, tous prétendant obéir à des ordres de Dieu donnés dans le passé lointain, ordres dont la véracité est impossible à prouver puisque Dieu reste, pour le moment, inatteignable par nos moyens de communication.

Pour finir, il me faut mettre en garde contre le dialogue inter-religieux s'il n'est pas fondé sur la franchise et le devoir de respect des droits de l'homme. Les Églises chrétiennes rendent un mauvais service à leurs adeptes et aux musulmans en adoptant un discours flatteur et en soutenant les revendications des musulmans sans tenir compte des arrière-pensées et des conséquences. Très souvent ce dialogue ne sert qu'à voyager et bien manger. Il me suffit ici de signaler que les décennies de dialogue inter-religieux initié par les Églises avec les musulmans n'ont même pas réussi à mettre un terme à l'abus des musulmans qui se permettent d'épouser des femmes non-musulmanes mais interdisent catégoriquement le mariage des non-musulmans avec des femmes musulmanes.

---

<sup>1</sup> Shaltut: Min tawjihāt al-islam, p. 126.



## **Annexes**

Nous produisons ici quatre de nos textes. Deux se rapportent à la tragédie du 11 septembre 2001. Le troisième concerne la question palestinienne qui est un des principaux points de tension politique entre l'Occident et les musulmans. Le quatrième est un Modèle de contrat de mariage mixte entre musulmans et non-musulmans.

### **Annexe 1. La barbarie est le fruit de l'injustice**

(Lettre de lecteur parue dans de nombreux journaux suisses après le 11 septembre et avant l'intervention américaine en Afghanistan).

La tragédie aux États-Unis attise les passions. Les mots manquent pour la décrire. Après tout, lorsque le glas sonne, on n'a pas le droit de demander pour qui il sonne. Toute victime innocente, où qu'elle soit, mérite notre sympathie.

Dans l'amour comme dans la haine, il faut savoir garder la raison pour ne pas aller dans la dérive. Il est alors important de se rappeler certains principes pour mieux comprendre et mieux agir.

Les auteurs de la DUDH de 1948 ont inscrit dans le préambule: "La méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité"; "Il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression".

Le Prophète Isaïe, il y a 2700 ans, disait: "La paix sera le fruit de la justice" (32:17). Il est évident que les villes de Washington et de New York, tout comme le Proche-Orient, dont proviendraient les auteurs de la tragédie actuelle, ne sont pas en paix. Il y a donc quelque part une injustice.

M. Bush et autres dirigeants politiques, qui ont laissé pourrir la situation au Proche-Orient, crient leur horreur et jurent de se venger. Ce n'est pas la première fois que de tels actes contre les intérêts américains ont lieu. Les Américains se sont vengés à chaque coup. Et sans doute ils le feront encore cette fois. Mais avec quel résultat? Les attaques ne font que s'intensifier. Et tout le monde craint que ce qui s'est passé à New York et Washington ne se répète ailleurs. On est donc en face du cycle infernal de la violence. On oublie facilement cette parole de Jésus: "Tous ceux qui prennent le glaive périront par le glaive" (Matthieu 26:52). Personne de ces dirigeants ne se rappelle la parole d'Isaïe: "La paix sera le fruit de la justice".

Au lieu d'enfoncer le monde dans la spirale de la violence et des destructions mutuelles imprévisibles, au lieu de pousser les gens au désespoir et au suicide, il est grand temps de revenir à la justice et de résoudre le problème du Proche-Orient sur la base de la justice. Aujourd'hui, plus que jamais, le monde est appelé à choisir entre la barbarie de la part de tous, ou la justice pour tous. Et ce qui se dit du Proche-Orient peut se dire de toute autre situation basée sur l'injustice. "Celui qui

avale des os, ne peut pas dormir", dit un proverbe arabe. Celui qui sème l'injustice récolte la barbarie.

## **Annexe 2. Les États-Unis et la justice**

(Propos recueillis par Étienne Dubuis. Interview parue dans *Le Temps*, Genève, le 10 octobre 2001).

Le Temps: Que pensez-vous de la riposte américaine aux attentats du 11 septembre 2001?

Sami Aldeeb: Je pense que les États-Unis ont manqué une bonne occasion de se livrer à un examen de conscience. Ils ont soigneusement évité de se demander pourquoi ils sont aujourd'hui si détestés dans le monde musulman et ce qu'ils pourraient faire pour éviter une telle haine. Ils ont préféré répondre aux attentats par la force. Or, le vrai nom de Ben Laden, c'est la misère et l'injustice. Et ce sont elles qu'il faut combattre. Si vous avez attrapé la malaria, cela ne sert à rien de courir derrière le moustique qui vous a piqué; il faut savoir d'où il vient, pourquoi il existe des marais et comment on peut les assainir.

Le Temps: À quelle injustice pensez-vous?

Sami Aldeeb: À l'injustice qui règne au Moyen-Orient, puisque les coupables présumés en viennent. Oussama Ben Laden fait lui-même référence à des faits qui mériteraient d'être discutés. Je pense à la présence militaire américaine dans de nombreux pays de la région, qui est une forme de colonialisme, au soutien que les États-Unis y apportent, de longue date, à diverses dictatures et au drame que vivent les Palestiniens.

Le Temps: Oussama Ben Laden n'est-il pas un fanatique avant d'être un justicier?

Sami Aldeeb: Fanatique sans doute. Les kamikazes ont sans doute été eux-mêmes victimes d'un lavage de cerveau. Mais le premier devoir des États-Unis est de mettre la justice de leur côté. Cela ne sera peut-être pas suffisant mais c'est absolument nécessaire. Tant qu'ils ne l'auront pas fait, ils porteront eux-mêmes une responsabilité dans le drame qui les touche. Vous le savez bien: les gens se prêtent d'autant plus facilement à des manipulations qu'ils se trouvent dans des situations sans issue et qu'ils se sentent désespérés.

Le Temps: Après ce qui leur est arrivé, les États-Unis sont en droit de réclamer eux-mêmes justice.

Sami Aldeeb: Dans le cas qui nous occupe, il y a deux façons possibles de rendre justice. La première consiste à traîner les coupables devant les tribunaux comme l'ont fait les puissances alliées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le problème est qu'il s'agit là d'une justice partielle: à son aune, seuls les vaincus sont reconnus coupables, alors que les vainqueurs ont toujours raison. Il en découle un malaise, une confusion de valeurs qui ne peut être que nocive. La seconde manière de procéder consiste à créer, comme en Afrique du Sud, des commissions de réconciliation. Les crimes de l'apartheid ont été très graves. Arrivé au pouvoir, Nelson Mandela avait de bonnes raisons de vouloir juger leurs responsables devant le monde entier. Et pourtant, il ne l'a pas fait, il a attaqué le mal aux racines et

désormais il est même apprécié par les Blancs. Les États-Unis auraient dû faire de même, nommer des sages, encourager la libre parole. Au lieu de cela, ils sont en train de condamner au silence tous les opposants, y compris les journalistes qui osent critiquer leur politique. Cela ne va servir ni la morale, ni la société.

### **Annexe 3. Pas de justice, pas de paix**

(Texte rédigé avant le 11 septembre 2001 à l'intention de la Revue *Panoramiques*).

"La pire des misères est celle qui fait rire", dit un proverbe arabe. J'ajouterai que la pire des misères est de ne pas savoir rire dans la misère. Qu'on me permette donc quelques débordements de langage pour soulager ma profonde tristesse en pensant à ma patrie d'origine. Pour parvenir à la sagesse, l'homme a souvent besoin d'atteindre les limites de la folie. Je commence par me situer. D'où suis-je? Comment s'appelle ma patrie? Aujourd'hui, ma patrie d'adoption s'appelle la Suisse. Quant à ma patrie d'origine, elle se situe quelque part entre la Méditerranée et le Fleuve du Jourdain. J'hésite à prononcer son nom et j'ai tant envie de la rebaptiser.

- "Israël", pays reconnu par les Nations Unies, n'est pas reconnu par (tous) les pays qui l'entourent. Le mot lui-même suscite la haine et le mépris parmi les Arabes et les musulmans. Je n'entre pas dans les motivations.
- "Palestine", seul pays reconnu par les pays qui entourent Israël, mais pas encore par les Nations-Unies ou Israël, suscite aussi de la haine et du mépris parmi les juifs et les chrétiens fondamentalistes. Chaque fois que j'écris une lettre de lecteur (signée "chrétien d'origine palestinienne") dans les journaux suisses, je reçois une ou plusieurs lettres de ces fondamentalistes me disant que la Palestine est une chimère qui n'a pas d'existence dans l'histoire et que les Palestiniens sont venus de je ne sais quelle île dans la Méditerranée. Ici aussi je n'entre pas dans les motivations.

Il faut pourtant un nom à ce lopin de terre grand comme un mouchoir. Je décide donc, pour ne fâcher personne, d'utiliser le nom Canaan. C'est le nom que Dieu, selon la Bible, a utilisé pour désigner cette terre en parlant à Abraham (père chimérique ou réel, charnel ou spirituel des juifs, des chrétiens et des musulmans):

À toi et à ta race après toi, je donnerai le pays où tu séjournes, tout le pays de Canaan, en possession à perpétuité, et je serai votre Dieu (Genèse 17:8).

En utilisant le nom Canaan, je souhaite aussi faire justice aux anciens habitants de cette terre, dont des représentants existaient encore du temps de Jésus. L'Évangile selon Matthieu rapporte qu'une femme cananéenne s'est présentée à Jésus le priant humblement de guérir sa fille "fort malmenée par un démon". Jésus exauça sa prière en lui rendant hommage: "Ô femme, grande est ta foi! Qu'il t'advienne selon ton désir!" Matthieu ajoute: "Et de ce moment sa fille fut guérie" (Matthieu 15:21-28). Parfois, je me mets à rêver avec ces juifs qui croient à la venue prochaine du Messie, rien que pour lui demander un miracle, un seul, celui de guérir tous les habitants du pays de Canaan fort malmenés par le démon de la violence ces jours-ci.

Un jour ou l'autre, les habitants de ce lopin de terre devront se retrouver pour parler, manger, boire et reconstruire ce pays dévasté. Ils devront alors s'entendre sur un nom qui ne leur rappelle plus leurs sottises d'antan et ne réveille pas le démon du passé. Je leur propose d'ores et déjà d'appeler leur pays "Canaan", un nom neutre, sans rancune et sans mauvais souvenirs. Ils seront alors appelés parmi les nations "les Cananéens".

Mais comment parvenir à ce jour utopique alors que les juifs, les chrétiens et les musulmans qui peuplent le pays de Canaan s'entredéchirent, se menacent de bombes atomiques et chimiques, se réjouissent de la mort de l'autre et glorifient leurs martyrs qui sacrifient leur vie pour tuer et blesser le plus grand nombre de l'autre clan?

Du temps du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, il n'y a pas si longtemps, certains esprits espiègles proposaient comme solution entre les Noirs et les Blancs de peindre les Noirs en blanc, ou les Blancs en noir. Quelques bidons de peinture feraient l'affaire. On pourrait aujourd'hui proposer une solution similaire pour les juifs, les chrétiens et les musulmans: deux de ces groupes devront se convertir à la religion du troisième. Peu importe laquelle. Après tout, tous les trois se prétendent fils d'Abraham: *Blanc bonnet, bonnet blanc, c'est kif-kif bourricot.*

La solution des bidons de peinture n'a pas été retenue en Afrique du Sud. Ils ont préféré la solution des urnes, la voie de la démocratie. Et au lieu de créer des tribunaux pour juger les criminels de guerre comme l'ont fait les Blancs en Europe avec les tribunaux de la Deuxième guerre mondiale et les guerres d'ex-Yougoslavie et du Rwanda, les Africains du Sud ont préféré les commissions de conciliation. Les Noirs, majoritaires, ont choisi le recours à leur sagesse ancestrale, à savoir la discussion des problèmes sous *l'arbre aux palabres*. Le Mali connaît un système sage similaire pour résoudre les problèmes: les gens se rencontrent dans une hutte avec un toit très bas. Ils doivent rester assis pour discuter. Si l'un d'eux se lève pour utiliser ses mains contre un autre, il se tape la tête contre le toit. Noirs et Blancs discutent en Afrique du Sud. Tout n'est pas rose. Mais la bonne volonté y est. Les Blancs sont toujours blancs, et les Noirs sont toujours noirs, mais ils ont décidé de se serrer les coudes pour construire ensemble leur avenir. Au lieu de changer la couleur de leur peau avec de la peinture, ils ont entrepris de changer leurs cœurs. Malgré des années de prison et de persécution, le Président Mandela a su insuffler à ses concitoyens un sens de la justice. Et aujourd'hui nombreux sont les Blancs sud-Africains qui lui rendent hommage.

La justice. Le changement des cœurs. Se serrer les coudes pour construire ensemble au lieu de détruire. Voilà probablement les mots-clé pour résoudre les problèmes entre les habitants du pays de Canaan, juifs, chrétiens et musulmans. Nous sommes à cet égard contre toute idée de partage du pays de Canaan. Tout comme nous sommes contre l'apartheid entre les habitants de ce pays tel qu'il règne aujourd'hui. L'unité fait la force. La division provoque la haine et les frustrations. Ne voyez là aucun angélisme.

Il y a une quinzaine d'année, j'ai pris un bus touristique à Rome pour en avoir une vue générale. Dans une des stations, j'ai aperçu sur le portail d'une église gravée

dans la pierre cette phrase en latin: *Fructus justitiae pax* (La paix sera le fruit de la justice). Venant d'un pays déchiré par la guerre, cette phrase m'a bouleversé. Je voulais en connaître l'origine. Après des recherches, j'ai découvert qu'il s'agit d'une parole du Prophète-poète Isaïe (32:17) qui vivait dans le pays de Canaan il y a environ 2700. Je souhaite donner ici au lecteur le passage entier qui est d'une beauté extraordinaire:

Dans le désert s'établira le droit

Et la justice habitera le verger.

La paix sera le fruit de la justice,

Et le reflet de la justice repos et sécurité à jamais (Isaïe 32:16-17).

Suivez mon regard: une phrase d'Isaïe qui parle de la "Paix fruit de la justice" gravée sur le portail d'une église à Rome, capitale des Romains dont les stratèges disaient: *Si vis pacem, para bellum* (Si tu veux la paix, prépare la guerre). Quel contraste! Mon émotion était à son comble et aujourd'hui encore lorsque j'y pense, j'ai le frisson. Tout de suite après, j'ai fondé en Suisse avec des amis une association appelée *Association pour reconstruire Emmaüs*, dont tous les documents portent l'inscription: "La paix sera le fruit de la justice" (Isaïe 32:17). Mes amis et moi voulions faire de ce village un symbole de justice et de paix dans le pays de Canaan.

Emmaüs, c'est ce fameux village sur le chemin duquel le Christ ressuscité a rencontré deux de ses disciples. Invité à passer la nuit chez eux, ils ne l'ont reconnu qu'après avoir partagé le pain avec lui (Luc 24:13-35). Le partage du pain, geste de solidarité entre les humains! Et non pas le partage du pays, geste de haine et de sottise. Les juifs ont occupé ce village en 1967, l'ont complètement rasé aux bulldozers et ont expulsé ses habitants. Sur l'emplacement de ce village ils ont établi un lieu de pique-pique appelé Parc Canada. Les arbres ont remplacé les humains. Mes amis et moi voulions aider les habitants de ce village à retourner chez eux, en geste de justice et de solidarité. Mais les juifs font toujours la sourde oreille à la demande de ses habitants<sup>1</sup>. Comme ce village, les juifs ont détruit depuis la création d'Israël 384 autres villages, selon les comptes de notre association, sur la base de cartes juives<sup>2</sup>. Les habitants de ces villages détruits sont devenus des réfugiés dont une bonne partie vivent dans 61 camps de concentration: 13 au Liban, 10 en Syrie, 10 en Jordanie, 20 en Cisjordanie et 8 dans la Bande de Gaza, donc à quelques kilomètres de leurs terres et de leurs maisons détruites. Les juifs refusent leur retour alors qu'ils font venir leurs coreligionnaires des États-Unis, de la Russie, de l'Europe Occidentale, de l'Éthiopie, de l'Inde et d'ailleurs pour les installer sur les terres et les maisons de ces réfugiés dont leur seul crime est de ne pas être des juifs!

Revenons donc à l'histoire des bidons de peinture. À travers les siècles, des milliers de gens se sont convertis au judaïsme. Car ne venez pas me dire que tous ces

---

<sup>1</sup> Les intéressés peuvent voir sur Internet les photos prises par un soldat juif lors de la destruction de ce village: <http://www.lpj.org/Nonviolence/Sami/Album.html>

<sup>2</sup> Voir Uehlinger: Localités palestiniennes détruites après 1948.

blonds aux yeux bleus sont les fils d'Abraham le Sémite... à moins qu'il n'ait fréquenté assidûment les bordels des pays de l'Est. Aujourd'hui encore, on assiste à des conversions au judaïsme. On doit aussi ajouter les partenaires non juifs dans les mariages mixtes et les enfants issus de ces mariages. Tout ce beau monde peut revendiquer, selon les lois israéliennes, le droit de venir s'installer dans le pays de Canaan. Une fois arrivés là, ils bénéficient de tous les avantages sociaux, économiques et politiques prévus par les lois israéliennes. Ces avantages ne sont que partiellement reconnus aux non-juifs nés en pays de Canaan porteurs de passeports israéliens. Leur seul crime est qu'ils ne sont pas juifs, exactement comme le crime des Noirs sud-Africains était de ne pas être Blancs. Les non-juifs qui vivent dans les territoires occupés par les juifs en 1967 et les réfugiés palestiniens vivant dans les camps de concentration sous occupation juive ou dans les pays limitrophes n'ont pas droit aux avantages reconnus aux "juifs" russes, américains, suisses, polonais, italiens, anglais, hollandais, éthiopiens, français, allemands, autrichien, australiens, canadiens, etc. Le seul crime de ces palestiniens est de ne pas être juifs, exactement comme le crime des Noirs sud-Africains était de ne pas être Blancs. Nous sommes donc en face d'un véritable régime raciste d'apartheid, quoi qu'on en dise. Il faut être aveugle ou malhonnête pour ne pas le reconnaître.

Que faire devant ce système raciste d'apartheid qui se base non pas sur la couleur de la peau, mais sur l'adhésion religieuse? Il y a toujours la solution des bidons de peinture dont nous avons parlé plus haut. Il suffit de trouver un rabbin réformé bien intentionné qui accepterait de délivrer un certificat de judaïcité aux chrétiens et aux musulmans palestiniens. Et les voilà dignes de faire partie du "Peuple Élu" et avoir le droit de consommer "le lait et le miel" du pays de Canaan comme les autres juifs. Une autre solution, serait de convertir tous les habitants du pays de Canaan en musulmans ou en chrétiens et de faire une loi qui donne les mêmes droits à tous.

La solution de la conversion, donc des bidons de peinture, ne semble pas réalisable à large échelle, pour le moment au moins, même si certains y pensent. Sur Internet on trouve un site des juifs convertis à l'Islam appelés "Juifs pour Allah"<sup>1</sup>. On trouve aussi des "Juifs pour Jésus"<sup>2</sup>, tout comme on trouve en Israël des chrétiens russes passés pour des juifs afin de pouvoir s'échapper de Russie. On les reconnaît souvent à leur pénis non circoncis. Certains vont jusqu'à se faire circoncire, troquant ainsi leur prépuce contre un passeport israélien. Qui les plaindrait?

En attendant, il faut une autre solution. Les Palestiniens non-juifs du pays de Canaan, avec leurs frères ou pseudo-frères arabes ont eu recours aux Nations-Unies, aux Pays occidentaux et aux autres pays pour qu'ils convainquent les juifs à reconnaître les droits des non-juifs cananéens. Ils ont aussi eu recours à la guerre traditionnelle. Et actuellement, ils recourent aux armes primitives: les pierres. Sans compter les invectives. Rien ne parvient à faire bouger les juifs d'un seul millimètre... dont les projets sont inconnus et hallucinants. Ben Gourion disait que

---

<sup>1</sup> <http://jews-for-allah.org/>

<sup>2</sup> <http://www.jewsforjesus.org/>

les frontières d'Israël s'étendent sur toute terre où un soldat israélien met son pied. Certains fondamentalistes juifs (et chrétiens, y compris en Suisse) estiment que la frontière de la Terre promise aux juifs s'étendrait de l'Euphrate jusqu'au Nil. Ce qui expliquerait le fait que l'Ambassade israélienne en Égypte se situe de l'autre côté du Nil: on ne peut pas mettre l'ambassade auprès d'un pays étranger sur son propre territoire! Les juifs en pays de Canaan peuvent compter sur leurs alliés américains et européens ainsi que sur leurs armes atomiques pour dissuader les pays arabes et musulmans et les empêcher de gagner la guerre. Les frappes continues américaines et britanniques contre l'Irak ont probablement pour mission d'envoyer un signal à tout pays arabe qui penserait déclencher une guerre contre les juifs. Pris de panique, les pays arabes se satisfont d'envoyer quelques dollars aux Palestiniens. Entre-temps, ils fournissent aux juifs et à leurs alliés le pétrole arabe nécessaire pour faire marcher leurs tanks et leurs avions qui détruisent et sèment la désolation parmi les habitants non-juifs du pays de Canaan.

Mais on ne sait pas jusqu'à quand les Palestiniens accepteront de se faire avoir par les juifs. Le poète arabe Al-Mutanabbi (mort en 965) disait: "Il ne faut jamais mésestimer un faible dans une querelle: un moustique est capable d'ensanglanter l'œil du lion". L'édition Internet du *Jerusalem Post* du 14 août 2001 donne une information qui constitue une mise en garde face à la détérioration de la situation au Proche-Orient. L'information est basée sur un article d'un directeur d'un centre palestinien à Gaza publié par l'hebdomadaire palestinien *Al-Manar* qui paraît au Liban. Selon cette information, les Palestiniens penseraient sérieusement à l'utilisation des armes biologiques comme moyen pour contrer la puissance militaire juive. Des centaines d'experts seraient capables de les manier et de les utiliser comme moyens de dissuasion. Quelques bombes dirigées vers les ressources d'eau, les plages, les marchés et les centres résidentiels feraient l'affaire, et elles sont difficilement détectables, selon l'information du *Jerusalem Post*<sup>1</sup>. Nous nous trouvons devant un scénario apocalyptique dont personne ne saurait mesurer véritablement les conséquences. Ce sera alors la victoire posthume de Hitler: l'extermination des juifs et des non-juifs au Proche-Orient.

Jörg Shimon Schuldness, un artiste suisse juif anti-sioniste, écrit qu'on a trouvé les cheveux, les os et les souliers des juifs morts dans les camps de concentration. Mais leurs passeports, où sont-ils passés? Il spéculé que des soldats nazis se seraient approprié ces passeports pour aller en Israël sous l'identité de leurs victimes juives afin de continuer la politique hitlérienne dans la région. Ce qui expliquerait, selon lui, la présence d'une importante communauté allemande en Israël<sup>2</sup>. Quoiqu'il en soit du sort des passeports des victimes du nazisme, nous croyons que la bêtise humaine n'a pas de limite dans le temps ou l'espace: on peut être Hitler sans être Aryen, et nazi tout en étant Sémite ou Pseudo-Sémite. Voulez-vous des preuves?

La Bible nous raconte l'histoire de Samson. Tombé dans les mains de ses ennemis, ceux-ci lui crevèrent les yeux et le firent descendre à Gaza, la fameuse ville

---

<sup>1</sup> <http://www.jpost.com/Editions/2001/08/14/LatestNews/LatestNews.32587.html>

<sup>2</sup> Jörg Shimon Schuldness, Flugblatt, 16 octobre 1986.

d'aujourd'hui malmenée par les juifs. Ils l'enchaînèrent avec une double chaîne d'airain et il tournait la meule dans la prison. Un jour, ses ennemis firent une fête en l'honneur de leur divinité. Ils firent venir Samson de la prison pour s'amuser. Samson demanda alors au garçon qui le menait par la main: "Conduis-moi et fais-moi toucher les colonnes sur lesquelles repose le temple, que je m'y appuie". Or le temple était rempli d'hommes et de femmes qui jouissaient des jeux de Samson. Celui-ci poussa alors les colonnes du temple de toutes ses forces et le temple s'écroula sur lui et sur ses ennemis.

Cela vous rappelle quelque chose? L'histoire se répète! Est-ce le prélude de ce qu'attend toute la région du Proche-Orient si les juifs et leurs alliés s'entêtent à continuer la politique actuelle? Personne au Proche-Orient n'est assez fort pour s'assurer une victoire qui écraserait complètement ses ennemis, ni assez faible pour se laisser réduire en esclavage perpétuel. Nous avançons inexorablement vers la guerre et la destruction de tout le Proche-Orient. Personne ne sortira indemne de cette prochaine guerre toute programmée à la manière d'une bombe à retardement. Le premier fou qui poussera sur le bouton, et il sera trop tard pour l'arrêter. Le pays de Canaan, voire les pays avoisinants, deviendront un désert inhabitable pour de nombreux siècles. Même les lézards ne pourront s'y aventurer. Les haines de part et d'autre sont telles que le sec et le vert, l'innocent et le coupable, le jeune comme le vieillard, partiront en fumée.

La solution du désespoir vers laquelle les juifs et leurs alliés sont en train de pousser les Palestiniens n'apportera la paix à personne. Il faut à notre sens sortir rapidement de l'engrenage de la guerre et abandonner le principe des stratèges romains: "Si tu veux la paix, prépare la guerre", pour revenir au principe du Prophète Isaïe: "La paix sera le fruit de la justice" (32:17). La paix nécessite qu'on puisse retourner à la table des négociations le plus rapidement possible et ouvrir tous les dossiers, notamment le plus délicat de tous, celui des réfugiés et des 385 villages palestiniens détruits par les juifs. Sans une solution à ce dossier, jamais, jamais la région ne connaîtra la paix. Il faut que les juifs cessent de se prendre pour le "peuple élu" et acceptent les autres comme des êtres humains, un peu comme les Blancs de l'Afrique du Sud ont accepté de traiter les Noirs comme des êtres humains. Il faut mettre fin à la politique actuelle d'apartheid religieux, politique malheureusement soutenue par l'Occident, au même titre qu'on a mis fin au système d'apartheid racial en Afrique du Sud. Les juifs doivent accepter la création d'un État unitaire, regroupant les juifs, les chrétiens et les musulmans, État que nous appellerions "république cananéenne". Ils doivent supprimer les frontières religieuses entre les trois communautés. Dans la foulée, les trois communautés doivent aussi changer le système juridique en matière de droit de famille et créer une seule loi et un seul tribunal pour tous: pour les juifs, les chrétiens et les musulmans, loi permettant les mariages mixtes (afin de mélanger les sangs) et supprimant la discrimination contre les femmes. Ainsi on créera une société de gens libres. Une société ne peut pas vivre à deux ou trois vitesses. Et encore deux mesures s'imposent:

- Créer des écoles mixtes où juifs, chrétiens et musulmans étudient ensemble, les mêmes matières et les deux langues: l'arabe et l'hébreu.



- Supprimer les cimetières religieux et enterrer les gens ensemble, quelle que soit leur religion, pour qu'ils se rappellent qu'ils sont unis devant la vie comme devant la mort.

Dans un discours prononcé le 5 mai 1991 devant la Knesset, le violoniste et humaniste Yehudi Menuhin dit:

Ceux qui vivent par le glaive périront par le glaive, et terreur et peur provoquent terreur et peur. La haine et le mépris sont fatalement contagieux.... Un fait est sûrement abondamment clair, à savoir que cette façon dévastatrice de gouverner par la peur, par le mépris de la dignité fondamentale de la vie, cette asphyxie continue d'un peuple dépendant devraient être les dernières méthodes adoptées par ceux qui, eux-mêmes, en connaissent trop bien l'horrible signification, la souffrance inoubliable d'une telle existence... Cela n'est pas digne de mon grand peuple, les juifs<sup>1</sup>.

Dans une interview, le Père Elias Chacour, originaire de Biram, un des villages détruits par les juifs, dit:

Nous sommes des citoyens de seconde zone, oui, s'il y a des zones. Je crois en fait qu'il n'y a qu'une zone en Israël, la zone de citoyenneté juive. Il y a ensuite la non-zone, la marge, où les non-juifs sont tolérés, mais ne sont pas acceptés, car les juifs ne trouvent pas la solution pour s'en débarrasser. Heureusement, il y a des juifs, très peu, - mais ils existent - qui protestent contre cette ségrégation. Et je crains que d'ici très peu de temps, si Israël ne change pas fondamentalement de politique, ne se convertit pas, c'est-à-dire ne change pas de direction politique, je crois qu'il n'y aura qu'une seule option pour survivre ici, c'est l'option militaire. Cela ne peut faire de racines ici, car la Palestine, depuis avant Abraham, depuis Melchisédech, n'a jamais accepté un conquérant qui n'essaye pas de faire de racines. Ils ne sont pas en train de faire des racines. Ils sont en train de planter la haine dans le cœur des palestiniens. Il faut que cela change, s'ils veulent vivre et survivre avec une certaine qualité de vie humaine au Proche-Orient<sup>2</sup>.

Les auteurs de la DUDH affirment dans le préambule:

Il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Cette affirmation rejoint la parole du Prophète Isaïe: "La paix sera le fruit de la justice" (32:17).

Pour conclure, nous dirons que si véritablement les juifs cherchent la paix au Proche-Orient, ils doivent se conformer à ce principe de la justice au lieu de s'entêter dans leur politique contraire aux droits de l'homme. Ils doivent à cet effet permettre aux réfugiés palestiniens de revenir chez eux et traiter les Palestiniens

<sup>1</sup> Les médias israéliens ont passé complètement sous silence ce discours. Seul le journal palestinien Al-Fajr a transgressé la règle occulte du silence en le publiant le 20.5.1991. Nous le citons ici d'après la revue Une Terre deux peuples, juin 1991, p. 2-3.

<sup>2</sup> Interview accordée à l'Agence de Presse Internationale Catholique, mai 1988.

non-juifs sur pied d'égalité, indépendamment de leur religion. Pourquoi le fait d'être chrétien ou musulman fait du Palestinien un candidat aux camps de réfugiés, aux prisons, à la torture, à la déportation ou à la mort? Pourquoi?

Le jour où le chrétien, le musulman et le juif seront considérés par les juifs comme des êtres humains égaux et traités sur pied d'égalité, ce jour-là sera le premier jour de paix au Proche-Orient. Le Proche-Orient a aujourd'hui à choisir entre la justice pour tous ou l'extermination de tous.

#### **Annexe 4. Modèle de contrat de mariage mixte**

(Repris, avec légères modifications, de notre brochure, Sami Aldeeb: Mariages entre partenaires suisses et musulmans)

Ce contrat est à remplir séparément par les deux futurs mariés qui procèdent à la comparaison des réponses. Le texte final est à signer devant un notaire qui en garde un exemplaire. Biffez ou modifiez les passages qui ne conviennent pas.

Après mûre réflexion, les soussignés

M.....	Né le.....
Nationalité.....	Religion.....

État civil (célibataire, divorcé, veuf)

et

Mme.....	Née le.....
Nationalité.....	Religion.....

État civil (célibataire, divorcée, veuve)

ont convenu de ce qui suit:

Le mariage a lieu

en .... (nom du pays) devant l'état civil de.....

à l'étranger (nom du pays)..... devant.....

Le mariage civil est suivi d'une cérémonie religieuse (spécifier la cérémonie).....

ou

Le mariage civil n'est pas suivi d'une cérémonie religieuse.

Leur domicile commun sera (nommer le pays).....

La femme garde sa nationalité.

Elle garde son nom de famille, (ou) elle adopte le nom de famille de son mari (spécifier la forme).

#### **Liberté religieuse des époux**

Chacun des époux entend garder sa religion et s'engage à respecter la liberté de religion et de culte de l'autre, y compris le droit de changer de religion.

Le mari et la femme s'engagent à ne pas imposer l'un à l'autre leurs normes alimentaires respectives.

### **Fidélité et monogamie**

Le mari et la femme se doivent aide et fidélité. Ils attestent qu'ils ne sont pas mariés au moment du mariage. Chacun s'engage à ne pas épouser une autre personne tant que ce mariage est maintenu. En cas de fausse attestation ou de violation de cet engagement, chacun des deux partenaires acquiert le droit de demander le divorce pour cette raison.

### **Enfants**

Le mari et la femme affirment s'être soumis à des examens prénuptiaux et s'être mis au courant des résultats de ces examens.

Les enfants seront de religion.....

Ils seront éduqués dans cette religion. Ils bénéficieront de la liberté religieuse à partir de l'âge de 16 ans, y compris le droit de changer de religion, sans aucune contrainte de la part des parents ou de leurs familles respectives.

Les enfants porteront des prénoms européens, chrétiens, musulmans, arabes, neutres. Le choix du prénom sera fait d'entente entre les deux parents (indiquer éventuellement les prénoms des garçons et des filles).

Les enfants seront baptisés à l'âge de.....

Ils choisiront librement de se faire circoncire ou exciser dès l'âge de 18 ans s'ils le souhaitent.

Les enfants seront scolarisés dans des écoles publiques, musulmanes, chrétiennes, juives (spécifier).

Les enfants seront inscrits exclusivement sur le passeport de leur mère.

Le conjoint musulman ne s'opposera pas au mariage de ses filles avec un non-musulman.

### **Rapports économiques**

Le mari et la femme contribuent sur une base d'égalité, chacun selon ses moyens, aux dépenses du ménage et à l'éducation des enfants. Ils décident conjointement des affaires du couple.

Le régime matrimonial est soumis au droit ..... (mentionner un pays occidental).

Le mari et la femme optent pour le régime (nommer le régime).....

### **Normes vestimentaires, travail et voyage**

Le mari et la femme s'engagent à ne pas s'imposer mutuellement, ni à leurs enfants, les normes islamiques relatives aux vêtements, à la vie sociale, à l'éducation scolaire ou au sport.

La femme décide elle-même de son travail. Elle n'a pas besoin de l'autorisation du mari pour ses loisirs, ses voyages et l'obtention des titres de voyages et d'identité pour elle-même et pour ses enfants.

### **Dissolution du mariage**

Le mari et la femme s'engagent à régler leurs conflits à l'amiable. Au cas où l'un des deux souhaiterait mettre fin au mariage, il s'engage à le faire devant le juge et à ne pas faire usage de la répudiation.

Si le mari ou les deux conjoints résident dans un pays qui permet au mari de répudier sa femme, le mari reconnaît de ce fait à sa femme le droit de le répudier aux mêmes conditions que lui.

En cas de divorce, l'attribution des enfants se fera selon la loi et sur décision du juge ..... (mentionner un pays occidental). Si les enfants sont attribués à la mère, le père s'engage à respecter cette décision et à ne pas les lui retirer, quel que soit leur lieu de résidence. En cas de décès d'un conjoint, les enfants seront attribués au conjoint survivant.

Le partage des biens et les obligations alimentaires entre les époux seront réglés selon le droit ....(mentionner un pays occidental), même si le mari ou les deux époux résident dans un pays musulman.

En tout état de cause, les biens acquis pendant le mariage par l'un ou l'autre conjoint sont considérés comme propriété commune des deux et seront partagés à égalité, sauf si les deux conjoints optent pour le régime de séparation des biens.

### **Successions**

Le mari et la femme soumettent leurs successions au droit .... (mentionner un pays occidental). Ils rejettent toute restriction au droit d'hériter basée sur la religion ou le sexe. Au cas où la succession serait ouverte à l'étranger, partiellement ou totalement, et que le juge étranger refuserait d'appliquer le droit choisi par le couple, chaque conjoint reconnaît d'avance au conjoint survivant le droit au tiers de son héritage net après liquidation du régime matrimonial.

### **Décès et funérailles**

En cas de décès du mari, son corps sera enterré dans le cimetière laïque le plus proche, dans un cimetière religieux, incinéré, rapatrié dans le pays d'origine (spécifier le choix).

En cas de décès de la femme, son corps sera enterré dans le cimetière laïque le plus proche, dans un cimetière religieux, incinéré, rapatrié dans le pays d'origine (spécifier le choix).

En cas de décès d'un descendant, son corps sera enterré dans le cimetière laïque le plus proche, dans un cimetière religieux, incinéré, rapatrié dans le pays d'origine du conjoint étranger (spécifier le choix).

Si on choisit le transfert du corps du conjoint ou du descendant dans un pays d'origine, le conjoint qui fait ce choix s'engage à contracter une assurance qui couvre les frais du transfert.

### **Modification du présent contrat**

Le mari et la femme s'engagent à respecter les clauses de ce contrat de bonne foi. Le présent contrat ne peut être modifié qu'avec le consentement libre des deux conjoints, devant un notaire.

Nom du mari

Sa signature

lieu et date .....

Nom de la femme

Sa signature lieu et date .....

Nom du 1<sup>er</sup> témoin et son adresse

Sa signature lieu et date .....

Nom du 2<sup>ème</sup> témoin et son adresse

Sa signature lieu et date .....

Nom du notaire et son adresse

Sa signature lieu et date .....

P.S.: Au cas où les époux décideraient de procéder à une cérémonie religieuse musulmane après le mariage civil ou de conclure un mariage religieux ou consulaire à l'étranger, il est indispensable de mentionner expressément dans le document établi à la suite de la cérémonie ou du mariage:

- que le contrat de mariage signé devant notaire par les deux conjoints en fait partie intégrante et
- qu'en cas de contradiction entre les deux, le présent contrat l'emporte sur le document établi par l'autorité religieuse ou consulaire.

## Bibliographie

- Abd-al-Hadi, Abu-Sari Muhammad: *Ahkam al-at'imah wal-dhaba'ih fi al-fiqh al-islami*, Dar al-jil, Beyrouth; Maktabat al-turath al-islami, le Caire, 2<sup>ème</sup> édition, 1986.
- Abd-al-Qadir Al-Jaza'iri, Muhammad: *Tuhfat al-za'irin fi tarikh Al-Jaza'ir wal-Amir Abd-al-Qadir*, Dar al-yaqdhah al-arabiyyah, Beyrouth, 1964.
- Abou-Yousof Ya'koub (d. 798): *Le livre de l'impôt foncier*, Paul Geuthner, Paris, 1921.
- Abu-Da'ud: *Sunan Abu-Da'ud*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Abu-Zahrah, Muhammad (d. 1974): *Al-ahwal al-shakhsiyyah, qism al-zawag*, le Caire, 2<sup>ème</sup> édition, 1950.
- Abu-Zahrah, Muhammad (d. 1974): *Al-ilaqat al-duwaliyyah fil-islam*, Dar al-fikr al-arabi, le Caire, (1984?).
- *Ahkam al-dhabh wal-luhum al-mustawradah min al-kharij, majmu'at min al-fatawi*, Dar al-thaqafah, Riyad, 1979.
- Ahmad: *Musnad Ahmad*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Al-Amili, Muhammad (d. 1692): *Wasa'il al-shi'ah ila tahsil masa'il al-shari'ah*, Al-maktabah al-islamiyyah, Téhéran, 1982.
- Al-Ansari, Zakariyya (d. 1520): *Sharh al-manhaj*, en marge de: Hashiyat Al-Jamal, Al-Maktabah al-tijariyyah al-kubra, le Caire, s.d.
- Al-Aqfahsi, Ahmad: *Kitab li-ma yahil wa-yuharram min al-hayawan*, Dar al-Kutub al-ilmiyyah, Beyrouth, 1996.
- Al-Ashmawi, Fawzia: Kalimah, in: *Al-islam wal-muslimun bi-Uropa*, colloque du 20-21 mars 1997, Wazarat al-awqaf, Casablanca, vol. 2, p. 311-318.
- Al-Ashmawi, Fawzia: *La condition des musulmans en Suisse*, CERA Éditions, Genève, 2001.
- Al-Ashmawi, Muhammad Sa'id: *Al-shari'ah al-islamiyyah wal-qanun al-masri, dirasah muqaranah*, Maktabat Madbuli, le Caire, 1986.
- Al-Bahuti, Mansur (d. 1641): *Kashshaf al-qina an matn al-iqna*, Alam al-kutub, Beyrouth, 1983.
- Al-Bayhaqi, Abu-Bakr (d. 1066): *Al-sunan al-kubra*, Dar al-kutub al-ilmiyyah, Beyrouth, 1994.
- Al-Bukhari: *Sahih Al-Bukhari*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: *Cimetière musulman en Occident: normes juives, chrétiennes et musulmanes*, L'Harmattan, Paris, 2002.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: *Circoncision masculine, circoncision féminine, débat religieux, médical, social et juridique*, L'Harmattan, Paris, 2001.

- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: *Faux débat sur l'abattage rituel en Occident: Ignorance des normes juives et musulmanes, cas de la Suisse*, in: [www.lpj.org/Nonviolence/Sami/articles/frn-articles/abattage.htm](http://www.lpj.org/Nonviolence/Sami/articles/frn-articles/abattage.htm).
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: L'enseignement religieux en Égypte: Statut juridique et pratique, in: *Praxis juridique et religion*, 6.1.1989, p. 10-41.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: *Les musulmans face aux droits de l'homme: religion, droit et politique, étude et documents*, Winkler, Bochum, 1994.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Les ONG de défense des droits de l'homme en quête de légitimité en droit arabe, in: *Associations transnationales*, 1/1998, p. 12-27.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Limites du sport en droit musulman et arabe, in: *Droit et sport*, Staempfli, Berne, 1997, p. 349-371.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: *L'impact de la religion sur l'ordre juridique, cas de l'Égypte, Non-musulmans en pays d'islam*, Éditions universitaires, Fribourg, 1979.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Unification des droits arabes et ses contraintes, in: *Conflits et harmonisation: mélanges en l'honneur d'Alfred E. von Overbeck*, Éditions universitaires, Fribourg, 1990, p. 177-204.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Droit familial des pays arabes, statut personnel et fondamentalisme musulman, in: *Praxis juridique et religion*, 5.1.1988, p. 3-42.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A. et Bonomi, Andrea (éd.): *Le droit musulman de la famille et des successions à l'épreuve des ordres juridiques occidentaux*, Schulthess, Zürich, 1999.
- Aldeeb, Sami: *Mariages entre partenaires suisses et musulmans: connaître et prévenir les conflits*, Institut suisse de droit comparé, Lausanne, 3<sup>ème</sup> édition, réimpression 2000.
- *Al-fatawi al-islamiyyah min dar al-ifta al-masriyyah*, Wazarat al-awqaf, le Caire.
- Al-Fawzan, Salih: *Al-at'imah wa-ahkam al-sayd wal-dhaba'ih*, Maktabat al-ma'arif, Riyad, 1988.
- Al-Ghazali, Muhammad (d. 1996): *Qadaya al-mar'ah bayn al-taqalid al-rakidah wal-wafidah*, le Caire et Beyrouth, 4<sup>ème</sup> édition, 1992.
- Al-Hasan, Muhammad Ali: *Al-ilaqat al-duwaliyyah fil-Qur'an wal-Sunnah*, Maktabat al-nahdah al-islamiyyah, Amman, 2<sup>ème</sup> édition, 1982.
- Al-Jaza'iri, Abu-Bakr Jabir: *I'lam al-anam bi-hukm al-hijrah fil-islam*, Rasa'il Al-Jaza'iri, Maktabat Linah, Damanhur, 3<sup>ème</sup> édition, 1995, p. 711-729.
- Al-Jaza'iri, Muhammad Ibn Abd-al-Karim: *Tabdil al-jinsiyyah riddah wa-khiyanah*, s.l. et s. éditeur, 2<sup>ème</sup> édition, 1993.
- Al-Jaza'iri, Muhammad Ibn Abd-al-Karim: *Zawag al-muslim bi-ghayr al-muslimah wa zawag al-muslimah bi-ghayr al-muslim fi mizan al-islam*, [le Caire], 2<sup>ème</sup> édition, 1993.

- Al-Jurjani, Ali Ibn-Muhammad (d. 1413): *Al-ta'rifat*, Dar al-kitab al-masri, le Caire et Dar al-kitab al-lubnani, Beyrouth, 1990.
- Al-Kasani (d. 1191): *Kitab bada'i al-sana'i fi tartib al-shara'i*, Dar al-kitab al-arabi, Beyrouth, (1982?).
- Allègre, Claude: *Dieu face à la science*, Fayard, Paris, 1997.
- Al-Luwayhiq, Jamil Habib: *Al-tashabbuh al-munha anh fi al-fiqh al-islami*, Dar al-Andalus, Jeddah, 1999.
- Al-Mahdawi, Mustafa Kamal: *Al-bayan bil-Qur'an*, Al-dar al-jamahiriyyah lil-tawzi wal-i'lan, Casablanca, 1990.
- *Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah*, Wazarat al-awqaf wal-shu'un al-islamiyyah, Dhat al-salasil, Kuwait.
- Al-Nawawi, Abu-Zakariyya (d. 1277): *Al-majmu sharh al-muhadhdhab*, Dar al-fikr, Beyrouth, 1990.
- Al-Nawawi, Abu-Zakariyya (d. 1277): *Rawdat al-talibin wa-imdat al-muftin*, Al-maktab al-islami, Beyrouth, 3<sup>ème</sup> édition, 1991.
- Al-Nisa'i: *Sunan Al-Nisa'i*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Al-Qalqili, Abd-Allah: *Al-fatawi al-urduniyyah, qism al-ta'amul ma al-aduw wa ahkam al-jihad*, Al-maktab al-islami, Beyrouth, 1967.
- Al-Qalyubi et Umayra: *Hashiyah*, Dar ihya al-kutub al-arabiyyah, le Caire, s.d.
- Al-Qaradawi, Yusuf: *Min huda al-islam, fatawi mu'asirah*, Dar al-qalam, Kuwait, 3<sup>ème</sup> édition, 1987.
- Al-Qurtubi, Muhammad Ahmad (d. 1273): *Al-tadhkirah fi ahwal al-mawta wa-umum al-akhirah*, Dar al-manar, le Caire, (s.d.).
- Al-Sanhouri, Muhammad Ahmad Faraj: *Al-usrah fil-tashri al-islami*, Wazarat al-tarbiyah wal-ta'lim, le Caire, 1987.
- Al-Shafi'i (d. 820): *Kitab al-um*, Dar al-fikr, Beyrouth, 1980.
- Al-Sha'rawi, Muhammad Mitwalli (d. 1998): *Qadaya islamiyyah*, Dar al-shuruq, Beyrouth et le Caire, 1977
- Al-Shawkani, Muhammad (d. 1834): *Nayl al-awtar min ahadith sayyid al-akhyar, sharh muntaqa al-akhbar*, Dar al-jil, Beyrouth, s.d.
- Al-Shaykh Al-Saduq, Abu-Ja'far (d. 991): *Ilal al-shara'i*, Dar al-balaghah, Beyrouth, s.d.
- Al-Sukkari, Abd-al-Salam Abd-al-Rahim: *Khitan al-dhakar wa-khifad al-untha min manzur islami*, Dar al-manar, Heliopolis, 1988.
- Al-Tabatba'i, Al-Sayyid Ali: *Riyad al-masa'il fi bayan al-ahkam bil-dala'il*, Dar al-huda, Beyrouth, 1992.
- Al-Tirmidhi: *Jami Al-Tirmidhi*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Al-Wansharisi (d. 1508): *Al-mi'yar al-mu'rib wal-jami al-mujrib an fatawi ahl Afriqya wal-Andalus wal-Maghrib*, Wazarat al-awqaf, Rabat, 1981.



- Al-Wazani, Muhammad Al-Mahdi: *Al-nawazil al-sughra al-musammat al-minah al-samiyah fil-nawazil al-fiqhiyyah*, Wazarat al-awqaf, Rabat, 1992.
- Al-Zuhayli, Wahbah: *Al-fiqh al-islami wa-adillatuh*, Dar al-fikr, Damas, 1991.
- Al-Zuhayli, Wahbah: *Athar al-harb fil-fiqh al-islami*, Dar al-fikr, Damas, 1983.
- Arbez, Alain René: *Détenus musulmans dans les prisons suisses, réflexions d'un aumônier catholique*, avril 2000 (sous presse).
- Aubert, Jean-François: L'islam et l'école publique, in: *Der Verfassungsstaat vor neuen Herausforderungen, Festschrift für Yvo Hangartner*, Dike Verlag, St. Gall, 1998, p. 479-495.
- Aubert, Jean-François: *Traité de droit constitutionnel suisse*, Éditions idées et calendes, Neuchâtel, vol. 1 et 2, 1967, et supplément 1967-1982, 1982.
- Azeroual, Yves: *Foi et République, Dalil Boubakeur, Jacques Delaporte, Guy Le Neouannic, Joseph Sitruk, Jacques Stewart*, Éditions Patrick Banon, Paris, 1995.
- Badran, Badran Abu-al-Aynayn: *Al-ilaqat al-ijtima'iyyah bayn al-muslimin wa-ghayr al-muslimin*, Beyrouth, 1980.
- Barreau, Jean-Claude: *De l'immigration en général et de la nation française en particulier*, Le Pré aux Clercs, Belfond, 1992.
- Basset, Jean-Claude: Aux sources de l'anti-islamisme en Suisse, in: *Tangram*, 7, octobre 1999, p. 20-23.
- Bauer, Julien: *La nourriture cacher*, Que sais-je n° 3098, PUF, Paris, 1996.
- Belguendouz, Abdelkrim: Les jeunes maghrébins en Europe: deuxième génération, deuxième chance pour le développement au Maghreb? in: *Revue juridique, politique et économique du Maroc*, n° 21, 1988, p. 69-102.
- Benkheira, Mohammed Hocine: *Islam et interdits alimentaires, juguler l'animalité*, PUF, Paris, 2000.
- Branlard, Jean-Paul: *Droit et gastronomie aspect juridique de l'alimentation et des produits gourmands*, LGDJ et Gualion éditeur, Paris, 1999.
- Bucher, A.: *Droit international privé suisse, Personnes, Famille, Successions*, vol. 2, Helbing et Lichtenhahn, Bâle et Francfort-sur-le-Main, 1992.
- Cardaillac, Louis: *Morisques et chrétiens, un affrontement polémique 1492-1640*, série historique 6, Librairie Klincksieck, Paris, 1977.
- *Ce que croient les adventistes, 27 vérités bibliques fondamentales*, Éditions Vie et Santé, Dammarie les Lys, 1990.
- Chaïb, Yassine: *L'émigré et la mort, la mort musulmane en France*, Edisud, Aix-en-Provence, 2000.
- Charfi, Mohamed: *Code du statut personnel annoté*, Walili, Marrakech, 1996.
- *Chrétiens, musulmans et juifs dans l'Espagne médiévale: de la convergence à l'expulsion*, sous la direction de Ron Barkaï, Cerf, Paris, 1994.
- *Dalil al-muslim fi bilad al-ghurbah*, Dar al-ta'aruf lil-matbu'at, Beyrouth, 1990.

- Debrot, Samuel: L'opinion d'un directeur d'abattoir, in: *Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes*, n° 6, Bâle, 1971, p. 17-21.
- Deschenaux, H.; Tercier, P.; Werro, F.: *Le mariage et le divorce*, Staempfli, Berne, 4<sup>ème</sup> édition, 1995.
- Deschenaux, Henri et Steinauer, Paul-Henri: *Le nouveau droit matrimonial, effets généraux, régime matrimonial, succession*, Staempfli, Berne, 1987.
- *Deuxième et troisième rapports périodiques présentés par la Suisse au Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale conformément à l'article 9 de la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, Berne, mai 2000
- Dietary Laws, in: *Encyclopaedia judaica*, vol. 6, 1978, col. 26-46.
- *Discussion paper on the animal welfare standards to apply when animals are commercially slaughtered in accordance with the religious requirements*, Wellington, April 2001, in: <http://www.maf.govt.nz/biosecurity/animal-welfare/nawac/papers/religious-requirements.pdf>
- Dutoit, Bernard: *Commentaire de la loi fédérale du 18 décembre 1987*, Helbing et Lichtenhahn, Bâle, Francfort-sur-le-Main, 2<sup>ème</sup> édition, 1997.
- *Egypt demographic and health survey, 1995*, National population council, le Caire, septembre 1996.
- Ennaceur, Mohamed: L'immigration maghrébine en Europe et l'avenir des relations Maghreb-Europe, in: *Revue tunisienne de droit social*, 1992, n° 6, p. 111-136.
- *Être français aujourd'hui et demain, rapport remis au Premier Ministre par Marceau Long, président de la Commission de la nationalité*, 2 tomes, La documentation française, Paris, 1988.
- *Fatawi al-lajnah al-da'imah lil-buhuth al-ilmiyyah wal-ifta*, Dar al-asimah, Riyad, 1996.
- Favre, Antoine: *Droit constitutionnel suisse*, Éditions universitaires, Fribourg, 2<sup>ème</sup> édition, 1970.
- Fleiner, Thomas: Article 25bis, in: *Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 29 mai 1874*, Helbing et Liechtenhahn, Bâle, état: 1989.
- Gellatley, Juliet: *Going for the kill: A Viva! report on religious (ritual) slaughter: Do supermarket chains sell religiously slaughtered meat?* in: <http://www.viva.org.uk/Viva!%20Campaigns/Slaughter/goingforthekill3.htm#Stunning%20Abroad>.
- Gozlan, Martine: *L'islam et la République: des musulmans de France contre l'intégrisme*, Belfond, Paris, 1994.
- Grandin, Temple and Regenstein, Joe M.: *Religious slaughter and animal welfare: a discussion for meat scientists*, *Meat Focus International*, Published

- by: CAB International, March 1994, p. 115-123. in: <http://www.grandin.com/ritual/kosher.slaugh.html>.
- Grosse, Jacques-Michel: Le statut patrimonial de base, les effets généraux du mariage, in: *Le nouveau droit du mariage*, Cedidac, Lausanne, 1986.
  - Haeri, Shahla: *Law of desire, temporary marriage in Iran*, Tauris, Londres, 1989.
  - Haller, Hans-Joachim; Schraner, A.: Die Schächtfrage aus religiöser Sicht: Der Standpunkt der Theologen, in: *Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes*, n° 6, Bâle, 1971, p. 22-24.
  - Hamidullah, Muhammad: *Documents sur la diplomatie musulmane à l'époque du Prophète et des khalifes orthodoxes*, Maisonneuve, Paris, 1935.
  - Hamidullah, Muhammad: *Majmu'at al-watha'iq al-siyasiyyah lil-ahd al-nabawi wal-khilafah al-rashidah*, Dar al-nafa'is, Beyrouth, 5<sup>ème</sup> édition, 1985.
  - Hammad, Suhaylah Zayn-al-Abidin: *Masirat al-mar'ah al-su'udiyyah ila ayn, Al-dar al-su'udiyyah*, Jeddah, 3<sup>ème</sup> édition, 1984.
  - Hartinger, Werner: *Das betäubungslose Schächten der Tiere im 20. Jahrhundert, eine Dokumentation*, Die grüne Reihe, Fachverlag für Tierschutzliteratur Fred Wipfler, Munich, (s.d.).
  - Hartinger, Werner: *Das betäubungslose Schächten der Tiere in unserer Zeit*, Conférence, 8 septembre 2000, Berlin, in: <http://www.vgt.ch/news/000926.htm>.
  - Haut conseil de l'intégration: *L'islam dans la République*, novembre 2000.
  - Hefele, Karl Joseph von: *Histoire des conciles d'après les documents originaux*, Letouzey et Ané, Paris, 1907-1952.
  - Henninger, J.: L'impureté des aliments et du sang chez les peuples sémitiques, in: *Supplément au Dictionnaire de la Bible*, Paris, 1975, IX, p. 476-482.
  - Henninger, J.: Nouveaux débats sur l'interdiction du porc dans l'islam, in: *Le cuisinier et le philosophe, Hommage à Maxime Rodinson*, Paris, 1982, p. 29-40.
  - Hunter, W. W.: *The Indian Musalmans, are they bound in conscience to rebel against the Queen?* reprinted from the 1871 edition, Premier Book House, Lahore, 1974.
  - Ibn-Abidin, Muhammad Amin (d. 1836): *Rad al-muhtar ala al-dur al-mukhtar*, Dar al-fikr, Damas, 1979.
  - Ibn-Arabi (d. 1240): *Al-wasaya*, Dar al-jil, Beyrouth, 1988.
  - Ibn-al-Arabi (d. 1148): *Ahkam al-Qur'an*, Dar al-fikr, Beyrouth, 1972.
  - Ibn-Hazm, Ali (d. 1064): *Al-muhalla*, Dar al-afaq al-jadidah, Beyrouth, s.d.
  - Ibn-Hazm, Ali (d. 1064): *Ma'rifat al-nasikh wal-mansukh*, en marge de Tafsir al-Qur'an al-azim lil-imamayn al-jalilayn, Matba'at Al-Halabi, le Caire, 1923.
  - Ibn-Khaldun (d. 1406): *Muqaddimat Ibn-Khaldun*, Matba'at Ibn-Shaqrûn, le Caire, (s. d.)
  - Ibn-Majah: *Sunan Ibn-Majah*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.

- Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah, Shams-al-Din (d. 1351): *Ahkam ahl al-dhimmah*, Dar al-ilm lil-malayin, Beyrouth, 2<sup>ème</sup> édition, 1981.
- Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah, Shams-al-Din (d. 1351): *Zad al-ma'ad fi huda khayr al-ibad*, Dar Ibn-Hazm, Beyrouth, 1999.
- Ibn-Qudamah, Abu-Muhammad Abd-Allah (d. 1223): *Al-mughni*, Dar al-kitab al-arabi, Beyrouth, 1983.
- Ibn-Rushd (Averroès), Muhammad Ibn-Ahmad (d. 1198): *Bidayat al-mujtahid wa-nihayat al-muqtasid*, Dar al-kutub al-ilmiyyah, Beyrouth, 1996.
- Ibn-Rushd, Muhammad Ibn-Ahmad (d. 1126): *Al-bayan wal-tahsil wal-sharh wal-tawjih wal-ta'il fi masa'il al-mustakhrajah*, Dar al-gharb al-islami, Beyrouth, 1984.
- Ibn-Rushd, Muhammad Ibn-Ahmad (d. 1126): *Kitab al-muqaddimat al-mumahhidat*, Dar Sadir, Beyrouth (sans date).
- Ibn-Salamah, Hibat-Allah (d. 1019): *Al-nasikh wal-mansukh*, Mustafa Al-Halabi, le Caire, 2<sup>ème</sup> édition, 1967.
- *Immigration et nationalité, quelles réponses?* Ouvrage réalisé par un groupe de travail sous la direction de Jacques Trémolet de Villers, Dominique Martin Morin, Paris, 1990.
- Jad-al-Haq, Ali Jad-al-Haq: *Buhuth wa-fatawi islamiyyah fi qadaya mu'asirah*, Al-Azhar, le Caire, 1995.
- Jelen, Christian: *Ils feront de bons français, enquête sur l'assimilation des Maghrébins*, Laffont, Paris, 1991.
- Kabbashi, Al-Mukashifi Taha: *Tatbiq al-shari'ah al-islamiyyah fil-Sudan bayn al-haqiqah wal-itharah*, Al-Zahra lil-i'lam, le Caire, 1986.
- Kälin, Walter; Rieder, Andreas: *Bestattung von Muslimen auf öffentlichen Friedhöfen im Kanton Zürich*, Gutachten im Auftrag des Kirchenratspräsidenten Pfarren R. Reich, des Generalvikars von Zürich und Glarus, Weihbischof P. Henrici, und des Präsidenten der römisch-katholischen Zentralkommission des Kantons Zürich, Dr R. Zihlmann, 1er septembre 2000.
- Khadduri, Majid: *War and peace in the Law of islam*, The Johns Hopkins Press, Baltimore et Londres, 1979.
- Khalid, Hasan: *Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat*, Dar al-nahdah al-arabiyyah, Beyrouth, 1986.
- Khelil, Mohand: *L'intégration des Maghrébins en France*, PUF, Paris, 1991.
- Krauthammer, Pascal: *Das Schächtverbot in der Schweiz 1854-2000, Die Schächtfrage zwischen Tierschutz, Politik und Fremdenfeindlichkeit*, Schulthess, Zurich, 2000.
- *La Bible de Jérusalem*, Cerf, Paris, 1984.
- La Harpe, R.; Fryc, O.: La mort et la loi, in: *La mort devant la loi*, Société d'études thanatologiques de Suisse romande, 8<sup>ème</sup> colloque, Genève, 9 novembre 1989.

- Lathion, Stéphane: *De Cordoue à Vaulx-en-Velin, les musulmans en Europe et les défis de la coexistence*, Georg, Genève, 1999.
- Le cas Galilée: Le douloureux malentendu appartient désormais au passé, in: *Documentation catholique*, 20 décembre 1992, n° 2062, p. 1062-1072.
- Le Pen, Jean-Marie: *Pour la France*, Albatros, Paris, 1985.
- *Les conciles œcuméniques*, Cerf, Paris, 1994.
- *Les lois alimentaires*, [www.alliancefr.com/users/kacher/Kcacher1-genr.htm](http://www.alliancefr.com/users/kacher/Kcacher1-genr.htm), mis à jour novembre 2000.
- Levrat, Jacques: *Une expérience de dialogue, les centres d'étude chrétiens en monde musulman*, Christlich-Islamisches Schrifttum, Altenberg, 1987.
- Lewis, Bernard: La situation des populations musulmanes dans un régime non-musulman. Réflexions juridiques et historiques, in: Lewis Bernard & Schnapper, Dominique: *Musulmans en Europe*, Poitiers, Actes Sud, 1992, p. 11-34.
- *L'impôt d'Église*, Commission intercantonale d'information fiscale, Berne, 1999.
- Louveau, Philippe: *L'incinération: qu'en penser?* mis à jour le 5 décembre 1999, in: [www.portstnicolas.org/soc/soc82.htm](http://www.portstnicolas.org/soc/soc82.htm).
- Mahmud, Zaki Najib (d. 1993): *Al-ma'qul wal-la ma'qul*, Dar al-shuruq, Beyrouth et le Caire, 1976.
- Mahmud, Zaki Najib (d. 1993): *Tajdid al-fikr al-arabi*, Dar al-shuruq, Beyrouth et le Caire, 1974.
- Mahmud, Zaki Najib (d. 1993): *Thaqafatuna fi muwajahat al-asr*, Dar al-shuruq, Beyrouth et le Caire, 1976.
- Mahnig, Hans: L'intégration institutionnelle des musulmans en Suisse, in: *Tangram*, n° 8, mars 2000, p. 102-109.
- Mahomet: (d. 632): *Le Coran*, trad. Régis Blachère, PUF, Paris, 9<sup>ème</sup> édition, 1992.
- Maïmonide, Moïse (d. 1204): *Le guide des égarés*, Verdier, Lagrasse, 1979.
- Maïmonide, Moïse (d. 1204): *Le livre de la connaissance*, Quadrige & PUF, Paris, 1961.
- Malik: *Muwatta Malik*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Manaf, Abdelouahed: *Problèmes du couple mixte face au droit et à la société (cas franco-marocain)*, Imprimerie Najah el-jedida, Casablanca, 1990.
- Masud, Muhammad Khalid: The obligation to migrate: the doctrine of hijra in Islamic law, in: Dale F. Eickelman et James Piscatori (éd.): *Muslim travellers: pilgrimage, migration, and the religious imagination*, Routledge, Londres, 1990, p. 29-49.
- Mawerdi (d. 1058): *Les statuts gouvernementaux*, Le Sycomore, Paris, reproduction, 1982.
- Mawlawi, Faysal: *Al-usus al-shar'iyyah lil-ilaqat bayn al-muslimin wa-ghayr al-muslimin*, Dar al-irshad al-islamiyyah, Beyrouth, 1988.

- Menuhin, Moshe: *La saga des Menuhin, autobiographie de Moshe Menuhin*, Payot, Paris, 1986.
- Mercier, Pierre: *Conflits de civilisations et droit international privé: Polygamie et répudiation*, Dros, Genève, 1972.
- *Message relatif à une nouvelle constitution fédérale*, 20 novembre 1996.
- Mursi, Muhammad Abd-al-Alim: *Hijrat al-ulama min al-alam al-islami*, Dar alam al-kutub, Riyad, 1991
- Musa, Kamil: *Ahkam al-at'imah fi al-islam*, Dar al-basha'ir al-islamiyyah, Beyrouth, 1996.
- Muslim: *Sahih Muslim*, CD Al-Alamiyyah, Beyrouth, 1991-1996.
- Naïr, Sami: *Lettre à Charles Pasqua de la part de ceux qui ne sont pas bien nés*, Seuil, Paris, 1994.
- Neiryneck, Jacques et Ramadan, Tariq: *Peut-on vivre avec l'islam? Le choc de la religion musulmane et des sociétés laïques et chrétiennes*, Favre, Lausanne, 1999.
- Oualalou, Fathallah: L'immigration maghrébine en Europe un choix économique et culturel (un dossier UMA-CEE), in: *Économie et culture, actes*, Wallada, 1992, p. 41-49.
- Pahud de Mortanges, René: Fragen zur Integration der nichtchristlichen Religionsgemeinschaften in das schweizerische Religionsverfassungsrecht, in: *Annuaire suisse de droit ecclésiastique*, 1998, p. 89-108.
- Peters, Rudolph: Dar al-harb, Dar al-islam und der Kolonialismus, in: *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*, supplement III, 1, 1977, p. 579-587.
- Philon d'Alexandrie (d. 54): *De specialibus legibus*, Cerf, Paris, 1975.
- Quesada, Miguel-Angel Ladero: La population mudéjare, état de la question et documentation chrétienne en Castille, in: *Minorités religieuses dans l'Espagne médiévale, Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, n° 63-64, 1992/1-2, p. 131-142.
- Qutb, Sayyid (d. 1966): *Fi zilal al-Qur'an*, Dar al-shuruq, Beyrouth, 10<sup>ème</sup> édition, 1981.
- Ramadan, Hani: *Articles sur l'islam et la barbarie*, Centre islamique de Genève, Genève, 2001.
- Ramadan, Hani: *La femme en islam*, Éditions Maison d'Ennour, Paris, 1996.
- Ramadan, Tariq: *Être musulman européen, étude des sources islamiques à la lumière du contexte européen*, Tawhid, Lyon, 1999.
- Ramadan, Tariq: *Les musulmans dans la laïcité, responsabilités et droits des musulmans dans les sociétés occidentales*, Tawhid, Lyon, 1994.
- Rapport sur la protection de l'État, Bern, 1998.
- Raselli, Niccolò: Schickliche Beerdigung für Andersgläubige, in: *AJP* 9/1996, p. 1103-1110.

- Riad, Fouad: Pour un code européen de droit musulman, in: *Le statut personnel des musulmans, droit comparé et droit international privé*, sous la direction de Jean-Yves Carler et Michel Verwilghen, Bruxelles, 1992, p. 379-382.
- Sabbagh, Leila: La religion des Moriscos entre deux fatwas, in: *Les Morisques et leur temps*, CNRS, Paris, 1983, p. 43-56.
- Salamah, Ahmad Abd-al-Karim: *Mabadi al-qanun al-duwali al-islami al-muqaran*, Dar al-nahdah al-arabiyyah, le Caire, 1989.
- *Sectes ou mouvements endoctrinants en Suisse, la nécessité de l'action de l'État ou vers une politique fédérale en matière de sectes*: rapport de la Commission de gestion du Conseil national, 1er juillet 1999.
- Shahrur, Muhammad: *Al-Kitab wal-Qur'an, qira'ah mu'asirah*, Sharikat al-matbu'at, Beyrouth, 1992.
- Shaltut, Mahmud (1964): *Min tawjihat al-islam*, Dar al-shuruq, Beyrouth et le Caire, 7<sup>ème</sup> édition, 1983.
- Siegenthaler, Toni: Fascination des mers du sud et mariage, problèmes de la bigamie et de tenue des registres, in: *Revue de l'état civil*, 1985, p. 295-298.
- Spöndlin, Wilhelm: *Rechtsverhältnisse an Friedhöfen unter besonderer Berücksichtigung des zürcherischen Rechtes*, Schulthess, Zurich, 1910.
- Steiner, Richard: Einige notwendige Betrachtungen zu BV Art. 2bis, in: *Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes*, n° 6, Bâle, 1971, p. 3-14.
- Suter, Leonhard: *Muslimische Gräber auf kommunalen Friedhöfen*, Wissenschaft Spiritualität Gesellschaft, Zurich, octobre 1997.
- Tertullian (d. vers 220): *On the resurrection of the flesh*, trad. Holmes, in: [http://www.ccel.org/fathers2/ANF-03/anf03-41.htm#P9676\\_2650295](http://www.ccel.org/fathers2/ANF-03/anf03-41.htm#P9676_2650295).
- *The Gospel of Barnabas*, trad. Lonsdale et Laura Ragg, Clarendon Press, Oxford, 1907; réimpression: Al-Kitab, Lahore, 1981, et Ministry of awqaf and islamic Affairs, Doha, 1996.
- The Quinsext Council, (or the Council in Trullo), 692, canon 67, in: <http://www.fordham.edu/halsall/basis/trullo.html>.
- *Traités multilatéraux déposés auprès du secrétaire général*, état au 31 décembre 1991, Nations Unies, New York, 1992.
- Tupuliak, Sulayman Muhammad: *Al-ahkam al-siyasiyyah lil-aqalliyyat al-muslimah fi al-fiqh al-islami*, Dar al-nafa'is, Amman et Dar al-bayariq, Beyrouth, 1997.
- Turki, Abdel-Magid: Consultation juridique d'Al-Imam Al-Mazari sur le cas des musulmans vivant en Sicile sous l'autorité des Normands, in: *Mélanges de l'Université St-Joseph*, I, Beyrouth, 1980, p. 691-704.
- Uehlinger, Christoph: *Localités palestiniennes détruites après 1948*, Association pour reconstruire Emmaüs, CH-1025 St-Sulpice, 1989.

- Vaux, R. de: Les sacrifices de porcs en Palestine et dans l'ancien Orient, in: *Bible et Orient*, Paris, 1967, p. 499-516.
- Wyler, Fritz: *Die staatsrechtliche Stellung der israelitischen Religionsgenossenschaften in der Schweiz*, Buchdruckerei Glarner Nachrichten, Glarus, 1929.
- Zakkar, Suhayl: *Al-jami fi akhbar al-qaramitah*, Dar Hassam, Damas, 1987.
- Zukaghi, Ahmad: *Ahkam al-qanun al-duwali al-khas fil-tashri al-maghribi, al-jinsiyyah*, vol. I, Dar Tobgal, Casablanca, 1992.



## Table des matières

Sommaire.....	3
Observations générales.....	4
Préface par Guy Hennebelle.....	6
Introduction.....	9
Partie I. Conception musulmane des minorités.....	11
Chapitre I. Division à l'intérieur de la Terre d'islam.....	11
1) Musulmans.....	11
2) Gens du Livre.....	14
3) Apostats.....	17
4) Polythéistes.....	18
5) Statut particulier de l'Arabie.....	18
Chapitre II. Terre d'islam et Terre de mécréance.....	19
1) Frontière religieuse classique.....	19
2) Frontière religieuse classique et migration.....	20
3) Frontière religieuse actuelle.....	25
4) Frontière religieuse et migration actuelle.....	27
5) Naturalisation des musulmans.....	41
6) Migration: intégration ou désintégration.....	46
Partie II. Minorités en Suisse.....	49
Chapitre I. Minorités en général.....	49
Chapitre II. Minorités linguistiques et ethniques.....	52
Chapitre III. Minorités religieuses.....	52
Chapitre IV. Minorités, individu et État.....	55
Partie III. Musulmans en Suisse.....	58
Chapitre I. Reconnaissance de l'islam.....	58
1) Reconnaissance par le public.....	58
2) Reconnaissance par les autorités.....	60
3) Reconnaissance de la Suisse par les musulmans.....	65
Chapitre II. Liberté de religion et de culte.....	72
1) Liberté d'adhérer.....	72
A) Normes musulmanes.....	72
B) Normes suisses.....	74
2) Marquage religieux.....	76
A) Normes musulmanes.....	76
B) Normes suisses.....	77
3) Liberté d'expression.....	78
A) Normes musulmanes.....	78
B) Normes suisses.....	80
4) Congés, prières et jeûne de Ramadan.....	85
A) Normes musulmanes.....	85
B) Normes suisses.....	87
5) Mosquées et personnel religieux.....	91

A) Normes musulmanes.....	91
B) Normes suisses.....	92
Chapitre III. École et religion.....	96
1) Enseignement religieux .....	96
A) Normes musulmanes.....	96
B) Normes suisses.....	98
2) Signes religieux distinctifs à l'école .....	103
A) Normes musulmanes.....	103
B) Normes suisses.....	105
3) Mixité .....	115
A) Normes musulmanes.....	115
B) Normes suisses.....	116
4) Contenu des cours .....	119
A) Normes musulmanes.....	119
B) Normes suisses.....	121
5) Écoles pour les musulmans .....	122
A) Normes musulmanes.....	122
B) Normes suisses.....	122
Chapitre IV. Droit de famille.....	124
1) Passage du religieux au civil .....	125
A) Normes musulmanes.....	125
B) Normes suisses.....	125
2) Célébration du mariage.....	126
A) Normes musulmanes.....	126
B) Normes suisses.....	127
3) Empêchement religieux au mariage .....	128
A) Normes musulmanes.....	128
B) Normes suisses.....	129
4) Mariage temporaire ou de jouissance .....	133
A) Normes musulmanes.....	133
B) Normes suisses.....	133
5) Polygamie .....	134
A) Normes musulmanes.....	134
B) Normes suisses.....	134
6) Dissolution du mariage.....	136
A) Normes musulmanes.....	136
B) Normes suisses.....	138
7) Autorité du mari sur sa femme .....	141
A) Normes musulmanes.....	141
B) Normes suisses.....	141
8) Relations entre parents et enfants .....	142
A) Normes musulmanes.....	142
B) Normes suisses.....	144
9) Régime matrimonial .....	147
A) Normes musulmanes.....	147

B) Normes suisses.....	148
10) Droit successoral .....	149
A) Normes musulmanes.....	149
B) Normes suisses.....	150
Chapitre V. Interdits alimentaires.....	151
1) Normes religieuses .....	151
A) Normes juives .....	151
B) Normes chrétiennes.....	155
C) Normes musulmanes.....	157
2) Normes suisses .....	169
A) Abattage rituel .....	169
B) Restauration collective.....	184
C) Disponibilité et contrôle des aliments.....	186
D) Sanction sociale .....	188
Chapitre VI. Cimetières religieux.....	190
1) Séparation des tombes .....	190
A) Normes musulmanes.....	190
B) Normes suisses.....	192
2) Direction de la tombe .....	196
A) Normes musulmanes.....	196
B) Normes suisses.....	197
3) Linceul, cercueil et tombe .....	198
A) Normes musulmanes.....	198
B) Normes suisses.....	199
4) Temps de l'enterrement .....	200
A) Normes musulmanes.....	200
B) Normes suisses.....	201
5) Permanence des tombes.....	202
A) Normes musulmanes.....	202
B) Normes suisses.....	203
6) Incinération.....	204
A) Normes musulmanes.....	204
B) Normes suisses.....	206
Conclusion.....	210
1) Responsabilité partagée .....	210
2) Flux migratoires musulmans .....	213
3) Rôle des philosophes .....	214
Annexes .....	217
Annexe 1. La barbarie est le fruit de l'injustice .....	217
Annexe 2. Les États-Unis et la justice .....	218
Annexe 3. Pas de justice, pas de paix .....	219
Annexe 4. Modèle de contrat de mariage mixte .....	226
Bibliographie .....	230
Table des matières .....	241